



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 078
Le mardi 3 février 2026

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 3 février 2026

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

• (1000)

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

Le Président: Je signale à la Chambre l'utilisation, aujourd'hui, de la masse en bois. Elle rappelle l'incendie qui a coûté la vie à sept personnes et qui a détruit les édifices du Parlement originaux dans la nuit du 3 février 1916.

L'ancienne masse se trouvait parmi les articles détruits par le feu cette nuit-là. La copie en bois que nous voyons aujourd'hui a été fabriquée dans la foulée de cet événement et a servi un certain temps, jusqu'à ce que le Royaume-Uni nous fasse cadeau de la masse actuelle, en 1917.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

CERTIFICATS DE NOMINATION

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 110(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, un certificat de nomination accompagné d'une notice biographique concernant la nomination proposée d'Anton Boegman à titre de commissaire à la transparence en matière d'influence étrangère pour un mandat de sept ans. Je demande que la nomination et la notice biographique soient renvoyées au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Jessica Fancy (South Shore—St. Margarets, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom de citoyens de ma circonscription, South Shore—St. Margarets, et plus précisément, de la municipalité de Barrington, ainsi qu'au nom de visiteurs et d'entreprises de cette municipalité. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de prendre des mesures immédiates pour améliorer le service cellulaire dans notre communauté en travaillant en étroite collaboration avec les fournisseurs de télécommunications pour étendre la couverture dans les secteurs mal desservis.

LA SANTÉ MENTALE

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom de Canadiens gravement préoccupés par la

crise de santé mentale et de toxicomanie qui s'intensifie partout au pays, crise que la pandémie de COVID-19 n'a fait qu'exacerber.

Les pétitionnaires déplorent le fait que trop de Canadiens n'arrivent pas à accéder en temps opportun à des services de soutien en santé mentale et en toxicomanie. Ils signalent que l'impossibilité d'accéder à ces services au sein de la collectivité accroît la pression sur les urgences des hôpitaux et les fournisseurs de soins primaires. De plus, ils font remarquer que les maladies mentales non traitées ou incorrectement traitées entraînent des coûts sociaux et économiques considérables.

En conséquence, les pétitionnaires prient le gouvernement du Canada: d'élaborer sans tarder une loi qui consacrera la parité entre santé physique et santé mentale au sein du régime public universel de soins de santé du Canada; de garantir l'accès en temps opportun, au-delà du contexte médico-hospitalier, à des services en santé mentale et en toxicomanie qui soient fondés sur des données probantes, adaptés sur le plan culturel et subventionnés par l'État; d'établir le transfert canadien en matière de santé mentale afin de financer durablement la prestation de tels services, en commençant par un transfert initial de 4,5 milliards de dollars aux provinces et aux territoires.

Les pétitionnaires indiquent clairement que les Canadiens méritent un système de santé où la santé mentale est traitée avec le même empressement, de manière tout aussi prioritaire et avec le même respect que la santé physique.

LES ORGANISMES DE BIENFAISANCE

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une pétition demandant au gouvernement du Canada de protéger le statut d'organisme de bienfaisance des institutions religieuses au Canada.

Les organismes de bienfaisance religieux et les institutions religieuses jouent un rôle essentiel dans notre pays et enrichissent nos collectivités, notamment en venant en aide aux personnes dans le besoin, en favorisant l'esprit communautaire ou simplement en rassemblant les gens, malgré les déclarations contradictoires du gouvernement. Les pétitionnaires demandent donc au gouvernement du Canada de maintenir le statut d'organisme de bienfaisance des institutions religieuses et des organismes de bienfaisance religieux afin qu'ils puissent poursuivre le travail important qu'ils accomplissent dans nos collectivités.

Travaux des subsides

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais également présenter une pétition au nom de mes concitoyens, qui demandent au gouvernement du Canada de retirer le projet de loi C-9 et de protéger la liberté de religion au pays. Les pétitionnaires soulignent que l'amendement du Parti libéral et du Bloc au projet de loi C-9 qui a été adopté par le comité supprimerait la disposition sur la défense religieuse de bonne foi du Code criminel, ce qui criminaliserait des textes sacrés comme la Bible et punirait et poursuivrait des Canadiens pour avoir exprimé des convictions profondes.

Les pétitionnaires estiment que la liberté d'expression et la liberté de religion sont des droits fondamentaux qui doivent être protégés. La liberté de religion et la liberté d'expression sont inscrites dans la Charte des droits et libertés. Elles constituent le fondement de la démocratie occidentale et ont permis à des sociétés de s'épanouir pendant des milliers d'années. Nous ne devons pas sombrer dans le wokisme postnational de l'extrême gauche.

• (1005)

Le Président: Je tiens simplement à rappeler aux députés que, pendant la période réservée aux affaires courantes, nous devons résumer les pétitions au lieu de faire des déclarations.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

[Le texte des questions et des réponses est disponible sur le site Web des questions écrites.]

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Français]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — L'ABORDABILITÉ DES ALIMENTS

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lothbinière, PCC) propose:

Que, étant donné que le ministre des Finances a promis en octobre 2023 que le prix des aliments se stabiliserait « bientôt », que le premier ministre a déclaré en mai 2025 qu'il serait jugé en fonction des prix à l'épicerie, et que,

- (i) les Canadiens subissent la plus forte inflation alimentaire de tout le G7,
- (ii) l'inflation alimentaire a doublé depuis l'entrée en fonction du premier ministre,
- (iii) le taux d'inflation alimentaire au Canada est deux fois plus élevé qu'aux États-Unis,
- (iv) les banques alimentaires canadiennes enregistrent 2,2 millions de visites par mois,
- (v) le recours aux banques alimentaires a plus que doublé depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux,

la Chambre demande au gouvernement de présenter immédiatement un plan favorisant l'abordabilité des aliments, lequel:

- a) éliminerait les taxes cachées des libéraux sur les aliments, y compris,
 - (i) la taxe sur le carbone pour les industries, qui s'applique à l'équipement agricole, aux engrais et aux entreprises de transformation d'aliments, qui fait

grimper les coûts de production des aliments et qui se répercute sur les consommateurs,

(ii) la taxe liée à la norme sur les carburants, imposée aux agriculteurs, aux camionneurs et à ceux qui nous fournissent des aliments, qui s'élève à sept cents par litre et augmentera jusqu'à 17 cents par litre,

(iii) la taxe sur l'emballage des aliments, qui coûtera 1,3 milliard de dollars aux Canadiens;

b) stimulerait la concurrence dans le secteur canadien de l'épicerie, qui est trop concentré.

— Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec ma collègue l'excellente députée d'Oshawa.

Je vais citer le chef de l'opposition officielle: Ce gouvernement libéral ne fait pas qu'abandonner les gens. Il les taxe et chasse les jeunes de leur maison, les travailleurs de leur emploi et les familles de l'épicerie.

C'est d'ailleurs le thème de la motion de l'opposition aujourd'hui. Je vais poursuivre la lecture de la citation de M. Poilievre, qui parle du premier ministre. Le premier ministre a dit qu'un pays qui ne pouvait pas...

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Le député n'a pas le droit de désigner les députés par leur nom, y compris son chef.

Le vice-président adjoint (John Nater): J'invite le député à désigner les députés par leur titre.

[Français]

Luc Berthold: Monsieur le Président, je citais le chef de l'opposition qui réitérait les paroles du premier ministre, lequel a dit qu'un pays qui ne peut pas se nourrir lui-même a peu d'options. Or, depuis l'élection de ce premier ministre, l'inflation alimentaire a doublé. Elle est la pire des pays du G7. L'épicerie coûte en moyenne, pour une famille, la somme inimaginable de 17 600 \$, et ça, c'est après avoir payé toutes les taxes.

Par conséquent, la motion d'aujourd'hui est absolument essentielle pour permettre aux familles de respirer et de pouvoir aller faire l'épicerie sans avoir peur. En ce moment, les familles font l'épicerie avec une calculatrice à la main. Ils remettent des produits sur les tablettes. Ils se demandent laquelle des factures va rester impayée pour que le frigo ne soit pas vide.

Pendant que les Canadiens font des choix impossibles, que fait le gouvernement? Il fait ce qu'il fait depuis l'élection: il promet, il renonce, il annonce, il fait des discours, puis il se félicite des mesures qui viennent mettre des pansements sur des problèmes que les libéraux ont eux-mêmes causés, pendant que la facture des citoyens, elle, continue de monter.

Retournons en octobre 2023. L'actuel ministre des Finances, qui occupait un autre poste, déclarait et promettait que les prix des aliments se stabiliseraient bientôt. Il a même fait une grande rencontre avec les grands dirigeants des entreprises Loblaw, Sobeys, Metro, Costco et Walmart. Après cette rencontre, il s'était dit rassuré de voir que ces gens s'étaient engagés à l'écouter et à baisser les prix à l'épicerie. Que s'est-il passé depuis ce temps? Les prix à l'épicerie n'ont pas cessé d'augmenter.

Le premier ministre lui-même a dit qu'il serait jugé sur les prix à l'épicerie. Eh bien, les Canadiens sont en train de le juger et le verdict est brutal. Quels sont les faits? Le Canada est en effet champion de l'inflation alimentaire. Les chiffres sont accablants. En décembre, l'inflation alimentaire au Canada était de 6,2 %. Aux États-Unis, c'était 3,1 %. C'est deux fois moins chez nos voisins du Sud que ce l'est ici, au Canada. Pire, le Canada se retrouve au sommet du G7 pour l'inflation alimentaire.

Pendant que le premier ministre fait des discours et des conférences de presse, les Canadiens, eux, paient la note. C'est vrai et on le constate chaque fois qu'on va à la caisse ou dans chaque rangée de l'épicerie. Le prix du bœuf a subi une augmentation de 16 %; les oranges, 15 %; les pommes, 10 %; la laitue, 12 %; le café et le thé, 26 %. Même si on va du côté du café torréfié ou moulu, c'est 41 % d'augmentation. L'inflation alimentaire a doublé depuis que ce premier ministre est en poste. C'est donc aux Canadiens de juger si le premier ministre obtient la note de passage pour le prix à l'épicerie.

Il y a un problème avec ça, et ça a une conséquence majeure pour un pays comme le Canada. C'est que la faim se normalise. Les gens sont en train de s'habituer à des prix qui n'ont pas de bon sens à l'épicerie. Qu'est-ce que ça fait quand les coûts à l'épicerie explosent? Les organismes communautaires doivent prendre la relève. De nombreux témoignages au cours des derniers mois nous ont démontré qu'ils sont dépassés par tout ce qui arrive présentement au Canada. Selon l'organisme Banques alimentaires Canada, il y a près de 2,2 millions de Canadiens qui vont dans les banques alimentaires. Je le répète: 2,2 millions de Canadiens vont dans les banques alimentaires chaque mois. Ce n'est pas parce que les gens ne travaillent pas. Une personne sur cinq qui dépend des banques alimentaires a un emploi. Qu'est-ce que ça veut dire? Ça veut dire que, malheureusement, au Canada, un pays du G7, une des puissances mondiales, un pays avec les plus grandes ressources, le travail ne protège plus contre la faim. En effet, c'est ici même, au Canada, après 10 ans de politiques libérales inflationnistes.

Les chiffres, comme je le mentionnais plus tôt, ont doublé sous les libéraux. En 2014, il y avait 841 000 personnes qui allaient dans les banques alimentaires chaque mois. Maintenant, ce sont 2,2 millions de personnes. L'impensable est donc en train de se produire: la faim devient une habitude. Pendant ce temps, on entend les libéraux se galvaniser et dire qu'ils ont un plan pour faire face aux coûts de l'épicerie.

• (1010)

On entend le premier ministre dire que nous le jugerons selon les prix à l'épicerie. On entend des annonces selon lesquelles on va aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût à l'épicerie. Cependant, quel est le plan véritable pour s'attaquer à l'inflation? Pour les libéraux, le plan semble être que les banques alimentaires deviennent la politique du gouvernement pour aider les Canadiens qui ont de la difficulté, et ça, c'est inacceptable.

Le premier ministre adore dire que tout ça est une crise mondiale. Si c'était mondial, on verrait les mêmes résultats partout. Or ce n'est pas le cas. L'inflation alimentaire au Canada est la plus élevée du G7, et elle est deux fois plus élevée qu'aux États-Unis. Qu'est-ce qui explique cette différence, alors? Ce sont les coûts imposés par le gouvernement tout au long de la chaîne alimentaire.

Premièrement, il y a la taxe sur le carbone industrielle. Cette taxe s'applique à des éléments clés comme l'équipement agricole, les intrants, la transformation. Elle augmente le coût de production, et

Travaux des subsides

donc le coût final de la nourriture. On entend les libéraux dire que ce sont les entreprises qui paient. Oui, mais, dans la vraie vie, les entreprises ne sont pas des œuvres de charité. Elles refilent le coût à leurs consommateurs, à leurs clients.

Deuxièmement, il y a la norme sur les carburants. C'est une autre taxe cachée sur les carburants utilisés par les agriculteurs, par les camionneurs et dans les chaînes d'approvisionnement, et qui, sous les libéraux, va augmenter jusqu'à atteindre 17 ¢ le litre. C'est ce que ça va coûter de plus pour un litre de carburant. Que pense-t-on qui va arriver? Pense-t-on que les entreprises vont payer ça, dire qu'elles collaborent, qu'elles sont heureuses, merci beaucoup et au revoir? Eh bien non, elles n'arriveront pas à boucler leur fin de mois. Elles n'auront pas d'autre choix, elles non plus, que d'augmenter le prix de leurs produits et de refiler la facture au consommateur, à la mère de famille, à la jeune mère célibataire, aux parents ayant des enfants qui font des sports, lesquels devront tous choisir, encore une fois, de faire des choix difficiles à l'épicerie.

Troisièmement, la nouvelle politique sur l'emballage et l'interdiction de certains plastiques est une autre taxe cachée, qu'on le veuille ou non. C'est une taxe qui va aller chercher à peu près 1,3 milliard de dollars de plus dans les poches des contribuables, encore une fois. Quand le gouvernement alourdit les coûts pour les producteurs, les transformateurs, les transporteurs, les détaillants, à quoi s'attend-il? Quand on en ajoute sans cesse, s'attend-on à ce que les prix baissent? Eh bien non, les prix montent. Ce sont juste des mathématiques simples.

Par ailleurs, les solutions temporaires qui ont été proposées par le gouvernement n'entraînent pas une baisse durable des prix. Le gouvernement veut nous faire croire qu'il agit lorsqu'il augmente un crédit ici, un paiement là. D'où vient cet argent, cependant? Il vient de cette poche-là: celle des contribuables. On va en redonner une partie dans cette poche-là, et le montant équivaut à peu près à un coupon de 10 \$ par semaine pour une année pour une famille, alors que la facture est de 17 000 \$ par année. Ce qu'on leur offre, c'est un coupon de 10 \$ par semaine, alors que les données prévoient que la facture va augmenter de 1 000 \$ cette année. Il y a Metro qui vient d'annoncer récemment une hausse de 3 % des prix de tous ses produits de base à l'épicerie.

J'invite donc tous les députés à appuyer cette motion pour ne pas qu'on oublie que, derrière chaque statistique dont je viens de parler, il y a une famille qui doit être obligée de couper dans son assiette, dans ce qu'elle mange, dans la nourriture nutritive pour les enfants et pour tous les membres de la famille.

• (1015)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, contrairement à ce qu'affirment faussement les conservateurs, le Canada ne va pas mal.

Le député a parlé de l'inflation du prix des aliments, mais s'est-il déjà dit qu'il serait bon d'examiner les données des cinq dernières années? S'il avait examiné toutes ces années dans leur ensemble, il aurait constaté que le Canada n'est pas le cancre du G7.

Travaux des subsides

Au contraire, après une année difficile, le gouvernement et le premier ministre ont réagi. Nous avons pu le constater hier avec l'adoption de l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui verse concrètement de l'argent aux Canadiens. Les conservateurs ont permis à contrecœur que ce projet de loi soit adopté avec dissidence.

Le député appuie-t-il l'initiative libérale qui a été présentée hier?

[Français]

Luc Berthold: Monsieur le Président, honnêtement, je ne sais pas trop ce que ça veut dire, mais ce n'est sûrement pas la manière dont les conservateurs ont décidé d'appuyer cette mesure-là.

Bien sûr, nous allons soutenir une mesure qui va donner un petit peu d'argent aux Canadiens pour faire face à 10 ans d'inflation, à 10 ans d'augmentation, à la pire inflation qu'on n'a jamais connue, à la pire inflation du G7. C'est sûr que les Canadiens vont être reconnaissants de recevoir ce coupon de 10 \$ par semaine visant à les aider.

Toutefois, pendant ce temps-là, qu'est-ce qui arrive? Les prix continuent de monter. Ils montent plus vite que les chèques que les gouvernements sont capables de verser. Ce gouvernement oublie une chose: si on ne s'attaque pas aux causes de l'inflation, l'inflation continue. Si le gouvernement continue de dépenser, les prix vont continuer d'augmenter et les familles vont payer trop cher.

• (1020)

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais savoir ce que mon collègue pense du fait suivant. Lors des deux dernières législatures, les journées de l'opposition des conservateurs ont été presque entièrement consacrées à l'abolition de la taxe sur le carbone. Les conservateurs disaient qu'elle faisait augmenter le prix des aliments. Les libéraux ont copié leur programme et ont aboli la taxe sur le carbone pour les particuliers. Or on ne voit pas d'effet sur le prix des aliments.

À part le pétrole, est-ce que mon collègue entrevoit qu'il pourrait y avoir d'autres facteurs qui influencent le prix des aliments?

Luc Berthold: Monsieur le Président, si on n'avait pas aboli la taxe sur le carbone, l'inflation alimentaire serait inacceptable au pays.

Toutefois, il y a effectivement d'autres facteurs auxquels il faut s'attaquer. J'ai mentionné tout à l'heure que le ministre des Finances et du Revenu national actuel, alors qu'il occupait un autre poste, avait rencontré les grands dirigeants des grandes compagnies d'épicerie. Qu'est-ce que ça a donné comme résultat? Ça n'a donné absolument rien.

Il faut s'attaquer à la question de la concurrence. Il faut s'assurer que la concurrence au Canada est assez forte pour qu'elle aide à faire baisser les prix. C'est sûr qu'on ne verra pas des gestes comme ça de la part d'un gouvernement qui favorise ces grands dirigeants de compagnies alimentaires.

[Traduction]

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, je trouve intéressant que, chaque fois que les conservateurs soulèvent des préoccupations en s'appuyant sur des données statistiques, les députés d'en face se plaisent à les accuser de propager de la désinformation.

Ce qui importe avant tout, c'est ce que nous rapportent nos concitoyens. Comme les libéraux aiment aussi dire qu'ils règlent tous les

problèmes, que ça ne va pas si mal et qu'ils proposent des solutions, j'aimerais simplement donner à mon collègue l'occasion de parler un peu plus de ce qu'il entend régulièrement de la part de ses concitoyens à ce sujet.

[Français]

Luc Berthold: Monsieur le Président, chaque semaine, quand je fais les courses à l'épicerie en compagnie de mon épouse, les gens me parlent des prix. Chaque fois, on me dit que c'est devenu tellement cher d'acheter du bœuf pour la famille qu'on doit choisir autre chose. Presque chaque fois, je vois quelqu'un remettre quelque chose sur la tablette de l'épicerie parce qu'il n'arrive pas à le payer. On voit de plus en plus de gestes de générosité de la part des Canadiens. Certains vont offrir de payer la différence. J'ai vu ça au moins une fois. Les gens font de beaux gestes, mais, malheureusement, on ne sent pas que le gouvernement a envie de s'attaquer à l'inflation alimentaire. C'est pour ça que nous lui demandons d'appuyer cette motion aujourd'hui pour faire diminuer les coûts à l'épicerie.

[Traduction]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, mon collègue a parlé des prix à l'épicerie qui ont doublé, mais ô surprise, les marges bénéficiaires des grandes épiceries ont, elles aussi, doublé. Celles-ci enregistrent des profits records. Mon collègue a parlé de la rencontre organisée par les libéraux avec les grandes épiceries, mais rien n'a bougé. Cette situation nécessite une intervention du gouvernement et une taxe sur les bénéfices exceptionnels.

Mon collègue est-il d'accord avec moi pour dire qu'il faut fixer un seuil, que les grandes entreprises qui s'enrichissent sur le dos des gens ordinaires doivent être freinées et qu'une taxe sur les bénéfices exceptionnels permettrait justement d'atteindre cet objectif?

[Français]

Luc Berthold: Monsieur le Président, j'étais presque d'accord avec mon collègue, mais pas tout à fait. Nous n'irons pas jusque-là, mais c'est évident que les géants de l'alimentation doivent en faire plus pour faire en sorte de diminuer l'inflation alimentaire. Ce n'est pas normal que des profits de cette ampleur-là soient répartis entre les géants de l'alimentation pendant que les gens n'arrivent pas à payer leur facture à l'épicerie.

[Traduction]

Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, comme d'habitude, c'est un privilège pour moi de prendre la parole à la Chambre au nom de mes merveilleux voisins d'Oshawa. Mes voisins traversent des moments difficiles, après que 1 200 d'entre eux ont effectué leur dernier quart de travail comme travailleurs de l'automobile à Oshawa. Aujourd'hui, je suis toutefois ici pour parler d'autres mesures d'abordabilité, qui devraient aider ces personnes, et de notre motion conservatrice, qui est une proposition axée sur des solutions. Elle aiderait tous les Canadiens à assumer le coût de l'épicerie.

Au cours de la dernière campagne, puis chaque semaine par la suite, j'ai échangé avec de nombreux résidents d'Oshawa qui continuent de me témoigner leur confiance. Ils commencent souvent par parler du prix des aliments, puis la discussion s'approfondit. Les Canadiens sont épuisés. Ils sont angoissés et inquiets. Ils se demandent comment une chose aussi essentielle que la nourriture a pu devenir un fardeau aussi lourd.

Travaux des subsides

Mes concitoyens ne demandent ni luxe ni charité. Ils posent une question simple et honnête: comment allons-nous pouvoir nourrir nos familles quand les prix augmentent d'un mois à l'autre et que nos chèques de paie restent les mêmes?

À Oshawa, cette pression se fait sentir partout. Des familles autrefois stables vivent désormais avec un budget étiré au maximum. Des personnes âgées qui avaient soigneusement planifié leur retraite doivent maintenant faire des choix déchirants entre l'épicerie et d'autres besoins essentiels. Des travailleurs qui font tout ce qu'il faut se rendent compte que l'ardeur au travail ne suffit désormais plus pour arriver à joindre les deux bouts.

Tiffany Kift est directrice générale de la Simcoe Hall Settlement House, une banque alimentaire à Oshawa. Elle m'a décrit ce qu'elle constate chaque jour. Des familles qui n'avaient jamais eu besoin d'aide auparavant se tournent maintenant vers la banque alimentaire. Ce sont des familles de travailleurs, dont certaines ont deux revenus. Ce sont des grands-parents qui élèvent leurs petits-enfants, et des gens qui ont finalement trouvé un logement, mais qui n'ont absolument plus rien pour acheter de la nourriture. Elle m'a aussi confié quelque chose qui devrait interpeller chaque député, quelle que soit son allégeance. Les donateurs de longue date, les personnes qui ont soutenu la banque alimentaire année après année, ne sont plus en mesure de faire des dons, non pas par indifférence, mais parce qu'ils se démènent eux aussi pour répondre à leurs propres besoins essentiels. Lorsque même ceux qui ont toujours aidé les autres en arrachent, il est clair qu'il ne s'agit plus d'un problème passager, mais d'un problème systémique.

L'abordabilité des aliments ne devrait jamais être une question partisane, et il n'est pas nécessaire qu'elle le soit. Ce devrait plutôt être un élément d'unification. Chaque député de la Chambre représente des personnes qui ressentent cette pression. C'est dans cet esprit que cette motion est présentée, son objectif étant de procurer un soulagement réel et de donner l'assurance que le Parlement peut produire des résultats concrets.

Aujourd'hui, le Canada affiche le taux d'inflation le plus élevé des pays du G7 en ce qui concerne l'alimentation. Certains députés attribuent cette situation aux changements climatiques. On pourrait croire, à les entendre, que les six autres pays ne sont pas touchés par les changements climatiques. L'inflation alimentaire a doublé depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre et elle est environ deux fois plus élevée que celle que connaissent les familles américaines. Comme nous l'avons entendu à maintes reprises, le recours aux banques alimentaires a plus que doublé, atteignant 2,2 millions de visites en un seul mois. Cette situation n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat de décisions politiques prises ici même, à Ottawa, par le gouvernement. L'avantage, si l'on peut dire, c'est que cette situation peut aussi être corrigée par le gouvernement.

Lorsque nous parlons de corriger le tir, nous parlons en réalité de rétablir la confiance. Les Canadiens veulent savoir que, lorsqu'une politique ne fonctionne pas, le gouvernement a non seulement l'humilité de le reconnaître, mais aussi le courage de la modifier. Ce n'est pas un signe de faiblesse, mais un signe de responsabilité et de courage, ce qui est toujours apprécié à la Chambre des communes.

Partout à Oshawa, les gens me disent qu'ils se sentent ignorés. Ils ont l'impression que ce qu'ils vivent est réduit à des statistiques que l'on tarde parfois à examiner, mais derrière chaque statistique se cache une personne réelle, et derrière chaque visite à une banque alimentaire se cache une histoire de stress, de sacrifices et d'incertitude. Face à ces réalités, il revient au Parlement de prendre des me-

sures concrètes, et c'est dans cet esprit que les conservateurs ont rédigé cette motion, afin de favoriser la collaboration. La hausse des prix de l'alimentation ne se règle pas par l'idéologie, mais par des mesures concrètes qui réduisent les coûts et améliorent le fonctionnement des marchés pour les consommateurs. Les Canadiens s'attendent à nous voir privilégier ce qui donne des résultats plutôt que chercher à remporter le débat.

• (1025)

Il est également important de reconnaître que cette crise touche aussi bien les collectivités rurales qu'urbaines. Les agriculteurs font face à une augmentation du coût des intrants, les camionneurs à une augmentation du coût du carburant, les petits épiciers ont du mal à rester concurrentiels, et les familles, quels que soient leurs revenus ou leur région, le ressentent à la caisse. Quand une partie du système est sous pression, tout le système en pâtit. C'est la raison de l'approche globale de cette motion. Elle reconnaît le lien entre l'accessibilité des produits alimentaires et la nécessité de trouver des solutions qui soutiennent à la fois les producteurs, les travailleurs et les consommateurs.

Les conservateurs n'ont aucun intérêt à entrer dans un jeu d'accusations avec les autres partis de la Chambre. Nous nous employons à trouver des solutions. C'est pourquoi cette motion demande au gouvernement de présenter un plan sérieux pour rendre les prix des aliments plus abordables, réduire les coûts et renforcer la concurrence, ce qui aidera à alléger les factures d'épicerie.

Le prix de l'alimentation augmente lorsque les coûts des personnes qui cultivent, transforment, transportent et vendent nos aliments augmentent. Ces coûts ne disparaissent pas. Comme l'a dit le député avant moi, ils sont directement répercutés sur les consommateurs. Ces entreprises ne sont pas des organismes de bienfaisance. Elles vont donc simplement refiler aux consommateurs le coût de la taxe sur le carbone pour les industries.

Cette motion propose de supprimer les taxes cachées. Nous ne les imaginons pas, elles existent, mais elles sont dissimulées. Elles ne figurent pas dans les postes budgétaires. Elles font grimper le prix des aliments. Il y a notamment la taxe sur le carbone pour les industries, qui s'applique au matériel agricole, aux engrais et à la transformation des aliments. La taxe liée à la norme sur les combustibles fera augmenter les coûts du transport. De plus, la taxe sur l'emballage des aliments coûtera 1,3 milliard de dollars aux Canadiens. Je tiens à ce que mes collègues sachent que ce 1,3 milliard n'a rien de fictif. C'est une taxe sur l'emballage des aliments que les consommateurs paient chaque fois qu'ils vont à l'épicerie. L'élimination de ces coûts n'a rien d'idéologique. C'est une mesure concrète qui peut améliorer immédiatement la situation des familles canadiennes en difficulté.

L'abordabilité dépend aussi de la concurrence. Le secteur canadien de l'épicerie est très concentré. Quand la concurrence est faible, les prix augmentent, et les choix diminuent. Pour renforcer la concurrence, il faut appliquer les règles équitablement, encourager les nouvelles entreprises et veiller à ce que les agriculteurs et les fournisseurs soient traités avec respect. Ce sont là des mesures raisonnables et équilibrées qui contribueraient à rétablir l'abordabilité tout en soutenant les entreprises canadiennes.

Travaux des subsides

Les conservateurs sont prêts à collaborer à la Chambre pour obtenir des résultats concrets pour les Canadiens. Cette motion n'exige pas un accord sur tous les enjeux. Elle nous demande de nous rassembler autour d'un objectif commun qui concerne tous les ménages canadiens: rendre les aliments plus abordables. Les Canadiens ne demandent pas au Parlement d'être parfait. Ils lui demandent de réagir. Ils veulent que nous coopérions quand nous le pouvons afin de trouver les solutions nécessaires. Ils ne veulent pas de vaines promesses qui leur demandent encore d'attendre; voilà des années qu'ils attendent que les choses s'améliorent.

Les gens d'Oshawa et de tout le pays veulent que leurs élus surmontent leurs divisions pour agir dans l'intérêt national. En appuyant cette motion, nous avons l'occasion de montrer aux Canadiens que nous les écoutons, que nous prenons leurs difficultés au sérieux et que nous sommes prêts à collaborer pour réparer ce qui ne fonctionne pas. Les conservateurs sont prêts à travailler à la Chambre de façon constructive avec leurs collègues pour faire baisser les prix des aliments, pour soutenir les agriculteurs et les entreprises du Canada, pour renforcer la concurrence et pour rétablir l'abordabilité.

Aujourd'hui, les Canadiens nous regardent. Ils s'attendent à ce que nous agissions de manière urgente, avec humilité et détermination. J'exhorte tous mes collègues à appuyer cette motion pour montrer clairement aux Canadiens que leur Parlement les écoute, qu'il les respecte, qu'il travaille en collaboration et qu'il est prêt à leur offrir un véritable répit.

• (1030)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, c'est exactement cela. Le gouvernement, le premier ministre et tous les députés libéraux comprennent la nature délicate de ce problème. C'est pourquoi nous avons présenté hier le projet de loi C-19, qui vise à fournir une aide pour l'épicerie et les besoins essentiels. Le gouvernement a répondu de façon très concrète. Nous avons écouté les discours des conservateurs hier. Oui, ils ont permis à la mesure d'avancer, mais au bout du compte, le gouvernement et le premier ministre comprennent le problème. Nous prenons des mesures bien précises pour soutenir les Canadiens.

Pourquoi le Parti conservateur n'agit-il pas, au lieu de se contenter de dire qu'il compatit avec les Canadiens?

• (1035)

Rhonda Kirkland: Monsieur le Président, le député d'en face semble en colère. À vrai dire, il le serait davantage s'il se rendait compte que la modeste mesure acceptée hier par les conservateurs permet tout au plus à certains Canadiens de souffler un peu, mais on parle d'à peine 10 \$ sur une facture d'épicerie de 300 \$.

Ce qu'il nous faut, ce sont des solutions à long terme. Une aide de fortune à court terme est la bienvenue, mais elle ne règlera pas le problème de la hausse du coût des aliments. À long terme, elle ne change rien pour les Canadiens à l'épicerie. Voilà ce que nous demandons aujourd'hui. Nous appuierons les mesures à court terme, mais il est temps de nous mettre au travail et de trouver des solutions à long terme.

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, les taxes qui visent à empêcher la pollution pour tout ce qui touche le pétrole, c'est loin d'être évident que c'est vraiment relié au prix des aliments. Par contre, ça fait augmenter les changements

climatiques et toutes leurs répercussions, comme les inondations, les feux de forêt, et ainsi de suite. Ça, c'est quand même un coût considérable pour les agriculteurs, et la facture est ensuite refilée aux consommateurs.

Est-ce que ma collègue a tenu compte de ce facteur?

[Traduction]

Rhonda Kirkland: Monsieur le Président, il y a quelques années, avant d'être élue, j'ai vu une pancarte à Ottawa qui m'a marquée. On y lisait que tant que le monde aura besoin de pétrole et de gaz, il vaudrait mieux que ces ressources soient canadiennes. Or, le fait est que le monde utilise encore du pétrole et du gaz. Le Canada en possède et est en mesure d'en fournir.

Ne vaudrait-il pas mieux que nous fournissions ces ressources — et que nous abolissions la taxe sur le carbone pour les industries — plutôt que de laisser des pays comme la Russie approvisionner l'Europe? En exportant notre pétrole et notre gaz, nous pourrions même venir en aide à l'Ukraine et à bien d'autres pays. Nous pourrions aider l'Europe à s'affranchir de sa dépendance au pétrole et au gaz russes afin qu'elle puisse mettre fin à la guerre en Ukraine.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, nous voulons tous que les petites, moyennes et grandes entreprises tirent leur épingle du jeu. Nous le voulons tous, mais quand les grandes sociétés sont les seules à profiter du coût du panier d'épicerie, au détriment des gens ordinaires partout au pays, il faut faire quelque chose. La députée a souligné que le Canada a le panier d'épicerie le plus cher du G7. Elle aurait aussi pu souligner que nous avons le taux d'imposition des sociétés le plus bas du G7. Les grandes chaînes d'épicerie affichent des profits records.

Ma collègue ne convient-elle pas qu'il doit y avoir un seuil applicable aux profits excessifs des grandes épiceries? Nous devons unir nos efforts afin de trouver des solutions.

Elle a raison de dire que le gouvernement dit qu'il a réuni les grandes chaînes d'épicerie pour trouver des solutions à l'inflation alimentaire, mais que rien ne s'est produit. Les libéraux n'ont rien fait.

Rhonda Kirkland: Monsieur le Président, il y a tellement de choses à décortiquer dans cette question. Je suis d'accord avec différentes parties de la question du député et en désaccord avec d'autres.

J'ai vécu en Chine pendant quelques années et je dirai toujours non aux politiques qui semblent très communistes. Je vais dire oui à l'augmentation de la concurrence entre nos épiceries. Si nous augmentons la concurrence et éliminons notre taxe sur le carbone pour les industries, nous rendrons le panier d'épicerie plus abordable pour les Canadiens ordinaires.

• (1040)

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, c'est à mon tour de me prononcer brièvement sur cette question. Je vais essayer de m'en tenir à quatre sujets, et je compte sur votre vigilance pour éviter les digressions.

Personne ne sera surpris de m'entendre dire que je suis totalement contre la motion de l'opposition, car elle frappe carrément dans le beurre.

Prenons l'un de mes quatre sujets: l'inflation. Les conservateurs ne cessent d'en parler. Inflation par-ci, inflation par-là, c'est toujours la même rengaine: « L'inflation est hors de contrôle, et c'est entièrement la faute du gouvernement », « Les politiques inflationnistes des libéraux ont ouvert les vannes de l'inflation ».

Les vannes de l'inflation se sont ouvertes après la pandémie de COVID-19. Tous les pays développés ont été touchés à peu près en même temps et à peu près au même rythme. Le Canada est en fait le premier pays du G7 où l'inflation est revenue à un taux prépondérante. En fait, au grand désarroi des conservateurs, la Banque du Canada a fait un très bon travail. Tout le monde sait que les conservateurs voulaient congédier le gouverneur de la Banque du Canada, mais c'est grâce à la banque centrale si le Canada a ramené l'inflation aux environs de 2 % bien plus rapidement qu'aucun autre pays. D'ailleurs, notre taux d'inflation est stable à environ 2 % depuis plus d'un an. Les conservateurs aiment faire des comparaisons avec le taux d'inflation aux États-Unis et dire à quel point les choses vont bien là-bas, pourtant leur taux d'inflation n'est toujours pas redescendu dans la fourchette du nôtre.

Un autre aspect qui me dérange un peu lorsque nos collègues conservateurs parlent d'inflation, c'est qu'ils ne citent que les statistiques qui les arrangent. Ils ont choisi ce moment pour parler de l'inflation alimentaire, qui est de 6 %. En décembre, ils avaient en principe raison, puisque l'inflation alimentaire au Canada était de 6,2 %. Bien sûr, les conservateurs ont oublié de mentionner que ce taux était entièrement attribuable à l'effet de base. Je reviendrai sur l'effet de base, car il est important de comprendre ce dont il s'agit. Je sais que les conservateurs le comprennent, car ils ont choisi le bon moment pour citer ces 6 %. Je me demande ce que diront les conservateurs, par exemple, au mois de mars, quand l'effet de base aura disparu et que l'inflation alimentaire sera, probablement, d'environ 2 %. Ils ne diront alors plus un mot sur l'inflation alimentaire. Je reviendrai sur l'effet de base.

Certes, l'inflation est revenue dans la fourchette normale, mais il est vrai que le coût de la vie est élevé. En tant que politiciens, en particulier ceux d'entre nous qui sont économistes, nous avons le devoir de nous assurer que nos concitoyens comprennent que l'inflation et le coût de la vie ne sont pas tout à fait la même chose. L'inflation, c'est le taux d'augmentation des prix, alors que le coût de la vie, c'est le niveau des prix. Le niveau des prix est influencé par l'effet cumulatif de l'inflation passée. Même si l'inflation est maintenant revenue à 2 %, l'effet cumulatif des quatre dernières années a fait en sorte que le niveau des prix est effectivement très élevé.

Voilà maintenant que nos amis proposent de faire baisser le niveau des prix. Le Parti conservateur est-il vraiment certain de vouloir une baisse du niveau des prix au Canada? Les députés savent-ils comment cela s'appelle? C'est ce qu'on appelle la déflation, et elle ne se produit généralement qu'en cas de grave dépression économique. Est-ce là ce que veulent les conservateurs? Bravo, si c'est ce qu'ils veulent. Les conservateurs veulent faire baisser le niveau des prix. Ils veulent plonger le Canada dans un cycle déflationniste. Les conservateurs veulent une dépression économique majeure. Or, ce n'est pas ce que nous voulons.

Des voix: Oh, oh!

Carlos Leitão: Exactement. Les choses commencent à déraier un peu, et...

Travaux des subsides

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre, s'il vous plaît.

Faisons une petite pause. Je demanderais au secrétaire parlementaire de retirer son téléphone cellulaire du bureau; il est trop près du microphone et il nuit aux interprètes.

• (1045)

[Français]

Yves Perron: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Les interprètes nous signalent à l'oreille qu'il y a trop de bruits ambiants pour interpréter. Moi-même, j'avais de la misère à comprendre. On pourrait écouter d'abord et répondre après.

Le vice-président adjoint (John Nater): Je remercie l'honorable député de Berthier—Maskinongé. Il a raison: il y a trop de bruit. C'est difficile pour les interprètes. Nous avons deux langues officielles et nous devons avoir accès à l'interprétation selon la procédure.

L'honorable secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie a la parole.

Carlos Leitão: Monsieur le Président, je m'excuse d'avoir laissé mon téléphone sur le bureau. C'était pour m'indiquer le temps, mais je comprends. Je vais aussi essayer d'être un peu plus calme dans mes propos, parce que je vois que ça génère une certaine turbulence.

J'étais en train de parler de la déflation et je disais que c'est quelque chose que nous ne souhaitons pas déclencher. En même temps, nous reconnaissons que le coût de la vie est très élevé et que cela n'affecte pas tout le monde de la même façon. Nous disons, avec raison, que les salaires moyens ont augmenté plus rapidement que le taux d'inflation. C'est vrai. Cependant, le salaire moyen, c'est très vaste. Ce n'est pas tout le monde qui gagne le salaire moyen. Les personnes au plus bas de l'échelle salariale n'ont pas eu ces gains de salaire.

Là où on revient à l'inflation alimentaire, c'est que c'est particulièrement problématique pour les dépenses quotidiennes et les dépenses essentielles à la vie des familles, donc l'habitation et l'alimentation. En effet, l'inflation alimentaire est très élevée au Canada, comme elle est très élevée partout dans les pays du G7, d'ailleurs.

Parlons un peu de l'inflation alimentaire. Qu'est-ce qui la provoque, qu'est-ce qui l'a déclenché, qu'est-ce qui la cause? L'inflation en général est le résultat du choc entre l'offre et la demande de produits. Dans le cas de l'inflation alimentaire, c'est vraiment le résultat du choc entre l'offre et la demande. Depuis 2022-2023, il s'agit surtout de problèmes liés à l'offre. Il y a eu beaucoup de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement qui ont fait suite à la pandémie, mais aussi après; il y a eu des chocs qui ont affecté tous les marchés dans les pays développés et qui ont fait que l'inflation alimentaire a vraiment augmenté à un rythme extrêmement élevé.

Travaux des subsides

Ce n'est pas tout à fait juste de dire que ce sont les politiques gouvernementales qui ont causé ce choc. Ce n'est pas ça. Ce n'est pas la politique gouvernementale du gouvernement canadien qui a fait qu'il y a moins de café sur le marché. Je ne me rappelle pas avoir vu des plantations de café en Saskatchewan. Ça n'existe pas. Il n'y a pas de café au Canada. Nous devons donc importer le café. Sur les marchés mondiaux, il y a une pénurie de café. Je mentionne le café parce que nos amis conservateurs, quand ils font la liste des produits qui ont augmenté de 30, 40 ou 50 %, ils parlent toujours du café. Il a des pénuries de café sur les marchés mondiaux.

En plus, il y a aussi nos voisins américains qui ont choisi d'imposer des droits de douane sur le café brésilien parce qu'ils n'aiment pas le gouvernement brésilien. Bang! Ils ont mis un droit de douane soudain sur le café au Brésil. Une bonne partie du café que nous consommons au Canada est manufacturé aux États-Unis. Nous subissons donc aussi les effets de ce droit de douane américain.

Un autre élément très important dans l'augmentation de l'inflation alimentaire en Amérique du Nord, aux États-Unis et au Canada, c'est l'augmentation du prix de la viande.

● (1050)

[Traduction]

Le prix du bœuf est très élevé au Canada et aux États-Unis. Ce n'est pas à cause de la politique publique, mais bien à cause des changements climatiques. Les mauvaises récoltes, les incendies de forêt, les sécheresses et d'autres événements similaires ont contraint les éleveurs de bétail à réduire considérablement la taille de leur troupeau. Il n'y a plus de viande, ce qui explique la montée en flèche du prix. C'est l'offre et la demande. L'offre a été touchée par une série d'événements, tandis que la demande est restée relativement stable; par conséquent, le prix augmente et l'augmentation a été très rapide au Canada et aux États-Unis.

Une solution serait d'ouvrir le marché et d'importer davantage de bœuf, mais même à l'étranger, les quantités sont plutôt limitées, ce qui pose un problème majeur. Ensuite, l'augmentation du prix du bœuf a un effet en cascade sur de nombreux autres types de protéines disponibles dans les supermarchés, car les gens essaient de remplacer le bœuf, ce qui fait également augmenter le prix de plusieurs autres produits. C'est un problème majeur qui affecte le prix des aliments.

Revenons à l'effet de base. À nos amis d'en face, je dis bravo à leurs stratégies, car ils ont choisi le bon moment pour sortir le chiffre de 6,2 %, qui est un chiffre réel. Il existe, mais il est tout à fait trompeur, car il découle d'un effet de base.

Que s'est-il passé il y a un an, en décembre 2024? Il y a eu une réduction temporaire de trois mois de la TPS sur de nombreux produits, notamment certains aliments préparés et les repas au restaurant, ce qui a entraîné une forte baisse du prix des aliments, de sorte que, lorsque l'on compare décembre 2024 à décembre 2025, on constate une augmentation de 6,2 %.

Les conservateurs disent alors: « C'est la plus forte augmentation du G7. Mon Dieu, c'est l'une des plus fortes au monde. Regardez ce que les libéraux ont fait. » Ils ont omis d'examiner l'évolution mensuelle récente du prix des aliments. S'ils l'avaient fait, ils auraient constaté un ralentissement significatif d'un mois à l'autre. L'inflation était d'environ 0,8 % en octobre, puis elle est tombée à environ 0,1 ou 0,2 %, et je pense que dans une semaine ou 10 jours, quand le prochain rapport sur l'indice des prix à la consommation sera pu-

blié, nous constaterons que, d'un mois à l'autre, le prix des aliments reste modéré, même si, d'une année à l'autre, janvier sera probablement encore supérieur à 6 %. Le taux sera probablement de l'ordre de 7 ou 8 %, et les conservateurs s'indigneront une fois de plus en affirmant que c'est terrible.

Je demande aux députés d'examiner l'évolution du prix des aliments d'un mois à l'autre, et ils remarqueront, s'ils sont honnêtes avec eux-mêmes, qu'il y a un ralentissement marqué de la hausse du prix des aliments. On commence à voir des résultats. On commence à voir des retombées, et on ramène lentement, mais sûrement, la croissance du prix des aliments à un niveau plus viable.

Revenons à la motion de nos collègues. J'ai encore du temps, mais pas beaucoup. Les conservateurs reviennent constamment à la charge à propos de la taxe sur le carbone pour les industries. Ils disent: « Mon Dieu, si nous éliminons juste la taxe sur le carbone pour les industries, le monde sera infiniment meilleur. Tous les problèmes vont disparaître, et le monde sera merveilleux. » Cela me surprend beaucoup de la part des conservateurs. J'ai les cheveux gris, alors je me souviens d'événements qui se sont déroulés il y a longtemps. Je ne comprends pas pourquoi nos amis n'aiment pas ou n'aiment plus les mécanismes axés sur le marché pour résoudre les problèmes.

Il y a eu ces fous furieux, ces socialistes fous, comme Brian Mulroney et Ronald Reagan, qui ont proposé des lois et des règlements sévères pour lutter contre les pluies acides, ce qui était un énorme problème. Ce problème a été réglé parce que ces socialistes furieux, Mulroney et Reagan, ont conclu une entente bilatérale.

● (1055)

Une voix: Il fait du sarcasme.

Carlos Leitão: Évidemment que je fais du sarcasme, monsieur le Président.

Les mécanismes axés sur le marché ont fonctionné, et les pluies acides ont cessé d'être un problème. La taxe sur le carbone pour les industries s'inscrit dans la même veine que ces mécanismes. C'est grâce à une telle taxe, stricte, que nous accélérerons la transition vers une économie qui consomme moins de carbone. Bien entendu, cela ne signifie pas que nous allons soudainement cesser de produire du pétrole, mais l'économie deviendra bien moins gourmande en carbone.

Cela ne se produira pas magiquement; il nous faudra mettre en place des règlements et des politiques qui prévoient les incitatifs nécessaires ainsi que des mécanismes axés sur le marché, qui sont des mesures que les conservateurs — les vrais conservateurs — ont appuyées et mises en œuvre par le passé.

La taxe sur le carbone pour les industries ne diminuera pas. Elle ne contribue aucunement à la hausse du prix des aliments. Les conservateurs mentionnent souvent aussi la réglementation sur les combustibles, et il en est question dans leur motion. Ils disent que cette réglementation ne devrait pas exister, qu'il faudrait tout brûler dans l'atmosphère, que cela n'a aucune importance. Pourquoi ne pas recommencer à utiliser du plomb et à le mettre dans l'essence, tant qu'on y est?

Nous avons besoin d'une réglementation et de normes efficaces en matière de combustibles, dans notre intérêt, mais aussi dans celui de nos enfants et de nos petits-enfants. Cela n'entraîne aucune hausse du prix du panier d'épicerie. Cette idée qu'au Canada le coût de l'alimentation serait gonflé par des « taxes cachées » est infondée. Ces prétendues taxes cachées sont bel et bien imaginaires puisqu'elles n'ont aucune incidence sur le prix de détail des aliments.

En conclusion, car je crois arriver au terme de mon intervention, pour régler les problèmes liés au coût de la vie, il faut s'assurer que les Canadiens disposent d'un revenu suffisant pour se procurer l'essentiel, notamment pour se nourrir. C'est ce que fait le gouvernement grâce à l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels. Il transfère rapidement et efficacement des fonds supplémentaires, en particulier aux personnes au bas de l'échelle des revenus, afin de les aider à composer avec la hausse actuelle du prix de l'alimentation, qui, soyons francs, rend les choses très difficiles en ce moment. Augmenter les revenus, c'est faire baisser le coût de la vie.

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face pour la leçon. Toutefois, je le vois mal tenir ce discours à des Canadiens qui font la file devant les banques alimentaires parce qu'ils ont du mal à joindre les deux bouts en ce moment. Il nous reproche, entre autres, de parler du taux d'inflation alimentaire. Or, les prévisions indiquent qu'au cours de l'année en cours, en 2026, le prix du panier d'épicerie devrait encore augmenter d'environ 1 000 \$, soit à un rythme deux fois plus élevé qu'aux États-Unis.

Comment peut-il concilier ces propos avec les critiques qu'il formule à l'égard de la motion que nous présentons, alors même que nous tenons compte des besoins et des préoccupations bien réels des Canadiens, qui ne souhaitent pas recevoir des leçons d'économie, mais voir le gouvernement prendre la question au sérieux?

Carlos Leitão: Monsieur le Président, je pourrais parler de beaucoup de choses, mais je n'ai pas beaucoup de temps. Je tiens toutefois à souligner la réalité des banques alimentaires. Il y en a une très importante dans ma circonscription, Moisson Laval. Je m'y suis rendu pendant les fêtes de Noël. J'y ai travaillé. Avec d'autres banques alimentaires de la région de Montréal, Moisson Laval a été parmi les premières à nous suggérer de trouver des moyens d'augmenter les revenus des familles ordinaires afin qu'elles puissent se nourrir. Pour pouvoir se nourrir, il faut avoir un revenu. Nous avons besoin d'un soutien au revenu. Je pense que, jusqu'à aujourd'hui, les conservateurs ne comprennent toujours pas ce qu'est au juste le soutien au revenu.

• (1100)

[Français]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je sais que le secrétaire parlementaire est un homme intelligent qui a de bonnes notions en économie. J'aimerais qu'il me dise son avis sur le monde des épiceries. On sait que les cinq grandes chaînes d'épicerie contrôlent 80 % du marché. Quand on les a reçus en comité à deux reprises au cours de la dernière année, on n'a pas eu d'information. Ils sont très opaques. Ils continuent à dire que les pourcentages de marge sont les mêmes, mais on voit les profits exploser.

Mon collègue pense-t-il que c'est une bonne idée d'instaurer une espèce d'observatoire de fixation des prix dans ce domaine-là? Son gouvernement est-il prêt à envisager ça? Augmenter la concurrence est une bonne idée, mais c'est à très long terme qu'on pourra le faire. J'aimerais avoir l'avis de mon collègue.

Travaux des subsides

Carlos Leitão: Monsieur le Président, un des problèmes que nous avons au Canada, c'est que notre industrie de distribution alimentaire est très concentrée. Il y a quelques fournisseurs, quelques compagnies qui opèrent dans ce domaine-là. Ces entreprises sont aussi de gros conglomerats qui ont d'autres activités beaucoup plus rentables. Cependant, nous avons constaté que les marges opérationnelles des épiceries ne semblent pas hors norme par rapport à ce qui s'est passé avant.

Certainement, c'est très utile et très important de continuer de surveiller la situation afin de s'assurer qu'il n'y a pas de prix qui augmente de façon inexplicable.

[Traduction]

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, cela fait 20 minutes que je suis assis ici à écouter un ancien ministre des Finances du Québec, qui a occupé ce poste pendant quatre ans, tenter d'expliquer à la Chambre, de manière très élémentaire, et en particulier aux conservateurs, pourquoi la déflation n'est pas une bonne chose, et tout ce que j'ai entendu, c'est les conservateurs se moquer de lui.

La réalité, c'est que les suggestions des conservateurs sur le sujet ne se concrétiseront pas. Le député n'a pas entendu les conservateurs répéter jour après jour, pendant cinq ans, que si nous supprimions la taxe sur le carbone, tous les prix des denrées alimentaires baisseraient soudainement. La taxe sur le carbone a maintenant été supprimée. Que s'est-il passé? Les prix des denrées alimentaires ont-ils baissé? Non. Selon les conservateurs, cette année a été la pire. C'est ce qu'ils ont dit, et c'est ce que dit la motion à l'étude.

Le député pourrait-il profiter de l'occasion pour expliquer une fois de plus pourquoi l'élimination des mécanismes de prix, auxquels les conservateurs croient, comme il l'a si éloquemment indiqué, ne fonctionnerait pas?

Carlos Leitão: Monsieur le Président, de toute évidence, j'adhère entièrement à ce que mon collègue vient de dire.

Quand on veut changer un comportement, quand on veut que des personnes ou des entreprises agissent différemment, on utilise des outils stratégiques. On a recours à des mesures incitatives et à des incitatifs axés sur le marché pour atteindre l'objectif visé. C'est ainsi que les choses devraient se passer, selon nous. Tout comme la taxe sur le carbone pour les consommateurs n'avait aucune incidence sur le prix des aliments, l'élimination de la taxe sur le carbone pour les industries n'aurait elle non plus aucune incidence sur le prix des aliments, sans compter qu'elle ferait disparaître un outil très utile pour réduire la pollution.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, il y a une partie de cette motion que je pourrais soutenir, et c'est le point « b », selon lequel il faut stimuler la concurrence. Si se nourrir coûte plus cher au Canada, c'est notamment parce que les géants de l'alimentation détiennent une part beaucoup plus importante de notre marché. J'ai grandi dans le Canada atlantique, où je faisais partie d'une coopérative. Les épiceries coopératives du Canada continuent d'afficher des prix inférieurs à ceux des géants comme Loblaws, Sobeys et Metro.

Travaux des subsides

Selon le secrétaire parlementaire, pourrait-on profiter de l'occasion pour procéder à une analyse en bonne et due forme des systèmes alimentaires du pays dans le but de faire baisser les prix et d'augmenter la valeur nutritive des aliments? Ne pourrait-on pas aussi miser sur l'alimentation en circuit court et l'élimination du gaspillage alimentaire, en veillant à ce que les gens sachent cuisiner et utiliser les aliments de façon savoureuse et économique?

• (1105)

Carlos Leitão: Monsieur le Président, les députés ne seront probablement pas surpris d'apprendre que je suis tout à fait d'accord avec ma collègue.

J'ai visité Moisson Laval, la banque alimentaire de ma circonscription. On ne se contente pas d'y distribuer de la nourriture aux personnes dans le besoin: on y crée des groupes, on y donne des cours, faute d'un meilleur terme, afin de transmettre de l'information aux utilisateurs des banques alimentaires sur la façon de maximiser le peu d'argent qu'ils ont pour continuer à nourrir leurs familles, mais d'une manière plus raisonnée. Cet organisme fait cela aussi. Ainsi, je pense qu'il est nécessaire de soutenir les initiatives locales et les petites épiceries, qui ont évidemment un rôle à jouer. Nous devons trouver un moyen de leur faire suffisamment de place pour qu'elles puissent elles aussi prospérer.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour le député, mais j'ai été profondément déçue d'apprendre, au début de son discours, qu'il rejette intégralement la proposition des conservateurs. Est-il contre l'idée de stimuler la concurrence dans le secteur de l'alimentation?

Tous les nouveaux étudiants en économie apprennent qu'une concurrence accrue sur les marchés fait baisser les prix, régule les profits et améliore l'efficacité du secteur. Les monopoles et les oligopoles font exactement le contraire. Ils maintiennent des prix artificiellement élevés. Le député rejette-t-il la proposition des conservateurs, qui vise à accroître la concurrence dans le secteur de l'alimentation, ou est-ce qu'il remet en question les lois de l'offre et de la demande ainsi que l'efficacité des marchés?

Carlos Leitão: Monsieur le Président, l'offre et la demande jouent un rôle crucial, c'est évident. En effet, la concurrence dans le domaine de la transformation et de la distribution des aliments a un effet important. Dans n'importe quelle industrie, tout dépend de la concurrence.

Il y a de nombreuses façons de stimuler la concurrence. Je conviens, comme l'intervenante précédente, que nous devons donner suffisamment de marge de manœuvre pour que les petites épiceries locales arrivent à mener leurs activités. Certains problèmes liés à la concurrence empêchent les petites entreprises d'ouvrir des commerces. Je pense que nous pouvons nous pencher sur cette question; nous le devons, même.

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, on a parlé de l'offre. Je veux savoir ce que mon collègue pense de ce qui suit. Pour améliorer l'offre par rapport aux fruits et légumes importés, on pourrait favoriser le développement de la culture en serre. Par ailleurs, on pourrait cesser de faire des compressions en agriculture, surtout pour les centres de recherche, qui permettraient aux agriculteurs de s'adapter et de développer la technologie pour être plus compétitifs.

Dernièrement, le gouvernement a annoncé la fermeture de plusieurs centres de recherche, dont celui de Sainte-Foy.

Carlos Leitão: Monsieur le Président, en effet, la production de fruits et de légumes en serre sera dans notre projet de loi, dont nous discuterons cet après-midi en comité parlementaire. Nous y incluons des mesures pour promouvoir la culture en serre, l'agriculture verticale et l'agriculture urbaine. Je pense que tout ça est très important.

Pour ce qui est des centres de recherche, je pense qu'il y a eu une consolidation. Le travail va continuer de se faire, mais peut-être dans moins de lieux physiques. Cependant, le travail important que ces centres de recherche font va se poursuivre.

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je suis très content de prendre la parole à ce sujet ce matin. J'annonce que je partagerai mon temps de parole avec l'honorable député de Repentigny.

J'ai dit que j'étais content. En fait, je suis content de pouvoir exprimer mes opinions, mais je suis moins content du contenu de la motion. Je vais expliquer pourquoi.

Encore une fois, nos collègues du Parti conservateur savent très bien cerner un vrai problème, un problème réel, sérieux et important, qui préoccupe les gens à la maison et qui rend la vie de nos concitoyens et de nos concitoyennes plus difficile: l'inflation à l'épicerie. La situation est épouvantable.

Par contre, je suis moins content parce que, les propositions de solutions qui sont faites, c'est la même chose que d'habitude. On nous demande d'enlever toutes les taxes ou tout ce qui peut empêcher les amies les pétrolières de faire de l'argent et de polluer librement la planète. On nous dit que ça va tout régler alors qu'on a démontré dans la dernière année que ce n'est pas vrai. La taxe sur le carbone fédérale pour les consommateurs a été retirée dans les provinces autres que le Québec. Pendant à peu près trois ans, les conservateurs criaient qu'il fallait retirer la taxe sur le carbone, que ça allait être magique et que tout allait s'arranger. Pourtant, les prix à l'épicerie n'ont pas baissé.

Malheureusement, je ne pense pas qu'ils vont baisser. Le travail qu'il faut faire, c'est pour que ça arrête de monter. Il faut avoir des mesures tampons dans l'intervalle, en attendant que les salaires rattrapent les prix. Le gros problème que nous vivons, c'est que l'inflation causée ou déclenchée par la période de la COVID-19 particulièrement, mais aussi par les tensions internationales, a fait que le coût de l'alimentation a augmenté plus rapidement que les revenus des gens. C'est pour ça qu'on est en déséquilibre.

En plus, la même chose s'est produite en ce qui concerne le logement à cause du phénomène de rareté, à cause du télétravail qui a fait que les gens se sont déplacés dans les régions. Il y a des petits villages de région où les maisons étaient plus abordables. Les prix ont explosé parce que tout le monde s'en allait partout. Ce sont deux facteurs qui ont été très difficiles à contrôler pendant la pandémie.

Je ne suis pas en train d'excuser le gouvernement, loin de là. Cependant, quand on dit que le fait d'enlever la taxe industrielle sur le carbone va régler le problème, je m'excuse, mais ce n'est pas vrai. Je suis un peu fatigué de ces fausses solutions. J'aimerais qu'on soit constructif. Tantôt, une députée conservatrice dont je n'ai malheureusement pas noté le nom de la circonscription a pris la parole et j'étais content de l'entendre dire des choses que je n'entends pas souvent de la part du Parti conservateur. Elle nous proposait de travailler ensemble et de démontrer que nous sommes capables d'être non-partisans et de trouver des solutions pour notre monde. Oui, mais proposons de vraies solutions.

Quand on appelle l'ensemble des députés à voter pour une motion, il faut faire un effort minimal en amont, parler aux autres et ne pas inclure dans la motion des faussetés que nous ne pourrions pas adopter, comme les conservateurs le savent très bien. Encore une fois, nous débattons d'une motion conservatrice qui cerne un vrai problème vécu par les gens, mais, plutôt que de proposer des solutions concrètes, on nous présente des slogans creux pour faire des clips et des points politiques et amasser de l'argent sur les réseaux sociaux. C'est ce que les conservateurs font à longueur de semaine, mais ce n'est pas ce que nous sommes censés faire ici.

J'aimerais qu'on élève un peu le contenu des discours et qu'on cherche vraiment des solutions. Pour ça, je vais essayer de faire le tour de la question rapidement, quoique je n'ai pas beaucoup de temps de parole, comme d'habitude.

Premièrement, les conservateurs disent que « les Canadiens subissent la plus forte inflation alimentaire de tout le G7 ». Ça a été vrai en décembre 2025. Je suis content, car il y a quelque chose de bon dans la motion. Il aurait peut-être fallu peut-être indiquer la date. Historiquement, ce que le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie a expliqué tantôt est aussi exact. On performait mieux qu'ailleurs pendant la COVID-19, mais ce n'est pas une raison de ne rien faire. Quand un gouvernement me répond que c'est pire ailleurs, je me dis que, si ça fait mal chez nous, je ne veux pas que ce soit nécessairement pire ailleurs. Je veux améliorer les choses pour le monde chez nous. Trouvons des solutions. C'est ça que je cherche.

Le recours aux banques alimentaires a augmenté. C'est vrai, ça aussi. Il y a des choses qui sont bonnes dans le texte. C'est pour ça que ça écoeure, d'être obligé de voter contre la motion. Elle reconnaît des vrais problèmes, mais, après ça, on nous propose des solutions comme l'abolition de la taxe sur le carbone pour les industries. Bravo.

De plus, je ne sais pas si nous le disons assez souvent à la Chambre, mais l'industrie pétrolière, elle appartient à des intérêts étrangers à plus de 60 %. Cela fait que, quand on donne des subventions ou des exemptions de taxes à cette industrie, qui fait déjà des énormes profits, pour des problèmes que ça ne règlera pas, on envoie de l'argent à l'extérieur du pays en plus. Les actionnaires reçoivent des dividendes à l'extérieur. Il faut être sérieux et constructif. On parle de la norme sur les carburants et de la taxe sur l'emballage des aliments. Les conservateurs peuvent-ils arrêter d'appeler « taxe » tout ce qui ne leur fait pas plaisir?

• (1110)

Quand on dit que ce serait bonne idée pour la planète de réduire l'utilisation des plastiques à usage unique, là où on peut le faire, et de le faire intelligemment, ce n'est pas une taxe, ça. Ce n'est pas une taxe de dire qu'on ne veut plus de paille en plastique. Utiliser des pailles

Travaux des subsides

en carton, ça ne fait pas si mal que ça. Je ne pense pas que ça coûte très cher aux industries de s'adapter à ce type de changement.

On va prendre des exemples pointilleux comme la durée de vie des légumes frais. C'est vrai que les emballages en plastique sur les légumes frais, c'est super important encore aujourd'hui. Ça prolonge de plusieurs jours la vie d'un brocoli, d'un concombre, d'un chou-fleur ou de n'importe quel autre légume. Ça multiplie par trois ou quatre leur durée de vie. Si on enlève ça demain matin et qu'on n'a pas préparé de produit de substitution, ça va entraîner du gaspillage alimentaire ainsi que de l'inflation.

On prend un élément comme celui-là et on dit qu'il faut éliminer tout ça. Comprend-on ce que je veux dire? Est-ce qu'on peut arrêter de généraliser? Le gros de mon argumentaire, c'est ça.

Il y a des choses à faire sur le plan de l'alimentation. Je vais laisser de côté les éléments portant sur la tarification du carbone. Je pense que mon collègue de Repentigny risque de revenir là-dessus de toute façon, étant donné que c'est sa spécialité. Je vais plutôt parler de l'inflation. Comme je l'ai dit, ça a augmenté et ça va augmenter encore. Il est prévu qu'en 2026, l'inflation alimentaire sera de 4 à 6 %, alors que l'inflation générale est de 2,5 %.

Voilà d'ailleurs une autre réponse que j'aimerais ne plus entendre de la part du gouvernement. On entend parfois dire, lors de la période des questions, qu'on a contrôlé l'inflation et qu'on est rendu à 2,5 %. Pour ce qui est de l'inflation générale, oui, mais il faut faire attention. Des fois, ça peut nous donner un portrait trompeur. En ce qui a trait à l'alimentation et au logement, ça ne s'est pas avéré encore. C'est donc là-dessus qu'il faut aller agir.

Comment peut-on agir là-dessus? On doit d'abord, à court terme et de manière rapide, apporter du soutien aux gens qui en ont besoin. Inévitablement, plus le revenu d'une personne est bas par rapport à la moyenne, plus le logement et l'alimentation vont occuper une grande part de son budget. Ce sont ces gens-là qui ont besoin d'aide, notamment les retraités qui ont des rentes de retraite fixes, qui ne sont pas suffisamment indexées.

Nous, au Bloc québécois, menons cette lutte. Depuis que je suis député à la Chambre des communes, le Bloc québécois n'arrête pas de réclamer qu'on augmente les pensions de vieillesse de manière décente et qu'on cesse la discrimination basée sur l'âge. Ce serait une façon d'aider directement des gens et on pourrait le faire dès demain matin. Ce serait très populaire comme mesure, en plus. Moi, je la suggère. Je pense qu'il faudrait vraiment la considérer. Ensuite, ces retraités pourraient venir combler une portion de la pénurie de main-d'œuvre dans les industries. La pénurie de main-d'œuvre augmente les coûts, parce qu'il faut payer le monde plus cher. C'est une espèce de cercle vicieux. Si on donne plus d'exemptions aux personnes retraitées avant de couper dans leur chèque de pension, et si on leur permet de gagner plus que les 5 000 \$ actuels, elles vont pouvoir travailler davantage sans se faire pénaliser. C'est comme pour n'importe qui, dans la vie: tout le monde aime travailler, mais il faut que ça rapporte quelque chose. Si quelqu'un travaille et que ça lui coûte de l'argent, c'est moins intéressant.

Pour les jeunes, on pourrait prévoir des mécanismes de mise de fonds pour les jeunes acheteurs de maisons. En ce qui concerne les banques alimentaires, on pourrait les soutenir directement. Ce n'est pas l'idéal, et c'est triste quand un gouvernement fait ça, mais on est dans l'urgence. Il faudrait aussi augmenter les transferts aux provinces pour que tout fonctionne mieux.

Travaux des subsides

En plus, parallèlement à tout ça, le gouvernement Carney a choisi de renoncer à des revenus. Il a renoncé à la taxe imposée aux GAFAM. Il a renoncé au taux d'inclusion des gains en capital. Il a renoncé aux contre-mesures tarifaires qui avaient été imposées. Il a renoncé au taux minimum d'imposition de 15 %, sur lequel il y avait un consensus assez général à l'échelle mondiale. Il y a donc des choses concrètes qu'on pourrait faire.

En terminant, je vais parler de l'épicerie. Plus tôt, j'ai posé une question au secrétaire parlementaire portant sur la concentration des compagnies d'épicerie. Je connais bien le sujet, parce que j'ai siégé pendant plusieurs années au comité et que j'ai participé aux études portant sur cette question. C'est vraiment un problème. Quand nous demandions aux représentants de ces compagnies de donner leur chiffre d'affaires, ils nous disaient qu'ils ne le pouvaient pas parce qu'ils étaient en concurrence. Quant à la réponse que m'a donnée le secrétaire parlementaire, je ne peux pas dire qu'il n'a pas dit la vérité. Il m'a répondu que la marge, c'est la même qu'avant. Oui, mais, quand on engrange 2 % de 200 000 \$ plutôt que 2 % de 50 \$, ce n'est pas le même montant d'argent. Est-ce qu'on s'entend là-dessus? Il y a une question de proportion.

On voit que les profits augmentent énormément et, quand on pose des questions, on n'a pas de réponse, surtout quand on parle aux fournisseurs, qui sont maltraités. Je n'embarquerai pas dans la question du code de conduite, qui est censé être en vigueur et avec lequel on a bien de la misère, mais il y a quelque chose à faire sur ce plan. Pour cette raison, je pense qu'on doit étudier l'idée d'avoir une espèce d'observatoire de fixation des prix dans le monde de l'épicerie. Un oligopole, c'est toujours nocif pour le vrai monde. Ce n'est pas acceptable que ces compagnies fassent des gros profits comme ceux-là et que les gens aient de la misère à payer leur épicerie.

• (1115)

Le vice-président adjoint (John Nater): Je rappelle au député qu'il doit faire référence au premier ministre par son titre, pas par son nom.

Nous passons aux questions et aux observations. L'honorable député de Madawaska—Restigouche a la parole.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, dans son introduction, mon collègue a mentionné qu'il est important de travailler constructivement ensemble et de laisser la partisanerie de côté pour être en mesure de trouver des solutions qui répondent aux besoins de la population. Il a aussi fait mention de son insatisfaction relativement au fait que nos collègues conservateurs cherchent à reculer en ce qui concerne nos mesures pour protéger l'environnement.

Toutefois, dans mon livre à moi, les actions parlent plus fort que les mots. L'automne dernier, nos collègues du Bloc québécois ont eu l'occasion de faire une action concrète pour l'environnement en votant pour le projet de loi C-241, présenté par ma collègue de Terrebonne, qui vise à mettre en place une stratégie nationale sur la prévision des inondations. Mes collègues bloquistes ont voté contre le projet de loi. Pourtant, en 2024, ils avaient voté pour une version similaire du même projet de loi.

Est-ce parce que ce n'est plus important pour eux ou parce que quelque chose dans le contexte politique a changé et fait qu'ils se laissent guider par la partisanerie au détriment de l'environnement aujourd'hui?

• (1120)

Yves Perron: Monsieur le Président, d'abord, je ne m'étais pas rendu compte que j'avais nommé le premier ministre tantôt, et j'en suis désolé.

J'apprécie toujours mon collègue. Je trouve ça très original comme question, parce que ça n'arrive pas souvent que je me fasse accuser de partisanerie. Je trouve ça divertissant, parce qu'il a répondu lui-même à sa question. Il a parlé d'une stratégie nationale alors que ce sont des questions qui sont déjà gérées par Québec, de façon assez efficace, merci.

Comme je n'avais que 10 minutes, j'ai manqué un peu de temps, mais, dans mon discours, j'ai parlé de l'importance de faire des transferts adéquats aux provinces, entre autres en santé, pour que les provinces et le Québec puissent bien gérer leurs champs de compétence. C'est une question d'empiètement.

Il y a toujours des nuances dans les votes. Chaque fois que le député aura une question concernant un vote du Bloc québécois, je me ferai un plaisir de l'éclairer.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, il y a vraiment un problème au Canada, parce que les prix des aliments augmentent et continuent d'augmenter mois après mois. On voit la hausse des prix à l'épicerie et les Canadiens s'en plaignent.

Ma question est la suivante: mon collègue ne pense-t-il pas qu'on devrait trouver la racine du problème et gérer le problème qui fait que les prix à l'épicerie augmentent si vite au Canada, alors qu'ils n'augmentent pas aussi vite dans les autres pays du G7 et du monde? En réalité, le problème, c'est que les prix à l'épicerie augmentent plus vite au Canada qu'ailleurs.

Yves Perron: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son excellente et très intéressante question. Tout était bon, sauf la fin, parce que ce n'est pas vrai tout le temps. J'ai apporté les nuances dans mon discours tantôt.

Effectivement, ce que j'essayais de dire, c'est qu'il faut étudier sincèrement et sérieusement la racine du problème, comme ma collègue l'a si bien dit. C'est entre autres ce que j'ai suggéré au secrétaire parlementaire: il faut voir comment les prix sont fixés en épicerie en créant un observatoire, parce qu'il s'agit d'un oligopole qui a beaucoup trop de pouvoir.

Il faut aussi continuer les mesures de protection de l'environnement, parce que, ça aussi, ça coûte cher. Si ma collègue le désire, nous irons en parler ensemble à nos producteurs maraîchers, qui font face à la sécheresse une année et aux inondations l'année suivante. La troisième année, leur paiement d'assurance pour leurs récoltes est plus élevé que tous les autres paiements et ils ne seront pas capables de faire de réclamation, parce que, s'ils le font, l'assurance va encore augmenter.

Le but est d'apporter un soutien adéquat aux agriculteurs et de ne pas couper dans le financement des centres de recherche. Je suis sûr que ma collègue sera d'accord avec moi là-dessus.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai eu une excellente discussion avec des producteurs laitiers canadiens ce matin. Nous avons parlé de la gestion de l'offre. La gestion de l'offre est un excellent exemple qui montre aux Canadiens l'importance de la sécurité et de la souveraineté alimentaires. C'est notamment pour cette raison que le premier ministre et d'autres députés du caucus libéral parlent très positivement de la gestion de l'offre. Le Bloc a présenté une motion. Je ne suis pas très souvent d'accord avec les bloquistes, mais en ce qui concerne cette motion en particulier, j'étais on ne peut plus d'accord.

Le député pourrait-il dire ce qu'il pense de...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Berthier—Maskinongé a la parole.

[Français]

Yves Perron: Monsieur le Président, ça doit être une bonne journée, parce qu'il y a de bonnes personnes sur la Colline. J'apprécie les commentaires de mon collègue et je suis content qu'il aime notre loi. Il aimera peut-être moins ma prochaine remarque, mais je soupçonne que, la loi n'avait pas été adoptée en juin, le gouvernement aurait déjà donné quelque chose, puisqu'il a tout donné au gouvernement américain jusqu'à présent.

Cependant, mon collègue a raison sur le fond. Le système de gestion de l'offre, c'est ce qui assure une stabilité de base dans toutes les régions du Québec, et pour l'alimentation de notre population. Ça a été mon argumentaire pendant plus de six ans. Servons-nous de ce modèle-là, et regardons les productions agricoles qui ont de la misère. On pourrait peut-être intégrer certains éléments sans tout changer et voir comment les prix sont fixés, car, entre le producteur et l'épicerie, il y a une grosse marge et il y a des choses qui se passent qui ne sont pas propres. Nous voudrions voir, alors allons-y.

* * *

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu des discussions entre les partis, et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, relativement à son étude de la diversification commerciale, six membres du Comité permanent du commerce international soient autorisés à se rendre à Brasília (Brésil); et Buenos Aires (Argentine), au cours de l'hiver-printemps 2026, pendant une période d'ajournement, et que le personnel nécessaire accompagne le Comité.

• (1125)

Le vice-président adjoint (John Nater): Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non. Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

Travaux des subsides

[Français]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — L'ABORDABILITÉ DES ALIMENTS

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je pense que c'était hier le jour de la marmotte, mais on pourrait dire que ce l'est encore aujourd'hui. On connaît probablement ce film dans lequel on a l'impression de revivre toujours la même journée. Encore une fois, on se retrouve devant une motion du Parti conservateur qui, malheureusement et tristement, instrumentalise littéralement la grave difficulté qu'ont les citoyens et les citoyennes à mettre du beurre sur leur pain pour servir l'industrie pétrochimique, pétrolière et gazière qui est la leur.

Les conservateurs ont essentiellement consacré la quasi-totalité de leurs journées de l'opposition des deux dernières législatures à dire que c'est la tarification du carbone qui est la responsable de la hausse du coût de la vie et du prix des aliments. Les revoilà, encore une fois aujourd'hui, à véhiculer des faussetés, des inexactitudes. C'est un manque non seulement de rigueur, mais c'est aussi un manque flagrant d'humanité que de ne pas s'attaquer aux causes principales réelles de l'augmentation de la facture d'épicerie. En plus de blâmer encore une fois aujourd'hui les maigres mesures de lutte contre les changements climatiques qui avaient été mises en place par le gouvernement et qui ont, pour la plupart, été mises aux oubliettes, les conservateurs demandent encore des reculs en environnement, encore des reculs sur la question du pétrole et du gaz.

Maintenant que les libéraux ont essentiellement volé le programme des conservateurs, cédé aux pétrolières et aux gazières tout ce qu'elles demandent ou presque et aboli la tarification du carbone pour les consommateurs, selon la logique actuelle, on aurait pu s'attendre à ce que les prix des aliments diminuent, mais non. Il n'y a plus de tarification du carbone et ça ne s'est pas passé. Ça ne s'est pas produit, parce que ce n'est pas la tarification du carbone qui a causé la hausse du prix du panier d'épicerie, la hausse du coût de la vie. Les conservateurs nous refont encore une fois le coup avec, cette fois-ci, l'intention d'abolir une réglementation cruciale sur la tarification du carbone pour les industries. Il est évident que cette tarification du carbone n'a pas d'impact sur le prix des aliments, quoi qu'en disent mes collègues conservateurs aujourd'hui, puisque l'impact est trop faible pour être mesurable selon l'Institut climatique du Canada. L'impact est de presque zéro.

La motion procède essentiellement du même populisme auquel le Parti conservateur nous a habitués au cours des dernières années. Les conservateurs mettent le doigt sur un problème réel qui suscite de la colère et de l'inquiétude. Nous aussi sommes inquiets par rapport à l'augmentation du coût de la vie, mais ce n'est pas en lançant des slogans creux plutôt que de proposer des solutions véritables et concrètes pour les gens qu'ils vont faire avancer la cause.

Travaux des subsides

Le chef conservateur ne semble pas avoir appris au cours de la dernière année. Il continue essentiellement ses stratégies de diabolisation des politiques publiques, en particulier évidemment les politiques climatiques et les politiques environnementales, plutôt que de formuler de véritables propositions susceptibles d'aider la population à affronter la grave crise du coût de la vie actuelle. J'irais même jusqu'à dire que c'est complètement déconnecté que de manipuler la préoccupation financière des ménages afin favoriser le programme pétrolier et gazier pour remplir en plus les poches des actionnaires des pétrolières et gazières au Canada, qui sont majoritairement étrangers. Donc, ces profits-là, sans parler des subventions, augmentent même la facture d'épicerie. Donc, ça n'aide pas le monde de raconter des mensonges ou des demi-vérités à ceux et à celles qui souffrent actuellement, qui n'ont pas les moyens de se nourrir adéquatement et qui doivent faire des choix entre payer leur logement et payer leur épicerie.

Je pense que c'est important qu'on revienne sur des faits. C'est un fait démontré scientifiquement que si on abandonne la lutte contre les changements climatiques, tel que les conservateurs le proposent et tel que les libéraux voudront peut-être le faire, le prix des aliments ne ferait que continuer d'augmenter; si on abandonne la lutte contre les changements climatiques, c'est certain qu'il va continuer d'augmenter. Prenons les exemples des feux de forêt, des inondations, de la sécheresse. Je ne parle même pas des autres aléas climatiques qui deviennent de plus en plus forts, de plus en plus fréquents, d'une ampleur encore plus alarmante et qui affectent la production alimentaire, nos fermiers, nos agriculteurs. Ce n'est pas de la fiction. On parle aussi de ravageurs, de maladies qui viennent avec les changements climatiques et qui contribuent à la hausse du prix des aliments.

• (1130)

Regardons le « Rapport sur les prix alimentaires 2025 » dont parlent souvent mes collègues conservateurs. On y explique qu'en 2024, le prix du cacao a augmenté en raison des températures élevées et des conditions météorologiques extrêmes en Afrique de l'Ouest, tandis que le prix du jus d'orange a augmenté en raison des inondations et de la sécheresse qui ont endommagé les récoltes au Brésil. Ce sont des exemples de produits internationaux d'importation, dont les prix ont augmenté et ont un impact sur le portefeuille des ménages canadiens, de notre monde.

Au lieu de ces produits, on pourrait développer d'autres solutions pour avoir davantage de souveraineté alimentaire, pour avoir plus de résilience en agriculture et pour stimuler par exemple les cultures en serre, la transformation et la congélation. Ce sont toutes des solutions qui contribueraient justement à une souveraineté alimentaire et à une plus grande résilience.

La véritable cause de la hausse du prix des aliments, c'est entre autres les changements climatiques. Quand on regarde les effets des changements climatiques sur la production canadienne, ça reste indéniable partout, même dans les circonscriptions de mes collègues conservateurs. L'Institut de recherche en économie contemporaine a fait une étude sur le coût des dérèglements climatiques dans laquelle on peut lire ceci: « Les sécheresses ont été un facteur important de l'augmentation spectaculaire récente des paiements d'assurance-récolte au Canada, qui sont passés de 890 millions de dollars en 2018 à 4,887 milliards de dollars en 2022. » C'est presque 5 milliards de dollars en assurance-récolte. La valeur de ces paiements a plus que quintuplé en cinq ans. Évidemment, ça a un impact sur le coût des aliments.

Au Canada, concrètement, on parle de sécheresses qui ont affecté le rendement des cultures. En Saskatchewan, le rendement a même diminué de 47 % en 2021. Statistique Canada a déclaré: « Si l'activité a augmenté dans la plupart des secteurs de l'économie, ces hausses ont été entièrement annulées par la pire sécheresse survenue en près de 20 ans. » Ça, c'est en Saskatchewan. Le Québec n'a pas été épargné, non plus. Dans la région de l'Abitibi par exemple, les producteurs de foin ont reçu une indemnisation record de 6,8 millions de dollars pour la sécheresse de 2023. C'est plus que le triple de la moyenne annuelle; il a fallu faire venir du foin de l'Ouest parce qu'on avait de la misère à en produire au Québec entre autres en raison des sécheresses.

Il faut donc développer une stratégie d'adaptation aux changements climatiques pour permettre, entre autres, de s'immuniser contre ces problèmes de récoltes. Il faut aussi s'assurer qu'une telle stratégie sera concrète et soutenable, ce qui n'est pas le cas actuellement de la Stratégie nationale d'adaptation du fédéral qui manque d'argent et qui a été critiquée entre autres par le commissaire à l'environnement et au développement durable.

Revenons au rapport de l'Université Dalhousie. On mentionne que les incendies dans l'Ouest ont nui également au transport, par exemple par train, ce qui a un impact sur le coût des aliments.

Si on recentre le débat, une véritable solution est de faire payer l'industrie, entre autres pétrochimique, pétrolière et gazière, pour sa pollution, pour ses répercussions sur les changements climatiques et pour les effets météorologiques extrêmes qu'elle génère. Il y a beaucoup d'autres problèmes en lien avec l'industrie pétrolière et gazière. Un premier rapport de False Profits, réalisé par l'économiste Jim Stanford, a montré que la flambée des prix mondiaux du pétrole en 2022 a été le principal facteur à l'origine de la hausse subséquente de l'inflation. En réalité, les combustibles fossiles provoquent de l'inflation et ont un impact majeur sur le coût de la vie des gens. La flambée du prix du pétrole causée par la spéculation financière est responsable d'une partie importante de l'inflation et a même, selon ce rapport, coûté près de 200 milliards de dollars aux Canadiens entre 2022 et 2025. Ça, c'est 12 000 \$ par ménage.

Au Bloc québécois, nous croyons que l'augmentation du coût de la vie au Canada, mais aussi au Québec, est un problème majeur dont les gens souffrent. Il faut s'attaquer à ce problème, mais, pour ce faire, il faut s'attaquer à ses véritables causes, et l'action climatique n'est pas au programme actuellement. C'est un problème majeur. On parle d'inaction. La situation est grave, et en faire moins ne fera qu'empirer le problème. C'est malheureusement ce que proposent mes collègues conservateurs.

Évidemment, nous allons voter contre la motion.

• (1135)

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je dois dire que je suis généralement d'accord sur ce que notre collègue vient de mentionner. En effet, les changements climatiques ont une incidence très importante sur le prix des aliments. Nous n'avons pas du tout l'intention d'enlever la tarification du carbone pour l'industrie.

Mon collègue pourrait-il parler un peu du lien, s'il y en a un, ou peut-être pas, entre la tarification du carbone pour l'industrie et le prix des aliments?

Patrick Bonin: Monsieur le Président, c'est toujours intéressant d'entendre les libéraux dire qu'ils se consacrent encore, selon eux, à la lutte contre les changements climatiques après tous les reculs que nous avons vus et après l'abandon, essentiellement, du plan climatique qui avait été mis en place durant la précédente législature.

En matière de tarification du carbone, oui, nous sommes inquiets. Il y a actuellement des négociations avec l'Alberta et nous savons que l'Alberta est en train de reculer relativement à la tarification du carbone. Le gouvernement fédéral aurait dû intervenir pour s'assurer que, partout au Canada, on a le même prix pour ce qui est de la tarification du carbone, ce qui n'est pas le cas. En plus, il risque de diluer encore cette tarification du carbone.

Pour revenir à la question, les études disent clairement, en effet, que la tarification du carbone pour l'industrie n'a pas d'incidence sur l'augmentation du coût de la vie, sur le prix des aliments. C'est presque zéro. Malheureusement, c'est donc de la désinformation lorsque mes collègues conservateurs disent que cette tarification du carbone a une incidence majeure sur le coût des aliments.

[Traduction]

David Bexte (Bow River, PCC): Monsieur le Président, je trouve un peu fort que le député soit tout à fait disposé à diaboliser une source en la qualifiant de tendancieuse tout en prétendant que ce que dit l'Institut climatique du Canada est parole d'Évangile et une source fiable étant donné que cet organisme est financé exclusivement par le gouvernement.

Le député parlerait-il de la relation entre le prix de l'énergie et la pauvreté, de manière générale? D'innombrables sources ont démontré que la hausse du prix de l'énergie sous toutes ses formes est directement liée à l'augmentation de la pauvreté et du coût de la vie.

[Français]

Patrick Bonin: Monsieur le Président, en ce qui concerne la tarification du carbone, l'Institut climatique du Canada a mis des données sur la table. C'est très, très clair. Ce sont des faits scientifiques et je ne demande qu'à voir les études qui prouveraient le contraire, de la part de nos collègues conservateurs, qui prétendent que la tarification du carbone pour l'industrie a un impact sur le coût des aliments. Ce n'est pas le cas. Malheureusement, ça fait partie encore une fois de leur populisme et de leur démagogie.

Cela étant dit, il est évident que le coût de l'énergie est un enjeu majeur. Au Québec, ça coûte plus de 10 milliards de dollars par année en importation de pétrole et de gaz. C'est de l'argent qui s'en va à l'extérieur du Québec, alors qu'on pourrait l'utiliser pour réaliser l'électrification des transports, des bâtiments, des industries et des PME. Si nous gardions cet argent, nous ne serions pas vulnérables face à des compagnies étrangères dont les actionnaires sont majoritairement basés aux États-Unis. Je parle ici des pétrolières et des gazières.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, c'est un peu déplorable de voir aller les conservateurs. Chaque fois qu'ils ont une journée de l'opposition, chaque fois qu'ils ont l'occasion d'apporter quelque chose aux débats à la Chambre et de faire en sorte que tout le monde au Parlement se positionne sur une question, ils font la même chose. Ils nous parlent toujours de taxe sur le carbone, de pipelines ou de pétrole. On dirait qu'ils ne sont pas capables de parler d'autres sujets.

Travaux des subsides

J'aimerais savoir si mon collègue pense qu'il y a d'autres sujets qui auraient pu être constructifs, qui auraient pu être abordés et qui auraient pu faire progresser des solutions aux problèmes que vivent M. et Mme Tout-le-Monde dans ce pays.

Patrick Bonin: Monsieur le Président, malheureusement, mes collègues conservateurs ne veulent pas en parler, mais la lutte contre les changements climatiques est encore importante. Les changements climatiques et la crise climatique n'ont pas disparu avec l'arrivée du président des États-Unis nouvellement élu et avec ses politiques commerciales et tarifaires. Elle est encore là, cette crise. Comment alors peut-on développer l'économie, mais sans reproduire le problème essentiel des changements climatiques, qui est l'augmentation de la production de pétrole et de gaz?

Nous aurions aimé parler des manières de lutter contre les changements climatiques et de lutter contre les inégalités. Nous aurions pu explorer comment faire en sorte d'aborder le problème du coût de la vie avec des mesures climatiques qui se veulent égalitaires et équitables, à l'échelle canadienne. Malheureusement, nos collègues conservateurs ne veulent qu'abandonner la lutte contre les changements climatiques, mais le problème ne disparaîtra pas. Au Bloc québécois, nous voulons traiter de ce problème et travailler sur les inégalités également.

● (1140)

[Traduction]

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon collègue membre du comité des opérations gouvernementales et député de Windsor-Ouest.

Les Canadiens se retrouvent une fois de plus aux prises avec une crise de l'inflation alimentaire causée par les libéraux. C'est au Canada que le taux d'inflation alimentaire est le plus élevé parmi les pays du G7. Le gouvernement a promis d'innombrables reprises, et il continue de le faire, que grâce à lui, l'économie canadienne connaîtrait la croissance la plus rapide parmi les pays du G7. Malheureusement, ce qu'il a offert aux Canadiens, c'est plutôt le taux d'inflation alimentaire le plus élevé parmi les pays du G7.

Les libéraux manipulent sans cesse les Canadiens dans leurs interventions à la Chambre en voulant leur faire croire qu'il s'agit d'un nouveau gouvernement et non du même gouvernement dont les politiques, depuis 10 ans, ont fait en sorte que le coût de l'alimentation au Canada est le plus élevé parmi les pays du G7. Ils ne ménagent aucun effort pour que les Canadiens l'oublient et ils s'efforcent encore plus de leur faire oublier que le premier ministre a déclaré à la Chambre qu'il faudrait le juger en fonction des prix à l'épicerie. Eh bien, les Canadiens l'ont jugé, et le verdict est sans appel: sur ce point, il a échoué.

Chaque mois, 2,2 millions de Canadiens font la queue devant les banques alimentaires. Vingt pour cent d'entre eux auraient un emploi à temps plein. C'est incroyable: avoir un emploi à temps plein et être quand même obligé de se tourner vers une banque alimentaire pour nourrir sa famille. Trente pour cent des personnes dont l'alimentation dépend des banques alimentaires sont des enfants.

À Edmonton, il y a la banque alimentaire de l'Association des vétérans, qui vient en aide aux anciens combattants et aux anciens employés de première ligne de la GRC et de la Garde côtière, entre autres. Pensons-y un instant: un pays aussi riche que le Canada, sous les libéraux, contraint les anciens combattants à aller chercher de l'aide dans une banque alimentaire.

Travaux des subsides

Le Canada est un pays si riche que les libéraux ont assez d'argent à distribuer pour financer la promotion de l'égalité entre les sexes au Vietnam, pour subventionner des spectacles érotiques en Allemagne et pour produire un rapport, aux frais du ministère de la Défense nationale, sur le racisme et l'exploitation dans le domaine de l'exploration spatiale. Le gouvernement a dépensé des millions de dollars pour étudier les espaces démocratiques intersectionnels au Népal, et il a en fait versé des dizaines de millions de dollars en subventions à une grande société internationale qui finance des terroristes du groupe État islamique en Syrie.

Le gouvernement a tout cet argent, mais 2,2 millions de Canadiens font la queue devant les banques alimentaires. Ce nombre a doublé au cours des 10 dernières années. À Edmonton, le recours aux banques alimentaires a atteint un niveau record, et il a doublé au cours des cinq dernières années. Il est plus élevé qu'au début des années 1990, où le taux de chômage était d'environ 10 % à Edmonton. Il est plus élevé qu'au début des années 1980, où les taux d'intérêt atteignaient de 18 à 19 %.

En réponse à la crise de l'inflation alimentaire qu'ils ont créée, les libéraux ont ressorti de leur sac une politique de l'ère Trudeau consistant à augmenter le crédit pour la TPS. Regarnir le portefeuille des Canadiens, c'est une excellente idée. Je préférerais que cela se fasse à l'aide d'allègements fiscaux, mais j'appuierai toute mesure qui permet aux Canadiens de regarnir leur portefeuille. J'aurais aimé toutefois que le gouvernement consacre un peu plus de temps à cette initiative pour mieux cibler l'allocation. Tout comme pour les prestations liées à la COVID, où le gouvernement a jeté l'argent par les fenêtres, parfois pour acheter des votes, sans aucune surveillance ni aucun plan pour réserver l'aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Prenons une personne mariée qui a deux enfants. Dans le programme proposé par les libéraux, si les parents travaillent tous les deux à temps plein et touchent approximativement le salaire minimum en Ontario, leurs revenus seront trop élevés pour être admissibles au supplément qui les aiderait à faire face à l'inflation alimentaire. Ce serait la même chose pour les parents de trois enfants qui travaillent tous les deux pour un salaire d'environ 17 \$ l'heure, et les parents de quatre enfants qui travaillent chacun pour un salaire de 17,80 \$ l'heure.

Les gens qui bénéficieraient du programme sont les personnes vivant seules, dont le revenu est inférieur au seuil fixé. Environ le tiers des 12 millions de personnes que les libéraux disent vouloir aider ont moins de 30 ans et vivent seules. Par conséquent, si les enfants vivent à la maison et fréquentent l'université, ils seraient admissibles. Cependant, quelqu'un qui habite dans un appartement exigu avec trois enfants ne serait pas admissible, si les deux parents gagnent 17,80 \$ l'heure.

● (1145)

Nous ne mettons pas en cause la nécessité de cette aide, mais le gouvernement aurait dû la cibler davantage sur les personnes qui en ont besoin. Environ 10 % des Canadiens ne remplissent pas leur déclaration de revenus, la plupart d'entre eux étant des personnes à faible revenu. Si une personne ne remplit pas sa déclaration de revenus, elle ne recevra pas cette aide. Si une personne a un faible revenu et n'a pas rempli sa déclaration de revenus pour 2024, elle ne recevra pas d'aide. Si une personne avait un emploi en 2024 et gagnait très bien sa vie, mais qu'elle a été licenciée et n'a eu aucun revenu de 2025 à aujourd'hui, elle ne recevrait rien. La question n'est

pas tant l'aide dont les gens ont besoin; le gouvernement aurait dû faire preuve d'intelligence et mieux cibler son aide aux Canadiens.

En outre, une fois de plus, il s'agit d'argent emprunté. C'est environ 12 milliards de dollars supplémentaires qui s'ajouteraient à notre déficit. Les cinq années d'existence du programme coûteraient 1,4 milliard de dollars en intérêts supplémentaires. Ces chiffres proviennent du directeur parlementaire du budget. Ces 1,4 milliard de dollars n'ont pas été budgétés, alors d'où le gouvernement tirera-t-il l'argent? Il devra soit réduire d'autres services, soit augmenter les impôts des Canadiens à l'avenir.

Le programme présenté par le gouvernement serait en place pendant cinq ans. Il s'agit essentiellement d'un aveu d'échec de la part du gouvernement libéral, qui reconnaît que les Canadiens vivront une crise de l'inflation alimentaire pendant cinq autres années.

Plutôt que d'avoir cinq autres années de coûts élevés sur les denrées alimentaires sous le gouvernement libéral, nous pouvons prendre des mesures pour aider les Canadiens dès maintenant, et c'est ce que nous proposons. Nous pourrions éliminer la taxe sur le carbone pour les industries, qui a une incidence sur le coût des engrais et le coût de la transformation des aliments. Nous pourrions supprimer la taxe liée à la norme sur les combustibles propres. Elle est actuellement de 7 ¢ le litre et elle va passer à 17 ¢ le litre. Ces 17 ¢ le litre entreraient en vigueur au moment où le programme proposé prendrait fin. Le coût du carburant augmenterait au moment où la remise prendrait fin.

Le gouvernement doit mettre fin à sa guerre idéologique insensée contre les plastiques. L'interdiction des plastiques va coûter des centaines de millions de dollars; cela a d'ailleurs été publié dans la Gazette du Canada. Selon les propres chiffres du gouvernement, le coût s'élèverait à 1,3 milliard de dollars. L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes affirme que la croisade des libéraux contre le plastique coûtera 3,4 milliards de dollars aux consommateurs et entraînera environ un demi-million de tonnes supplémentaires de denrées alimentaires avariées, alors que 99 % des plastiques finissent en toute sécurité dans des décharges. Plutôt que de mener une guerre idéologique contre le plastique, le gouvernement devrait simplement mettre fin à cette taxe cachée.

Il en va de même pour la taxe sur le carbone pour les industries. Les députés ministériels diront que cette taxe n'existe pas, qu'elle ne fait pas augmenter le coût des aliments. Le gouvernement voudrait faire croire aux gens que le coût des intrants n'a aucune incidence sur la chaîne d'approvisionnement et n'augmente pas les coûts pour les agriculteurs, les camionneurs, les épiceries et les Canadiens.

Je fais souvent référence à une étude de la Royal Bank of Scotland, que j'ai lue il y a des années et qui porte sur le transfert des taxes sur l'énergie, comme la taxe sur le carbone pour les industries ou l'ancienne taxe sur le carbone. Dans le rapport, on peut lire que 100 % des taxes sur l'énergie sont refilées aux consommateurs. Pour ce qui est de la raison pour laquelle j'ai lu ce document de la Royal Bank of Scotland, c'est une autre histoire, mais il demeure que tous les coûts additionnels pour les agriculteurs, les camionneurs et les épiceries se répercutent sur les prix pour les consommateurs.

Chaque fois qu'on modifie les règles sur les emballages, on augmente les coûts, comme les milliards de dollars mentionnés. Cet argent finit par sortir des poches des Canadiens sous la forme d'une hausse du coût des aliments. Chaque fois qu'on ajoute des coûts liés au transport ou aux ressources énergétiques, encore là, ce sont les Canadiens qui finissent par payer pour ces coûts. Aujourd'hui, on est aux prises avec une crise inflationniste touchant les produits alimentaires qui a été causée par les politiques du gouvernement. Le gouvernement doit prendre des mesures concrètes pour mettre fin à son attaque idéologique contre les Canadiens et se concentrer sur des mesures immédiates et pragmatiques pour mettre fin à cette crise dès maintenant et régler la situation pour les années à venir.

• (1150)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, voici une nouvelle-choc: les idées des conservateurs ne fonctionnent tout simplement pas. Bien franchement, je me souviens des centaines de discours que j'ai entendus de la part des conservateurs il y a 14 mois et dans lesquels ils disaient que si nous éliminions la taxe sur le carbone, il n'y aurait pas d'inflation. Les gens peuvent vérifier. Il y a des dizaines, voire des centaines de discours de ce genre.

Nous avons un nouveau premier ministre et un nouveau gouvernement et nous avons éliminé la taxe sur le carbone. Est-ce une coïncidence que le prix des aliments n'ait pas baissé? Nous avons éliminé la taxe sur le carbone pour augmenter le revenu disponible des Canadiens. C'est cela l'objet de l'allocation pour l'épicerie, celle pour laquelle les conservateurs ont prétendument voté hier.

Pourquoi les Canadiens devraient-ils accorder la moindre crédibilité à la politique des conservateurs? Elle s'avère toujours désastreuse.

Kelly McCauley: Monsieur le Président, le député d'en face possède un talent rare: il est capable de parler longuement sans s'encombrer des faits. Imaginons quel taux l'inflation alimentaire atteindrait en ce moment si on y ajoutait la taxe sur le carbone. Ce sont les politiques libérales qui font grimper le coût des aliments. Les États-Unis, le Japon et tous les autres membres du G7 sont confrontés aux mêmes problèmes que nous en ce qui concerne les changements climatiques et tout le reste. Pourtant, seul le pays dirigé par le gouvernement libéral, le même gouvernement libéral fatigué qui dirige depuis 10 ans au moyen des mêmes politiques recyclées et inefficaces, connaît la plus forte inflation alimentaire.

Voilà les faits. Le député devrait avoir compris depuis le temps.

[Français]

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, je transmets mes salutations à mon collègue.

J'aimerais savoir s'il a déjà envisagé quelles seraient les répercussions des mesures proposées sur la pollution et les changements climatiques, ainsi que les conséquences des changements climatiques, des inondations, des feux de forêt et autres sur les agriculteurs et sur le prix des aliments.

[Traduction]

Kelly McCauley: Monsieur le Président, mon collègue du Bloc a posé deux questions: une sur les changements climatiques et une autre sur le plastique et la pollution. Parmi tous les plastiques, 99 % se retrouvent de façon sécuritaire dans des sites d'enfouissement.

Travaux des subsides

Une quantité très négligeable fuit dans l'environnement, ce qui est donc une question non pertinente.

Les changements climatiques sont un problème mondial. Le Bloc, les libéraux et le NPD voudraient nous faire croire que les changements climatiques s'arrêtent à la frontière et que l'imposition d'une taxe de 17 ¢ sur l'essence permettrait en quelque sorte de changer le climat partout dans le monde. La réalité, c'est que les changements climatiques sont un problème mondial qui est tout aussi attribuable à la Chine et à l'Inde. La meilleure chose que nous puissions faire pour lutter contre les changements climatiques, c'est de construire des pipelines vers la côte Ouest afin d'acheminer le gaz naturel et d'autres produits énergétiques canadiens vers la Chine et l'Inde pour les amener à délaisser le charbon et à se tourner vers des produits énergétiques canadiens plus propres.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, il convient de souligner que Stephen Harper et le chef du député n'ont pas construit un seul centimètre de pipeline vers la côte Ouest.

Le député veut qu'on s'en tienne aux faits et il a parlé du G7. Au cours des cinq dernières années, si l'on calcule l'inflation alimentaire totale, le Canada n'est pas le pire. En fait, il est peut-être troisième ou quatrième. Je n'en suis pas sûr à 100 %, mais, au bout du compte, cela montre que le Parti conservateur du Canada a de soudains éclairs de génie, mais qu'il a été démontré à maintes reprises que ses idées ne fonctionnent tout simplement pas. Pourquoi devrions-nous les croire maintenant?

Si le député...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député d'Edmonton-Ouest a la parole.

Kelly McCauley: Monsieur le Président, naturellement, le député de Winnipeg-Nord ne laisse jamais les faits se mettre en travers de son opinion, et nous en avons encore une fois la preuve. Il affirme que la vie des Canadiens n'a jamais été aussi facile. Il dit que le Canada est au troisième, quatrième ou cinquième rang des pires pays. Selon le député, la vie des Canadiens n'a jamais été aussi facile, mais la réalité et les faits montrent que les Canadiens en archent.

Le député a parlé des pipelines, mais, encore une fois, il ne laisse jamais les faits se mettre en travers de son opinion. Quatre pipelines vers la côte ont été construits sous le gouvernement conservateur précédent, alors que le gouvernement libéral n'a rien approuvé. Il n'a approuvé aucun pipeline, mais il a mis en place depuis 10 ans des politiques qui ont entraîné une hausse des coûts de l'alimentation, et ce sont les Canadiens qui en font les frais aujourd'hui.

• (1155)

Harb Gill (Windsor-Ouest, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre au nom des habitants de Windsor, des gens qui travaillent fort.

Aujourd'hui, je veux parler de quelque chose qui concerne chaque famille de Windsor et de très nombreuses familles dans toutes les parties du pays: l'abordabilité des aliments. Mes propos se fondent sur ce dont j'ai été témoin sur le terrain, il y a un peu plus d'un an, quand j'étais encore policier avant de prendre ma retraite. L'actualité montre que, loin de s'améliorer, les choses ont empiré. Les faits sont là devant les yeux des Canadiens ordinaires, qui en sont bien conscients, à l'exception peut-être du gouvernement libéral.

Travaux des subsides

Lorsqu'il s'agit des prix et de l'abordabilité des aliments, les Canadiens n'ont rien à faire de la propagande du gouvernement. Ils ont besoin d'honnêteté. Commençons par la base. Dans tout le pays, la nourriture est maintenant la toute première source de pression sur les budgets des ménages. Cette réalité transparait dans tous les sondages et tous les reportages des médias relatant ce que les Canadiens disent à quiconque voudra les écouter. Le panier d'épicerie coûte aujourd'hui à peu près 30 % de plus qu'il y a cinq ans. Les salaires n'ont pas augmenté de 30 %, pas plus que les pensions, les prestations d'invalidité ou les revenus fixes. Quand les gens disent qu'ils n'arrivent pas à comprendre comment cela a pu se produire si vite, ils n'exagèrent pas. Ils décrivent la réalité. On nous dit que l'inflation générale est à la baisse, pourtant les prix des aliments continuent d'augmenter. Voilà pourquoi les Canadiens n'ont aucun répit. Ils achètent de la nourriture toutes les semaines. Chaque semaine, ils voient les prix. Ils ne peuvent pas se fermer les yeux. Ils regardent les étiquettes et ils ont un choc. Tout cela est bien réel.

Parlons maintenant de l'insécurité alimentaire. Environ un Canadien sur quatre vit maintenant dans un ménage qui, au moins une partie du temps, a du mal à mettre de la nourriture sur la table. Voici l'élément le plus important: les ménages qui vivent de l'insécurité alimentaire ne sont pas sous le seuil de la pauvreté. Ce sont des travailleurs, des personnes âgées, des personnes handicapées ou des ménages monoparentaux. Ce sont des personnes qui ont respecté toutes les règles, qui ont payé leurs impôts et qui ont supposé qu'ils n'auraient pas à se soucier des produits de première nécessité, mais beaucoup font maintenant des choix qu'ils n'avaient jamais imaginé devoir faire entre la nourriture ou les médicaments, entre la nourriture ou le chauffage, et entre la nourriture ou le loyer. Les chercheurs du domaine de la santé confirment ce que la population sait déjà: quand la nourriture devient dispendieuse, les gens laissent tomber les médicaments d'ordonnance, retardent le renouvellement des ordonnances, ou cessent de payer leur loyer. Ils ne sont pas irresponsables, mais désespérés. Nous n'avons pas besoin qu'un expert-conseil nous le dise. Nous devons tout simplement être à l'écoute de la population.

Dans ce pays, qu'on navigue en ligne ou qu'on assiste à un rassemblement communautaire, les mêmes histoires reviennent sans cesse. Les aînés ne magasinent que les jours de rabais. Des parents sautent des repas pour que leurs enfants puissent manger. Des travailleurs à temps plein ont recours aux banques alimentaires pour la première fois. Les gens qui font la queue devant les banques alimentaires ont honte et espèrent que personne de leur entourage ne les verra. Le nombre de visites dans les banques alimentaires s'élève à 2,2 millions par mois, soit près du double du niveau pré-pandémique. Cette situation nous révèle quelque chose d'important: l'aide alimentaire d'urgence n'est plus une exception. Ça devient la norme.

Soit dit en passant, ce chiffre ne tient pas compte du soutien alimentaire fourni par les centres communautaires, les églises, les mosquées, les synagogues, les temples ou les gurdwaras d'un bout à l'autre du pays. Si nous combinons les banques alimentaires traditionnelles et le soutien offert par les groupes confessionnels, nous constatons qu'il y a de 3 à 3,5 millions de visites dans des services d'aide alimentaire chaque mois. Il ne s'agit pas d'un problème marginal, mais d'un échec systémique. Nous ne faisons que camoufler l'affaire en offrant des mesures de charité.

Je veux maintenant parler de quelque chose que la plupart des gens ne voient pas de leurs propres yeux, mais à quoi les policiers et les agents de prévention des pertes sont confrontés chaque jour à

l'épicerie: le vol à l'étalage. Il y a une grande différence entre les vols commis par des réseaux organisés et les vols commis par désespoir. Quiconque a travaillé sur le terrain en tant que policier ou dans le domaine de la prévention des pertes connaît immédiatement la différence.

D'un bout à l'autre du pays, le personnel chargé de la prévention des pertes et les policiers signalent de plus en plus d'incidents liés à des produits alimentaires de base comme le lait et le pain, et non à des produits électroniques ou à des articles pouvant être revendus. Les gens impliqués sont de plus en plus des personnes âgées, handicapées ou qui n'avaient jamais eu maille à partir avec la police. Voici à quoi cela ressemble: une personne âgée est appréhendée à l'entrée, tremblante, et s'excuse sans cesse en affirmant avoir oublié de balayer un article. Pendant ce temps, tout le monde sait qu'elle n'a pas oublié. Elle ne pleure pas parce qu'elle s'est fait prendre, mais à cause de l'humiliation.

• (1200)

Le personnel chargé de la prévention des pertes et les policiers nous diront que ce sont les incidents les plus difficiles à gérer. Ils peuvent nous dire: « C'est une personne normale, et ce n'est pas ainsi qu'elle agit. » Ce ne sont pas des gens intrinsèquement mauvais. Ce sont des gens qui n'ont plus d'autres options. Les conséquences vont au-delà d'un rapport de police. Le fait d'être appréhendé pour vol à l'étalage dépouille ces gens désespérés de leur dignité, en particulier les aînés, qui sont souvent profondément honteux et qui ne veulent même pas confier à leur famille ce qui s'est passé. Souvent, ils arrêtent d'aller à ce magasin et préfèrent avoir faim parce qu'ils ont honte. Les agents eux-mêmes se sentent profondément humiliés, peu importe le résultat de l'enquête, parce qu'ils ont l'impression qu'on leur demande de criminaliser la faim. Ce n'est pas normal.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois que je vois cette expression de honte. C'est l'expression d'une personne qui croit avoir échoué. En vérité, c'est le système qui a échoué, et non la personne.

Parlons des raisons pour lesquelles cela se produit. Les aliments ne se retrouvent pas sur les tablettes comme par magie. Ils transitent dans une chaîne, en commençant par les fermes, l'équipement agricole, les engrais, les transformateurs, l'emballage et le transport. Chaque augmentation des coûts le long de cette chaîne aboutit à la caisse.

Les engrais sont un bon exemple. Ils sont indispensables. Sans engrais, la croissance de nos cultures est insuffisante. Or, produire des engrais est un processus énergivore. Dans le cadre du système fiscal actuel, les producteurs doivent assumer des coûts additionnels qui s'élèvent à des centaines de millions de dollars à cause de la taxe sur le carbone pour les industries. Ces coûts vont continuer d'augmenter au cours des prochaines années. Quand l'engrais coûte plus cher, les agriculteurs paient plus cher. Ce n'est pas de l'idéologie. C'est mathématique. La question que nous devrions nous poser est de savoir si les personnes âgées ou les parents seuls devraient payer de leur dignité pour faire fonctionner notre système. À mon avis, la réponse est non.

Travaux des subsides

Selon certaines études, la tarification du carbone à elle seule ajoute moins de 1 % au prix des aliments. Toutefois, les Canadiens ne vivent pas dans un monde où les coûts ne s'appliquent qu'une seule fois. Ces coûts s'additionnent. Les prix du carburant, de l'énergie, des engrais, de l'emballage et du transport semblent abordables quand on les regarde individuellement, mais ils deviennent un fardeau très lourd quand on regarde l'ensemble. Les experts comme Sylvain Charlebois, le « Food Professor », le disent très clairement: le problème de l'inflation alimentaire au Canada est rendu un problème structurel, et non un problème passager. Les prix restent élevés, ils ne redescendent pas. Un remboursement ponctuel aidera les gens à respirer un peu pendant un certain temps, mais il ne réglera pas le problème structurel qui fait grimper en flèche les coûts à l'épicerie.

Comment les Canadiens perçoivent-ils le gouvernement libéral à cet égard? L'opinion générale est la suivante: le gouvernement reconnaît le problème. Les Canadiens entendent le premier ministre dire qu'ils devraient le juger en fonction des prix qu'ils paient à l'épicerie. Ils ont l'impression que le gouvernement n'agit pas avec urgence et qu'il n'assume pas les conséquences de ses propres politiques, qui sont d'ailleurs désastreuses. Les gens entendent les annonces. Ils entendent dire que des ministres rencontrent les PDG des chaînes d'épicerie. Ils entendent parler de codes volontaires pour les chaînes d'épicerie et de chèques à court terme, mais cela ne leur apporte aucun répit. Il y a de la frustration, de la confusion et un sentiment que le gouvernement n'en fait pas assez pour aider les Canadiens ordinaires. Je suis d'accord avec ça.

Du point de vue des conservateurs, c'est là que nous fixons une limite claire. Nous croyons en la responsabilité environnementale, mais pas au point de rendre l'alimentation inabordable. Nous croyons qu'il faut aider les familles, mais pas seulement avec de belles paroles ni en leur envoyant un seul chèque auquel beaucoup ne seront pas admissibles.

La sécurité alimentaire, c'est la sécurité nationale. Quand les familles n'ont pas les moyens d'acheter des produits de première nécessité, cela a des répercussions sur les soins de santé, la sécurité publique et la stabilité sociale. Je l'ai vu de mes propres yeux. Quand des aînés doivent voler de la nourriture, quand des travailleurs font la queue devant les banques alimentaires et quand on ne prend pas ses médicaments pour pouvoir acheter de la nourriture, le débat n'est plus théorique, et les preuves sont accablantes. Comme dans toute bonne enquête, lorsque les preuves s'accumulent, on ne les conteste pas. On y répond d'une manière responsable et transparente. Voilà ce que les Canadiens attendent de nous.

• (1205)

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il est bon de voir que les conservateurs commencent enfin à parler des agriculteurs. Le député a fait campagne avec un programme qui ne prévoyait rien pour les agriculteurs, alors qu'il vit dans le Sud-Ouest de l'Ontario, dans les environs de Leamington et de Chatham-Kent. Je viens d'écouter son discours de 10 minutes. Il n'a pas mentionné une seule mesure sur la gestion des risques de l'entreprise, et il n'a pas parlé de l'agriculture en milieu contrôlé ni de l'aide offerte aux jeunes agriculteurs pour qu'ils puissent se lancer dans l'industrie. Les conservateurs parlent de la tarification du carbone pour les industries, qui aura une incidence négligeable sur le prix des aliments. Ils n'ont pas de plan concret.

Le député a-t-il dit aux habitants de sa circonscription que le gouvernement a l'intention de comptabiliser dès maintenant les serres comme des dépenses? Il y a 4 000 acres de serres dans le Sud-Ouest de l'Ontario et à Leamington, tout autour de Windsor-Ouest. En parle-t-il à ses concitoyens dans le cadre de son travail? Appuie-t-il cette mesure du gouvernement?

Harb Gill: Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de rencontrer le propriétaire d'une entreprise serricole, qui m'a dit: « La connaissance, c'est savoir que la tomate est un fruit. La sagesse, c'est de ne pas en mettre dans une salade de fruits. »

C'est tout ce que j'ai à dire à ce sujet.

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, je suis assez surpris de la réponse qui vient d'être donnée. Pour diminuer l'inflation, plutôt que de faire une course pour savoir qui est la meilleure meneuse de claque pour l'industrie pétrolière, il y a une panoplie de mesures qui peuvent être mises en place. Mon collègue libéral en a soulevé quelques-unes et j'en soulèverais d'autres.

Qu'est-ce que mon honorable collègue a à dire concernant la pénurie de la main-d'œuvre dans le secteur de l'alimentation, et aussi concernant les mesures d'adaptation aux dérèglements climatiques, qui ont des répercussions réelles sur la production alimentaire au Canada?

[Traduction]

Harb Gill: Monsieur le Président, nous avons tout un tas de politiques sur lesquelles nous allons nous pencher ou dont nous allons parler.

Premièrement, il faudrait cesser d'ajouter des coûts aux aliments à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement. Les conservateurs examineraient et élimineraient les politiques fédérales qui font directement augmenter les coûts de production, de transformation, d'emballage et de transport des aliments. Quand le gouvernement greffe des coûts supplémentaires aux engrais, à l'énergie et au transport, ces coûts ne disparaissent pas: ils se répercutent sur les factures d'épicerie. La nourriture est essentielle, et les politiques doivent la traiter comme telle.

Deuxièmement, il faudrait voir à ce que l'aide cible les personnes qui en ont réellement besoin et à ce que cette aide soit permanente. Les conservateurs sont en faveur d'une aide ciblée, prévisible et indexée au coût des aliments pour les aînés, les personnes handicapées et les Canadiens à faible revenu; ils ne sont pas en faveur de chèques qui ne sont que temporaires alors que les prix restent élevés. Les revenus fixes doivent suivre l'évolution du véritable coût de la vie, en particulier du coût de l'épicerie. Au bout du compte, avec le coût des aliments...

Le vice-président adjoint (John Nater): Nous passons aux questions et observations. La députée d'Algonquin—Renfrew—Pembroke a la parole.

Cheryl Gallant (Algonquin—Renfrew—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, un pot de verre pèse de 10 à 20 fois plus qu'un pot de plastique de même contenance.

Le député peut-il nous dire quelle sera l'incidence de la nouvelle interdiction des emballages en plastique pour les aliments sur le prix du panier d'épicerie?

Travaux des subsides

Harb Gill: Monsieur le Président, la réponse est simple: les prix vont augmenter. Le Canadien moyen va subir les conséquences de ces politiques et de ces règlements. Ceux-ci sont dissimulés de diverses manières, mais on nous dit toujours qu'il s'agit de taxes imaginaires. Il n'y a rien d'imaginaire là-dedans. Il suffit de sortir de la Chambre et de demander à un Canadien ordinaire qui doit faire ses courses ce qu'il pense des prix qu'il paie actuellement. Il nous dira que ça le fait chier. Les gens sont mécontents. Ils sont vraiment en colère.

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre.

Cette expression dépasse les limites. Je demande au député de ne pas utiliser cette expression et de la retirer dès qu'il en aura l'occasion.

Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Cardigan a la parole.

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face a mentionné dans son discours le professeur préféré des conservateurs, le « Food Professor ». Je ne suis pas d'accord avec lui. Il n'a pas toutes les réponses sur les prix des aliments au Canada.

Il n'y a qu'à regarder les prix sous la gestion de l'offre, qui sont restés dans la fourchette cible de l'inflation au lieu d'augmenter davantage.

Le député pourrait-il nous en dire plus à ce sujet? Soutient-il la gestion de l'offre? Souscrit-il à l'idée de démanteler ce système, comme le réclame le « Food Professor »? Tous les producteurs laitiers du Canada sont ici cette semaine. J'aimerais entendre...

• (1210)

Le vice-président adjoint (John Nater): Je dois donner au député la possibilité de répondre. Le député de Windsor-Ouest dispose d'environ 20 secondes.

Harb Gill: Monsieur le Président, tous les professeurs diront la même chose: les prix ont augmenté. Il suffit de poser la question à n'importe quel parent qui fait l'épicerie. À mon avis, ce sont des professeurs à leur façon, puisqu'ils font les courses depuis toujours. Ils savent que le panier d'épicerie coûte plus cher. Pas besoin d'un expert ou d'un spécialiste pour nous le confirmer.

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon collègue de Madawaska—Restigouche cet après-midi.

Je prends la parole au sujet de la motion de l'opposition sur l'abordabilité des aliments. Je suis convaincu que si nous posons la question à tous les députés, ils conviendraient qu'il reste du travail à faire pour régler ce problème, que des initiatives doivent être mises en place pour aider certains des Canadiens les plus vulnérables et qu'il y a aussi du travail à faire à l'échelle de la chaîne d'approvisionnement pour s'attaquer à ce problème persistant. Cela dit, je pense que les opinions divergent quant à la meilleure façon d'y parvenir.

Lorsque je regarde la motion de l'opposition présentée aujourd'hui par le Parti conservateur, ce qui m'inquiète, c'est qu'elle ne tient pas compte de toute la complexité de la situation. Je crains que les mesures proposées par l'équipe politique du Parti conservateur ne nous permettent pas d'atteindre l'objectif concret que nous devons

poursuivre: stabiliser le prix du panier d'épicerie, et peut-être même le réduire, si possible, dans l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement.

Je voudrais d'abord parler de la tarification du carbone pour les industries. Lors de la dernière législature, les conservateurs ont fait valoir que la tarification du carbone pour les consommateurs était néfaste et qu'elle était à l'origine de tous les problèmes liés au coût de la vie au pays. J'étais d'accord avec les conservateurs sur l'appliquabilité de la structure de la remise sur le carbone dans les régions rurales du Canada, mais je ne souscrivais pas à l'idée que la tarification du carbone était à l'origine de tous les problèmes auxquels les Canadiens doivent faire face.

Nous en sommes maintenant à la 45^e législature. Lors de la dernière législature, les conservateurs ont déclaré que si nous les écoutions et que nous éliminions la tarification du carbone pour les consommateurs, tout serait réglé. Aujourd'hui, ils disent: « Éliminons la tarification du carbone pour les industries. » La tarification du carbone pour les industries est reconnue par les économistes, par les gouvernements conservateurs et, franchement, par un large éventail de la classe politique comme étant le moyen le plus efficace de réduire les émissions au pays et dans le monde.

Les gouvernements conservateurs de l'Ouest canadien ont été parmi les premiers au pays à instaurer la tarification du carbone pour les industries. Aujourd'hui, les conservateurs voudraient nous faire croire qu'abolir cette mesure suffirait à régler les problèmes qui existent dans la chaîne d'approvisionnement mondiale et ici, au Canada. Ils se trompent, et je me réjouis de pouvoir en débattre.

Je tiens à souligner quelques éléments. En 2007, le gouvernement de l'Alberta a été l'un des premiers à instaurer une tarification du carbone pour les industries au pays. Cette politique est d'ailleurs toujours soutenue par la première ministre Danielle Smith.

Je dirais qu'il y a un sophisme dans la façon dont les conservateurs associent la tarification du carbone pour les industries au prix du panier d'épicerie. Selon l'Institut climatique du Canada, l'effet de cette tarification sur le coût des aliments est négligeable. Pourtant, les conservateurs souhaitent se débarrasser de l'une des politiques climatiques les plus efficaces dont nous disposons pour réduire les émissions afin d'avoir peut-être une incidence négligeable sur le prix du panier d'épicerie. Il est important de le reconnaître.

J'ai dit à maintes reprises à la Chambre que le programme des conservateurs ne contenait absolument rien pour les agriculteurs. Le député d'en face qui me chahute a fait campagne sur la base d'un programme qui ne proposait rien aux agriculteurs. D'ailleurs, quand les députés conservateurs évoquent les agriculteurs deux fois durant la période des questions, c'est déjà deux fois plus que dans l'ensemble de leur programme. C'est gênant pour un parti qui représente autant de Canadiens. Les agriculteurs de partout au pays doivent savoir que, lors des élections tenues en avril pour déterminer qui était le mieux placé pour gouverner le pays, les conservateurs n'avaient rien à leur proposer.

Qu'en est-il de la norme sur les combustibles propres? Mon collègue a mentionné plus tôt qu'il s'agit d'une politique similaire à celle qui a permis d'éliminer le plomb dans l'essence et, pourtant, les conservateurs suggèrent de faire marche arrière. La tarification du carbone pour les industries s'aligne sur la norme sur les combustibles propres et sur la volonté de réduire l'intensité carbonique des combustibles. Cette politique a des répercussions très positives dans les régions rurales du Canada. Une politique sur les biocarburants est importante pour les agriculteurs de l'Ouest canadien. Le député d'en face continue de prétendre que c'est une mauvaise politique. Il devrait s'entretenir avec les agriculteurs de sa propre circonscription.

Le Conseil canadien du canola et la Canadian Canola Growers Association affirment régulièrement qu'il s'agit d'une politique importante pour tenir compte des préférences des acheteurs. Elle permet également de réduire les émissions et de stimuler les investissements, comme on peut le constater dans toutes les régions rurales du Canada.

Une fois encore, le fait que cela ne permette pas de réduire ou de stabiliser de manière tangible les prix des denrées alimentaires fait de la proposition des conservateurs un échec total et complet.

Nous convenons qu'il faut poursuivre la réforme de la concurrence au pays. Je signale aux députés et aux Canadiens que ce travail est entamé. Je suis d'accord avec les députés de l'opposition pour dire que si nous voulons avancer, nous devons agir plus rapidement. Je suis d'accord avec cette dynamique.

Le gouvernement a annoncé une stratégie nationale de sécurité alimentaire. Nous n'avons pas beaucoup entendu parler à la Chambre, en particulier de la part de l'opposition, des possibilités que cette initiative représente pour la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire et les agriculteurs de tout le pays.

Je vais profiter du temps de parole qu'il me reste, soit environ cinq ou six minutes, pour faire quelques observations.

• (1215)

Nous devons aborder cette politique sous trois angles distincts pour la présenter de façon exhaustive. Nous devons tenir compte des exploitations agricoles, de la chaîne d'approvisionnement et de la transformation agroalimentaire, ainsi que des mesures de soutien du revenu à court terme, parallèlement aux initiatives publiques et d'approvisionnement susceptibles de stimuler la demande et de soutenir la transformation régionale à l'échelle du pays.

Tout d'abord, il existe une stratégie nationale pour attirer les jeunes dans le secteur agricole. Je dirais à la Chambre qu'en ce qui concerne le coût du capital associé au paiement des agriculteurs qui prennent leur retraite, le calcul de la marge économique dans de nombreux secteurs de production représente un véritable défi pour l'accès au capital. Même lorsqu'un jeune agriculteur parvient à obtenir du capital, la gestion de la dette est devenue extrêmement difficile en raison de son coût, le capital ayant pris une importance considérable au cours des dernières décennies. Il incombe au gouvernement du Canada, ainsi qu'aux gouvernements provinciaux, et peut-être au Financement agricole Canada et aux banques privées, de trouver un mécanisme financier qui nous permette de réduire les coûts de transaction. C'est une mesure importante que j'aimerais voir mise en place.

En ce qui concerne les fiducies foncières agricoles, il y a beaucoup de bon travail qui se fait dans l'ensemble du pays pour identi-

Travaux des subsides

fier les terres agricoles, les placer en fiducie et veiller à ce qu'elles restent disponibles pour l'agriculture. C'est important, non seulement en Ontario, mais dans tout le pays, afin que les jeunes agriculteurs puissent avoir accès à des terres et les acheter à un prix qui correspond aux récoltes et au rendement. Il y a beaucoup de spéculation au Canada en ce qui concerne le prix des terres. C'est donc une mesure que nous pourrions mettre en place pour réduire les coûts de l'agriculture et dont nous devrions parler plus sérieusement.

Je suis un fervent partisan du crédit de taxe sur les intrants pour le logement à la ferme. Je représente Kings—Hants. Nous accueillons entre 1 500 et 2 000 travailleurs agricoles étrangers qui viennent dans la vallée d'Annapolis, surtout dans les secteurs de la culture fruitière et de l'horticulture. Ces travailleurs sont extrêmement importants pour la sécurité alimentaire de notre pays. Ils accomplissent un travail remarquable. Nos agriculteurs doivent disposer de logements. Je pense que c'est important, car à l'heure actuelle, l'Agence du revenu du Canada ne considère pas les logements comme un élément fondamental de l'activité agricole. Ainsi, même si les agriculteurs peuvent répartir les coûts d'immobilisation liés à la construction ou à la rénovation de logements destinés aux travailleurs pendant la durée de vie de ces bâtiments, un crédit de taxe sur les intrants au titre de la TVH leur permettrait de récupérer ces coûts dès le départ, peut-être dès la première ou la deuxième année, ce qui est important pour leur trésorerie. Nous devrions offrir ce type de mesure. J'en ai discuté avec la Nova Scotia Fruit Growers' Association et avec Horticulture Nova Scotia. J'espère que le ministre des Finances l'envisagera.

Les conservateurs n'ont rien dit au sujet des outils de gestion des risques des entreprises. C'est en fait le gouvernement Harper qui a considérablement réduit ces outils, en diminuant le montant des indemnités et en relevant le seuil à partir duquel les agriculteurs pouvaient bénéficier du programme Agri-stabilité. Notre gouvernement a systématiquement rétabli les outils de gestion des risques des entreprises pour les renforcer. Je suis fier du travail que nous avons accompli au cours de la dernière année de programme pour augmenter les indemnités. Nous avons fait passer le plafond de 3 à 6 millions de dollars. Nous avons réduit et éliminé les limites des marges de référence. Il reste encore du travail à faire, et je pense que nous pouvons aussi compter sur des assureurs privés pour compléter les programmes de gestion des risques des entreprises, qui sont des programmes provinciaux et fédéraux à coûts partagés.

Je tiens à souligner que, dans l'industrie bovine, je crois qu'il est possible d'assurer l'équité du financement de ces outils de gestion des risques. L'assurance-récolte apporte une contribution plus importante que l'indice du bétail, ce sur quoi nous pourrions travailler.

Dans les 90 secondes qu'il me reste, j'aimerais aborder deux points. Le premier concerne l'agriculture en environnement contrôlé. J'ai posé une question à mon collègue de Windsor-Ouest sur l'importance de la passation en charges immédiate des serres. Notre pays dispose d'un avantage concurrentiel pour la sericulture dans la région de Leamington, dans le Sud-Ouest de l'Ontario. L'annonce faite par le gouvernement dans ce domaine offre une excellente occasion de continuer à exploiter cet avantage. J'espère que les députés conservateurs en font au moins la promotion dans leur circonscription et qu'ils veillent à ce que leurs parties intéressées soient informées de ces investissements. Il s'agit là d'une mesure importante pour la compétitivité.

Travaux des subsides

Le dernier point concerne la réforme de la réglementation. Pendant la dernière législature, j'ai présenté le projet de loi C-359, qui visait à utiliser les données scientifiques d'autres États pour les produits de base utilisés en agriculture. On peut penser aux produits phytosanitaires, aux additifs alimentaires et aux vaccins. Nous avons du pain sur la planche. La ministre de la Santé est au courant de cet enjeu. C'est important pour réduire les coûts dans les exploitations agricoles et l'ensemble des coûts dans cette industrie. Tous ces éléments auront des effets bénéfiques.

J'aurais aimé avoir plus de temps, mais voilà quelques réflexions que je sou mets à la Chambre aujourd'hui.

• (1220)

Carol Anstey (Long Range Mountains, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'en face pour sa critique des solutions proposées par les conservateurs.

Il intervient souvent pour parler des agriculteurs et de leur industrie. Plusieurs producteurs laitiers de ma circonscription et de Terre-Neuve-et-Labrador ont connu de graves difficultés financières au cours des dernières années. Comme députée préoccupée, je leur ai souvent rendu visite pour leur demander ce qui contribuait à leurs difficultés financières. Beaucoup m'ont parlé de l'augmentation des coûts associés aux machines agricoles, et la taxe sur le carbone pour les industries en est partiellement responsable.

Je me demande si les agriculteurs ne me donnent pas des informations erronées, car, d'après ce que nous dit le député d'en face, tout semble aller pour le mieux pour les producteurs laitiers du Canada atlantique.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, j'ai eu le plaisir de me rendre dans la circonscription de la députée avant Noël. J'ai rencontré un certain nombre de parties prenantes, comme des maires, entre autres dans la région du Gros Morne. Je sais que la députée tâchera de consulter les intervenants de sa circonscription, car ils n'ont pas encore eu l'occasion de la rencontrer depuis qu'elle a été élue.

J'espère qu'elle leur parlera de l'investissement important que nous avons fait dans le tourisme dans l'Ouest de Terre-Neuve. En ce qui concerne le logement, je lui rappelle que l'investissement dans le quartier Curling est extrêmement important pour la ville de Corner Brook.

En ce qui concerne les fermes laitières, les gens sont principalement préoccupés par le fait que les conservateurs ne sont pas vraiment soucieux de protéger l'intégrité de la gestion de l'offre. Les producteurs du secteur laitier ne parlent pas de la tarification du carbone pour les industries; ils se demandent plutôt si le député de Battle River—Crowfoot défendra ou non ces producteurs quand ils en auront besoin.

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue de l'autre côté de la Chambre pour son discours d'aujourd'hui. Je dirais qu'il a été fidèle à son habitude, c'est-à-dire que, généralement, il fait un effort pour s'en tenir aux faits, pour répliquer sur le fond des discours et des arguments présentés de l'autre côté de la Chambre. Il ne s'abaisse pas trop à la partisanerie et il est capable de faire preuve de hauteur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une question à mon collègue d'en face, qui nous a habitués à une certaine rigueur intellectuelle.

La proposition des conservateurs aujourd'hui est encore une proposition qui vise à diminuer, et même à « scraper » tout ce qui est en lien avec l'environnement, pour qu'il y ait encore des reculs.

Mon collègue pourrait peut-être nous instruire sur un point. Quel genre d'influence les discours conservateurs de ces dernières années ont-ils eue sur les politiques de son gouvernement, et dans quelle mesure les reculs de son gouvernement ont-ils nui au climat?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, comme la question était substantielle, je vais répondre en anglais. Cela me permettra de donner une réponse complète.

[Traduction]

C'est extrêmement important. Je suis d'accord avec mon collègue pour dire que la proposition conservatrice dont la Chambre est saisie élimine tous les éléments de la politique environnementale du Canada. Je pense qu'elle aboutirait à très peu de résultats, contrairement à ce que les conservateurs prétendent.

Le gouvernement actuel montre une volonté pragmatique de s'attaquer au problème du coût de la vie et de mener à bien des projets nationaux d'envergure. Le premier ministre et le gouvernement estiment que la solution pour protéger l'environnement consiste à attirer des investissements importants. Voilà notre priorité: attirer des investissements importants qui permettront à la fois de renforcer la sécurité énergétique nationale et de réduire les émissions.

Jessica Fancy (South Shore—St. Margarets, Lib.): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole au nom des citoyens de ma circonscription, South Shore—St. Margarets. Je suis très heureuse aujourd'hui de poser à mon collègue de la Nouvelle-Écosse quelques questions concernant l'agriculture.

Depuis que je suis devenue députée au printemps, j'ai discuté avec de nombreux acteurs du secteur agricole dans ma circonscription. Ils m'ont présenté de nombreuses demandes auxquelles le budget de 2025 devrait donner suite, selon moi. Le budget de 2025 prévoit des investissements dans la transformation des aliments au pays ainsi que dans la résilience de la chaîne d'approvisionnement.

Le député pourrait-il nous expliquer en quoi le renforcement de la capacité du Canada à réduire son exposition aux perturbations mondiales contribue à stabiliser le prix de l'alimentation dans son ensemble?

• (1225)

Le vice-président: Le secrétaire parlementaire du premier ministre dispose d'au plus 30 secondes pour répondre.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, 30 secondes ne me permettent pas de rendre justice à cette question.

Je vais changer de sujet rapidement. La députée a raison de dire que le budget prévoit d'importants investissements dans la transformation agroalimentaire, mais je tiens à la féliciter du travail qu'elle a accompli avec le gouvernement pour éliminer les droits de douane chinois sur le homard canadien. À vrai dire, elle représente l'une des plus grandes circonscriptions de pêcheurs du pays, et assurément la plus grande du Canada atlantique. Ses efforts ont contribué à atteindre cet objectif.

La députée doit insister sur ce point. Nous sommes fiers du travail des pêcheurs canadiens et des pêcheurs de homard. La députée a joué un rôle important dans cet effort.

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, depuis le début de notre mandat, nous avons fait des actions concrètes pour renforcer, unifier et rendre plus compétitive et résiliente l'économie canadienne. Nous avons commencé en éliminant les barrières fédérales au commerce inter-provincial. Nous sommes en train de développer des nouveaux partenariats en matière de commerce international. Nous attirons les investissements étrangers ici au Canada. Dans le budget de 2025, nous avons proposé différents incitatifs fiscaux à l'investissement et à l'innovation.

Si notre objectif est de bâtir une économie plus forte, l'idée, c'est que cette économie-là fonctionne pour tout le monde. Nous souhaitons offrir aux Canadiens et aux Canadiennes de bonnes occasions d'emploi, plus d'occasions de carrière et des salaires plus élevés. Les différentes politiques économiques que nous mettons en place vont nous permettre de voir ce résultat.

Toutefois, ce n'est pas un processus qui se fait du jour au lendemain et il y a un délai pour voir l'effet de la transformation économique que nous entreprenons. Pendant ce temps, nous reconnaissons que de nombreuses personnes au pays ressentent encore la pression des dépenses quotidiennes et ont besoin de soulagement en ce moment. C'est pourquoi nous avons annoncé une série de mesures pour aider les Canadiens et les Canadiennes.

J'aimerais donner un exemple. Au tout début de notre mandat, l'une des premières mesures que nous avons annoncées, c'est une baisse d'impôt pour la classe moyenne, qui va avoir un impact sur plus de 22 millions de Canadiens et de Canadiennes. Si je le souligne de nouveau, c'est parce que la saison des impôts arrive. Je suis heureux de mentionner qu'il y a de nombreuses personnes qui vont constater une économie par rapport à la déclaration de revenus de 2024. Cela pourra équivaloir à jusqu'à 420 \$ par année pour une personne seule et jusqu'à 840 \$ pour un ménage avec deux salaires. C'est une mesure concrète que nous avons mise en place pour mettre plus d'argent dans les poches des familles de la classe moyenne.

Lors de la reprise des travaux en janvier, nous avons commencé le lundi matin en annonçant l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui va être basée sur le crédit actuel pour la TPS. Les gens qui avaient déjà accès à ce crédit vont avoir cette année une bonification de 25 % à partir du 1^{er} juillet et un paiement unique qui représente un montant de 50 % de la valeur de l'augmentation. C'est encore une autre mesure pour remettre de l'argent dans les poches des Canadiens et des Canadiennes. Cette mesure-là, je tiens à souligner, va viser les personnes qui en ont le plus besoin, soit les personnes à faible revenu et à revenu modeste. Nous souhaitons les aider à faire face à l'augmentation du coût de la vie.

L'augmentation du coût des aliments au cours des dernières années a été une source réelle de stress et d'incertitude pour de nombreuses familles canadiennes. Nous reconnaissons pleinement cette réalité. Cette inflation alimentaire, qui touche non seulement le Canada, mais aussi de nombreux pays dans le monde entier, découle de nombreux facteurs, notamment les perturbations des chaînes d'approvisionnement à la suite de la pandémie, les événements climatiques extrêmes comme les sécheresses et les inondations, les droits de douane qu'on connaît actuellement et les pressions monétaires mondiales.

Travaux des subsides

Même si l'inflation commence à se stabiliser, le coût de la vie, en particulier le coût de l'alimentation, continue de peser sur le portefeuille des ménages canadiens. C'est pourquoi nous avons agi et allons continuer d'agir. Par différentes mesures sociales et la baisse de l'impôt pour la classe moyenne, nous offrons un soutien immédiat aux Canadiens et aux Canadiennes afin de leur donner un peu de répit au moment où ils en ont le plus besoin.

Toutefois, il faut aussi s'attaquer aux causes profondes. C'est dans cette optique que nous élaborons présentement une stratégie nationale de sécurité alimentaire. Cette stratégie vise à renforcer la production alimentaire au pays et à améliorer l'accès à des aliments abordables, nutritifs et de qualité pour toutes les communautés au Canada. Je vais certainement suivre avec grand intérêt l'élaboration de cette stratégie au cours des prochains mois. Cette stratégie va aussi comprendre la mise en œuvre de l'étiquetage des prix unitaires afin de permettre aux consommateurs de faire des choix éclairés, ainsi qu'un appui accru du Bureau de la concurrence dans la surveillance rigoureuse du marché alimentaire et de ses chaînes d'approvisionnement. Une concurrence réelle et équitable, ça veut dire un prix plus juste à la caisse pour les consommateurs.

Nous soutenons également nos entreprises du secteur alimentaire afin qu'elles puissent faire face aux perturbations liées au conflit tarifaire sans en transférer le coût à la caisse. À cette fin, nous prévoyons 500 millions de dollars qui vont être réservés dans le Fonds de réponse stratégique pour aider les entreprises à absorber les pressions liées aux chaînes d'approvisionnement.

De plus, nous allons mettre en place un fonds de 150 millions de dollars pour la sécurité alimentaire qui va être créé dans le cadre de l'Initiative régionale de réponse tarifaire afin d'aider nos petites et moyennes entreprises ainsi que les organisations qui les accompagnent.

Enfin, pour réduire les coûts de production alimentaire et pour augmenter l'offre au pays, nous allons instaurer des incitatifs fiscaux, soit une passation en charges immédiate pour les serres. On sait que, au Canada, la saison pour produire des légumes ou différents aliments, soit l'été, est assez courte en raison du climat. Nous voulons augmenter les investissements dans les serres pour qu'on puisse produire davantage d'aliments tout au long de l'année au pays. L'idée est de renforcer notre capacité de production nationale et de contribuer à moyen terme à stabiliser les prix pour les consommateurs.

● (1230)

Nous avons également mis en place le Programme national d'alimentation scolaire du Canada. Ce programme, qui a été lancé en 2024, est doté d'une enveloppe de 1 milliard de dollars sur cinq ans. Dans le budget de 2025, nous avons annoncé une bonne nouvelle, soit que nous allons rendre permanent le financement de ce programme. Cela veut dire que nous allons continuer de financer des repas pour les enfants dans les écoles après 2029. Ce programme est essentiel pour aider les provinces, les territoires et les partenaires autochtones à étendre leurs programmes d'alimentation existants pour que davantage d'enfants partout au pays bénéficient des repas sains dont ils ont besoin. L'objectif est de servir des repas supplémentaires à plus de 400 000 enfants canadiens.

Travaux des subsides

Ce programme est bénéfique tant pour les parents que pour les enfants. Pour les familles participantes, cela leur permet d'économiser environ 800 \$ par année. Pour les enfants, cela contribue à leur bien-être, parce qu'aucun enfant ne devrait passer une journée à l'école avec le ventre vide. Nous avons conclu des accords avec l'ensemble des provinces et des territoires. Dans la province du Nouveau-Brunswick, que je représente à la Chambre, nous allons investir environ 11,2 millions de dollars au courant des trois prochaines années. Cela permettra d'offrir des repas sains dans plus de 160 écoles supplémentaires d'un bout à l'autre de la province, et ce, à près de 57 000 enfants. C'est majeur.

J'aime souligner qu'il y a différentes mesures d'aide directes, mais aussi que nous faisons des investissements dans les infrastructures essentielles qui vont avoir un impact sur le coût de la vie. Je pense notamment aux investissements que nous faisons en matière de logement. Nous allons accélérer la construction de logements partout au pays. L'idée est d'avoir un impact sur l'équilibre de l'offre et de la demande afin qu'il puisse y avoir une réduction des prix. Nous allons aussi investir dans du logement abordable.

De plus, en matière d'infrastructures, j'aimerais souligner des investissements faits par l'entremise du Fonds pour les solutions de transport en commun en milieu rural, parce que ce fonds a un impact direct sur les citoyens de ma circonscription, Madawaska—Restigouche. Mon prédécesseur, M. Arseneault, avait eu la chance d'annoncer un financement de 1,4 million de dollars pour lancer un service de transport en commun sous l'égide de FlexGo dans la région d'Edmundston et dans le Haut-Madawaska, et, l'automne dernier, j'ai eu le grand plaisir d'annoncer un investissement de 700 000 \$ supplémentaires pour élargir le service aux communautés de Vallée-des-Rivières, de Grand-Sault, de Saint-Quentin et de Kedgwick.

Ce service de transport en commun flexible et adapté aux réalités des régions rurales sera très prochainement mis en service dans plusieurs nouvelles communautés de ma région. Cela aura un impact concret sur la vie des aînés, des étudiants postsecondaires, des travailleurs et des personnes à mobilité réduite. En fait, cela aura un impact sur l'ensemble des citoyens de Madawaska—Restigouche, qui vont pouvoir bénéficier de transport adapté à leurs besoins, et ce, à très faible coût. Quelqu'un qui voudra se déplacer de Grand-Sault à Saint-Léonard ou de Kedgwick à Saint-Quentin pour le travail ou un rendez-vous médical pourra le faire pour seulement 5 \$. Je tiens à souligner le travail exemplaire de l'équipe de FlexGo, qui a développé le projet. Je suis très heureux que le gouvernement fédéral soit partenaire et qu'on ait financé près de 80 % des coûts en immobilisation. C'est un investissement concret qui a des retombées sur la population de ma circonscription.

J'aimerais parler de la motion que nous étudions aujourd'hui. Cela me surprend un peu. De ce côté-ci de la Chambre, nous pensons que les mots doivent être suivis d'actions concrètes. Quand nous parlons d'aider les familles à faire face au coût de la vie, nous mettons donc en place des mesures sociales pour les aider. Quand nous parlons de renforcer l'économie canadienne afin de créer de meilleurs emplois, d'augmenter les salaires et d'aider les gens à faire face au coût de la vie à long terme, nous mettons en place les différentes politiques du budget de 2025.

Du côté de l'opposition, malheureusement, on vote contre ces mesures. Quand est venu le temps de rendre permanent le Programme national d'alimentation scolaire du Canada, qui profitait à des centaines de milliers d'enfants, les conservateurs s'y sont oppo-

sés. Quand est venu le temps de mettre en place un programme de places abordables en garderie, qui permet aux familles de joindre les deux bouts à la fin du mois, les conservateurs s'y sont opposés. Lorsque nous avons mis en place le Régime canadien de soins dentaires, qui aide des gens à avoir accès à des services essentiels, les conservateurs s'y sont opposés. Lorsque nous avons mis en place dans le budget de 2025 différents incitatifs fiscaux à l'innovation et aux investissements, ce qui a le potentiel de transformer l'économie canadienne à long terme, mes collègues de l'opposition s'y sont encore opposés.

Je suis un peu déçu de revoir des thèmes répétitifs dans la motion d'aujourd'hui et à laquelle nous allons nous opposer. Ce serait intéressant de voir comment nous pouvons travailler ensemble pour renforcer l'économie canadienne au profit de l'ensemble de la population, plutôt que de revenir sur les mêmes sujets, journée d'opposition après journée d'opposition.

• (1235)

[Traduction]

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC): Monsieur le Président, je rappelle au député que nous avons voté contre leurs mesures parce que ce ne sont que des solutions temporaires et inefficaces. Je tiens également à rétablir les faits. Je sais que l'intervenant précédent, le député de Kings—Hants, a affirmé que, selon les conservateurs, la taxe sur le carbone pour les consommateurs était le seul problème à l'origine de la crise de l'abordabilité. C'est absolument faux. Nous savons qu'elle découle plutôt des dépenses inflationnistes des libéraux, et du fait qu'ils impriment de l'argent sans compter et qu'ils n'ont aucun respect pour les contribuables canadiens. Les libéraux semblent très habiles pour faire la leçon aux Canadiens, leur dire où ils devraient dépenser leur argent, puis prendre leur argent et leur dire qu'ils peuvent présenter une demande dans le cadre de tel programme s'ils veulent que les libéraux leur en redonnent un peu.

Pourquoi les libéraux semblent-ils toujours taxer les Canadiens et leur faire la leçon au lieu de mettre en place des solutions à long terme qui rendront le coût de la vie plus abordable?

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, j'aimerais mentionner que nous mettons en place des mesures sur le long terme. Il s'agit notamment de la stratégie nationale de sécurité alimentaire, dont je viens de discuter, des mesures dans le budget de 2025 qui vont stimuler les investissements et attirer les investissements étrangers et des efforts que nous faisons pour diversifier nos partenariats commerciaux à l'étranger. Ce sont toutes différentes mesures qui ont le potentiel de transformer l'économie canadienne, de la renforcer, de la rendre plus résiliente et, ainsi, d'augmenter les salaires et de créer de nouvelles opportunités d'emploi pour les Canadiens et les Canadiennes.

Toutefois, de l'autre côté de la Chambre, on va toujours dans la rhétorique, on répète toujours les mêmes discours et, quand vient le temps d'être là pour les Canadiens et les Canadiennes, on n'est pas au rendez-vous. On vote contre l'aide pour l'alimentation scolaire dans les écoles, on vote contre l'aide pour les personnes à revenu modeste et à faible revenu, on vote contre les mesures pour renforcer l'économie canadienne.

De notre côté de la Chambre, nous sommes sérieux et nos discours sont suivis d'actions concrètes, pas seulement de discours vides et de votes contre toutes les mesures qui aident la population.

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à mon collègue sur les coûts de la production alimentaire et sur la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur agroalimentaire. Qu'est-ce que son gouvernement propose pour pallier cette pénurie?

Il y a aussi la question du dérèglement du climat, qui cause des inondations, des sécheresses et des feux de forêt, qui ont un impact direct sur la production alimentaire au pays. Le gouvernement vient de reculer concernant beaucoup de mesures pour protéger l'environnement prises pendant les 10 années sous Justin Trudeau.

Qu'est-ce que le gouvernement pourrait mettre en place pour mieux protéger l'environnement?

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, il y a plusieurs éléments dans la question de mon collègue. Il mentionne le fait que les inondations et les sécheresses peuvent avoir un impact sur le coût des aliments. Je suis tout à fait d'accord avec lui.

C'est pour ça que nous devons être en mesure de mieux prévenir les inondations et les sécheresses au pays. D'ailleurs, ma collègue de Terrebonne a déposé un projet de loi émanant d'un député pour que le Canada se dote d'une stratégie nationale en la matière. Nous avons voté sur ce projet de loi en deuxième lecture le 3 décembre dernier et j'ai été très surpris de voir mes collègues du Bloc québécois s'y opposer. Pourtant, en 2024, les députés du Bloc québécois avaient voté pour une même version du projet de loi, qui est mort au Feuilleton au déclenchement des élections de 2025. J'ai donc de la difficulté à comprendre ça.

On nous mentionne que c'est important de prévenir les inondations et les sécheresses, mais, lorsque des députés de ce côté-ci de la Chambre proposent des actions concrètes comme un projet de loi pour se doter d'une stratégie nationale pour mieux prévenir les inondations et les sécheresses, les députés du Bloc québécois s'y opposent.

Est-ce un enjeu important ou pas pour eux? J'ai de la difficulté un peu à le comprendre.

[Traduction]

Jessica Fancy (South Shore—St. Margarets, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de Madawaska—Restigouche de se porter à la défense de nombreux Canadiens des régions rurales.

J'aimerais aussi parler aujourd'hui des 20 millions de dollars destinés au Fonds des infrastructures alimentaires locales. Je me demande si mon collègue pourrait nous en dire un peu plus à ce sujet et sur la façon dont le programme vise à fournir plus d'aliments nutritifs aux familles, non seulement dans sa circonscription et dans la mienne, mais dans tout le Canada.

• (1240)

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, j'aimerais remercier ma collègue de son excellente question. En soi, je trouve que c'est une excellente décision que d'augmenter le financement de 20 millions de dollars. Cela va aider les banques alimentaires partout au pays.

Le gouvernement fédéral finance déjà les banques alimentaires au moyen d'un financement qu'on envoie à des organisations régionales et provinciales qui, à leur tour, partagent le financement de manière équitable avec les banques alimentaires qui se retrouvent

Travaux des subsides

dans les localités que nous représentons ici, à Ottawa. Nous sommes conscients que, avec l'augmentation du coût de la vie, il y a une pression sur les banques alimentaires. Ce financement supplémentaire de 20 millions de dollars est certainement le bienvenu.

Nous mettons en place des actions à long terme pour nous pencher sur les causes de l'insécurité alimentaire, mais, dans l'immédiat, on a besoin d'aide dans la population canadienne. Je pense que c'est une mesure d'aide qui va être appréciée sur le terrain.

D'ailleurs, je tiens à en profiter pour souligner le travail exemplaire des bénévoles et des employés des banques alimentaires, qui offrent un service essentiel aux gens de nos communautés. Je les remercie.

Jim Bélanger (Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt, PCC): Monsieur le Président, je dois vous aviser que je vais partager mon temps de parole avec le chef de l'opposition.

Je prends la parole aujourd'hui pour aborder un enjeu qui touche chacun et chacune d'entre nous: la hausse du coût des aliments au Canada. Quand les Canadiens arrivent à la caisse à l'épicerie, ils la ressentent. C'est une frustration quotidienne qui s'est amplifiée année après année. Les prix des aliments ne sont pas que de simples chiffres sur un reçu. Ils reflètent à quel point il est devenu difficile pour de nombreuses familles de mettre sur la table des repas bons pour la santé.

[Traduction]

Commençons par les faits. À la fin de 2025 et au début de 2026, la forte hausse du prix des aliments s'est poursuivie. Rien qu'en décembre, le prix de l'alimentation a augmenté de 6,2 %, celui du panier d'épicerie, d'environ 5 %, et celui des plats à emporter, de 8,5 %. Parmi les pays du G7, le Canada a maintenant la distinction peu flatteuse d'être la capitale de l'inflation alimentaire.

Selon le « Rapport annuel sur les prix alimentaires » de 2026 de l'Université Dalhousie, le coût de l'alimentation devrait augmenter encore de 4 à 6 %. Une famille moyenne de quatre personnes dépensera donc plus de 17 500 \$ en nourriture en 2026, soit près de 1 000 \$ de plus que l'année dernière. Au cours des cinq dernières années, le prix des aliments a bondi d'environ 27 %. La hausse du prix de certains produits de première nécessité, comme le bœuf, a été spectaculaire, atteignant près de 19 % en 2025.

Pourquoi cela se produit-il? Il n'y a pas de cause unique, mais plusieurs forces convergent pour faire monter les prix. Le coût de l'énergie et des intrants reste élevé. Les coûts du carburant pour le transport et des engrais pour les agriculteurs ainsi que ceux de la main-d'œuvre dans toute la chaîne d'approvisionnement se répercutent directement sur le prix que les Canadiens paient à la caisse. Comme les conservateurs le soulignent depuis des années, quand les coûts d'exploitation des camions, des trains et des navires augmentent, ces coûts majorés ne disparaissent pas: ils sont répercutés sur les consommateurs. La réalité est indéniable. La hausse du coût des intrants entraîne une augmentation des dépenses alimentaires.

Les répercussions sur les Canadiens sont profondes. Aujourd'hui, un ménage sur quatre est confronté à l'insécurité alimentaire. Les familles se privent d'aliments sains. Les parents sautent des repas. Même les Canadiens qui travaillent à temps plein se tourmentent vers les banques alimentaires.

Travaux des subsides

Je saisis l'occasion pour saluer la maison de l'amitié de la banque alimentaire de Sudbury, que j'ai visitée dans ma circonscription, dans ma ville natale. J'ai été vraiment impressionné par le dévouement des bénévoles et la générosité des entreprises locales. La banque alimentaire joue un rôle essentiel dans notre communauté, et je la remercie de ce qu'elle fait pour améliorer le sort des gens.

Les chercheurs nous indiquent aujourd'hui que le prix du panier d'épicerie est la principale préoccupation financière des Canadiens. Lorsque la hausse du coût des aliments s'ajoute à celle du loyer, de l'énergie et d'autres produits de première nécessité, de nombreux Canadiens atteignent un point de rupture.

Le gouvernement propose l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui prévoit des versements ponctuels et croissants pour les Canadiens à revenu faible ou modeste. Nous appuyerons cette mesure. Il s'agit, certes, d'un petit pas, mais qui est le bienvenu, surtout pour les personnes à revenu faible ou modeste de ma circonscription, Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt. Cela dit, les solutions provisoires ont leurs limites. Nous devons aller au-delà des solutions de fortune et apporter de réels changements pour rendre la vie plus abordable.

Les conservateurs continueront de proposer des mesures concrètes et pratiques pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Notre plan pour rendre l'alimentation plus abordable éliminerait les taxes cachées sur les aliments en mettant fin à la taxe sur le carbone pour les industries, à la taxe liée à la norme sur les combustibles propres et à la taxe sur l'emballage des produits alimentaires. Nous débattons de ces mesures à la Chambre depuis des mois. Les libéraux les ont rejetées, les qualifiant d'imaginaires ou d'inexistantes. Qu'on les appelle comme on veut, qu'il s'agisse de taxes directes ou indirectes, je veux que les habitants du Nord de l'Ontario et tous les Canadiens comprennent bien que ce sont là des coûts imposés par le gouvernement.

• (1245)

La taxe sur le carbone pour les industries augmente les coûts pour les agriculteurs, qui cultivent nos aliments, et pour les travailleurs qui les transportent. Elle fait augmenter le prix du carburant agricole, des engrais et du transport par camion et par bateau. Elle entraîne des hausses à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement, hausses qui finissent par se répercuter sur les consommateurs. Ce n'est pas une taxe imaginaire. C'est une taxe bien réelle et mesurable que doivent payer les Canadiens.

Le Règlement sur les combustibles propres du Canada agit comme une taxe cachée en obligeant les producteurs à réduire l'intensité en carbone des combustibles, ce qui fera augmenter d'environ 7 ¢ le prix du litre d'essence en 2026, hausse qui aura passé à 17 ¢ en 2030. Cette politique augmente les coûts pour les consommateurs et les entreprises. Ces coûts ne figurent pas directement sur les factures de carburant; ils sont dissimulés sous forme de coûts de production supplémentaires imposés par le gouvernement. Selon la Fédération canadienne des contribuables, cette politique pourrait coûter des milliards de dollars à l'économie et augmenter les dépenses des ménages. Ces coûts sont un fardeau pour les consommateurs et ils sont bien réels, et non imaginaires.

Ensuite, il y a la taxe sur les emballages alimentaires, que les libéraux qualifient d'imaginaire et d'inexistante. C'est un jeu de mots. Bien qu'il n'y ait pas de taxe distincte appelée taxe sur les emballages alimentaires, la réglementation fédérale proposée sur l'emballage et le plastique aurait des répercussions financières semblables

à celles d'une taxe. Ces règles feraient augmenter considérablement les coûts pour les producteurs d'aliments, les épiciers et les consommateurs. Le prix des fruits et légumes frais pourrait augmenter de 34 % et coûter environ 400 \$ de plus par année au ménage canadien moyen.

Ce sont des fonds bien réels qui sortent des poches des familles du Nord de l'Ontario et de tout le pays. Ils ne sont pas imaginaires. Étant donné que les Canadiens travaillent simplement pour vivre au lieu de bien vivre de leur travail, le gouvernement devrait faire en sorte qu'il soit plus facile de payer l'épicerie, et non plus difficile en raison de taxes cachées.

Le premier ministre parle souvent d'une approche « Équipe Canada ». C'est l'occasion de passer de la parole aux actes. Le plan des conservateurs en matière d'abordabilité des aliments offre des solutions pratiques et à long terme qui allégeraient la pression sur les familles, réduiraient les factures d'épicerie et rendraient la vie plus abordable pour tous les Canadiens. Ces mesures sont réalistes et efficaces et peuvent être mises en œuvre sans délai. En appuyant ce plan, le gouvernement démontrerait une réelle volonté de travailler ensemble pour le bien des Canadiens, en particulier ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts. Les conservateurs sont prêts à travailler avec le gouvernement pour apporter un véritable répit et bâtir un système alimentaire plus stable et plus durable qui fonctionne pour les Canadiens.

• (1250)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je trouve que les idées des conservateurs ne fonctionnent vraiment pas. Pensons-y.

Les conservateurs ont dit que nous devrions nous débarrasser de la taxe sur le carbone. Les députés se souviennent-ils des centaines de discours que les conservateurs ont prononcés à ce sujet? Cette mesure était censée carrément éliminer l'inflation. Le nouveau premier ministre du Canada a pris la décision d'éliminer la taxe sur le carbone afin de faire augmenter le revenu disponible des Canadiens.

Jetons un coup d'œil à la dernière année. Au cours des cinq dernières années, le Canada s'en est relativement bien tiré en ce qui concerne l'inflation alimentaire. Cette année, elle est un peu plus élevée qu'on le voudrait. C'est pourquoi nous avons présenté le projet de loi C-19. C'est pourquoi il sera probablement adopté cette semaine pour donner un coup de pouce aux Canadiens.

Le député croit-il vraiment que sa politique en vaut la peine?

Jim Bélanger: Monsieur le Président, je lève mon chapeau pour l'abolition de la taxe sur le carbone, qui avait des effets sur l'économie et le prix de l'alimentation. Néanmoins, il faut comprendre que même si la taxe sur le carbone a été abolie, une taxe canadienne sur les carburants propres a été mise en œuvre. Elle est maintenant de 7 ¢ et elle passera à 17 ¢ en 2030.

Soit dit en passant, c'est parce que nous avons exercé des pressions que vous avez aboli la taxe sur le carbone. Elle sera maintenant transférée à la taxe canadienne liée à la norme sur les combustibles. Or, la taxe sur le carbone était de 17 ¢ lorsqu'elle a été abolie, alors que la taxe cachée, celle que vous ne montrez pas aux Canadiens, sera une taxe de 17 ¢ en...

Le vice-président: Je dois interrompre le député.

Je rappelle au député qu'il doit s'adresser à la présidence, qui n'est pas responsable des actions du gouvernement.

[Français]

L'honorable député de La Pointe-de-l'Île a la parole.

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, je salue mon collègue, qui est également membre du Comité permanent des langues officielles.

J'aimerais savoir, d'une part, comment il explique le fait que les libéraux ont aboli la taxe sur le carbone et qu'on n'a vu aucun effet sur le prix des aliments. D'autre part, voit-il un lien entre les changements climatiques, les effets de la pollution comme les inondations et les feux de forêt, qui ont des répercussions sur les agriculteurs, et le prix des aliments?

Jim Bélanger: Monsieur le Président, je voudrais dire que la taxe sur le carburant payée par les consommateurs n'est pas le seul facteur qui influence le prix des aliments. Il y a plusieurs autres éléments. Les dépenses du gouvernement libéral et l'argent qu'on met dans le système n'aident pas.

Quant au climat, si on croit à l'environnement et au climat, il faut comprendre que notre pays se situe autour du 39^e ou 40^e rang mondial pour ce qui est de la population, tout en ayant l'un des plus vastes territoires, soit le deuxième ou le troisième au monde. Il faudrait que nous développions nos ressources naturelles afin de pouvoir les exporter vers des pays dont l'économie repose sur le charbon...

Le vice-président: Je dois interrompre le député.

[Traduction]

Nous poursuivons les questions et les observations. La députée de Sentier Carlton—Eagle Creek a la parole.

Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a prononcé un excellent discours où il a souligné que la hausse du coût des intrants se traduit par une hausse des factures d'épicerie.

Je me demande si le député pourrait expliquer comment les taxes cachées contribuent au fait que nous avons la plus forte inflation alimentaire du G7.

Jim Bélanger: Monsieur le Président, les trois facteurs dont il est question, c'est-à-dire la taxe sur le carbone pour les industries, la taxe canadienne liée à la norme sur les combustibles et la taxe sur les emballages, sont tous des facteurs qui nous préoccupent et qui influent sur le coût de l'alimentation. Certains diront que ce n'est pas vrai, mais, en tant que propriétaire d'une petite entreprise, je peux affirmer que toutes les dépenses qui ont une incidence sur le prix ou le coût de fonctionnement de la machinerie ont aussi une incidence sur les prix dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

• (1255)

[Français]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens devraient pouvoir faire une bonne épicerie et avoir un réfrigérateur plein et un compte de banque bien garni. Malheureusement, aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Après 10 ans de taxes et de déficits inflationnistes, le coût du panier d'épicerie a presque doublé. Une famille moyenne va devoir dépenser 17 600 \$ pour se nourrir cette année. C'est une énorme augmentation. Maintenant, 2,2 millions de Canadiens dépendent chaque mois d'une

Travaux des subsides

banque alimentaire parce qu'ils ne peuvent simplement pas payer le prix de la nourriture. Ça devient une crise parce que trop de personnes sont incapables de se nourrir.

Il y a quelques années, les libéraux disaient qu'ils avaient une solution. Le ministre des Finances et du Revenu national actuel avait annoncé en 2023 qu'il allait stabiliser les prix à l'épicerie avant l'Action de grâce de 2023. Nous sommes maintenant au mois de février 2026 et le Canada a l'inflation alimentaire la plus élevée parmi tous les pays du G7. Ce taux d'inflation a doublé depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre. Pourtant, il avait promis des prix abordables à l'épicerie. Nous sommes rendus à un point où les Canadiens ne peuvent plus payer leurs factures.

La solution proposée par le gouvernement est de réintroduire un crédit sur la TPS qui avait originalement été mis en place par Justin Trudeau il y a quelques années. Ce crédit va donner à peu près 10 \$ par semaine à une minorité de familles et la majorité des Canadiens ne recevront rien. Une petite minorité va recevoir un montant maximal de 10 \$ par semaine pour payer leur facture de 300 \$ chaque semaine. Si on se présente à l'épicerie pour déboursier 300 \$ et que le gouvernement offre un bon de 10 \$, il est évident qu'on l'acceptera. Toutefois, ça ne va pas payer les factures. Ça ne va presque rien faire.

Pire encore, ça cause de l'inflation lorsqu'on ajoute 12 milliards de dollars en dette inflationniste sur le dos des Canadiens. Tous les autres prix vont aussi augmenter. Nous savons que certaines personnes sont au désespoir et en ont besoin. C'est donc pour ça que nous allons permettre l'adoption de cette mesure. Toutefois, il ne faut pas dire que ça va sauver le monde. C'est une autre illusion de ce premier ministre, qui a fait de grandes promesses, de grandes annonces, mais sans aucun résultat. Lorsqu'il a fait cette annonce, il a fait enlever les prix derrière lui à l'épicerie où il a fait son point de presse. Il avait tellement honte des prix qu'il oblige les Canadiens à payer qu'il a choisi de les retirer. C'est une autre illusion.

Les Canadiens ne vivent pas dans l'illusion, ils vivent dans la réalité. Une heure après que le premier ministre a quitté l'épicerie, les prix ont été réinstallés. Il n'est pas un magicien capable de faire disparaître les prix. En fait, il contribue à les faire augmenter, notamment en imposant une taxe sur le carbone pour les industries qui s'applique à l'acier utilisé dans les équipements agricoles, aux engrais, aux usines qui préparent notre nourriture et à d'autres éléments liés à la production agroalimentaire.

Il y a aussi une nouvelle taxe qui s'appelle le Règlement sur les combustibles propres. Ce n'est pas vraiment un règlement, c'est une taxe qui, selon le ministère de l'Environnement, va augmenter le prix du diesel et de l'essence de 7 ¢ le litre cette année et de 17 ¢ le litre d'ici quatre ans. Cette taxe est encore pire que la taxe sur le carbone que les conservateurs ont forcé le gouvernement de renverser, parce que le gouvernement offrait au moins un rabais et qu'elle ne s'appliquait pas aux équipements comme les tracteurs ou d'autres appareils sur une ferme ni aux bateaux des pêcheurs.

Travaux des subsides

● (1300)

Par contre, la nouvelle taxe s'applique partout, y compris aux pêcheurs et aux fermiers. Ça augmente déjà énormément le prix de la production agroalimentaire lorsque les fermiers et les camionneurs qui nous apportent notre nourriture doivent la payer. Finalement, il y a une taxe sur l'emballage que le premier ministre force les Canadiens à payer, et on veut bannir les plastiques. En effet, pour les faux environnementalistes, ça semble bien de dire qu'on va bannir le plastique, mais ça fait que la nourriture se gâte beaucoup plus rapidement, et c'est un coût qui est transféré au consommateur.

N'oublions pas les déficits inflationnistes. Le premier ministre, avant son arrivée en politique, a avoué que les déficits augmentaient l'inflation. Maintenant, il est en train de nous présenter le déficit le plus grand de l'histoire de notre pays, à l'exception de la période de la COVID-19. C'est un déficit deux fois plus élevé que celui que M. Trudeau a laissé en place. C'est un déficit qui, évidemment, cause de l'inflation généralisée partout dans notre économie. Le coût du gouvernement augmente le coût de la vie.

Nous sommes ici pour offrir des solutions. Nous proposons que le gouvernement adopte notre plan d'abordabilité et élimine toutes les taxes sur le carbone pour réduire le coût de l'essence et du diésel de 7 ¢ le litre. Éliminons les taxes sur l'acier, sur l'équipement agricole et sur les engrais. Éliminons les taxes sur la production et le transport de notre nourriture et permettons aux Canadiens d'utiliser le plastique pour préserver leur nourriture plus longtemps.

Enfin, il faut couper dans le gras du gouvernement. Il faut mettre le gouvernement sur un régime alimentaire pour permettre aux Canadiens de manger à leur faim. C'est épouvantable que, maintenant, les Canadiens doivent couper dans leur régime alimentaire pour nourrir un gouvernement qui est morbidement obèse. Il faut réduire la bureaucratie, les consultants, le favoritisme d'État, l'aide à l'étranger et les bonbons qu'on donne aux faux réfugiés pour réduire la taille de l'État et pour réduire le coût de la vie des Canadiens.

Notre but, c'est un Canada qui est abordable. Notre pays, avec tout le territoire que nous avons et avec toutes ses ressources naturelles, devrait être le pays le plus abordable au monde. C'est ça, notre but. Nous sommes prêts à travailler avec le gouvernement et avec n'importe qui pour atteindre ce but.

Travaillons ensemble pour rendre la vie abordable.

[Traduction]

Après 10 ans de gouvernement libéral, nous avons maintenant la pire inflation alimentaire de tous les pays du G7. Le prix des denrées alimentaires augmente plus rapidement que dans tous les autres pays et 2 fois plus vite que lorsque le premier ministre est entré en fonction.

La bonne nouvelle, c'est que les facteurs mondiaux ne peuvent pas être pointés du doigt. Ce ne sont pas les droits de douane imposés par les Américains, car ces droits ne s'appliquent pas aux denrées alimentaires consommées au Canada. De plus, elle était vraiment due aux droits de douane, l'inflation ne serait pas plus faible dans tous les autres pays du G7. Il s'agit d'une crise inflationniste d'origine intérieure causée par les taxes libérales sur les combustibles, sur les métaux qui entrent dans la composition de l'équipement agricole et sur les engrais, ainsi que par la nouvelle réglementation qui nous empêche de conserver les aliments dans des emballages en plastique à usage unique.

Nous proposons d'éliminer toutes ces taxes et formalités administratives coûteuses afin de stimuler la concurrence dans le secteur alimentaire, car notre mission consiste à travailler de concert avec tous les Canadiens et tous les partis pour faire de notre pays un endroit où l'on peut avoir à la fois le ventre plein, un réfrigérateur rempli et un compte en banque bien garni. Au Canada, on devrait pouvoir manger un bon repas sans se ruiner. Notre pays devrait avoir le coût de la vie le plus bas au monde, car nous avons la plus grande superficie agricole où cultiver des aliments et des réserves d'énergie parmi les plus vastes pour favoriser la production alimentaire.

Débarrassons-nous de l'unique cause de l'inflation, à savoir le coûteux gouvernement libéral. Nous pouvons éliminer ces dépenses et libérer le potentiel de production d'aliments abordables, nutritifs et délicieux qui aideront nos concitoyens à être plus forts et en meilleure santé, tout en gagnant en autonomie. Un pays qui nourrit sa population, c'est un pays qui se tient debout et qui est vraiment souverain.

● (1305)

[Français]

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, le chef de l'opposition vient de dire que l'inflation au Canada est causée par le gouvernement et par les politiques gouvernementales.

Comment peut-il expliquer le fait que — et c'est un fait — l'inflation au Canada est à 2,4 % et que le Canada était un des premiers pays du G7 à contrôler son taux d'inflation?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, ce n'est pas vrai: l'inflation n'est pas contrôlée ici au Canada. Il suffit de parler aux mères de famille monoparentale qui essaient de nourrir leurs enfants. Je veux que mon collègue se rende dans une épicerie et qu'il dise à une mère de famille monoparentale que l'inflation est contrôlée alors qu'elle est en train de remettre des produits sur les tablettes parce qu'elle ne peut pas payer la facture. Il reconnaîtra que l'inflation alimentaire au Canada est la pire du G7, que les Canadiens paient plus et que c'est deux fois plus élevé au Canada qu'aux États-Unis. C'est directement à cause des taxes et des déficits inflationnistes imposés par ce premier ministre.

Ne jugeons pas le gouvernement selon sa rhétorique, mais selon ses résultats.

Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, je voudrais savoir ce que le chef de l'opposition pense du fait que le gouvernement d'en face a aboli la taxe sur le carbone, mais qu'on n'a vu aucun impact sur le prix des aliments.

J'aimerais aussi savoir s'il considère que l'augmentation du prix des aliments est causée uniquement par la taxe sur le carbone industriel et par les lois sur l'environnement. Est-ce qu'il y a d'autres facteurs qui entrent en ligne de compte?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, d'abord, le gouvernement n'a pas éliminé la taxe sur le carbone, il a enlevé une taxe pour augmenter deux autres taxes.

Premièrement, au sujet du Règlement sur les combustibles propres, j'ai devant un document fourni par Environnement et Changement climatique Canada qui montre que, cette année, c'est une taxe de 7 ¢ le litre. C'est encore pire que la taxe sur le carbone originale, puisque ça s'applique à des fermes et à des bateaux de pêcheurs. Pour l'autre taxe, il y avait au moins une exemption pour ça. Elle s'applique aussi au Québec, puisque c'est une réglementation nationale qui augmente le coût de la vie. La taxe industrielle s'applique aux engrais.

Deuxièmement, est-ce que c'est juste les taxes qui augmentent le coût de nourriture? Il y a aussi les déficits inflationnistes qui augmentent l'offre de monnaie et ça gonfle le prix de tout. Ça, c'est la taxe de l'inflation. Les Canadiens la paient. Le coût du gouvernement augmente le coût de la vie. Il faut renverser ça. Un gouvernement abordable veut dire une vie abordable pour tous les Canadiens.

[Traduction]

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, le rapport de la Banque du Canada indique noir sur blanc que les deux tiers du prix de l'alimentation à l'heure actuelle sont liés à des facteurs intérieurs et à rien d'autre.

Le chef pourrait-il en dire un peu plus sur ces facteurs, y compris les intrants nécessaires à la production alimentaire, et sur le plan des conservateurs pour nous sortir du merdier où les libéraux nous ont plongés, faisant ainsi du Canada le pays du G7 où l'inflation alimentaire est la plus élevée?

Le vice-président: Avant de donner la parole au chef de l'opposition officielle, je tiens à rappeler aux députés de bien choisir les mots qu'ils utilisent à la Chambre. Ils provoquent parfois une réaction.

Le chef de l'opposition officielle a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, la réalité, c'est que nous avons l'inflation alimentaire la plus élevée du G7. Aujourd'hui, nous avons entendu les députés libéraux se trouver toutes sortes d'excuses. Ils prétendent que c'est à cause de tempêtes dans d'autres pays ou de droits de douane qui ne s'appliquent pas aux aliments canadiens, sauf que si c'était vrai, l'inflation alimentaire serait aussi élevée dans tous les autres pays. Or, ce n'est pas le cas. Ils vivent tous sur la même planète, ils subissent tous les mêmes droits de douane, et pourtant, l'inflation alimentaire est plus faible au Royaume-Uni, en France, en Italie, en Allemagne, aux États-Unis et au Japon. L'inflation alimentaire y est systématiquement bien plus faible qu'au Canada, ce qui veut dire qu'il y a quelque chose de particulier au Canada qui fait augmenter le coût de l'alimentation.

Nous avons mis le doigt sur le bobo: le premier ministre taxe tous les maillons de la chaîne alimentaire. Il taxe l'engrais pour les terres, l'équipement agricole et les transformateurs d'aliments. Ensuite, il nous complique la vie lorsqu'il s'agit d'entreposer et de protéger les aliments.

Le gouvernement coûte cher, et nous devons y mettre un terme afin que les Canadiens aient les moyens de se nourrir.

• (1310)

Peter Fragiskatos (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole au sujet de cette question très importante. Je précise que je partagerai mon

Travaux des subsides

temps de parole avec le député de Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill.

Il s'agit d'un débat important. Mes collègues d'en face seront peut-être surpris, mais je les remercie de l'avoir proposé. C'est curieux qu'ils le politisent, mais c'est exactement le genre de dossier qui doit nous interpeller en tant que parlementaires: les difficultés que nos concitoyens et l'ensemble des Canadiens rencontrent au quotidien. Dans le discours marquant qu'il a prononcé à Davos il y a quelques semaines, le premier ministre a parlé d'une rupture. Je vais commencer mon intervention là-dessus, en parlant de ce qu'implique cette rupture.

Le bouleversement des relations entre le Canada et les États-Unis, auquel nous assistons en temps réel, n'est rien de moins qu'une rupture pour notre pays. C'est une rupture pour le monde, comme l'a décrit le premier ministre. Pour les députés, cela signifie que nous devons travailler main dans la main. Nous devrions toujours le faire, mais c'est particulièrement vrai en ce moment. Par conséquent, je tiens à remercier mes collègues d'en face, surtout ceux qui travaillent au comité des finances. Je prendrai part aux travaux de ce comité au cours des prochaines semaines. C'est l'occasion d'unir nos efforts pour faire ce qu'il faut pour le pays.

Nous avons du pain sur la planche. Comme je l'ai dit, nos électeurs sont aux prises avec des problèmes de coût de la vie. La création de l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels est donc un pas important dans la bonne direction. En comptant le supplément prévu, cette allocation permettra à une famille de quatre personnes d'obtenir jusqu'à 1 900 \$. Je dois vous avouer que, vendredi, pendant la période des questions, j'étais un peu inquiet en entendant mes collègues d'en face réserver un accueil glacial à cette idée. Je n'étais pas certain qu'ils allaient l'appuyer. Après cela, le chef de l'opposition a dit que les membres de son parti l'appuieraient. Ils ont fini par prendre la bonne décision. C'était encourageant à voir. Ils ont avancé toutes sortes de raisons pour lesquelles ils pourraient ne pas soutenir cette idée, mais, en fin de compte, ils se sont ralliés et ont fait le bon choix.

Ce soir, le Comité des finances examinera la proposition plus en détail avec le ministre des Finances. J'ai hâte d'entendre ce que les députés du Bloc et, surtout, ceux du Parti conservateur ont à dire. Toutefois, il est crucial que nous collaborions de toutes les façons possibles.

Je me demande cependant si la collaboration pourra aller un peu plus loin. Le budget de 2025 n'a pas encore été adopté. J'ai mentionné le Comité des finances. Or, il étudie actuellement le projet de loi d'exécution du budget, qui prévoit des mesures très avantageuses pour les Canadiens, à l'heure où nous nous préparons à la rupture qui est en train de se produire dans le monde et à ce que cela signifie pour le Canada. Je pense, par exemple, aux infrastructures. J'entends souvent mes collègues prendre la parole pour souligner l'importance des infrastructures et des collectivités. Je les comprends tout à fait. Ces enjeux sont cruciaux. Qu'il s'agisse des transports en commun, des réseaux d'aqueduc ou des infrastructures communautaires, tout cela est d'une importance capitale.

Travaux des subsides

Tout gouvernement digne de ce nom doit grandement se soucier des infrastructures et doit soutenir les municipalités parce qu'il faut admettre qu'elles peinent souvent à supporter le fardeau qui leur retombe dessus, puisque leur assiette fiscale se limite aux impôts fonciers. Elles ont besoin de l'aide des provinces et du gouvernement fédéral. Qu'y a-t-il pour elles dans le budget de 2025? Il y a de l'aide pour les routes, les ponts et toutes sortes d'autres infrastructures, notamment celles qui nous permettent d'acheminer nos ressources vers les marchés.

Il ne suffit plus de parler de la chance du Canada d'avoir des ressources naturelles abondantes et de dire que ces dernières peuvent — et devraient — servir de fondement à la prospérité de notre pays dans l'avenir. Il faut aussi examiner sérieusement comment les acheminer vers les marchés. Afin de diversifier l'économie canadienne de manière substantielle et durable, nous devons construire une vaste gamme d'infrastructures, de routes, de ports, et ainsi de suite.

Un grand nombre de mes collègues représentent des collectivités pourvues de services de transport en commun, car elles se situent dans des régions urbaines. Le gouvernement prévoit des mesures pour soutenir le secteur des transports en commun et j'exhorte mes collègues à non seulement voter en faveur de ces mesures, mais aussi à sortir des sentiers battus. J'ai constaté que, sous l'angle des coûts en immobilisation, le fait de mettre l'accent sur les infrastructures communautaires soulève certaines tensions. En outre, la construction d'hôpitaux pourrait être financée par le gouvernement fédéral dès l'adoption du budget. C'est pourquoi je demande à mes collègues de faire un pas de plus, de faire preuve du même esprit de collaboration qu'à l'égard de l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels et d'appuyer, finalement, le projet de loi d'exécution du budget.

• (1315)

Nous verrons ce qui se passera. Je ne souhaite pas voir, le gouvernement ne souhaite certainement pas voir, et je doute qu'il y ait des députés qui souhaitent voir ce qui s'est passé par le passé, la politisation et les manœuvres qui se sont déroulées ces dernières années en ce qui concerne la Loi d'exécution du budget. Ce n'est pas nécessaire. Ce n'est jamais nécessaire, mais, surtout maintenant, ce serait abandonner nos responsabilités. Je vais m'en tenir à cela.

Le budget parle aussi de la défense. Je viens de London, en Ontario, dans le sud-ouest de la province. Du point de vue de la défense, cette région est un pilier pour le pays. Il est essentiel que nous soutenions les industries de la défense qui participent directement à la fabrication de l'équipement utilisé par les hommes et les femmes des Forces armées canadiennes, qui préservent notre démocratie et contribuent à maintenir la liberté qui nous permet d'être dans cette Chambre et de débattre des questions d'actualité.

Je dirai également qu'il y a une chaîne d'approvisionnement considérable. Monsieur le Président, je sais que vous êtes originaire de l'Alberta, et je vois un certain nombre de collègues de l'autre côté de la Chambre qui sont également originaires de l'Alberta. Que ce soit en Alberta, en Saskatchewan, au Québec ou dans n'importe quelle autre province, la chaîne d'approvisionnement s'étend sur tout le pays, d'un bout à l'autre de celui-ci. C'est pourquoi l'investissement de plus de 80 milliards de dollars prévu dans ce budget est si important pour le bien-être des collectivités, qu'elles participent directement ou indirectement à la fabrication d'équipements militaires.

Le moment est venu de respecter nos engagements en matière de défense, du point de vue de l'OTAN, bien sûr, mais aussi du point de vue de la souveraineté. Le Canada le fait. D'autres démocraties commencent à le faire. Il est absolument essentiel que nous soutenions des investissements comme celui-ci. Parallèlement à un investissement comme celui-ci, nous avons également la possibilité de maintenir ou de créer des dizaines de milliers d'emplois grâce à ce que le gouvernement souhaite faire dans le domaine de la défense.

Je vois l'ancien secrétaire parlementaire du ministre de la Défense en face de moi. C'est un collègue que je respecte. Je sais que l'accent que le gouvernement met sur la défense suscite son intérêt, et j'oserais même dire son enthousiasme. Je demanderais au député et à ses collègues qui veulent assurer la souveraineté de notre pays de songer à appuyer le budget, de mettre la politique et la partisanerie de côté et d'agir dans l'intérêt de notre pays.

Aujourd'hui, nous parlons d'abordabilité. Le budget porte sur l'abordabilité. Ajoutons qu'afin de maintenir une vision de l'abordabilité pour la population, le gouvernement réduit les impôts de 22 millions de Canadiens. C'est la première chose que le gouvernement a faite lorsqu'il a été élu. Le premier ministre en avait beaucoup parlé pendant la campagne électorale. Il s'y était engagé. C'était dans notre plateforme. Je me souviens d'en avoir parlé lorsque j'ai fait du porte-à-porte dans ma circonscription, London-Centre, et nous avons agi en conséquence.

Il y a aussi le Programme national d'alimentation scolaire du Canada qui est devenu permanent. C'est un programme très important dans le contexte des choix difficiles qui ont dû être faits. La mise en œuvre de cette politique, qui a certes été lancée par le gouvernement précédent, mais qui a été poursuivie par le gouvernement actuel, a été maintenue. Je pense que c'est essentiel. Pour ce qui est des retombées, de jeunes enfants ont de quoi manger et n'ont pas à se soucier du déjeuner ou du dîner, selon la structure mise en place à leur école. Auparavant, nous avions un ensemble disparate de programmes à l'échelle du pays, qui étaient parfois maintenus, et parfois non. Ce que nous avons maintenant est évidemment plus permanent et offre une plus grande prévisibilité.

Je conclurai en soulignant l'importance des jeunes familles. Les députés en ont parlé. Le gouvernement s'est engagé à maintenir le programme de garderies à 10 \$ par jour. Nous constatons des changements très positifs dans les garderies partout au pays. Les familles ont plus de choix. C'est la bonne chose à faire.

Pour toutes ces raisons, je demanderais à l'opposition, et en particulier à mes amis conservateurs, de collaborer avec nous pour le bien-être actuel et futur de notre pays. Je suis prêt à répondre aux questions.

• (1320)

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de London de son intervention très réfléchie.

Le député a mentionné l'industrie manufacturière à London. Ce que me disent mes concitoyens qui fabriquent des composants métalliques pour les automobiles ou différents outils qui servent à fabriquer certains de notre matériel militaire, c'est que leurs processus de fabrication ont été durement touchés par la taxe sur le carbone pour les industries. Quand nous parlons de rendre les choses moins chères et de maintenir la production intérieure au Canada, il faut dire que ce sont les politiques du gouvernement libéral qui ont chassé l'innovation et la production du pays. D'ailleurs, nous avons récemment assisté à la perte de 1 200 autres emplois dans le secteur de la construction automobile.

Le député d'en face pourrait-il expliquer pourquoi le gouvernement n'élimine pas la taxe sur le carbone pour les industries afin qu'il soit plus abordable pour les entreprises canadiennes de produire des biens ici, au Canada?

Peter Fragiskatos: Monsieur le Président, ma collègue représente la région qu'on appelait autrefois London-Centre-Nord, au nord du chemin Fanshawe Park, et j'ai hâte de continuer à travailler avec elle.

Ce qu'elle dit au sujet du secteur manufacturier et des entreprises est intéressant. La députée a dit qu'elle entend constamment parler de la taxe sur le carbone pour les industries. Je l'inviterais à présenter une seule lettre d'une entreprise qui en fait mention, car je rencontre constamment des représentants de ces entreprises à London et dans le Sud-Ouest de l'Ontario, et ils n'ont pas soulevé cette question. Ce que les gens veulent au bout du compte, c'est un gouvernement qui s'occupe des dossiers d'actualité, bien sûr, mais aussi qui est tourné vers l'avenir, et qui travaille à diversifier l'économie et à trouver de nouveaux marchés pour les biens et les services qu'ils produisent.

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, quand je regarde le calendrier sur le bureau des greffiers, c'est inscrit que nous sommes le 3 février, mais j'ai l'impression que nous sommes toujours le 2 février, soit le jour de la marmotte, parce que nous avons encore une journée de l'opposition pendant laquelle les conservateurs parlent de la taxe sur le carbone, même si le gouvernement a enlevé la partie qui touche les individus.

Comme il est aussi question du panier d'épicerie, j'aimerais questionner mon collègue sur deux éléments. Il y a les mesures que le gouvernement prend concernant la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de l'agroalimentaire, ainsi que la question du dérèglement climatique qui touche les récoltes. On peut penser aux sécheresses, aux inondations, aux feux de forêt et le reste.

Le gouvernement doit-il en faire plus pour s'adapter, pour protéger l'environnement et pour limiter ces modifications?

Peter Fragiskatos: Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour notre collègue et c'est toujours un plaisir de participer à un débat à la Chambre avec lui.

En effet, il y a une crise des changements climatiques au Canada et dans le monde en général. Chaque gouvernement a la responsabilité d'y répondre avec des politiques sérieuses, parce que c'est un défi pour l'avenir. J'ai une petite fille de 4 ans et je m'inquiète pour son avenir. C'est donc nécessaire que chaque gouvernement assume ses responsabilités sur cette question.

Travaux des subsides

[Traduction]

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté le débat toute la matinée, et les députés de l'opposition n'ont cessé de répéter que la suppression de la tarification du carbone pour les industries est la solution à tous les problèmes liés au prix des denrées alimentaires. Ils ont notamment mentionné que le prix du bœuf avait augmenté de 19 %.

J'ai également entendu des témoignages au comité de l'agriculture ce matin. Par exemple, le président et chef de la direction du Conseil des viandes du Canada a déclaré au comité de l'agriculture que nous disposions d'un système coordonné qui dépend d'un approvisionnement constant en bétail. Il a affirmé: « En ce qui concerne le bœuf, le cheptel bovin du Canada a considérablement diminué, en raison de la sécheresse prolongée dans les principales régions productrices, de la réduction des troupeaux par les producteurs et des pressions sur l'approvisionnement mondial ». Cela signifie que le cheptel américain a également diminué.

Le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté ne convient-il pas que l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, prévue dans le projet de loi C-19, permettrait de rendre la vie bien plus abordable pour les Canadiens en ayant le plus besoin?

● (1325)

Peter Fragiskatos: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord. Je tiens à féliciter le député. Il est nouveau, mais il n'a pas hésité à fouiller la question. Il fait un travail fantastique au sein du comité des finances.

Le député a parlé du prix des aliments. Le rapport de l'Université Dalhousie, que les députés du Parti conservateur ont souvent cité ces derniers jours, indique clairement que les changements climatiques sont l'un des principaux facteurs qui contribuent à l'augmentation du prix de la viande en particulier. Cela ne fait aucun doute, car les changements climatiques sont à l'origine de sécheresses qui ont entraîné une diminution du cheptel bovin.

[Français]

L'hon. Buckley Belanger (secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je pratique mon français, mais je ferai mon intervention en anglais aujourd'hui.

[Traduction]

Je remercie les députés de leur patience pendant que je m'efforce d'apprendre le français du mieux que je peux.

Je m'oppose aujourd'hui à la motion du chef de l'opposition sur la question de l'abordabilité soulevée par les conservateurs, et ce, pour deux raisons. Premièrement, au cours de ma carrière politique, certes brève, j'ai remarqué, dans toutes mes interactions avec les conservateurs, qu'ils parlent des personnes à faible revenu, mais je n'ai jamais vu de preuve qu'ils se soucient de cette partie de la population, des familles à faible revenu dans tout le pays. J'irai même jusqu'à dire que je ne les ai jamais vus prendre de mesures favorables à la classe moyenne de notre beau pays, le Canada.

Troisièmement, en ce qui concerne le prétendu plan des conservateurs, ils n'ont, selon moi, jamais élaboré de plan pour régler le problème de l'abordabilité pour les Canadiens à revenu faible ou moyen. Ils n'ont jamais eu de plan, ils n'en auront jamais et ils ne s'attaqueront certainement pas à ces questions si, hélas, ils gouvernent un jour le Canada.

Travaux des subsides

Nous n'avons aucune leçon à recevoir des conservateurs en ce qui concerne les prix de l'alimentation, surtout pas de la part du chef de l'opposition, car il n'a jamais eu à régler de telles questions. Je tiens simplement à dire d'emblée que je m'oppose à la motion, car le bilan des conservateurs ne leur permet pas d'avancer d'argument crédible au sujet de l'abordabilité de l'alimentation.

Je suis député depuis 10 mois et je peux dire aux habitants de la Saskatchewan, dont je représente la partie nord, que je suis témoin de l'énorme travail accompli par l'équipe de ce côté-ci de la Chambre pour régler le problème de l'abordabilité, et il se fait sur plusieurs fronts. Nous devons affronter les problèmes qui nuisent au commerce international dans le monde entier, y compris les droits de douane imposés aux Canadiens. Notre pays traverse une période très difficile.

Je tiens à souligner que le gouvernement, l'équipe actuelle et tout le monde — les acteurs de l'industrie, les dirigeants provinciaux, les producteurs et tous les autres — ont uni leurs efforts pour défendre le Canada. Nous savons, quand nous nous penchons sur le commerce en général, que beaucoup de prix sont dictés. Quand je visite certains des magasins de ma collectivité, Île-à-la-Crosse, je remarque que, sur certains produits, et surtout sur les fruits, il est indiqué « produit des États-Unis ». En fait, ces produits viennent de Californie. Les aliments que nous expédions pour approvisionner notre magasin dans le Nord de la Saskatchewan viennent des États-Unis.

Nous avons entretenu des relations commerciales fructueuses avec les États-Unis pendant de nombreuses décennies, et nous constatons que, de toute évidence, les échanges commerciaux concernent le monde entier et ils ont vraiment une influence sur les prix. Chez nous, que peut faire le gouvernement du Canada, que peuvent faire le premier ministre, le Cabinet et le caucus pour aider tous les Canadiens à faire face au problème de l'abordabilité?

Je voudrais parler brièvement des mesures que nous prenons pour réduire les coûts et aider les familles qui ont du mal à joindre les deux bouts. Dans les régions rurales de la Saskatchewan, les discussions ne tournent pas autour du coût de la vie, mais plutôt de la possibilité pour les familles de rester dans la communauté qu'elles aiment, et le gouvernement veille à ce qu'elles puissent le faire. Nous travaillons sur certains éléments que je me permets de souligner.

Un coût de la vie abordable signifie que les familles à revenu moyen et faible ont accès aux services essentiels et à du soutien. Je suis fier d'annoncer que nous allons également offrir un soutien aux personnes qui paient beaucoup d'impôts et à celles qui se rendent compte que le coût de la vie est très élevé. Nous sommes conscients des problèmes et nous voulons agir pour y remédier.

J'aimerais passer en revue certains des dossiers dont j'ai pris connaissance au cours des neuf derniers mois, c'est-à-dire depuis que je suis député. Le gouvernement a accordé un allègement fiscal à 22 millions de Canadiens en éliminant la taxe sur le carbone pour les consommateurs. Cette initiative du premier ministre s'est concrétisée assez rapidement.

● (1330)

Nous avons également dépensé des centaines de millions de dollars pour aider les provinces à relever le défi que posent les services de garde. Je me suis rendu en Saskatchewan il y a plusieurs semaines, où j'ai annoncé un programme de 1,6 milliard de dollars pour les services de garde. Ce programme vise à aider les familles

de la Saskatchewan afin que les parents, ou ceux qui s'occupent des enfants, puissent aller travailler sans avoir à payer des frais de garderie exorbitants. Plus précisément, ce que j'ai annoncé ce jour-là pour tous les Canadiens, au nom du gouvernement du Canada, c'est que le programme de soutien pour les services de garde à 10 \$ par jour demeurera en place, de manière à rendre les services de garde abordables pour les familles dont les parents travaillent.

Le programme fonctionne. Des hommes et des femmes réintègrent le marché du travail parce que les services de garde ne sont plus un facteur dissuasif. Ces gens contribuent à notre économie. Ils travaillent. Ils gagnent bien leur vie. Ils paient des impôts. La plupart des familles que nous connaissons en sont très reconnaissantes.

Nous avons également mis en œuvre le Programme national d'alimentation scolaire du Canada, qui fournit des repas à plus de 400 000 enfants chaque année et permet à la famille moyenne d'économiser 800 \$ par année sur l'épicerie. Voilà ce que fait le gouvernement. Nous avons éliminé la TPS pour les gens qui achètent une première maison de moins de 1 million de dollars, ce qui permet aux Canadiens d'économiser jusqu'à 50 000 \$ sur leur première maison. Une maison est le plus grand achat que font la plupart des gens dans leur vie.

Le gouvernement a répondu à ces besoins en offrant son aide, mais ce n'est pas tout, il y a d'autres bonnes nouvelles: nous proposons l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui distribuerait 11,7 milliards de dollars à plus de 12 millions de Canadiens pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels quotidiens.

Je pourrais donner d'autres exemples très importants n'importe quand. Nous nous affairons à unifier l'économie canadienne, nous attirons des investissements et nous collaborons avec les provinces et les territoires afin d'éliminer tous les obstacles au commerce. L'ensemble de ces efforts visent à faire du Canada une économie cohésive et pleinement interactive de l'intérieur. Ils évitent aux consommateurs des coûts supplémentaires considérables. Le travail se poursuit pour faire du Canada un chef de file mondial en matière de commerce et un partenaire commercial de confiance. Il contribue également à réduire le coût de la vie pour les ménages d'un bout à l'autre du pays.

Je tiens à rappeler aujourd'hui qu'il est important de ne pas oublier que le Canada est un grand pays. Nous faisons beaucoup de bonnes choses. Cela dit, peut-on faire mieux? Absolument.

[Français]

Je suis français, je suis Autochtone, mais, avant tout, je suis Canadien.

[Traduction]

Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC): Monsieur le Président, les politiques désastreuses des libéraux ont fait grimper le coût de l'alimentation de plus de 6 000 \$ au cours des cinq dernières années. Il est vrai que les libéraux ont aboli la taxe sur le carbone pour les consommateurs, mais ils ont ensuite imposé la taxe sur le carbone pour les industries, un coût qui est réfilé aux consommateurs. À cela est venue s'ajouter la norme sur les carburants, qui fait augmenter le prix de l'essence et le prix du panier d'épicerie.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de reconnaître les effets néfastes de ses politiques sur le prix de l'alimentation et sur le coût de la vie au pays?

• (1335)

L'hon. Buckley Belanger: Monsieur le Président, c'est reparti avec les taxes imaginaires des conservateurs. Nos allègements fiscaux sont bien réels. Nos mesures ont un effet concret. Nous restait-il du travail à faire? Bien sûr que oui, et nous poursuivons nos efforts.

Le Canada est un grand pays. Il est vrai que nous travaillons actuellement à renforcer encore davantage notre réputation à l'échelle mondiale. Ce travail est mené par un premier ministre très compétent et les députés des banquettes ministérielles. Tous les députés de notre caucus apportent leur contribution de bien des façons. Les secrétaires d'État participent également à de nombreuses réunions sur la façon de bâtir une grande économie canadienne.

Les incitatifs des libéraux sont bien réels. Nous sommes toujours prêts à comparer notre bilan à votre situation fiscale imaginaire.

Le vice-président: Je rappelle au député qu'il doit s'adresser à la présidence et ne pas utiliser le mot « votre ».

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je trouve ça intéressant de voir que les conservateurs ont décidé de mettre le sujet du prix des aliments à l'ordre du jour aujourd'hui. Je ne suis pas convaincu de leurs solutions, mais je trouve que la question du prix des aliments est un sujet qui est pertinent à aborder, surtout que, il y a environ un an, un des ministres du gouvernement et député de Saint-Maurice—Champlain disait haut et fort qu'on pourrait juger leur travail en regardant le prix des aliments. Un an plus tard, que constate-t-on? On constate que le prix des aliments est plus élevé que jamais et que le Canada est le pays du G7 où ça a augmenté le plus.

Voici la question que je souhaite poser à mon collègue d'en face: comment devrait-on faire pour juger le travail positivement si le ministre a lui-même dit qu'on devrait le juger en fonction des prix et que, finalement, les prix continuent d'augmenter?

[Traduction]

L'hon. Buckley Belanger: Monsieur le Président, nous devons souligner certains progrès que nous avons réalisés tout en étant conscients des difficultés particulières auxquelles nous devons faire face dans ce monde en constante évolution. Les différents pays font du commerce de bien des façons différentes, et cela a une incidence sur le Canada.

Au bout du compte, il y a deux questions que nous devons nous poser. Premièrement, nous devons nous demander comment renforcer notre pays à l'échelle nationale, et c'est ce que nous faisons dans une certaine mesure. Nous devons déterminer comment aider les familles à l'échelle nationale. Il y a les initiatives dont j'ai parlé plus tôt. Par ailleurs, si le Canada devient très efficace dans ses échanges commerciaux, ce sera bon pour nos activités commerciales à l'échelle mondiale. Tout cela se traduira par une baisse des prix et du fardeau fiscal pour tous les Canadiens.

[Français]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je sais que mon collègue et ami a à cœur les régions rurales du pays. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de discuter avec lui, à plusieurs reprises au cours de la dernière année, des priorités du Canada rural.

J'aimerais qu'il nous dise comment les différentes politiques économiques et sociales que le gouvernement met en place vont avoir

Travaux des subsides

un impact positif sur les communautés rurales d'un bout à l'autre du pays.

[Traduction]

L'hon. Buckley Belanger: Monsieur le Président, j'ai expliqué les avantages que le gouvernement du Canada offre aux familles et qui sont tous axés sur la sécurité, l'économie et, bien entendu, le soutien aux familles.

Ce qui est également très important, c'est que les régions rurales du Canada représentent environ 13 % de la population nationale et que leur contribution au PIB est de 27 %. Comme on peut le constater, l'incroyable résilience et la capacité des régions rurales du Canada à produire ce genre de biens et à fournir ce genre de services au reste du pays doivent être célébrées. Il ne fait aucun doute que les régions rurales du Canada sont un élément important de la nouvelle économie canadienne, et les choses ne font que commencer.

Tamara Jansen (Cloverdale—Langley City, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon collègue de Tobique—Mactaquac.

Tôt le matin, à la ferme de pommes de terre Heppell, à Surrey, avant que la plupart d'entre nous ne soient réveillés, le travail est déjà en cours. Le sol est humide, l'équipement est en marche, les camions sont remplis, et des rangées de pommes de terre qui se retrouveront sur les tables partout au pays sont récoltées par des gens qui ont fait cela toute leur vie. C'est une ferme familiale de cinquième génération, la même terre et la même éthique de travail qui se transmettent année après année.

L'agriculture n'est jamais facile. Il y a les conditions météorologiques, les ravageurs et le calendrier; les agriculteurs vivent avec cela. Ce qui est nouveau, c'est les difficultés ajoutées par le gouvernement. Toute la machinerie fonctionne avec du carburant qui est plus cher à cause des taxes fédérales. Les engrais coûtent plus cher, l'emballage coûte plus cher et le transport coûte plus cher. Il y a le risque que leurs terres louées au gouvernement, qui comptent parmi les meilleures terres agricoles de la vallée du Fraser, soient asphaltées au cours des prochaines années. Rien de tout cela n'est facultatif et ces risques à la ferme proviennent tous du gouvernement libéral.

Tyler Heppell m'a dit quelque chose de simple: « Nous ne contrôlons pas les prix. Nous ne faisons que constater l'augmentation de nos coûts et nous espérons pouvoir continuer. » Lorsque les personnes qui cultivent notre nourriture s'inquiètent de pouvoir continuer à le faire, on devrait s'en préoccuper. Le gouvernement nous répète souvent qu'il n'y a pas de taxes sur les produits alimentaires. Je voudrais démontrer la réalité de ces taxes et des politiques inflationnistes qui font monter en flèche les prix des denrées alimentaires au Canada.

Travaux des subsides

Prenons l'exemple d'un produit aussi ordinaire qu'une livre de pommes de terre provenant de la ferme de la famille Heppell. Cette pomme de terre commence sa vie dans le sol. Pour la planter, l'agriculteur a besoin de diésel pour faire fonctionner son équipement. Ce diésel est désormais soumis à une taxe liée à la norme sur les combustibles. Avant même que la pomme de terre ne commence à pousser, la politique a déjà ajouté un coût à sa culture. Vient ensuite l'engrais. La production d'engrais est très énergivore, ce qui signifie qu'elle est soumise à la taxe sur le carbone pour les industries. Ce coût n'est pas absorbé par l'usine. Il est intégré dans le prix payé par les agriculteurs. Là encore, les agriculteurs n'ont pas le choix. Ils ne peuvent pas cultiver de pommes de terre sans engrais. Le moment de la récolte arrive, et les machines tournent à nouveau. Il faut encore plus de carburant et on paie encore plus de taxes. Les pommes de terre sont récoltées, lavées, triées et stockées. Le stockage nécessite de l'électricité. Les installations de transformation sont confrontées à des coûts énergétiques plus élevés, à des coûts de mise en conformité et de production de rapports, qui sont tous imposés par le gouvernement et transmis aux consommateurs.

Ensuite, il faut emballer les pommes de terre. C'est là que les formalités administratives se transforment en inflation. Les nouvelles exigences fédérales en matière d'emballage et d'étiquetage signifient la refonte des emballages, la réimpression du matériel, le changement de fournisseurs, la mise à jour des systèmes de conformité et, dans certains cas, le ralentissement des chaînes de production. Maurizio Zinetti, propriétaire de Zinetti Foods, dans ma circonscription, m'a dit clairement qu'aucun de ces changements à l'emballage ne rend les aliments plus sûrs ou moins chers. Tout ce que font ces changements, c'est faire grimper les prix. Chaque boîte, chaque étiquette et chaque réajustement ajoute quelques cents. Quand on emballe des millions d'unités, ces cents s'additionnent rapidement.

Puis, les pommes de terre sont chargées dans un camion. Le camionneur paie des coûts de carburant plus élevés à cause de la taxe liée à la norme sur les combustibles. Ces coûts ne sont pas absorbés, mais transférés. Enfin, l'épicerie reçoit le sac de pommes de terre. Ce n'est ni l'épicerie, ni l'agriculteur, ni le camionneur qui ont causé l'inflation, mais ils se sont tous vu imposer des coûts plus élevés. Ces coûts ne peuvent être transférés qu'à une seule personne: le consommateur. C'est ainsi que fonctionne l'inflation. Ce n'est pas à cause de la cupidité ou des changements climatiques, mais d'une accumulation constante de choix politiques qui rendent chaque étape de la production plus coûteuse. Quand le gouvernement taxe la production d'aliments à toutes les étapes, nous ne devrions pas être surpris que les prix deviennent inabordables. Quand ce sac de pommes de terre arrive enfin dans les cuisines canadiennes, ce sont les familles qui en ressentent les effets. Les prix sont en hausse. Quand les gens demandent pourquoi, la réponse des libéraux est toujours la même: les changements climatiques.

Continuons à suivre cette pomme de terre et voyons si cette excuse résiste à un examen approfondi. La pomme de terre a été cultivée sur la ferme familiale Heppell, en Colombie-Britannique. Imaginons une autre pomme de terre cultivée juste au sud de la frontière, en Idaho: c'est la même culture, la même saison, le même soleil, la même pluie, les mêmes sécheresses et les mêmes vagues de chaleur. Les changements climatiques ne s'arrêtent pas au 49^e parallèle. Les deux agriculteurs traitent avec les mêmes risques climatiques. Les deux se lèvent tôt et espèrent que la récolte poussera bien, mais au fur et à mesure que nos deux pommes de terre se rapprochent des marchés, deux choses différentes commencent à se

produire. La pomme de terre canadienne accumule des coûts qui n'ont rien à voir avec le sol ou le ciel. Elle vient avec des coûts plus élevés à cause des taxes fédérales sur le carbone. Le coût de ses engrais est plus élevé à cause de la taxe sur le carbone pour les industries. L'emballage et l'étiquetage entraînent des coûts de conformité supplémentaires. En plus de tout le reste, la pomme de terre s'accompagne de coûts de transport gonflés par une norme sur les combustibles.

• (1340)

Les coûts liés à ces politiques ne s'appliquent pas à la pomme de terre de l'Idaho. Ainsi, quand les deux pommes de terre arrivent enfin à l'épicerie, la pomme de terre canadienne est plus chère, non pas parce que l'agriculteur est cupide ou parce que la météo au Canada était pire qu'aux États-Unis, mais parce que le gouvernement a augmenté son coût en cours de route. C'est pourquoi l'inflation alimentaire au Canada est maintenant deux fois plus élevée qu'elle ne l'était quand le premier ministre est arrivé au pouvoir. C'est pourquoi elle est deux fois plus élevée qu'aux États-Unis. C'est pourquoi nous sommes maintenant en tête du G7 pour l'inflation alimentaire.

Si les changements climatiques en étaient la cause principale, nos chiffres bougeraient ensemble, mais ce n'est pas le cas. Les changements climatiques sont un problème mondial; l'inflation, elle, est un problème local. Le premier ministre a dit qu'il voulait être jugé en fonction du prix du panier d'épicerie. C'est exactement ce que les Canadiens font. Ils le jugent chaque fois qu'ils remettent quelque chose sur les tablettes, qu'ils choisissent des haricots plutôt que du bœuf ou qu'ils sont obligés de faire la file devant une banque alimentaire pour nourrir leur famille. Il n'y a rien de mystérieux là-dedans. C'est le résultat de choix faits ici, étape par étape, une pomme de terre à la fois.

Suivons une dernière fois le parcours de ce sac de pommes de terre. Une fois rendu à l'épicerie, il coûte plus cher, non pas à cause de l'agriculteur ou du climat, mais à cause de tous les coûts qui s'ajoutent en cours de route. Les Canadiens voient le prix augmenter et ils le ressentent sur-le-champ. Or, la réponse du gouvernement n'est pas d'éliminer ces coûts, mais plutôt d'envoyer un chèque. Les libéraux parlent d'aide et de répit, mais dans les faits, après avoir fait grimper les coûts de production, de transport et de vente, ils empruntent de l'argent pour en redonner une maigre portion.

Le directeur parlementaire du budget a examiné ce plan et nous a dit qu'il coûterait des milliards de dollars au cours des prochaines années. Cet argent ne provient pas de l'épargne ni de la croissance; il est emprunté. Réfléchissons à ce que cela signifie. Nous ajoutons des coûts à la pomme de terre tout le long de la chaîne, les prix augmentent, puis nous empruntons de l'argent pour amortir le coup. Cet argent emprunté contribue à l'inflation, et l'inflation rend la pomme de terre encore plus chère. C'est une boucle.

Une famille peut recevoir aujourd'hui un chèque qui l'aidera peut-être pendant un mois, mais ce chèque ne réduit pas le prix du carburant pour l'agriculteur. Il ne rend pas les engrais moins chers. Il n'élimine pas les règles sur l'emballage ni les taxes sur le transport. Tous ces coûts seront là à la prochaine récolte. La pomme de terre sera alors soumise de nouveau au même processus, sauf que, cette fois, le dollar permettra d'acheter un peu moins parce que plus d'argent aura été injecté dans le système sans que rien ne soit fait pour régler le problème. Ce n'est pas un plan d'abordabilité alimentaire. Ce sont des emprunts pour dissimuler les conséquences d'une mauvaise politique. Le véritable soulagement serait de mettre un frein à l'augmentation des coûts au début du cycle de la pomme de terre, et non d'envoyer des chèques à la fin en prétendant que le problème est réglé.

Nous avons suivi le parcours d'une simple livre de pommes de terre, du champ jusqu'à la table familiale. Nous avons vu comment les coûts ont été ajoutés étape par étape — les taxes sur le carburant, les taxes sur les engrais, les règles sur les emballages et les coûts de transport — jusqu'à ce que ces pommes de terre coûtent beaucoup plus cher qu'elles ne le devraient. Nous avons vu comment le gouvernement a tout mis sur le dos du climat, alors que le même climat existe au-delà de nos frontières. Nous avons vu comment son ultime solution a été d'emprunter des milliards de dollars pour envoyer des chèques, ce qui ne fait que rendre les pommes de terre plus chères.

Notre motion conservatrice propose une autre voie. Au lieu d'ajouter des coûts aux pommes de terre à chaque étape, nous proposons d'abolir les taxes cachées qui font grimper les coûts de production et de livraison des aliments. Nous devrions cesser de traiter les agriculteurs et les camionneurs comme des problèmes à gérer et commencer plutôt à les traiter comme des partenaires qui nourrissent le pays. Nous devrions cesser d'essayer d'acheter les Canadiens avec des stratagèmes et des combines qui, en fin de compte, ne feront que nous coûter plus cher. Les Canadiens ne veulent pas d'un chèque qui disparaît en un mois; ils veulent de la nourriture qu'ils ont les moyens d'acheter chaque semaine. Si nous voulons réduire le nombre de personnes qui font la queue devant les banques alimentaires, nous devons d'abord cesser de faire grimper le prix des aliments. Notre solution commence par la motion à l'étude, qui est pleine de bon sens. Il est temps de laisser les Canadiens garder une plus grande partie de leur argent, une pomme de terre à la fois.

• (1345)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs ont inventé cette taxe imaginaire sur les aliments. Si nous suivions leur logique, il faudrait supprimer les impôts sur le revenu des agriculteurs, des camionneurs ou des commis de magasin, parce qu'ils augmentent sans aucun doute aussi le coût de l'alimentation.

Au bout du compte, tout est imaginaire avec les conservateurs. Ils ont clairement démontré que leurs idées ne fonctionnent tout simplement pas. Elles ne sont pas réalisables. Pourquoi les Canadiens devraient-ils accorder la moindre crédibilité aux motions ridicules qui nous occupent aujourd'hui à la Chambre des communes?

• (1350)

Tamara Jansen: Monsieur le Président, j'espérais que mon discours aiderait les Canadiens à mieux comprendre comment ces taxes cachées font monter les prix.

Travaux des subsides

Les agriculteurs, les camionneurs et les commis d'épicerie ne fixent pas les prix. Ce sont les politiques du gouvernement qui les fixent. On taxe le carburant, les engrais, les emballages, toutes ces choses, sans oublier le coût du transport des aliments jusqu'à la caisse. Notre motion demande de cesser d'ajouter des coûts aux pommes de terre et de commencer à éliminer ces coûts en supprimant les taxes cachées et en stimulant la concurrence pour que les Canadiens aient les moyens de se nourrir. C'est ce que notre motion propose, et j'espère que nos collègues l'appuieront.

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, on est passé de treize chaînes d'épicerie, il y a quelques décennies, à trois qui restent maintenant. On peut augmenter à cinq si on inclut Walmart et Costco. Donc, on est face à un oligopole.

Le gouvernement, au cours de la législature précédente, a renforcé les pouvoirs du Bureau de la concurrence, pas nécessairement pour amener plus de joueurs dans le secteur, mais pour empêcher les fusions ou les acquisitions futures. Le gouverneur de la Banque du Canada dit que ce manque de concurrence là fait en sorte que toutes les hausses du prix des intrants sont refilées aux consommateurs.

Que suggère mon honorable collègue afin de s'assurer qu'il y a plus de détaillants et plus de concurrence dans les épiceries?

[Traduction]

Tamara Jansen: Monsieur le Président, je pense que ce qui est le plus important en ce moment, c'est de se concentrer sur nos agriculteurs. Accorder aux Canadiens un remboursement de taxe, par exemple, n'est pas une bonne solution, car ce type de mesure fait grimper le coût de nos aliments. Ce n'est pas un plan d'abordabilité alimentaire.

Nous avons suivi le parcours d'une livre de pommes de terre produite par un agriculteur local et nous avons constaté où des coûts étaient ajoutés. Au lieu d'éliminer ces coûts additionnels, le gouvernement emprunte des milliards de dollars pour rembourser une partie de ces coûts. Cela ne fait que stimuler l'inflation. Par conséquent, le prix de la prochaine livre de pommes de terre sera encore plus élevé.

Les Canadiens demandent un répit. Toutefois, ce dont ils ont réellement besoin, c'est que le coût du panier d'épicerie diminue chaque semaine. Une bonne solution serait d'éliminer les taxes cachées qui rendent la vie moins abordable. C'est la solution qui se trouve dans la motion conservatrice d'aujourd'hui.

Burton Bailey (Red Deer, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral est au pouvoir depuis plus de 10 ans, et le coût de la vie est insoutenable pour d'innombrables Canadiens. Au lieu de solutions pleines de bon sens, comme celles énoncées dans la motion présentée aujourd'hui par les conservateurs, les libéraux imposent des solutions de fortune inflationnistes à des fins politiques.

D'après ma collègue, les libéraux vont-ils réaliser un jour que les Canadiens veulent simplement que le gouvernement cesse de les taxer à mort et de s'immiscer dans leur vie?

Tamara Jansen: Monsieur le Président, mon collègue a raison. Si nous voulons régler cette situation, nous devons nous concentrer sur le vrai problème, c'est-à-dire les politiques inflationnistes du gouvernement. Alors que les libéraux offrent des excuses, les conservateurs proposent des solutions.

Déclarations de députés

Les pommes de terre cultivées en Colombie-Britannique sont confrontées aux mêmes changements climatiques que celles cultivées en Idaho: elles sont soumises aux mêmes périodes d'ensoleillement, de pluie et de sécheresse. Les pommes de terre canadiennes coûtent toutefois plus cher parce que les politiques gouvernementales ajoutent des coûts à chaque étape, qu'il s'agisse des taxes sur le carburant, des taxes sur les engrais, des règles d'emballage ou des coûts de transport. Si l'inflation alimentaire était attribuable aux changements climatiques, tous les pays du G7 la ressentiraient de la même façon mais, au lieu de cela, le Canada connaît la pire inflation alimentaire du G7. La météo et le climat sont mondiaux. L'inflation est nationale.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui au sujet de l'importante motion présentée par le chef de notre parti.

Nous reconnaissons que les défis auxquels les Canadiens sont confrontés sont graves et bien réels. Les Canadiens n'ont pas besoin de consulter un graphique économique ou d'étudier des statistiques pour constater que le coût des aliments augmente de façon exponentielle chaque mois et chaque année. On a d'ailleurs constaté, rien que cette année, que le coût moyen de l'épicerie pour nourrir une famille de quatre personnes dépasse maintenant 17 000 \$ par année, et on s'attend à ce qu'il augmente encore de 1 000 \$ dans un an. Dans ce contexte, j'ai l'impression que beaucoup de Canadiens se demandent comment ils pourront arriver à joindre les deux bouts.

Il faut considérer la situation dans son ensemble et se rendre compte que ces gens souffrent réellement. Il ne s'agit pas d'un simple chiffre ou d'une statistique. C'est une réalité que les familles vivent jour après jour, et elles nous en parlent. Je suis certain que mes collègues d'en face reçoivent le même genre d'appels que moi. Nul besoin d'attendre les appels à nos bureaux. Il nous suffit de nous rendre à l'épicerie la plus proche et de parler aux clients. Ils reconnaissent que le problème ne vient pas des agriculteurs, car ce ne sont pas eux qui fixent les prix. Ce ne sont pas non plus les entreprises de camionnage. Ce sont plutôt les politiques intérieures et les priorités du gouvernement qui déterminent les prix.

Il est temps de redéfinir les priorités et de mettre le coût de la vie au premier rang des priorités du gouvernement. Nous ne devons pas nous laisser distraire. Nous devons nous attaquer à la cause première de l'inflation galopante au Canada. Ce n'est pas un hasard si nous arrivons en tête des pays du G7 en matière d'inflation alimentaire. Il est facile de trouver des boucs émissaires ou de blâmer une vaste influence externe, mais nous devons nous pencher sur notre propre situation et voir ce que nous pouvons faire pour y remédier. En toute humilité, je propose aux députés que nous commençons par la base.

Cela me fait penser à une vieille histoire, que certains députés reconnaîtront peut-être. Elle fait référence aux gens qui ont fait preuve de sagesse quand ils ont choisi où construire leur maison, puisqu'ils ont choisi de la construire sur un rocher. Quand sont arrivés les vents, l'adversité et les difficultés, leur maison a résisté à ces tempêtes grâce à la solidité de ses fondations. Par contraste, des constructeurs imprudents ont décidé de construire sur du sable. Quand les vents et les pluies sont arrivés, ils ont mis la maison à l'épreuve. Celle-ci ressemblait à l'autre maison et semblait fantastique, mais elle reposait sur une fondation faible. Elle a donc commencé à vaciller sous les pressions.

• (1355)

On peut évidemment maudire le vent et les tempêtes. On peut hurler contre eux et dire qu'ils sont terribles, affreux et injustes, ou on peut regarder les fondations et dire qu'il est temps de régler le problème et de bâtir au bon endroit. Nous avons un choix à faire. Nous pourrions continuer de construire sur du sable, d'augmenter la taille du gouvernement, d'élargir les programmes et de dépenser plus d'argent. Au final, si nous ne réparons pas les fondations, nous pourrions dépenser encore et encore sans jamais résoudre les problèmes. Il est temps de réparer les fondations et de nous attaquer aux vrais problèmes qui sont au cœur des défis d'abordabilité auxquels nous sommes confrontés et qui donnent du fil à retordre aux Canadiens.

Des voix: Oh, oh!

Richard Bragdon: Monsieur le Président, je commence à me sentir relativement à l'aise, mais je dois conclure avant d'être interrompu. Je vais féliciter mes collègues et faire toutes ces choses fantastiques dans un instant. Si nous voulons réparer les fondations défectueuses, nous devons nous occuper des quatre éléments dont je parlerai dans mon deuxième segment. Je commence à peine à me réchauffer.

Parlons du coût des denrées alimentaires et de la flambée des coûts des intrants auxquels sont confrontées les exploitations agricoles. Il faut également parler du carburant, car c'est lui qui permet de transporter les denrées alimentaires jusqu'aux marchés et aux rayons des magasins d'alimentation. Lorsque le prix du carburant augmente, le prix des denrées alimentaires augmente également. Nous devons donc nous pencher sur la question du carburant. Une fois que nous aurons réglé cette question, nous ferions bien de vérifier les fondations afin de pouvoir bâtir un avenir prospère et abordable pour tous les Canadiens. Il est temps de vérifier les fondations, de remettre le pays sur la bonne voie, d'arrêter de construire sur du sable et de commencer à bâtir sur des fondations solides.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Traduction]

LE PONT « EVERY CHILD MATTERS »

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je demande à tous les députés de se joindre à moi aujourd'hui pour exprimer leur solidarité avec le peuple nuu-chah-nulth de la Première Nation des Tseshaht à la suite de deux actes de vandalisme motivés par le racisme commis en une semaine seulement au pont orange « Every Child Matters » de Port Alberni. Des croix gammées et des insultes haineuses ont profané cet important lieu de commémoration.

Ces actes de vandalisme ne sont pas gratuits. Ce sont des attaques contre les survivants, les familles autochtones, les communautés juives et la vérité sur ce qui s'est passé au pensionnat autochtone d'Alberni. Pendant des générations, des enfants autochtones ont été enlevés à leur famille et amenés de l'autre côté du pont. La structure a été peinte de couleur orange en signe de commémoration, d'éducation et de réconciliation.

La haine n'effacera pas la vérité. Je remercie les nombreux bénévoles qui ont repeint le pont et qui ont démontré la détermination de notre communauté. Nous devons condamner le racisme partout où il se manifeste au Canada, soutenir les efforts d'éducation et de réconciliation, et nous montrer solidaires des survivants, aujourd'hui et pour toujours.

LE HOCKEY FÉMININ

Mike Kelloway (Sydney—Glace Bay, Lib.): Monsieur le Président, le mois dernier, le Cap-Breton a eu l'honneur d'accueillir le Championnat mondial féminin des moins de 18 ans, qui a amené le monde à nos patinoires et a mis en valeur le meilleur du hockey féminin. Le tournoi a coïncidé avec l'inauguration du forum Kehoe à l'Université Cape Breton. Il s'agit d'un nouvel établissement moderne et le premier du genre au Canada réservé exclusivement au hockey féminin et qui accueille de façon pérenne le hockey féminin dans la région.

De tels événements ne sont pas fortuits. Ils s'appuient sur des années de leadership sur le terrain, y compris le travail de l'équipe des Cape Breton Blizzard, ainsi que sur des bénévoles dévoués, des entraîneurs, des familles et des partenaires communautaires qui continuent de promouvoir le hockey féminin et d'ouvrir des perspectives aux jeunes sportives.

Grâce à une compétition de niveau mondial et à la fierté de la collectivité, le Cap-Breton a montré une fois de plus que, quand nous investissons dans le sport féminin, nous bâtissons des collectivités fortes et un avenir meilleur.

LES FERMETURES D'USINES

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Monsieur le Président, nous sommes aujourd'hui le 3 février, premier jour de chômage pour 254 travailleurs forestiers de l'usine de Crofton. La quasi-totalité d'entre eux sont toujours sans emploi, et 125 autres travailleurs les rejoindront dans les rangs des chômeurs au cours des prochaines semaines.

Depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre, l'île de Vancouver a connu une succession ininterrompue de compressions et de fermetures d'usines. Des quarts de travail sont éliminés, des usines sont mises à l'arrêt, et un nombre record de familles ont recours aux banques alimentaires. Lorsqu'une usine ferme ses portes, toute la collectivité s'effondre. Les travailleurs de Crofton ont rencontré les ministres libéraux en toute bonne foi et leur ont présenté des propositions concrètes et ciblées. On leur a promis des emplois, du soutien à l'assurance et un financement de transition. Les ministres ont regardé mes concitoyens droit dans les yeux et ils se sont engagés à respecter ces promesses. Eh bien, nous sommes le 3 février, mais les travailleurs de Crofton et les autres habitants de ma collectivité touchés par les compressions attendent toujours, abandonnés à leur sort.

Je demande une rencontre urgente avec la ministre pour discuter de la demande raisonnable des travailleurs de Crofton. Nos concitoyens méritent plus que des mots et des promesses vagues. Ils méritent des mesures concrètes.

Déclarations de députés

LES MESURES D'ABORDABILITÉ

Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Monsieur le Président, les familles de Brampton travaillent fort et méritent un soutien qui répond à leurs besoins. C'est pourquoi le gouvernement augmente le crédit pour la TPS de 25 % pendant cinq ans. Cela signifie qu'une famille de quatre personnes à Brampton pourrait recevoir jusqu'à 1 900 \$. Cette mesure aidera plus de 12 millions de Canadiens dans tout le pays.

Ces mesures s'accompagnent d'une enveloppe de 500 millions de dollars destinée à protéger les chaînes d'approvisionnement, à soutenir les agriculteurs et à maintenir les prix bas à la caisse. Elles s'ajoutent aux progrès déjà réalisés, notamment une réduction d'impôt pour 22 millions de Canadiens de la classe moyenne, des services de garde d'enfants à 10 \$ par jour, une couverture dentaire pour 6 millions de Canadiens, un élargissement du programme d'exonération du remboursement des prêts d'études et un programme d'alimentation en milieu scolaire pour 400 000 enfants chaque année.

Ces mesures visent à réduire le coût de la vie et à soutenir les familles de Brampton et de tout le Canada.

L'INSTITUT DE LA FOURRURE DU CANADA

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui pour souligner la journée de l'Institut de la fourrure du Canada sur la Colline.

L'Institut de la fourrure a été créé en 1983 par les ministres de la Faune du Canada. C'est le porte-parole national du commerce de la fourrure au Canada. L'Institut de la fourrure est reconnu à l'échelle internationale pour son expertise en matière de piégeage sans cruauté, et il gère le Réseau des gestionnaires de la ressource du phoque, qui fait la promotion des produits du phoque canadiens au pays et à l'étranger. Représentant une grande partie du secteur de la fourrure, du piégeage aux défilés de mode en passant par les fermes et les salles d'exposition, l'organisation défend les intérêts de plus de 35 000 trappeurs, éleveurs d'animaux à fourrure, chasseurs de phoques, artisans et fourreurs canadiens, ainsi que des gouvernements et des nations autochtones qui participent au commerce de la fourrure.

Le piégeage est un élément essentiel de la gestion de la faune, de la protection du bétail, de l'entretien des infrastructures et du rétablissement des espèces. En bref, les trappeurs vivent en harmonie avec la terre plutôt que de l'exploiter.

Aujourd'hui, plus de 20 délégués participent à la journée de l'Institut de la fourrure du Canada sur la Colline du Parlement. J'ai hâte de les rencontrer et j'invite tous mes collègues à faire de même.

● (1405)

[Français]

UN SALON DE L'HABITATION À QUÉBEC

Steeve Lavoie (Beauport—Limoilou, Lib.): Monsieur le Président, en ce début du mois de février, le salon Expo habitat Québec tiendra sa 40^e édition au Centre de foires d'ExpoCité dans ma circonscription, Beauport—Limoilou.

Déclarations de députés

Depuis maintenant 40 ans, Expo habitat est un rendez-vous incontournable pour le secteur de la construction et de l'habitation. Chaque année, il réunit des entrepreneurs, des experts, des professionnels provenant de toutes les régions du Québec.

Dans un contexte difficile de logement partout au Canada, des événements comme Expo habitat sont plus importants que jamais. Expo habitat Québec contribue directement à cette réflexion collective en mettant de l'avant des solutions concrètes pour bâtir mieux et plus vite. C'est un lieu d'échanges importants où l'on partage des idées, des pratiques innovantes, des solutions durables pour répondre aux défis de l'habitation.

Je tiens à saluer le travail des organisateurs, des exposants et de tous les partenaires qui, année après année, assurent le succès et la pertinence de ce salon.

[Traduction]

LE 22^E PREMIER MINISTRE DU CANADA

Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, il y a 20 ans, le très honorable Stephen Harper a été élu comme 22^e premier ministre du Canada. Cette semaine, alors que l'on dévoile son portrait officiel et que les conservateurs se réunissent pour célébrer les nombreuses réalisations de son gouvernement, je suis fière de prendre la parole afin de souligner son legs, qui repose sur la compétence financière, la force et l'unité.

Le premier ministre Harper a permis à notre pays de résister à la crise économique de 2008 et de connaître ainsi la meilleure reprise de tous les pays du G7, tout en réduisant le fardeau fiscal et en permettant aux Canadiens de réaliser des économies réelles. Sur la scène internationale, il n'a pas dérogé à ses principes, il a soutenu nos alliés et il a eu le courage de tenir tête à ceux qui s'opposaient à la liberté ou à la démocratie. C'est son leadership qui a uni le mouvement conservateur et qui a ouvert la porte à des millions de Canadiens qui appuient notre parti. C'est vraiment un homme très honorable.

Je remercie le premier ministre Harper de son service public et de son dévouement envers le Canada.

LA SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole aujourd'hui pour souligner le travail important que les organisations de la société civile canadienne accomplissent partout dans le monde en ces temps difficiles. En cette Semaine du développement international, je souhaite souligner la contribution essentielle des centaines de gens qui travaillent pour ces organisations partout au Canada, en particulier ceux d'Ottawa—Vanier—Gloucester.

[Français]

L'aide internationale canadienne est depuis longtemps une source d'espoir partout dans le monde. Notre aide soutient la mise en place d'installations d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, forme des professionnels de la santé à la réduction de la mortalité infantile et garantit aux enfants, en particulier aux jeunes filles, un accès universel à l'éducation de base.

[Traduction]

La place du Canada dans le monde est plus importante que jamais, et le gouvernement est déterminé à travailler avec ses partenaires de la société civile pour bâtir un Canada fort et prospère. Nous savons que lorsqu'ils unissent leurs forces, les Canadiens obtiennent des résultats pour le monde. En investissant dans l'aide au développement à l'étranger, le gouvernement applique une approche pragmatique...

Le Président: Le député de Kamloops—Thompson—Nicola a la parole.

LES MUSTANGS DU SUD DE L'ALBERTA

Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je suis profondément attristé et j'offre mes sincères condoléances à la suite du décès de trois joueurs de hockey junior des Mustangs du Sud de l'Alberta. Pendant cette terrible épreuve, nos pensées accompagnent les familles, les coéquipiers et les entraîneurs de Stavely, en Alberta, qui étaient proches des joueurs: Caden Fine, de l'Alabama, et deux jeunes de chez nous, J.J. Wright et Cameron Casorso, originaires de Kamloops.

L'équipe de hockey junior de Kamloops a eu l'honneur de voir J.J. et Cameron grandir pendant 14 et 13 ans, respectivement. De nombreux habitants de Kamloops connaissaient ces joueurs en tant que coéquipiers et amis. La douleur de cette tragédie se fera sentir pendant longtemps, et le souvenir de ces jeunes vies restera toujours gravé dans nos mémoires.

Bien qu'ils ne soient plus parmi nous, ils resteront toujours dans nos cœurs.

[Français]

THOMAS FAFARD

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, aujourd'hui, je tiens à souligner l'ascension phénoménale d'un Repentinois qui redéfinit les limites du possible: Thomas Fafard.

Thomas nous a prouvé que les records les plus tenaces ne sont pas des barrières, mais des invitations au dépassement. En effet, le 14 janvier dernier, lors de son tout premier marathon, il a battu la marque d'Alain Bordeleau, un record vieux de plus de 40 ans. C'est un record du Québec. Il a fait plus qu'une performance chronométrique, il a marqué l'histoire.

Ce n'est qu'un chapitre de cette épopée. Déjà détenteur d'un record québécois au demi-marathon, il nous a montré que sa soif de victoire est insatiable. D'ailleurs, il ne compte pas s'arrêter là. Aujourd'hui, son objectif est clair: se tailler une place au marathon lors des Jeux olympiques de Los Angeles en 2028.

La détermination de Thomas à repousser les limites fait de lui un ambassadeur d'exception. Nous avons hâte de voir jusqu'où ses foules le porteront. Nous sommes fiers de lui. Repentigny et tout le Québec sont derrière lui.

● (1410)

[Traduction]

L'IRAN

L'hon. Jonathan Wilkinson (North Vancouver—Capilano, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui en solidarité avec mes concitoyens de North Vancouver—Capilano, où vit une communauté irano-canadienne forte et dynamique, pour condamner sans équivoque le meurtre injustifiable par le régime iranien de milliers de manifestants civils pacifiques.

Le régime iranien doit mettre fin à ses actes horribles d'intimidation et de répression. Je lui demande de respecter les droits de ses citoyens.

Je tiens à souligner le courage extraordinaire du peuple iranien en Iran et ici, au Canada, qui continue de défendre ses droits et libertés fondamentaux, malgré la brutalité persistante du régime. Le Canada est ferme et inébranlable dans son soutien au peuple iranien et dans son opposition aux mesures prises par le régime.

Je remercie le peuple iranien et les Canadiens d'origine iranienne de leur bravoure. Leur force et leur combat pour façonner un avenir pacifique et démocratique pour l'Iran m'inspirent. Les Canadiens sont à leurs côtés en cette période extrêmement difficile.

* * *

LE COÛT DES ALIMENTS

Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes, PCC): Monsieur le Président, il y a trois ans, le ministre des Finances avait promis aux Canadiens qu'il allait faire ce qu'il faut pour stabiliser les prix des aliments. Depuis, la laitue a augmenté de près de 40 %, le café, de 33 %, le bœuf, de 27 %, le lait maternisé, de 13 % et les légumes en conserve, de près de 12 %.

Le Canada se classe au premier rang des pays du G7 pour l'inflation alimentaire, qui est maintenant deux fois plus élevée que lorsque le premier ministre est arrivé au pouvoir et deux fois plus élevée qu'aux États-Unis. Les banques alimentaires servent 2,2 millions de Canadiens par mois, un chiffre qui a doublé sous le gouvernement libéral. Dans ma région, le service de santé local a déterminé que l'insécurité alimentaire est un problème urgent. Une famille ordinaire dépense plus de 1 200 \$ par mois rien que pour des aliments sains, et beaucoup de personnes sont obligées de choisir entre payer le loyer ou l'épicerie.

Au lieu de s'efforcer de réduire le coût des aliments, le ministre préfère annoncer une nouvelle mesure d'aide temporaire d'environ 10 \$ par semaine. Le gouvernement doit appuyer le plan des conservateurs pour rendre les aliments plus abordables, un plan qui élimine les taxes et stimule la concurrence.

* * *

BARBARA CHARLES, DITE MARY

Wade Grant (Vancouver Quadra, Lib.): C'est le cœur lourd que je prends la parole aujourd'hui, monsieur le Président, pour souligner le premier anniversaire du décès de l'une de mes matriarches, Barbara Charles, dite Mary, à l'âge de 96 ans.

Des milliers de personnes la connaissaient sous le nom de tante Mary. Elle a grandi en tant que membre de la Première Nation Tseil-waututh, a fréquenté un externat catholique pendant une grande partie de sa jeunesse et, à 17 ans, elle s'est mariée à Musqueam. Elle a eu 13 enfants et est devenue la cheffe de sa famille, mais aus-

Déclarations de députés

si une cheffe de file à Musqueam, à titre de conseillère municipale pendant plus de 40 ans, en plus d'avoir participé à l'affaire Sparrow, qui a fait la preuve de notre droit de pêcher à des fins alimentaires, sociales et rituelles.

Après avoir été conseillère municipale, elle est devenue l'ambasadrice culturelle de Musqueam, accueillant des dignitaires, des membres de la famille royale, des célébrités et même des politiciens. En fait, le ministre du Logement et de l'Infrastructure l'a déjà appelée son roc.

Je tiens à saluer ma tante et à terminer ce discours aux députés, comme elle le ferait, en disant: « Que vos journées soient remplies de joie. Que vos succès soient nombreux. Puissiez-vous trouver paix et réconfort, et que vos cœurs sachent toujours à quel point vous êtes tous spéciaux. »

Hay čxʷ qə.

* * *

LE PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, les conservateurs sont unis par l'espoir. Après 10 ans d'échecs de la part des libéraux, les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts. Le panier d'épicerie coûte plus cher, les logements sont inabordables, les factures d'énergie sont en hausse et la criminalité échappe à tout contrôle. La promesse canadienne selon laquelle une personne qui travaille fort et qui respecte les règles peut améliorer son sort a été rompue. Les conservateurs unissent leurs efforts pour rétablir cette promesse.

Pendant que les libéraux n'offrent que des slogans et des séances de photos, les Canadiens exigent des résultats concrets, mais les beaux discours du premier ministre ne reflètent pas la réalité. L'inflation alimentaire est plus élevée que jamais, les logements sont inabordables, des dizaines de scieries ont fermé leurs portes en Colombie-Britannique et aucun nouveau projet d'exploitation des ressources n'a été approuvé ou mis en œuvre.

Les conservateurs travaillent à proposer des solutions concrètes. Nous allons réduire le fardeau fiscal, lutter contre l'inflation, réduire les formalités administratives, construire plus de logements et faire produire plus d'énergie au Canada afin de favoriser notre autonomie. Nous sommes unis par l'espoir. Nous voulons des résultats et nous sommes prêts à rendre le coût de la vie plus abordable pour les millions de Canadiens qui travaillent fort et qui méritent mieux que ce que ce gars leur promet.

● (1415)

Le Président: J'espère ne pas être le gars dont parle le député. Il doit adresser ses observations à la présidence.

[Français]

L'honorable députée de Terrebonne a la parole.

* * *

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

Tatiana Auguste (Terrebonne, Lib.): Monsieur le Président, le Mois de l'histoire des Noirs célèbre 30 ans de reconnaissance au Canada, 30 ans pour raconter, rappeler et honorer des histoires trop longtemps mises de côté.

Questions orales

Sous le thème « Le Mois de l'histoire des Noirs a 30 ans: honorons l'excellence des personnes noires au fil des générations, des bâtisseurs du pays aux visionnaires », nous reconnaissons celles et ceux qui ont contribué à façonner le Canada. Ce sont des travailleurs et des travailleuses qui ont bâti des communautés solides, des leaders qui ont défendu la justice, des artistes, des éducateurs, des entrepreneurs et des innovateurs qui ont ouvert la voie.

On peut penser aux communautés noires de la Nouvelle-Écosse, dont le courage a tracé la voie de la liberté, du respect et de la dignité au Canada. On peut penser aussi aux membres de la communauté haïtienne, qui, dans les années 1970, en fuyant la dictature, se sont installés au Québec et ont soigné et formé des générations de Québécois et de Canadiens, et qui leur ont enseigné. Ils ont ouvert la voie.

En ce Mois de l'histoire des Noirs, honorons ces bâtisseurs, ces visionnaires dont aujourd'hui je peux être héritière.

[Traduction]

LE 22^E PREMIER MINISTRE DU CANADA

L'hon. Pierre Poilievre (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous dévoilons le portrait du très hon. Stephen Harper.

Ce grand premier ministre nous rappelle des jours meilleurs. Il a dirigé l'économie canadienne pendant la grande récession mondiale et nous a donné le plus petit des déficits, la plus courte des récessions, la plus rapide des reprises et le meilleur des bilans. Il a ensuite mené avec succès deux guerres, en Afghanistan contre les talibans, puis contre le groupe État islamique, et il a adopté des lois qui ont gardé nos rues sûres et élargi les possibilités pour les Canadiens. Il en coûtait 450 000 \$ pour acheter une maison, un prix presque risible, et seulement 900 \$ pour louer un logement.

Nous repensons aux nombreuses réussites de M. Harper, non seulement avec nostalgie, mais aussi avec espoir, car il nous rappelle ce qui a été accompli, et ce qui est encore possible.

L'AGA KHAN

Taleeb Noormohamed (Vancouver Granville, Lib.): Monsieur le Président, le 4 février, les musulmans ismaéliens du Canada et du monde entier célébreront le Jour de l'Imamat, qui marque le premier anniversaire de l'accession de Son Altesse le prince Rahim Aga Khan au titre de 50^e imam héréditaire des musulmans ismaéliens.

Au cours de cette année, Mawlana Hazar Imam a travaillé sans relâche pour unir les nations, faire progresser la lutte contre les changements climatiques, favoriser la résilience des communautés et améliorer la qualité de vie des personnes qui vivent dans des circonstances difficiles. Il a rappelé aux ismaéliens qu'il est important d'être des citoyens actifs, engagés et respectueux de l'éthique, et que les valeurs de gentillesse, de compassion et de service envers tous témoignent de notre foi. Hazar Imam nous a montré à tous qu'il est important d'avoir la foi, de maintenir un équilibre dans sa vie, de prendre soin de sa famille et de sa communauté et, surtout, de vivre sa vie physique avec détermination et volonté. Ces valeurs reflètent le meilleur de ce qui nous unit en tant que Canadiens.

J'invite tous les députés à se joindre à moi pour souhaiter *Khusshali Moubarak* à Son Altesse et aux ismaéliens de tout le Canada.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA FISCALITÉ

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens méritent l'espoir d'avoir un frigidaire rempli et un compte de banque rempli. Le premier ministre nous a dit qu'il allait être jugé en fonction des prix à l'épicerie. Depuis ce temps, les coûts augmentent plus rapidement que dans les autres pays du G7.

Ma théorie, c'est que ce sont les taxes appliquées aux équipements des fermiers, aux engrais et à toute la chaîne d'approvisionnement qui expliquent qu'on a la pire inflation alimentaire du G7. C'est ça, ma théorie.

Quelle est sa théorie?

• (1420)

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la théorie du chef de l'opposition est fausse. L'impact de la taxe sur le carbone industriel sur les prix à l'épicerie, selon l'Institut climatique du Canada, est à peu près nul. Il n'y a pas de taxe sur l'emballage.

C'est donc l'impact de la devise canadienne et des droits de douane américains.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, ça ne marche pas, parce que tous les autres pays du G7 paient des droits de douane. Tous les autres pays du G7 subissent les effets climatiques. Cependant, eux ont moins d'inflation alimentaire. Leurs consommateurs ne voient pas de grandes augmentations comme on en voit ici.

On a la pire inflation alimentaire parmi les pays du G7. Le premier ministre n'en explique pas la cause. Moi, je dis que ce sont les taxes et les déficits inflationnistes qu'il impose.

Va-t-il travailler avec nous pour éliminer ces taxes et permettre une épicerie abordable?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, selon la Banque TD, un des grands impacts sur le prix de l'épicerie ici, c'était la chute de la devise canadienne pendant une période d'obstruction du Parti conservateur avant l'élection du nouveau gouvernement du Canada.

Maintenant, la devise canadienne augmente et on va en voir les résultats pour les Canadiens et les Canadiennes.

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens méritent d'avoir à la fois le ventre plein, un réfrigérateur bien rempli et un compte de banque bien garni.

Questions orales

Le premier ministre a dit qu'on pourrait le juger en fonction du prix du panier d'épicerie. Or, depuis, l'inflation alimentaire a doublé, et le coût de l'alimentation augmente plus rapidement au Canada que dans tout autre pays du G7. Selon moi, ce sont ses taxes, c'est-à-dire la taxe sur le carbone qui s'applique au matériel agricole, aux engrais et aux transformateurs d'aliments, ainsi que la nouvelle taxe sur le diésel et l'essence, qui sont en cause. Voilà ma théorie. Quelle est la sienne?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, selon les estimations de l'Institut climatique du Canada, l'incidence de la taxe sur le carbone pour les industries sur le prix du panier d'épicerie est à peu près nulle. L'incidence de la redevance sur les combustibles, qui ne s'applique pas au diésel, à l'essence, aux engrais, ni aux transformateurs d'aliments, est minime.

La redevance sur les combustibles profite aux agriculteurs de Battle River—Crowfoot. Elle favorise la production de canola et de biocarburants, et elle contribue à bâtir notre avenir.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, il reste maintenant à déterminer si c'est le premier ministre ou le ministère de l'Environnement qui dit la vérité. Le premier ministre affirme que la taxe dont nous parlons ne s'applique pas à l'essence. Selon son propre ministère de l'Environnement, elle s'applique à la fois au diésel et à l'essence, à hauteur de 7 ¢ le litre cette année, et oui, elle s'applique aux agriculteurs, aux pêcheurs et à d'autres personnes.

Quoi qu'il en soit, le Canada a la plus forte inflation alimentaire du G7. J'ai présenté ma théorie sur ce qui explique pourquoi, sous la gouverne du premier ministre, les prix que paient les Canadiens augmentent davantage et plus vite que partout ailleurs. Quelle est la théorie du premier ministre pour expliquer son terrible bilan en matière d'inflation alimentaire?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je sais que le chef de l'opposition est seulement de passage dans sa circonscription, mais s'il passait plus de temps...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je pense que nous allons devoir reprendre depuis le début.

Le très hon. Mark Carney: Monsieur le Président, je sais que le chef de l'opposition est seulement de passage dans sa circonscription et qu'il se présentera dans une autre circonscription aux prochaines élections. À mon avis, il devrait passer du temps avec les agriculteurs de sa circonscription, qui bénéficient de notre accord commercial avec la Chine et des 7 milliards de dollars de nouvelles exportations, et qui bénéficient aussi de la redevance pour les biocarburants qui soutient la production de canola, les revenus agricoles et notre avenir.

● (1425)

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je sais que le premier ministre est seulement de passage au Canada. Je lui souhaite la bienvenue.

Parlons de ma circonscription, de villes comme Drumheller, Camrose et Consort. On pourrait demander à mes concitoyens s'ils croient que, lorsqu'on impose une taxe de 7 ¢ le litre sur le diésel et l'essence utilisés pour produire et expédier les aliments, ou lorsqu'on taxe les engrais et le matériel agricole, cela se répercute sur les prix à l'épicerie, qui sont les plus élevés du G7.

Le premier ministre est-il prêt à s'y rendre pour parler de cette taxe?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis toujours heureux de retourner dans ma province, l'Alberta. Je suis toujours heureux de retourner à Drumheller et à Consort, d'où est originaire la célèbre k.d. lang, soit dit en passant.

J'appuie toujours les agriculteurs canadiens, comme le fait le gouvernement, grâce à de nouveaux marchés, à de l'aide pour les biocarburants, à des exemptions de la redevance fédérale sur les combustibles, à des exemptions de la taxe sur le carbone pour les industries, parce que nous croyons au Canada.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la question initiale était la suivante: quelle est la théorie du premier ministre pour expliquer pourquoi, après un an sous sa gouverne, le Canada affiche le taux d'inflation alimentaire le plus élevé du G7?

Pourquoi, sous la direction du premier ministre, alors que celui-ci avait promis de stabiliser le prix du panier d'épicerie, les mères seules, les personnes âgées et les petites entreprises voient-elles ce prix augmenter plus rapidement au Canada que dans tout autre pays du G7? J'ai avancé ma théorie, à savoir que cela est dû aux nombreuses taxes que le gouvernement impose aux agriculteurs, aux pêcheurs, aux transformateurs de produits alimentaires et au secteur des engrais.

Encore une fois, si ce ne sont pas toutes ses taxes sur la production alimentaire qui font que nous affichons les pires résultats, alors qu'est-ce qui en est la cause?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, selon la Banque TD, l'un des facteurs qui influent sur le prix de l'alimentation est la chute du dollar canadien causée par l'obstructionnisme des députés d'en face avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel.

Le gouvernement offre aux Canadiens la certitude, la certitude grâce à l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui s'élève à 1 800 \$ pour une famille de deux personnes et qui offre aux Canadiens le soutien dont ils ont besoin, le coup de pouce dont ils ont besoin aujourd'hui, pour construire un avenir meilleur et bâtir un Canada fort.

* * *

[Français]

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de présenter mes respects au premier ministre Harper, qui est à la fois le maître à penser du chef libéral et du chef conservateur.

J'aimerais que le premier ministre, en présence de quelqu'un qui a dit avoir été sensible à la réalité du Québec, nous résume ce qu'il connaît et ce qu'il comprend de l'expropriation et du traumatisme infligés aux gens de Mirabel lors de la construction de l'aéroport de Mirabel.

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'offre tous mes respects au 22^e premier ministre du Canada, un grand premier ministre du Canada. J'aurai l'honneur dans quelques heures de présenter le dévoilement de son portrait.

Questions orales

Le TGV est un grand projet national. Ce sera un projet national qui va être établi en étroite collaboration avec les citoyens et les citoyennes du Québec et de l'Ontario.

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, je comprends que c'est là toute l'envergure de ce que le premier ministre connaît du traumatisme causé par les expropriations à Mirabel, auxquelles il veut créer un doublon et une reprise.

Est-ce qu'il considère que des expropriations sans gré à gré, des expropriations par courriel, des expropriations sans étude d'impact, des expropriations sans véritable consultation sont de nature à apaiser le traumatisme grave des gens de Mirabel et des Laurentides?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous collaborons de manière étroite avec les citoyens de Mirabel, du Québec et de l'Ontario afin d'avoir un petit corridor, pas un grand aéroport, mais un petit corridor pour un projet qui va créer plus de 50 000 bons jobs ici, au Canada.

• (1430)

Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, je ne connais aucun producteur agricole qui considère que son entreprise est trop petite pour être digne de respect.

Les pouvoirs de suspension des règles, les pouvoirs de suspension des lois, les pouvoirs de suspension des privilèges du Parlement, les pouvoirs de suspension des consultations environnementales et les pouvoirs de suspension des règles d'expropriation ne sont-elles pas la démonstration que le projet de loi C-5 et son rejeton, le projet de loi C-15, sont des projets de loi sans cœur?

Le très hon. Mark Carney (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le processus va être respectueux, transparent et inclusif.

La question qui se pose est la suivante.

Est-ce que le député de Beloeil—Chambly est pour ou contre le TGV? Est-il pour ou contre l'avenir du Québec? Est-il pour ou contre l'avenir du Canada?

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la crise alimentaire est le pire problème au Canada pour les familles. Il y a des mères de famille monoparentale qui ne savent même pas si elles vont pouvoir payer leurs factures.

J'ai demandé au premier ministre sa théorie, parce que s'il n'est pas capable de diagnostiquer la cause de l'inflation et de la hausse des prix, il ne peut pas trouver la solution. La Banque du Canada dit que deux tiers des augmentations sont des effets d'enjeux nationaux.

Je lui donne encore une chance. En tant que grand économiste, le premier ministre peut-il nous dire quelle est la cause de la pire inflation alimentaire au Canada?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le chef de l'opposition sait pertinemment que nous avons posé des gestes qui vont venir en aide aux familles. C'est pour ça qu'il s'est plié devant notre exigence, notre demande d'accélérer le processus d'adoption du projet de loi C-19, qui va accorder pas moins de 1 800 \$ aux familles canadiennes pour justement pallier les enjeux d'alimentation et d'abordabilité.

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, c'est encore une illusion. Ce sera tout au plus 10 \$ par semaine pour une famille. La plupart des Canadiens ne recevront rien du tout. Pour une famille, ce sera l'équivalent de 10 \$ sur 300 \$ d'épicerie par semaine.

La question posée était la suivante: pourquoi le Canada connaît-il la plus forte inflation alimentaire du G7? Le premier ministre a prétendu que c'était à cause de la faiblesse du dollar canadien sous sa gouverne. Il avait pourtant affirmé qu'il gérerait très bien les finances et qu'il protégerait très bien le huard.

Comment se fait-il qu'il soit intervenu à la Chambre des communes pour reconnaître que, sous sa gouverne, notre dollar a chuté et le prix du panier d'épicerie a augmenté?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis confus, parce que selon mes calculs, 1 800 \$ divisés par 52, c'est beaucoup plus que 10 \$ par semaine.

Le chef de l'opposition sait très bien qu'il s'agit d'une aide substantielle pour les Canadiens qui ont du mal à joindre les deux bouts. C'est pourquoi il a flanché lorsque nous lui avons demandé d'accélérer l'adoption du projet de loi C-19 afin que nous puissions acheminer cette aide aux Canadiens immédiatement.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, si le premier ministre veut esquiver les questions, il ferait mieux de trouver quelqu'un qui donne de meilleures réponses que cela pour le remplacer. C'est incroyable.

Nous avons dit que nous collaborerions avec le gouvernement pour venir en aide aux gens qui, à cause du premier ministre, n'ont plus les moyens de payer l'épicerie, et si ces 10 \$ par semaine peuvent améliorer la situation d'un très petit nombre de personnes, les députés peuvent être sûrs que nous ferons tout notre possible pour qu'elles y aient accès. Nous sommes prêts à mettre de côté nos différends parce que les Canadiens souffrent de la pire inflation et des prix alimentaires les plus élevés du G7.

Le gouvernement va-t-il mettre de côté nos différends et accepter d'abolir toutes les taxes libérales à l'épicerie afin que les Canadiens aient de nouveau les moyens de se nourrir décemment?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, les députés de l'opposition ne parlent que de taxes imaginaires qu'ils...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre. Je n'entends rien parce qu'il y a trop de bruit.

La ministre de l'Emploi et des Familles a la parole.

• (1435)

L'hon. Patty Hajdu: Monsieur le Président, tout ce que nous entendons de la part des députés de l'opposition, ce sont des affirmations sur des taxes imaginaires qui, en théorie, auraient une incidence sur le prix des aliments. Ils refusent de s'appuyer sur des données probantes. Ils ne veulent pas écouter les experts qui nous disent que la priorité, c'est de permettre aux gens d'avoir plus d'argent à leur disposition. C'est ce que nous faisons, que ce soit en réduisant les impôts de 22 millions de Canadiens, en offrant l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, ou en rendant abordables les services de garderie. Les familles économisent 16 000 \$ par an grâce à des services de garde d'enfants abordables...

Le Président: Le député de Regina—Lewvan a la parole.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, il en a fallu du temps avant que la ministre arrive à une réponse.

Il y a trois ans, le ministre des Finances avait promis de stabiliser les prix à l'épicerie avant l'Action de grâces de 2023. Depuis, le prix du café a augmenté de 33 %, celui du bœuf, de 27 %, et celui de la laitue, de 40 %. Le Canada est en tête du G7 en matière d'inflation alimentaire. Le ministre annonce maintenant un autre remboursement temporaire, qui ne réduira pas le coût d'un seul produit alimentaire. Ce remboursement est un aveu d'échec des libéraux.

Le ministre des Finances tiendra-t-il sa promesse et fera-t-il baisser les prix à l'épicerie afin que les Canadiens aient les moyens de se nourrir?

L'hon. Adam van Koevorden (secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, au cours de sa carrière de plus de 20 ans, le nouveau député temporaire de Battle River—Crowfoot ne s'est jamais soucié des personnes dans le besoin. Sa nouvelle approche de façade en matière d'abordabilité ne convainc aucun Canadien.

Le remboursement de la TPS représente un soutien substantiel pour les familles qui en ont besoin. Les conservateurs se sont engagés à voter en faveur du projet de loi, mais ils continuent de le critiquer et de dire qu'il ne fonctionnera pas. Il fonctionnera. Ayant moi-même bénéficié de cette aide, je peux dire que ma famille en avait besoin et que des familles en ont toujours besoin, et c'est pourquoi nous venons en aide aux familles dans le besoin.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, ce n'est pas moi qui le dis. C'est le ministre des Finances libéral qui a déclaré qu'il stabiliserait les prix à l'épicerie avant l'Action de grâces de 2023. Même mes enfants savent qu'il faut tenir parole. Pourquoi le ministre des Finances ne le comprend-il pas? Il est temps que les libéraux veillent à ce que les Canadiens aient les moyens de mettre du pain sur la table.

Le ministre des Finances tiendra-t-il la promesse qu'il a faite aux Canadiens afin qu'ils aient les moyens de nourrir leur famille?

Peter Fragiskatos (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, jusqu'à tout récemment, les conservateurs citaient abondamment le rapport de Banques alimentaires Canada. Ils ont cessé de le faire, et je me demande bien pourquoi. Serait-ce parce que l'organisme a recommandé une mesure importante que le gouvernement est en train de mettre en œuvre, c'est-à-dire l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui peut atteindre jusqu'à près de 1 900 \$ pour une famille de quatre?

Questions orales

Qu'en est-il des autres mesures de soutien auxquelles s'opposent les conservateurs? Il y a le programme de garderies à 10 \$ par jour, le Programme national d'alimentation scolaire du Canada, qui est désormais permanent, et l'Allocation canadienne pour enfants, maintenue pour les familles à revenu moyen ou faible. Voilà ce que fait le gouvernement. C'est ce que nous allons faire pour le Canada.

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Monsieur le Président, le ministre des Finances promet qu'il stabilisera le prix des aliments depuis 2023, mais les Canadiens continuent de payer des sommes exorbitantes à l'épicerie. Tous les consommateurs s'en rendent compte au quotidien. Un remboursement temporaire ne règlera pas la cause profonde du problème, soit la mauvaise politique économique. La dernière fois que des remboursements ont été versés, le Canada s'est retrouvé avec l'inflation alimentaire la plus élevée parmi les pays du G7.

Pourquoi les Canadiens devraient-ils croire que le ministre des Finances fera vraiment baisser le prix des aliments cette fois-ci?

L'hon. Stephanie McLean (secrétaire d'État (Aînés), Lib.): Monsieur le Président, il est tout de même étonnant de constater que, d'un côté, les conservateurs critiquent l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels, mais que, de l'autre, ils déplorent qu'elle ne soit pas pour tout le monde.

Quand j'étais ministre de Service Alberta, après la naissance de mon enfant, j'ai soudainement commencé à recevoir des chèques de prestations pour la garde d'enfants dont je n'avais pas besoin. Pendant ce temps, des familles qui avaient réellement besoin de cet argent n'en recevaient malheureusement pas autant. Aujourd'hui, nous veillons à ce que l'aide aille aux familles qui en ont besoin, comme les familles d'Esquimalt—Saanich—Sooke. Les aînés vivant seuls recevront 950 \$ de plus par année, ce qui les aidera à payer le papier hygiénique, la laitue et le café.

Ce sont ces familles-là qui ont besoin d'argent. Pourtant, c'est à elles que les conservateurs choisissent de s'en prendre. Peuvent-ils m'expliquer pourquoi?

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Monsieur le Président, le projet de loi C-19 ne fera pas baisser le prix des produits alimentaires, mais nous ne ferons pas obstacle à un petit remboursement pour les personnes qui y sont admissibles.

Depuis trois ans, le prix du bœuf, de la laitue et de la préparation pour nourrissons monte en flèche. Même les produits de base pour les étudiants, comme le Kraft Dinner et les haricots en conserve, coûtent plus cher. Les Canadiens ont besoin d'un gouvernement qui produit des résultats. Pour ce faire, il faut éliminer la taxe sur le carbone pour les industries, abolir la taxe liée à la norme sur les combustibles et renforcer la concurrence dans le domaine des produits d'épicerie.

Quand le gouvernement commencera-t-il à gouverner de manière responsable en allégeant le fardeau des Canadiens pour que leur paie leur suffise à payer leur épicerie?

Questions orales

• (1440)

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, voyons à quoi ressemble un coût de la vie raisonnable sur 1 an pour une jeune famille moyenne de 4 personnes. L'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels apportera un montant de 1 900 \$. Cette même famille pourra également toucher l'Allocation canadienne pour enfants, qui représente 7 000 \$. Elle économisera aussi 16 000 \$ grâce aux services de garde abordables, 730 \$ en soins dentaires et 800 \$ dans le cadre du Programme national d'alimentation scolaire du Canada, et elle obtiendra 840 \$ parce que nous avons réduit les impôts des Canadiens. On parle donc de pas moins de 50 000 \$ en économies. Si le gouvernement était un gouvernement conservateur, rien de tout cela n'existerait.

* * *

[Français]

LES PENSIONS

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, il y a des retraités qui sont privés de leur pension de la Sécurité de la vieillesse à cause d'erreurs du logiciel Cûram. La ministre nous répond de leur donner leurs noms et qu'ils vont les aider.

Il y a 500 000 nouveaux demandeurs chaque année. Si on se fie aux chiffres de la ministre hier, chiffres qui changent d'ailleurs constamment, et que c'est vrai que seulement 2 % des dossiers posent problème, ça veut quand même bien dire que 10 000 retraités pourraient être affectés.

Quand est-ce qu'elle va les aider au lieu de minimiser leur problème?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, il ne s'agit pas d'un projet simple. Le ministère est en train de moderniser les systèmes qui ont plus de 60 ans pour qu'ils puissent mieux servir plus de 7,5 millions de personnes chaque année.

Si la députée d'en face connaît des cas où des personnes âgées ont des difficultés à accéder à leurs prestations, je la prie de me les communiquer afin que mon ministère puisse résoudre ces problèmes le plus rapidement possible.

Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, au début, il n'y avait pas de problème avec les pensions, selon les libéraux. Ils disaient que c'était une campagne de peur. La semaine d'après, c'était rendu une trentaine de cas, soit 0,2 % des dossiers. Hier, ça a grimpé à 2 % des demandeurs, ce qui pourrait vouloir dire 10 000 cas.

Les libéraux traitent encore ça comme si ce n'était pas grave. Ce gouvernement est tellement habitué à offrir des mauvais services aux citoyens que, 10 000 retraités potentiellement privés de pension, ce n'est pas grave.

Pourquoi n'y a-t-il jamais rien de grave avec ce gouvernement?

L'hon. Stephanie McLean (secrétaire d'État (Aînés), Lib.): Monsieur le Président, bien que ces retards soient déjà de trop, plus de 98 % de tous les demandeurs ont reçu leurs prestations sans délai.

Le ministère travaille activement pour régler rapidement tout problème que les clients pourraient rencontrer. Nous continuons d'améliorer le processus de versement des prestations.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, il y a 3 ans, le ministre des Finances avait promis aux Canadiens qu'il stabiliserait le prix de l'alimentation. Pourtant, le Canada est maintenant en tête du G7 en ce qui concerne l'inflation alimentaire. Le prix de la laitue a augmenté de près de 40 %, celui du café a augmenté de 33 %, celui du bœuf a augmenté de 27 % et celui du lait maternisé a augmenté de 13 %. La solution des libéraux consiste en un remboursement temporaire qui ne s'attaquerait pas à la cause profonde de l'inflation alimentaire, beaucoup plus élevée ici, et qui ne ferait pas non plus baisser le prix de quelque aliment que ce soit.

Pourquoi les Canadiens devraient-ils croire que le nouveau programme du ministre les aiderait, alors que le dernier a entraîné la plus forte inflation alimentaire parmi les pays du G7?

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, pour ce qui est de l'abordabilité, je sais ce que je ressentais quand je payais plus de 2 000 \$ par mois en frais de garderie lorsque j'élevais mes 2 enfants en bas âge.

La bonne nouvelle, c'est que les familles économisent maintenant plus de 16 000 \$ par année grâce au régime de garderies abordables que le gouvernement a mis en place. Les services d'éducation préscolaire et de garde d'enfants au Canada visent également à donner plus de choix aux familles. Il s'agit de donner aux parents, en particulier aux mères, les moyens de choisir d'aller travailler ou de diriger leur entreprise, ce qui les aide à mieux faire tourner notre économie. On bâtit ainsi un Canada fort.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, le problème, c'est que les solutions, les programmes des libéraux ne fonctionnent tout simplement pas. À cause d'eux, 1 enfant sur 3 fait la file aux banques alimentaires; chaque mois, 700 000 enfants ont recours à une banque alimentaire. L'inflation alimentaire est 2 fois plus élevée qu'il y a 1 an, quand le premier ministre est arrivé au pouvoir, et 2 fois plus élevée qu'aux États-Unis.

La question est simple: les libéraux écouteront-ils les conservateurs et voleront-ils notre idée en appuyant notre motion qui vise à présenter un plan favorisant l'abordabilité des aliments, à éliminer la taxe sur le carbone pour les industries, à éliminer la taxe liée à la norme sur les combustibles et à stimuler la concurrence entre les épiceries?

• (1445)

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, pour que nous commencions à voler les bonnes idées des conservateurs, il faudrait déjà qu'ils se mettent à en avoir.

La députée de Fort McMurray—Cold Lake vient de dire que rien ne va dans sa province. Je lui dirai que le Programme national d'alimentation scolaire du Canada nourrit 58 000 enfants dans sa province. Même que les parents de sa province économisent jusqu'à 13 700 \$ par enfant et par an grâce à l'éducation préscolaire et aux garderies. Depuis 2021, 46 000 places ont été créées.

De toute évidence, la députée n'a pas parlé aux familles de sa circonscription et...

Le Président: La députée de Sarnia—Lambton—Bkejwanong a la parole.

Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwanong, PCC): Monsieur le Président, les libéraux avaient promis des prix stables pour les aliments, mais les Canadiens ont obtenu le contraire. Le prix de la laitue a augmenté de 40 %. Le prix du café a augmenté de 33 %. Le prix du bœuf a augmenté de 27 %. Le Canada est maintenant en tête du G7 pour ce qui est de l'inflation alimentaire, qui a doublé sous le gouvernement actuel et qui est 2 fois plus élevée qu'aux États-Unis. Le sommet libéral réunissant les dirigeants d'épicerie n'a pas fonctionné. Les remboursements offerts par les libéraux ne feront pas baisser les prix. Les taxes des libéraux font grimper les prix. Il y a 2,2 millions de Canadiens qui ont recours aux banques alimentaires.

Les libéraux appuieront-ils le plan des conservateurs pour faire baisser le prix de l'alimentation en éliminant la taxe sur le carbone pour les industries et la taxe liée à la norme sur les combustibles, ainsi qu'en stimulant la concurrence?

L'hon. Jill McKnight (ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, la question de la députée me déroute et me préoccupe. Je suis déroutée par le fait que la question ne porte pas sur l'annonce importante de la semaine dernière. Je suis préoccupée par le fait que les conservateurs ne connaissent pas les détails relatifs à l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. C'est une augmentation de 25 % du crédit d'impôt pour la TPS pendant 5 ans, avec un supplément ponctuel qui équivaut à 50 % cette année. On parle de 500 millions de dollars pour répondre aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement et maintenir les prix bas.

C'est une nouvelle importante, et nous devons nous concentrer sur ce que nous accomplissons pour les Canadiens.

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Monsieur le Président, il y a trois ans, le ministre des Finances avait promis de stabiliser le prix du panier d'épicerie. Au contraire, les libéraux ont provoqué la pire inflation alimentaire du G7. L'inflation alimentaire est maintenant deux fois plus élevée qu'elle ne l'était quand le premier ministre est arrivé au pouvoir. Ce n'est pas un phénomène mondial. L'inflation au Canada est deux fois plus élevée qu'aux États-Unis. Maintenant, au lieu de régler le véritable problème, les libéraux apportent une solution de fortune temporaire. Un couple qui gagne le salaire minimum n'y serait même pas admissible.

Le gouvernement libéral voudra-t-il bien appuyer notre plan en matière d'abordabilité de l'alimentation afin de ramener le panier d'épicerie à un prix raisonnable pour tout le monde?

L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.): Monsieur le Président, je rappelle au député de l'opposition de Terre-Neuve-et-Labrador que les habitants de sa circonscription communiquent régulièrement avec moi pour me dire: « La peur, c'est fini, et l'obstruction aussi. Travaillons main dans la main. »

Questions orales

Je rappelle au député que les mesures relatives au coût de la vie représentent pour 50 000 \$ d'économies et de paiements directs pour une famille de 4 personnes. C'est important. Je demande aux conservateurs de bien vouloir collaborer avec nous pour faire ce que réclament les gens au Canada et dans notre province.

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC): Monsieur le Président, les libéraux nous disent que l'explosion des factures d'épicerie est attribuable à des facteurs externes, comme si le coût de la vie augmentait partout. Ce n'est pas le cas. Le coût des aliments au Canada est plus élevé que presque partout ailleurs dans le G7. Pendant ce temps, le gouvernement accumule les taxes sur le carbone et les formalités administratives qui font augmenter les coûts de la culture, du transport et de la vente des aliments. Soyons honnêtes. Cette aide est un aveu d'échec et un petit baume sur de grandes blessures auto-infligées.

Quand le gouvernement cessera-t-il de rejeter la faute sur les autres et quand commencera-t-il à éliminer les politiques qui entraînent la hausse de l'inflation alimentaire?

Peter Fragiskatos (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue peut consulter l'indice des prix des aliments de 2026 de l'Université Dalhousie. Il peut consulter le récent rapport de la Banque TD. Nous savons que les changements climatiques sont un facteur clé de l'augmentation du prix des aliments. Il est vrai que c'est un défi pour le pays. C'est pourquoi l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels est si importante.

Mettons les réparties d'usage de côté pour un instant. Les conservateurs ont fait preuve d'un esprit de collaboration pour faire adopter cette allocation. Feront-ils un pas de plus et appuieront-ils le budget de 2025? Nous avons maintenant l'occasion de collaborer. C'est ce à quoi les Canadiens s'attendent. C'est ce que les Canadiens méritent.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, les récentes agressions de grandes puissances dans l'Arctique mettent en évidence l'importance de la souveraineté du Groenland et du Danemark. Ces propos polémiques ne sont pas sans conséquence: en effet, si nous restons sans rien faire, ils menacent notre alliance avec l'OTAN ainsi que la souveraineté du Canada dans l'Arctique.

La ministre des Affaires étrangères peut-elle dire à la Chambre comment le gouvernement travaille avec nos alliés pour protéger l'intégrité territoriale du Groenland et défendre la souveraineté du Canada?

• (1450)

L'hon. Anita Anand (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, cette semaine, je me rendrai à Nuuk, au Groenland, afin d'y inaugurer officiellement le consulat du Canada. J'y rencontrerai mes homologues danois et groenlandais et je réaffirmerai les principes de la souveraineté des États, de l'intégrité territoriale et de la coopération entre les États de l'Arctique, y compris les Cinq pays nordiques. Ici, au pays, le gouvernement injectera plus de 80 milliards de dollars dans la défense et la sécurité du Canada, y compris la sécurité dans l'Arctique. Nous bâtissons un Canada fort.

*Questions orales***L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**

Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Monsieur le Président, en 2016, les Canadiens ont construit 2,3 millions de véhicules. L'année dernière seulement, ce nombre a chuté à 1,2 million. La semaine dernière, la nouvelle de la mise à pied de 1 200 employés de General Motors a été encore plus alarmante pour les familles canadiennes du secteur de l'automobile.

Quand le gouvernement va-t-il cesser de dire aux gens que tout ira bien un jour et enfin produire des résultats pour les travailleurs canadiens de l'automobile?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes évidemment de tout cœur avec les travailleurs de l'automobile et nous sommes là pour eux. Encore une fois, ce matin, j'étais au téléphone avec le premier ministre Ford et Vic Fedeli, afin de trouver de nouvelles occasions d'attirer davantage de constructeurs automobiles au pays. Cela étant dit, ce que nous n'entendons jamais de la part des conservateurs, c'est que ces travailleurs de l'automobile sont victimes des droits de douane injustifiables imposés par les États-Unis. Pourquoi ne dénoncent-ils pas ces droits de douane? Pourquoi ne travaillons-nous pas tous comme une seule et même Équipe Canada? C'est ce que veulent les travailleurs de l'automobile.

Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Monsieur le Président, bien sûr que nous dénonçons ces droits de douane. Cependant, avec tout le respect que je dois à la ministre, elle a eu 10 ans avec ses collègues libéraux pour protéger le secteur de l'automobile ici, au Canada. Voilà qu'on rapporte que le gouvernement s'apprête à rétablir les subventions aux Canadiens qui procèdent à l'achat d'un véhicule électrique. Vraiment?

Le gouvernement pense-t-il vraiment que la façon de sauver le secteur canadien de l'automobile est de distribuer l'argent des contribuables pour inciter les Canadiens à acheter des véhicules électriques chinois?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, ce qui est clair, c'est qu'après 10 ans, malgré les droits de douane imposés par les États-Unis, le gouvernement a réussi à créer 3 000 emplois, à l'usine de batteries NextStar de Windsor, ce à quoi les conservateurs s'opposent. Pourquoi s'opposent-ils à la création de 3 000 emplois à Windsor? Nous avons également pu créer 4 000 emplois à St. Thomas, dans une circonscription conservatrice. Pourquoi les conservateurs sont-ils contre? Pourquoi ne travaillons-nous pas tous ensemble pour attirer de nouveaux investissements dans le secteur de l'automobile? Pendant ce temps, nous travaillons avec le gouvernement provincial de l'Ontario pour mettre en oeuvre une excellente stratégie pour le secteur de l'automobile.

Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, en 2016, le Canada a assemblé 2,3 millions de voitures. En 2025, ce nombre a chuté à 1,2 million. Sous le gouvernement libéral, l'industrie automobile canadienne a été réduite de moitié et, vendredi, quelque 1 200 travailleurs de l'automobile à Oshawa ont fait leur dernier quart de travail. Le premier ministre a promis aux Canadiens qu'il était le plus à même de conclure un accord.

Plutôt que de dire « on s'en fout », le premier ministre s'engage-t-il à protéger l'industrie automobile du Canada et à redonner leurs emplois aux travailleurs de l'automobile d'Oshawa?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Qui redonnera leurs emplois aux travailleurs de l'automobile d'Oshawa, monsieur le Président? Ma collègue induit la Chambre en erreur. Elle a omis de dire que, selon le rapport de Trillium, auquel elle fait référence, les constructeurs japonais représentaient 44 % de la production automobile au Canada en 2016. Aujourd'hui, c'est 77 %. Nous investirons dans ceux qui investissent chez nous et nous soutiendrons ceux qui donnent du travail aux travailleurs de l'automobile.

Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, la ministre siège au Cabinet depuis plus de 10 ans et, au cours de cette période, le gouvernement libéral a désindustrialisé le Canada, laissant l'industrie automobile être sacrifiée au profit des États-Unis. Ses réponses incohérentes, qui vont de poursuivre les constructeurs automobiles jusqu'à dire que le gouvernement va récupérer son argent ou restreindre l'accès de GM au marché canadien, ne font qu'alimenter l'incertitude que ressentent les travailleurs de l'automobile partout au Canada.

Le premier ministre agira-t-il maintenant, et dira-t-il aux travailleurs de l'automobile d'Oshawa et de tout le Canada comment ils pourront retrouver leur emploi?

• (1455)

L'hon. Dominic LeBlanc (président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada—États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie canadienne, Lib.): Monsieur le Président, peut-être me permettra-t-on de joindre ma voix à celle d'autres collègues pour dire à quel point je suis heureux de voir l'ancien premier ministre Stephen Harper à Ottawa aujourd'hui. J'ai eu le privilège de siéger à la Chambre pendant neuf ans alors que M. Harper était premier ministre du Canada, et c'est un privilège de le voir en bonne santé et souriant à Ottawa aujourd'hui.

En ce qui concerne le soutien à l'industrie automobile, je me souviens également que, pendant que j'étais député de l'opposition, même si j'étais proche des tentures quand nous étions le troisième parti, M. Harper et ses ministres ont soutenu l'industrie automobile à un moment important de notre histoire, et c'est exactement ce que le gouvernement actuel continuera de faire, comme l'ancien premier ministre l'a fait à cette époque.

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, au Canada, on a déjà construit plus de 2 millions de véhicules en une seule année, mais sous les libéraux, on n'en construit plus que 1,2 million. C'est près de la moitié, et alors que la production diminue, 1 200 autres travailleurs de l'automobile ont fait leurs derniers quarts de travail la semaine dernière, à Oshawa. Les travailleurs de l'usine CAMI qui ont perdu leur emploi reçoivent maintenant des paiements lourdement taxés, et ils ont du mal à joindre les deux bouts pendant que leur usine tourne au ralenti. Il n'y a pas de production. Il n'y a pas d'échéancier ni de soutien.

Après avoir détruit l'industrie automobile canadienne, quand les libéraux vont-ils enfin se porter à la défense des travailleurs de l'automobile?

Questions orales

L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.): Monsieur le Président, j'ai rencontré des représentants d'Unifor dans la circonscription du député, et je vais dire aux députés ce que j'ai entendu de la part des travailleurs de l'automobile. Ils m'ont dit vouloir des débouchés. Ils veulent des occasions de faire croître l'économie, et c'est ce que nous faisons. Depuis notre élection l'an dernier, nous avons créé environ 180 000 emplois. Les salaires augmentent. L'inflation se situe dans la fourchette ciblée par la Banque du Canada. Le premier ministre est déterminé à prendre des mesures audacieuses afin de créer de nouveaux débouchés pour l'acier et le bois d'œuvre canadiens, en collaboration avec les travailleurs syndiqués. Nous investissons dans les infrastructures, nous faisons croître des industries clés et nous investissons dans le commerce afin que les entreprises canadiennes puissent créer de nouveaux débouchés. Le Canada a l'une des économies les plus fortes du G7.

Arpan Khanna (Oxford, PCC): Monsieur le Président, les travailleurs de l'automobile de ma circonscription veulent retrouver leur emploi. Les travailleurs de l'automobile font rouler notre pays depuis des générations. Ils sont vaillants, tenaces et hautement qualifiés, mais le gouvernement les trahit constamment. Nous avons besoin de voitures canadiennes fabriquées avec de l'acier canadien, par des travailleurs canadiens. Les libéraux ont promis un accord. Ils ont promis de défendre les emplois canadiens, mais nous observons des pertes d'emplois partout au pays.

Combien d'autres travailleurs de l'automobile devront perdre leur gagne-pain avant que le gouvernement commence à donner la priorité aux emplois canadiens?

L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.): Monsieur le Président, nous nous battons pour ces travailleurs de l'automobile tous les jours. Ces derniers veulent que nous travaillions ensemble, et c'est exactement ce que propose le plan du premier ministre Carney. À maintes reprises...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je pense que le député sait qu'il ne peut faire cela, et il ne l'a manifestement pas fait intentionnellement, du moins, je l'espère.

L'hon. John Zerucelli: Monsieur le Président, les conservateurs font entrave au plan du premier ministre. Ils votent contre son plan à répétition. Ils bloquent les projets, retardent les progrès et font obstacle à ce que réclament leurs concitoyens. Nous voulons bâtir ce pays: bâtir en grand et avec audace. Les conservateurs nous mettent des bâtons dans les roues. Quand finiront-ils par se rallier?

Kathy Borrelli (Windsor—Tecumseh—Lakeshore, PCC): Monsieur le Président, 1 200 travailleurs de l'automobile de plus viennent de perdre leur emploi à Oshawa. Les travailleurs de Brampton attendent toujours que les libéraux réagissent aux 3 000 emplois qu'ils ont perdus. Windsor est prospère grâce à la construction automobile, mais nous sommes maintenant plongés dans l'inquiétude quant à notre avenir. Les libéraux ont promis un accord aux Canadiens. Ils ont promis de défendre les emplois canadiens, mais, semaine après semaine, le gouvernement échoue sur toute la ligne.

Quand les libéraux cesseront-ils leurs séances de photos inutiles et obtiendront-ils des résultats concrets pour les milliers de travailleurs de l'automobile qui ont perdu leur emploi?

L'hon. Evan Solomon (ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, Lib.): J'ai de petites nouvelles pour l'opposition, monsieur le

Président: nous sommes en pleine guerre commerciale. Des droits de douane illégaux et injustifiés font disparaître ces emplois. Notre parti, lui, se bat pour ces emplois et investit dans le secteur de l'automobile. Les députés savent-ils comment se battre pour les Canadiens? Nous nous battons pour les emplois dans l'industrie automobile. Nous avons réduit les impôts de 22 millions de Canadiens. Nous bonifions le remboursement de la TPS, ce qui aide à mettre du pain sur la table. Nous construisons des logements abordables. Nous investissons dans la défense, les garderies et l'assurance-médicaments. C'est ainsi que nous nous battons pour le Canada. Nous croyons au Canada. Nous construisons au Canada. Nous achetons au Canada. Les conservateurs devraient l'essayer.

* * *

● (1500)

[Français]

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, le secteur forestier est très important pour l'économie de tous les Québécois. Ce sont 57 000 personnes qui travaillent au Québec dans la forêt. Malheureusement, les nouvelles sont très mauvaises.

Sur la Côte-Nord, il y a quelques jours, on a appris de la fermeture de la scierie Outardes de Domtar. En Abitibi, à Amos, on a appris que 100 personnes allaient perdre leur emploi à l'usine Arbec. C'est ça, la réalité, aujourd'hui. Il faut avoir des mesures positives et constructives avec des vrais résultats.

Pourquoi le gouvernement est-il incapable de donner de vrais bons résultats pour l'économie canadienne?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, il est évident que les gens qui travaillent dans le secteur du bois d'œuvre et de la foresterie sont impactés par la guerre tarifaire. C'est pourquoi nous avons présenté plusieurs mesures importantes. Mon collègue le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles travaille sur un plan.

Entretemps, nous avons des mesures via la Banque de développement du Canada, ou BDC, et via Développement économique Canada pour les régions du Québec.

J'ai beaucoup de respect pour mon collègue, que j'appellerais même mon ami. Ça va me faire plaisir de travailler avec lui sur des cas en particulier, parce que, au Québec, nous devons être là pour nos travailleurs du secteur de la forêt.

Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent—Akiawenhrahk, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais aussi dire à la ministre, que je pourrais peut-être qualifier d'amie, que, malheureusement, les politiques ne fonctionnent pas. Les Québécois veulent des résultats, pas juste des belles paroles. Je lui rappellerais que son premier ministre a dit qu'il allait régler les droits de douane pour le 21 juillet. Les droits de douane sur le bois sont de 45 %.

En voulez-vous, des idées? En voici: réduire la bureaucratie, éliminer les lois anti-développement et réduire les taxes industrielles. Allez-vous le faire pour avoir de vrais bons résultats?

Le Président: Je répète que les questions doivent être adressées à la présidence.

L'honorable ministre de l'Industrie a la parole.

Questions orales

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, j'écoute mon collègue et, sincèrement, nous faisons déjà plusieurs des choses qu'il nous propose, y compris de réduire la bureaucratie. Ce qui me fascine du côté du banc des conservateurs, c'est à quel point on ne dénonce jamais la rhétorique qui sort de la Maison-Blanche.

Jamais on ne va dire que les droits de douane sont injustifiables et injustifiés. Jamais on ne dit qu'il y a une guerre commerciale. Jamais on ne dit que les gens qui sont victimes de cette guerre commerciale sont les personnes qui travaillent dans le secteur du bois d'œuvre, dans le secteur de l'aluminium, dans le secteur de l'acier et, bien entendu, dans le secteur de l'automobile.

La question est: pourquoi?

* * *

[Traduction]

LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION

Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.): Monsieur le Président, en tant que députés, nous avons la responsabilité de contribuer à bâtir une économie qui offre des possibilités de réussite à tout le monde. Alors que certains conservateurs continuent de faire fi de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, le gouvernement sait que de donner aux entrepreneurs sous-représentés les moyens de réussir contribue à renforcer les collectivités et à bâtir un Canada plus fort.

En ce début du Mois de l'histoire des Noirs, la ministre responsable des petites entreprises peut-elle parler des programmes du gouvernement visant à soutenir les entrepreneurs noirs et à les aider à démarrer et à faire croître leurs entreprises?

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, l'engagement du Canada à l'égard de l'inclusion et de l'égalité est inscrit dans la Charte des droits et libertés. Nous réaffirmons cet engagement en célébrant et en soulignant le Mois de l'histoire des Noirs.

Par l'entremise du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires, le gouvernement donne aux entrepreneurs noirs les outils dont ils ont besoin pour améliorer leur entreprise et la faire croître. À ce jour, ce programme a soutenu plus de 24 000 entrepreneurs noirs d'un océan à l'autre. Ces gens d'affaires créent des emplois et contribuent vraiment à bâtir un pays fort. Nous poursuivons sur cette lancée en prolongeant le programme et en investissant 189 millions de dollars. Alors que les conservateurs remettent en question la valeur de l'inclusion, nous renforçons l'unité des Canadiens et leur donnons les moyens de réussir.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont délivré des millions de permis de séjour temporaire au cours des cinq dernières années. Résultat: les loyers ont monté en flèche, les urgences débordent et la crise de l'emploi chez les jeunes au Canada n'a jamais été aussi grave. Les permis de quelque 1,5 million de résidents temporaires ont expiré l'an dernier. C'est plus que toute la population de Calgary.

Ma question est simple: la ministre de l'Immigration peut-elle dire à la Chambre combien de ces personnes ont effectivement quitté le pays, comme l'exige la loi?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens ont donné au gouvernement le mandat clair d'assurer la durabilité du système d'immigration. Nous avons dit clairement que nous réduirons le nombre de résidents temporaires. Le nombre d'étudiants est en baisse. Le nombre de travailleurs est en baisse. La population de résidents temporaires a diminué de 176 000, et le nombre de demandes d'asile a diminué du tiers. Nous nous en tiendrons à nos cibles. Nous ferons appliquer les règles pour que le système d'immigration fonctionne pour les Canadiens, pour les nouveaux arrivants et pour les entreprises.

● (1505)

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, je me doutais que la ministre ne répondrait pas à ma question, car elle s'est vantée dans la presse canadienne d'avoir fait venir des millions de résidents temporaires sans aucun moyen de savoir s'ils allaient repartir. Pire encore, la ministre a approuvé l'arrivée de centaines de milliers de résidents temporaires supplémentaires cette année sans savoir s'ils allaient repartir.

À la fin de cette année, 3 millions de résidents temporaires auront vu leur visa expirer. Cela correspond à peu près à la population de Toronto. Si la ministre n'a aucune idée du nombre de résidents temporaires qui ont quitté le pays, pourquoi continue-t-elle à octroyer de nouveaux permis?

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Encore une fois, monsieur le Président, pour la gouverne de la députée, je dirai que les Canadiens ont donné au gouvernement un mandat clair visant à ramener l'immigration à des niveaux viables. C'est exactement ce que nous faisons.

Le *Globe and Mail* a publié un excellent article le 15 janvier. Des statistiques de la TD montrent également que les loyers sont en baisse et que les mises en chantier sont en hausse. La reprise économique est bien là. Nous attirons davantage de population dans les collectivités rurales grâce à notre programme pilote d'immigration rurale et à l'immigration francophone. Nous sommes là pour renforcer les collectivités et combler les pénuries de main-d'œuvre lorsque c'est nécessaire.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais que les députés visualisent un instant le GIF de la dame des mathématiques parce que, l'an dernier, les libéraux n'ont expulsé que 22 000 personnes qui n'avaient aucune raison légale d'être au Canada. Des millions moins 22 000, ça fait combien? On parle toujours de millions de personnes.

Je pose de nouveau la question: si la ministre n'a aucune idée du nombre de résidents temporaires qui ont quitté le pays et n'a aucun plan pour les expulser, pourquoi continue-t-elle à octroyer de nouveaux permis?

[Français]

L'hon. Lena Metlege Diab (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, notre mandat est clair. Les Canadiens nous ont donné un mandat qui est clair. Nous travaillons exactement pour rétablir nos systèmes d'immigration. Les données les plus récentes montrent que la population de résidents temporaires a diminué de 176 000 personnes au cours de l'automne. Nous continuons à travailler à améliorer notre économie pour tous les Canadiens et pour toutes les entreprises.

* * *

[Traduction]

LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, chaque année, la Semaine du développement international est l'occasion de souligner la contribution du Canada au développement durable et inclusif dans le monde. Demain, l'Université de Guelph accueillera des représentants du Fonds international de développement agricole et de Radios rurales internationales afin de renforcer les liens entre la compétitivité du secteur agricole canadien et la transformation des régions rurales dans le monde.

En cette Semaine du développement international, le secrétaire d'État peut-il expliquer comment les efforts du Canada permettent d'obtenir des résultats pour les pays partenaires et pourquoi ces efforts sont importants pour les Canadiens?

L'hon. Randeep Sarai (secrétaire d'État (Développement international), Lib.): Monsieur le Président, cette année, le thème de la Semaine du développement international est « Partenariats pour la prospérité ». Les Canadiens sont à leur plus fort lorsqu'ils coopèrent, tant entre eux qu'avec les autres. Nos efforts de développement sont axés sur la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une croissance inclusive, mais ils peuvent aussi jeter les bases d'une prospérité mutuelle à long terme. J'en ai personnellement fait le constat en Indonésie, où des décennies de coopération au développement ont permis de réduire la pauvreté de moitié et de préparer le terrain pour la conclusion d'un nouvel accord commercial qui profitera aussi bien aux Canadiens qu'aux Indonésiens.

Nous créons des débouchés en établissant des partenariats qui favorisent la prospérité.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, les libéraux augmentent de manière honteuse le loyer et les autres frais de nos soldats, marins et aviateurs. D'une part, ils ont promis une augmentation salariale, mais de l'autre, ils la récupèrent en augmentant le loyer et en instaurant une nouvelle indemnité différentielle de vie chère. Dans bien des cas, les militaires se retrouvent avec un salaire net inférieur à celui qu'ils touchaient auparavant.

Le comité de la défense a recommandé l'annulation de l'augmentation du loyer, mais le ministre de la Défense nationale a refusé.

Quand les libéraux cesseront-ils de récupérer le salaire durement gagné de nos soldats et annuleront-ils cette augmentation injuste et inutile du loyer?

L'hon. David McGuinty (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes occupés à rebâtir, réar-

Questions orales

mer et relancer les Forces armées canadiennes. Nous construisons des milliers de nouvelles habitations. Nous rénovons des milliers de logements existants.

Tous les députés savent qu'il est temps pour nous d'investir correctement dans les membres des Forces armées canadiennes, et c'est exactement ce que nous faisons. Par exemple, nous avons récemment fait l'acquisition d'un immeuble de 37 appartements en Colombie-Britannique, et nous en faisons d'autres à travers le pays. Plus nous élargissons notre parc de logements, plus nous réduisons les coûts.

* * *

● (1510)

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, les besoins en nutrition, en éducation, en santé, en égalité des droits, notamment pour les femmes, n'ont jamais été aussi criants partout dans le monde, et Donald Trump a décidé d'abolir l'agence d'aide internationale USAID.

Cette décision insensée va faire souffrir des millions de personnes. Que font les libéraux? Ils font pareil: des coupes. C'est une décision cruelle qui va avoir un impact réel et qui va augmenter l'instabilité et l'insécurité.

Est-ce que les libéraux vont infirmer cette décision irresponsable?

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai (secrétaire d'État (Développement international), Lib.): Monsieur le Président, le fait de s'attaquer aux causes des conflits et de l'instabilité à l'étranger contribue à réduire les risques auxquels les Canadiens sont confrontés ici, au pays. Les investissements dans le développement aident à renforcer nos alliés, à établir de nouveaux partenariats commerciaux et à ouvrir de nouveaux marchés pour les entreprises canadiennes. Le gouvernement fait des investissements de portée historique pour renforcer l'économie canadienne, aider les Canadiens à améliorer leur sort et bâtir un avenir plus résilient pour notre pays. Nos efforts en matière de développement jouent un rôle essentiel dans ce contexte en renforçant nos partenariats internationaux et en appuyant un monde plus pacifique, plus stable et plus prospère.

* * *

LE LOGEMENT

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, il est essentiel de maintenir le parc de logements abordables et coopératifs actuel pour résoudre la crise du logement. Dans ma circonscription, la China Creek Housing Coop a été choquée d'apprendre que le budget de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ne prévoit pas de fonds pour la prochaine année pour couvrir les subventions pour les droits d'occupation. Ainsi, des familles à faible revenu, des aînés, des parents seuls et des personnes qui tentent de joindre les deux bouts se retrouveront à la rue. Ils ne sont pas les seuls: environ 300 000 autres logements partout au pays seront touchés.

Le premier ministre dira-t-il à ces familles qu'elles n'ont pas à craindre de perdre leur logement et confirmera-t-il aujourd'hui qu'un financement permanent sera mis en place afin de couvrir leur subvention pour les droits d'occupation?

Travaux des subsides

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de se préoccuper des problèmes que connaissent les coopératives d'habitation. Les coopératives d'habitation sont une priorité importante pour Maisons Canada. Nous veillerons à ce qu'une partie importante des fonds de Maisons Canada serve à stabiliser les coopératives d'habitation et à investir dans la construction de nouvelles coopératives d'habitation.

Comme il y a des coopératives d'habitation dans ma circonscription — c'est là où il y en a le plus en Colombie-Britannique —, je tiens évidemment à ce que les résidents de ma circonscription, ceux de la circonscription de la députée et ceux des coopératives d'habitation de tout le pays se sentent fortement appuyés par le gouvernement. Nous sommes déterminés à répondre aux besoins des coopératives.

* * *

[Français]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune du très honorable Stephen Harper, le 22^e premier ministre du Canada.

[Traduction]

Le premier ministre Harper est ici aujourd'hui à l'occasion du dévoilement de son portrait officiel.

Des voix: Bravo!

* * *

LA TRAGÉDIE EN ALBERTA

Le Président: À la suite de discussions entre les représentants de tous les partis à la Chambre, je crois comprendre qu'il y a consentement pour observer un moment de silence à la mémoire des victimes de l'accident tragique survenu en Alberta.

J'invite les députés à se lever.

[La Chambre observe un moment de silence.]

• (1515)

Elizabeth May: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. C'est d'ailleurs un honneur d'invoquer le Règlement alors que le très honorable Stephen Harper se trouve à la tribune.

Je me souviens du décorum qui était observé à l'époque et je prends la parole uniquement parce que les articles 14 à 16 du Règlement ont été enfreints à de nombreuses reprises aujourd'hui, par tous les partis. À mon souvenir, lorsque M. Harper était premier ministre, il n'a jamais été interrompu par du chahut, pas une seule fois. J'espère que nous reviendrons à ce décorum.

Dan Albas: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Le secrétaire d'État aux Sports a parlé du député « temporaire » de Battle River—Crowfoot. Or, selon le Règlement, nous sommes censés utiliser soit le titre du chef de l'opposition officielle, soit le nom de la circonscription. Ajouter des adverbes ou des adjectifs porte atteinte au décorum à la Chambre, et en tant que membre du gouvernement, le secrétaire d'État devrait le savoir.

Le Président: Oui, en effet, il faut faire attention quand on utilise des épithètes, car on peut ainsi semer le désordre. Le député a raison, et j'espère que tous les députés suivront ce conseil.

Le leader du gouvernement à la Chambre invoque le Règlement.

L'hon. Steven MacKinnon: Monsieur le Président, je regrette d'avoir utilisé le mot « flanché » au lieu de « cédé » dans une réponse que j'ai fournie plus tôt.

Greg McLean: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Au cours de la période des questions d'aujourd'hui, le secrétaire d'État au Travail a dit que le Canada a la meilleure économie du G7, sauf que tous les instituts économiques affirment le contraire, y compris la Banque du Canada. Je demanderais donc...

Le Président: Cela semble vraiment relever du débat.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — L'ABORDABILITÉ DES ALIMENTS

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, comme je le disais, dans un moment comme celui-ci, c'est extrêmement important de vérifier les fondations. Si on se contente de continuer à bâtir, encore et encore, sans s'assurer que les fondations sont bonnes et que l'on bâtit sur du solide, on se retrouve bien souvent avec encore plus de problèmes.

Les Canadiens exigent que nous vérifions les fondations afin de nous assurer de bien faire les choses. Les fondations dont je parle sont constituées des secteurs mêmes qui ont contribué à bâtir notre pays: l'agriculture, la foresterie, les pêches, le secteur des combustibles et celui de l'exploitation des ressources naturelles. Voilà ce qui contribue à assurer la sécurité alimentaire et économique de notre population.

Cependant, nous constatons depuis un élargissement constant de l'appareil gouvernemental et une dépendance à l'égard de l'État et de l'expansion de ses programmes, le tout sans croissance économique, sans développement et sans garantie que l'assise économique de ces programmes est solide et efficace. Les secteurs que j'ai mentionnés sont ceux-là mêmes qui apportent les recettes et le dynamisme nécessaires pour soutenir ces programmes.

Trop souvent, on envisage de mettre en place un gros programme gouvernemental qui coûtera de plus en plus cher aux contribuables canadiens...

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Ce n'est pas le député qui est en cause. Il y a beaucoup de bruit dans cette enceinte, et encore plus, je crois, dans l'antichambre. J'invite les gens qui se trouvent dans l'antichambre à sortir rapidement pour que la Chambre puisse poursuivre ses travaux.

Le député de Tobique—Mactaquac a la parole.

Richard Bragdon: Monsieur le Président, j'aimerais attirer l'attention des députés sur l'un des grands défis auxquels nous sommes confrontés. Nous nous sommes éloignés de notre objectif fondamental, qui est l'abordabilité des aliments.

Travaux des subsides

Lorsqu'on examine le coût des produits alimentaires qui pèse actuellement sur tous les Canadiens et tous les ménages, on constate que le Canada affiche désormais le taux d'inflation alimentaire le plus élevé du G7, et ce n'est pas de la malchance. Il s'agit tout simplement du résultat de mauvaises politiques. L'inflation alimentaire est deux fois plus élevée aujourd'hui qu'elle l'était au moment où le premier ministre est entré en fonction. Après près d'une décennie de gouvernement libéral, le coût de la vie a augmenté, il n'a pas diminué. On estime que l'inflation alimentaire est actuellement deux fois plus élevée qu'aux États-Unis, et elle est manifestement plus élevée que dans tous les autres pays du G7, qui font face aux mêmes changements climatiques et météorologiques que nous. Ils font face aux mêmes défis et aux mêmes chocs liés à la chaîne d'approvisionnement mondiale que nous. Quelle est la différence ?

La différence se situe au niveau des gouvernements, de leur approche et de leurs politiques budgétaires. Quand on considère que nos banques alimentaires sont débordées, on se rend compte que le problème n'est plus seulement urbain, mais qu'il s'étend également aux collectivités rurales. J'ai parlé avec les employés des banques alimentaires de nos régions. Ils sont épuisés. Ils travaillent de plus en plus dur et font de plus en plus d'heures. Ils distribuent plus de nourriture que jamais. Confrontées à ces défis croissants, 2,2 millions de personnes se rendent chaque mois dans les banques alimentaires. Ce sont des chiffres records, et ils sont inquiétants.

Les coûts associés à la transformation des aliments continuent de grimper et le coût des intrants pour nos agriculteurs continue d'augmenter. De toute évidence, nos indicateurs s'accroissent dans tous les mauvais sens et à tous les mauvais moments. Il est temps de revoir nos principes fondamentaux, de revenir à ce qui fonctionne et de nous éloigner de ce qui nuit à la croissance des secteurs mêmes de notre économie qui ont fait de ce pays le meilleur qui soit.

Ce merveilleux pays dans lequel nous vivons fait face à un défi de taille, et ce, parce que nous nous sommes développés dans des domaines dont nous devrions nous retirer. Nous avons reculé dans les domaines où nous devrions avancer, qui sont ceux de notre prospérité future et les mêmes que ceux de notre prospérité passée: les secteurs de l'agriculture et de l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que les secteurs des combustibles, du pétrole et du gaz.

Ceux qui ont contribué à bâtir le pays sont ceux qui vont aider à restaurer sa prospérité. Nous devons inverser la tendance, cesser de mettre des bâtons dans les roues de nos producteurs et de nos agriculteurs, et relever les défis liés à l'inflation alimentaire auxquels tous les Canadiens sont actuellement confrontés, en nous tassant du chemin et en supprimant certaines des charges réglementaires et fiscales qui pèsent lourdement sur nos agriculteurs, nos producteurs et nos citoyens. Il est temps de renverser la vapeur et de consolider les fondations.

• (1520)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): C'est étrange, monsieur le Président. Les uns après les autres, les conservateurs se font un plaisir de dire que, cette année, nous avons la pire inflation alimentaire du G7. Pourtant, quand nous considérons les cinq dernières années, il apparaît que c'est faux, que le Canada s'en sort relativement bien.

Après une année exceptionnelle par rapport aux autres pays du G7, nous nous apprêtons à adopter le projet de loi C-19, qui concerne l'allocation pour l'épicerie. Nous faisons ainsi exactement ce qu'un gouvernement soucieux de la population doit faire.

Le député reconnaît-il au moins que le Canada n'est pas au bord du gouffre et que le pays s'en sort relativement bien sur le plan de l'inflation ?

Richard Bragdon: Monsieur le Président, je remercie toujours mon collègue des nombreuses heures qu'il passe à la Chambre. Il travaille sans relâche. Je dois dire, cependant, qu'il a complètement tort dans ce qu'il affirme. Les Canadiens ne me disent pas — c'est du moins le cas à mon bureau de circonscription — qu'ils n'ont jamais eu la vie aussi belle, que c'est merveilleux de voir à quel point tout va bien pour eux et qu'ils n'ont jamais eu autant d'argent dans leurs poches. Non, c'est exactement le contraire: à cause des politiques du gouvernement, ils sont découragés.

Mesdames et messieurs, c'est comme si on disait à un pyromane: « Allez éteindre le feu que vous avez allumé. On vous fait confiance. » Ce n'est pas ce côté-ci de la Chambre qui a dit non aux pipelines. Ce n'est pas ce côté-ci de la Chambre qui a imposé des taxes sur le carbone aux agriculteurs. Ce n'est pas ce côté-ci de la Chambre qui a érigé des obstacles au commerce interprovincial. Ce sont les députés d'en face. Il est temps qu'ils mettent de l'ordre dans leurs affaires.

• (1525)

Le vice-président: Je tiens à assurer au député que je n'ai allumé aucun feu.

Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Jonquière a la parole.

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, je suis toujours étonné du cynisme qui se cache derrière les motions du Parti conservateur. On utilise quelque chose qui est un vrai problème, soit l'inflation alimentaire, mais on identifie une cause qui est complètement tirée par les cheveux. On dit que, s'il y a de l'inflation alimentaire aujourd'hui, c'est parce qu'il y a une taxe sur le carbone.

Il n'y a que le Parti conservateur qui peut, en abordant une problématique qui touche l'ensemble de la population, essayer de faire progresser le programme des pétrolières. Je trouve ça scandaleux. Quel est le type d'entreprise qui a fait le plus de revenus dans les dernières années depuis la fin de la pandémie de la COVID-19? C'est le secteur gazier et pétrolier, qui engrange des profits records année après année. Pour mes collègues conservateurs, ce n'est pas assez. Il faudrait leur donner en bonus une réduction des normes qu'on met en place sous prétexte que ça réduirait le coût des aliments. C'est grotesque.

[Traduction]

Richard Bragdon: Monsieur le Président, c'est un peu fort que des bénéficiaires de paiements de transfert de 13 à 14 milliards de dollars par année, des paiements qui proviennent du secteur pétrolier et gazier, disent en retour à ce même secteur qu'il est la cause de l'inflation alimentaire. Je dis non. S'ils sont à ce point opposés par principe aux producteurs de pétrole et de gaz d'ici, ils devraient dire non aux paiements de transfert pour que nous les répartissions parmi les provinces qui les apprécient.

Travaux des subsides

Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, le député est un ardent défenseur des projets d'intérêt national qui connecteraient l'Alberta au Nouveau-Brunswick ainsi qu'à toutes les provinces qui les séparent du point de vue économique et matériel, dans un esprit d'unité nationale. Je sais qu'il connaît les liens inextricables qui unissent la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la sécurité économique et, par conséquent, la sécurité nationale, qui est un impératif pour le Canada. Je me demande si le député pourrait dire ce qu'il en pense.

Richard Bragdon: Monsieur le Président, oui, au Nouveau-Brunswick comme dans la région que je représente, nous apprécions à sa juste valeur l'excellent travail de nos amis de l'Alberta, en particulier les travailleurs du secteur pétrolier et gazier. Ce sont eux qui produisent le carburant qui alimente les camions, les navires et les trains transportant les denrées alimentaires de cette région du pays vers la nôtre. Ce sont eux qui produisent l'énergie qui est ensuite redistribuée aux quatre coins du pays. Ils génèrent par ailleurs des revenus qui donnent aux régions ayant parfois du mal à joindre les deux bouts les moyens de se nourrir, de travailler, de construire des écoles et des hôpitaux et d'entretenir les infrastructures. Pour assurer la sécurité alimentaire, économique et énergétique de notre pays, nous ferions mieux de travailler main dans la main et de reconnaître l'apport de chaque région, y compris celle des producteurs de pétrole et de gaz.

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui au sujet de la motion de l'opposition. En écoutant le débat, notamment le dernier discours et ceux que j'ai entendus plus tôt ce matin et avant la période des questions, je ne peux m'empêcher de penser que peut-être, je dis bien peut-être, les conservateurs auraient eu un argument valable s'ils n'avaient pas déjà utilisé cet argument la dernière fois, sans aucun résultat.

Je repense à la période des questions, quand le chef de l'opposition a expliqué à un économiste de renommée mondiale, le premier ministre, sa théorie et les raisons pour lesquelles il pense que les prix des aliments sont élevés au Canada. Je l'ai écouté nous répéter « c'est ma théorie, c'est ma théorie », et nous dérouler tout son assortiment de raisons. Je me souviens bien de la théorie du chef de l'opposition au sujet de la taxe sur le carbone, qu'il nous a répétée pendant des années. Il disait que si nous éliminions la taxe sur le carbone, les prix des aliments baisseraient instantanément. Ils allaient diminuer. Il soulignait que tous les problèmes du monde, tous les problèmes des Canadiens, seraient réglés si nous éliminions tout simplement la taxe sur le carbone. Que s'est-il passé, en fin de compte? Je dirais que le chef de l'opposition a atteint son but dans une certaine mesure. Il imaginait qu'il réussirait à supprimer la taxe sur le carbone. Il ne l'a pas fait lui-même, mais cette taxe a été supprimée. Elle a été supprimée au printemps dernier, en 2025.

Je vais partager mon temps de parole avec le député de Bourassa.

Notre élimination de la taxe sur le carbone n'a eu aucune incidence sur les prix des aliments. Il n'y a pas eu de déflation. En fait, si l'on en croit leurs arguments d'aujourd'hui, les conservateurs nous disent que les prix des denrées alimentaires ont augmenté de manière exponentielle depuis la suppression de la taxe sur le carbone. C'est en fait ce qu'ils affirment. Ils nous avaient pourtant assurés... Le chef de l'opposition a présenté sa théorie sur la façon de réduire les coûts des aliments pendant des années, puis, dès que la taxe sur le carbone a été abolie, ces prix n'ont pas changé.

Qui s'est levé à maintes reprises de ce côté-ci de la Chambre pour dire que les économistes affirmaient que la taxe sur le carbone n'avait pratiquement aucune incidence sur les denrées alimentaires? Qui n'a jamais cessé de le dire? Le gouverneur de la Banque du Canada a affirmé qu'elle ne causait qu'une différence de 0,25 % ou quelque chose du genre. Qu'ont fait les conservateurs? Ils ont attaqué le gouverneur de la Banque du Canada en disant qu'il ne savait pas de quoi il parlait et qu'il devrait être renvoyé. Voilà ce que disait le chef de l'opposition.

Il se présente ici, avec tous ses députés, et déclare: « Voici ma théorie. » Et sa théorie est que ce qui se passe est attribuable à un surcroît d'impôts, à des impôts cachés, à des impôts inventés, à des impôts qui n'existent même pas lorsque l'on y regarde de plus près. Il se présente ici avec une telle ostentation, une telle conviction, et il essaie d'expliquer au premier ministre comment régler les problèmes, car, encore une fois, la situation actuelle ne peut être attribuable qu'au gouvernement fédéral et à ses prétendues taxes imaginaires. Cependant, c'est bien plus compliqué que cela en réalité.

Les trois principales causes de l'augmentation des prix sont liées à des facteurs qui ont des répercussions mondiales, ce qui ne cadre pas avec le discours des conservateurs. Ils ne parleront certainement jamais d'aucune d'elles parce que cela ne sert pas leur objectif. Cela ne servait pas non plus leur objectif il y a des années, et cela ne les a pas arrêtés à l'époque, donc je ne m'attends pas à ce que cela les arrête aujourd'hui. Afin d'avoir un débat, et alors que je le fais depuis des années, je vais une fois de plus tenter d'exposer ma position, qui, soit dit en passant, est soutenue par des économistes du monde entier. « Dieu nous préserve d'avoir à écouter ces élites, ces experts », se disent certainement les conservateurs en ce moment.

La première cause principale, ce sont les conséquences climatiques et météorologiques. Les conditions météorologiques extrêmes, les vagues de chaleur, les sécheresses et les mauvaises récoltes dues au climat restent l'un des principaux facteurs de la hausse du coût des produits alimentaires. C'est un fait. C'est ce que rapportent les économistes de toutes les allégeances politiques, partout dans le monde.

● (1530)

La deuxième cause principale, c'est la chaîne d'approvisionnement mondiale. Les retards d'expédition, les goulots d'étranglement ferroviaires, l'inefficacité des ports et la hausse des coûts de transport international alourdissent les dépenses, car il est encore plus difficile pour les produits d'arriver au Canada.

La troisième cause, que je mentionne souvent à la Chambre quand nous parlons de la hausse des prix de l'alimentation, ce sont les événements géopolitiques. La guerre en Ukraine a perturbé les marchés mondiaux des céréales et des engrais et fait augmenter le coût des intrants des agriculteurs et des transformateurs de produits alimentaires canadiens.

Tous ces facteurs sont importants, et ils le sont, si les députés viennent ici en voulant sincèrement améliorer la situation des Canadiens. C'est important parce que, si nous voulons avoir un débat éclairé et intelligent sur cette question, nous devons être capables d'accepter une partie de la réalité actuelle.

Si l'objectif d'un député en venant ici était de faire abstraction de ce qui se passe réellement dans le monde pour tenter plutôt, à la moindre occasion, de prendre le pouvoir par la désinformation, qu'elle soit délibérée ou non, alors il adopterait l'approche des conservateurs. Ils essaient de donner l'impression, comme ils le font depuis des années, que les libéraux sont à l'origine du problème. Ils affirment que les libéraux sont les seuls responsables et que, par conséquent, tout est de leur faute, mais cela ne cadre pas avec la situation dans le reste du monde. Cela ne cadre pas avec ce que disent les économistes ou toute autre personne qui s'y connaît un peu.

J'entends les conservateurs citer le grand spécialiste de l'alimentation surnommé le « Food Professor », car c'est leur seule source d'information pour étayer leurs affirmations. De ce côté-ci de la Chambre, chaque fois qu'ils disent « selon le "Food Professor" [...] », cela devient une blague récurrente. En réalité, pour tenir un débat éclairé sur cette question, ils devront adopter une approche différente et être honnêtes à propos de la situation réelle.

L'approche adoptée par les conservateurs pendant des années, efficace selon moi, concernait la taxe sur le carbone. Ils ont réussi à créer suffisamment de diversion en enfonçant le clou, mais en vain. Ils se sont encore retrouvés en face, après avoir rabâché ce point pendant des années, parce qu'ils n'étaient pas honnêtes avec les Canadiens et ne présentaient pas d'arguments sincères sur la situation du pays.

Comme on l'a vu en avril dernier, la grande majorité des Canadiens ont su voir clair dans leur jeu. Ils se sont peut-être dit un jour que le Parti conservateur semblait être une option qu'ils pourraient choisir, mais dès qu'une option plus crédible s'est présentée, les Canadiens ont changé d'avis, en disant: « En fait, nous voulons des gens qui savent de quoi ils parlent et qui sont honnêtes avec les Canadiens. » C'est ce que je soutiens ici aujourd'hui.

Nous pouvons avoir cette discussion, et si les députés souhaitent parler des répercussions économiques des effets tributaires du marché des mesures prises par le gouvernement, je suis disposé à avoir une conversation ouverte et honnête à ce sujet. Cependant, s'ils tentent de le faire sans prendre en compte toutes les autres variables concrètes, ils font preuve, au mieux, d'une mauvaise foi, et, au pire, de leur intention de tromper les gens.

Je remercie mes collègues qui prennent la parole de ce côté-ci de la Chambre aujourd'hui et qui font de leur mieux pour expliquer ce qui se passe vraiment et proposer de véritables solutions. De ce côté-ci de la Chambre, nous reconnaissons le problème. Nous cherchons des solutions à long terme, mais aussi des solutions à court terme. Parmi les solutions à court terme qui visent à aider les gens à traverser les périodes difficiles, il est important de souligner que, comme nous l'avons annoncé dernièrement, nous réduirons la TPS afin que les personnes qui en ont le plus besoin aient plus d'argent dans leurs poches.

Nous avons passé beaucoup de temps aujourd'hui à souligner les contributions du premier ministre Harper et sa présence à Ottawa, mais n'oublions pas que c'est le premier ministre Harper qui a mis en place la Prestation universelle pour la garde d'enfants, qui était aussi accordée aux millionnaires. Cette approche signalait essentiellement que tout le monde recevrait exactement la même somme, peu importe son revenu.

Travaux des subsides

Notre approche est différente. Elle consiste à soutenir les personnes qui en ont le plus besoin parce que ce sont elles qui bénéficient réellement des mesures de ce genre.

• (1535)

John Barlow (Foothills, PCC): Madame la Présidente, mon collègue a parlé de l'importance de l'honnêteté.

Je siège à la Chambre depuis environ 10 ans, et je me rappelle qu'à un certain moment, les libéraux disaient aux Canadiens et aux députés qu'on s'opposait à la taxe sur le carbone pendant que le monde brûlait. Je me rappelle que l'ancien ministre de la Santé se demandait comment les conservateurs osaient prendre la voiture pour leurs vacances d'été avec leurs enfants pendant que la planète brûlait. Cependant, dès qu'il est devenu politiquement avantageux de le faire, les libéraux ont décidé de se débarrasser de la taxe sur le carbone.

Qui est vraiment malhonnête envers les Canadiens? Est-ce que ce sont les conservateurs, qui ont parlé des répercussions de la taxe sur le carbone sur les finances des Canadiens, ou est-ce que ce sont les libéraux? Dès qu'il est devenu politiquement avantageux de le faire, ils ont fait fi de leurs principes en éliminant la taxe sur le carbone, pour ensuite instaurer une taxe sur le carbone pour les industries et une norme sur les combustibles qui remplace pour ainsi dire la taxe éliminée.

L'hon. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, il existe une différence fondamentale entre le député et moi.

Je prends la parole aujourd'hui et, ayant étudié l'économie et croyant aux solutions axées sur le marché, je demeure convaincu, comme d'autres l'ont également dit de ce côté-ci de la Chambre, que l'intervention du gouvernement peut orienter le comportement du marché. Je continue de le croire et je maintiens tout ce que j'ai dit précédemment.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, pour répondre à la question du député qui demande qui est malhonnête, je dirais que, s'il refuse de parler du climat de la planète et des conditions météorologiques, des chaînes d'approvisionnement mondiales et des événements géopolitiques dans ce contexte, alors c'est lui qui est malhonnête dans son argumentation. Le député essaie simplement de faire croire que ce sont les libéraux qui ont créé ce problème à grande échelle et veut simplement balayer sous le tapis ce qui se passe ailleurs dans le monde, comme si cela n'avait aucune importance. C'est cela qui est malhonnête.

• (1540)

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, je vais prendre mon collègue au mot. Il a dit dans son discours qu'il fallait être honnête avec les Canadiens.

La stratégie du gouvernement pour nous sortir de la crise tarifaire, c'est d'investir dans davantage d'infrastructures gazières et pétrolières. C'est ce que les libéraux ont dit. Ils sont prêts. Ils ont mis 34 milliards de dollars dans un pipeline et ils sont prêts à soutenir l'industrie pour développer de nouvelles infrastructures. Je ne sais pas si mon collègue le sait, mais c'est 60 % de l'entièreté du secteur pétrolier qui appartient à des Américains.

Travaux des subsides

Est-ce que mon collègue est prêt à être franc et honnête avec les Canadiens et à leur dire que c'est une stratégie qui fait tout sauf nous sevrer du marché américain?

[Traduction]

L'hon. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, si le député ne s'intéresse qu'aux projets d'infrastructure, il passe à côté de tout ce que fait le premier ministre, ou du moins 99 %. Le premier ministre se rend dans d'autres régions du monde pour créer de nouveaux débouchés et établir de nouvelles relations commerciales. C'est exactement ce que nous devons faire en ce moment. Les conservateurs veulent vivre dans la nostalgie, à l'époque où les États-Unis représentaient de grandes possibilités, comme si cette époque allait revenir comme par magie si le chef de l'opposition devenait premier ministre.

La réalité, c'est que le monde a changé. À l'heure actuelle, notre responsabilité, si nous sommes honnêtes, c'est de faire le travail difficile. Ce travail difficile ne consiste pas à capituler devant tout ce que les États-Unis exigent de nous. Il s'agit de se rendre dans d'autres régions du monde pour établir de nouvelles relations commerciales afin de diversifier et d'accroître nos échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Nous ne devons plus jamais nous retrouver dans une situation où tous nos œufs sont dans le même panier, avec un seul partenaire commercial.

Will Greaves (Victoria, Lib.): Madame la Présidente, on se croirait dans un épisode de *La quatrième dimension* quand on écoute l'opposition parler de la tarification du carbone au pays.

Étant originaire de la Colombie-Britannique, je sais que la première tarification du carbone pour les consommateurs en Amérique du Nord a été instaurée en Colombie-Britannique en 2007 par un gouvernement de centre-droite que certains députés de l'opposition appuyaient à l'époque. Les députés de l'opposition n'ont aucune mémoire historique de la réalité des changements climatiques et de la politique climatique de notre pays. L'opposition n'a rien d'honnête à dire à ce sujet. Pour un nouveau député comme moi, c'est profondément décevant.

Je me demande si mon collègue de Kingston et les Îles peut nous en dire plus sur l'approche du gouvernement en matière de lutte contre les changements climatiques.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, il est rafraîchissant d'entendre qu'un nouveau député à la Chambre des communes est au courant de ce qui est arrivé ici dans le passé.

Je me souviens d'avoir écouté des discours prononcés par des conservateurs qui siégeaient à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique à l'époque où la taxe sur le carbone a été instaurée, et qui ont pris la parole ici ensuite pour dénigrer cette taxe. Le député de Winnipeg-Nord et moi passions notre temps à remettre en question leur position à ce sujet en leur rappelant qu'ils avaient proposé la même mesure à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. Ils éludaient complètement nos questions, comme si nous inventions des choses.

En réalité, si les députés veulent être honnêtes à ce sujet, ils doivent être justes. Je suis disposé à défendre tout ce que j'ai dit à la Chambre au sujet de la tarification de la pollution ou de tout autre mécanisme de marché.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement.

Le député de Foothills a posé une question, à laquelle le whip du gouvernement a répondu. Pendant que le whip du gouvernement formulait sa réponse, le député de Foothills a proféré des paroles déplacées qui ont été entendues par moi et d'autres députés. Nous demandons qu'il retire ses paroles.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Je devrai vérifier le compte-rendu, et je ferai part de ma décision au député ensuite si nécessaire.

Nous reprenons le débat. Le député de Bourassa a la parole.

[Français]

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.): Madame la Présidente, aujourd'hui, personne à la Chambre, je dis bien personne, ne peut ignorer la situation en lien avec le coût de la vie, et certainement pas notre gouvernement, pas de notre côté de la Chambre. Le coût de la vie est aujourd'hui l'une des préoccupations les plus importantes pour les Canadiens et les Canadiennes, et surtout pour notre gouvernement.

Au cœur de cette préoccupation, il y a le prix du panier d'épicerie. Le panier d'épicerie coûte plus en plus cher. Cette réalité, je la vois dans la circonscription de Bourassa. Mes collègues ici la voient aussi dans toutes les circonscriptions. Nous la voyons. Nous la voyons dans les épiceries. Nous la voyons dans les banques alimentaires. Nous l'entendons dans les témoignages des citoyens et des citoyennes qui nous interpellent.

La question n'est donc pas de savoir s'il y a un problème. Contrairement à l'opposition, contrairement à l'autre côté de la Chambre, au lieu de politiser un problème humain, nous, comme gouvernement, agissons. La vraie question, c'est de savoir qui agit avec sérieux, qui agit avec responsabilité et efficacité pour répondre à cette situation.

Parlons maintenant du contexte de l'inflation alimentaire. Avant de parler de la solution, comprenons d'abord le problème lui-même. L'inflation alimentaire que vivent les Canadiens et les Canadiennes ne sort pas de nulle part. Elle est le résultat de plusieurs facteurs combinés. C'est un ensemble de problèmes, c'est un ensemble très systémique et complexe: des perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale; des conflits géopolitiques qui affectent la production et le transport des denrées; des droits de douane et des mesures protectionnistes imposés par certains partenaires commerciaux; des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents qui affectent les récoltes; et une concentration excessive dans certains segments du secteur de l'épicerie.

Ces phénomènes ne touchent pas que notre pays, le Canada. Ils exercent des pressions sur les prix des aliments partout dans le monde. Nous ne contrôlons pas les décisions des autres, mais nous contrôlons nos décisions, nous contrôlons les décisions d'ici, nous contrôlons les décisions du gouvernement canadien. C'est précisément pourquoi notre gouvernement a agi et a pris une décision. Aujourd'hui, je parle d'une aide immédiate, une aide ciblée, soit l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels.

Travaux des subsides

Face à cette réalité, notre première responsabilité est d'aider les ménages à faire face aux coûts actuels de la vie. C'est pourquoi le ministre des Finances et du Revenu national a déposé le projet de loi C-19 qui crée la nouvelle allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Cette allocation remplacera le crédit pour la TPS, mais elle sera beaucoup plus généreuse, plus prévisible et mieux adaptée à la réalité actuelle. Concrètement, le gouvernement propose une bonification de 25 % de cette prestation pendant cinq ans à compter de juillet prochain; une indexation automatique à l'inflation afin de protéger le pouvoir d'achat des ménages; et un paiement supplémentaire équivalant à une augmentation de 50 % du crédit pour la TPS, versé dès ce printemps.

Pour une famille de quatre personnes, cela signifie un soutien annuel pouvant atteindre 1 890 \$. Pour une personne vivant seule, la somme atteindra 950 \$. Cette allocation sera non imposable. Elle sera versée quatre fois par année. Elle ciblera les ménages à faible revenu ou modeste. Au total, plus de 12 millions de Canadiennes et de Canadiens bénéficieront de ce soutien bonifié.

Ce sont des mesures concrètes, immédiates et surtout responsables. Cependant, pour qu'elles entrent en vigueur, il faut les adopter rapidement. Si, de l'autre côté de la Chambre, on tient à simplifier la vie des Canadiens et des Canadiennes, il faut nous aider à faire passer ce projet de loi le plus rapidement possible. Le projet de loi dont je parle ici, c'est le projet de loi C-19, bien évidemment. J'invite donc tous les députés à mettre de côté les calculs partisans et à agir dans l'intérêt des citoyens et des citoyennes, des Québécois et des Québécoises et des Canadiens et des Canadiennes.

Agir à la source veut dire qu'on veut aider les ménages. Ça, c'est essentiel. Cependant, ce n'est pas suffisant.

• (1545)

Si nous voulons des résultats durables, nous devons aussi agir à la source de l'inflation alimentaire. Cela signifie de soutenir la production alimentaire canadienne et de renforcer nos chaînes d'approvisionnement. C'est pourquoi le gouvernement mettra à profit le fonds d'intervention stratégique. Un montant de 500 millions de dollars sera consacré précisément aux entreprises du secteur alimentaire. Cet investissement va permettre d'accroître la capacité de production, de moderniser les installations et d'absorber une partie des hausses de coûts sans les refiler aux consommateurs, bien évidemment.

Nous consacrerons également 150 millions de dollars à soutenir les petites et moyennes entreprises du secteur alimentaire dans les régions. Les PME sont essentielles à la vitalité économique locale et, bien évidemment, elles sont essentielles à la sécurité alimentaire. De plus, 20 millions de dollars seront également versés au Fonds des infrastructures alimentaires locales, afin d'aider les banques alimentaires. Il s'agit d'un soutien essentiel, ponctuel, pour répondre aux besoins immédiats des familles qui vivent une situation d'urgence.

Nous visons également à réduire les coûts de production et à renforcer la concurrence. C'est pour cela que notre gouvernement agit aussi pour réduire les coûts de production alimentaire au Canada. Le premier ministre a annoncé l'instauration de la passation en charges immédiate pour les serres. Concrètement, cela permettra aux producteurs de déduire immédiatement le coût de leurs nouvelles serres. Cette mesure libérera du capital pour investir dans des équipements modernes, augmenter la production locale et réduire les dépendances aux importations.

Nous travaillerons également à l'élaboration d'une stratégie nationale de sécurité alimentaire. Cette stratégie visera à renforcer la résilience de notre système alimentaire, à encourager une concurrence beaucoup plus saine et à réduire les vulnérabilités dans nos chaînes d'approvisionnement. Par ailleurs, le gouvernement collaborera avec les provinces et les territoires afin de normaliser l'étiquetage des produits, notamment le prix à l'unité. Cela permettra aux consommateurs de comparer plus facilement les prix et de faire des choix éclairés. Nous avons ici une approche plus globale, systémique, pour rendre la vie plus abordable aux Canadiens et aux Canadiennes. Ces mesures s'inscrivent dans une approche plus large visant à rendre la vie plus abordable.

Rappelons quelques faits. Nous avons réduit l'impôt de 22 millions de Canadiens et de Canadiennes, ce qui permet à une famille à deux revenus d'économiser jusqu'à 840 \$ par année. Nous avons éliminé ou réduit la TPS pour les premiers acheteurs d'une habitation neuve, ce qui peut mener à des économies pouvant atteindre 50 000 \$. Nous avons rendu permanent le Programme national d'alimentation scolaire, qui permet à 400 000 enfants de manger des repas sains à l'école. Nous avons instauré le versement automatique des prestations fédérales, afin que les citoyens et les citoyennes reçoivent l'aide à laquelle ils ont droit. Ces mesures démontrent une chose: notre gouvernement agit de manière cohérente, mais surtout, je l'ai dit et je le répète, de manière responsable.

En conclusion, oui, le coût du panier d'épicerie demeure très élevé. Oui, les Canadiens et les Canadiennes attendent des résultats. C'est précisément les résultats que livre notre gouvernement: un soutien direct aux ménages, des investissements dans la production alimentaire, une action concrète liée aux chaînes d'approvisionnement, une vision économique axée sur la résilience et sur l'équité.

Notre objectif est clair: une économie qui fonctionne pour tous et toutes, dans laquelle l'aide arrive à temps et dans laquelle personne, je dis bien personne, n'est laissé derrière, n'est laissé pour compte. C'est l'économie de notre pays, c'est l'économie du Canada, c'est l'économie d'un Canada fort.

• (1550)

Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, mon collègue a abondamment parlé de l'abordabilité. Si on veut aider les gens les plus vulnérables, une façon assez aisée de le faire est d'augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse. Ça fait longtemps que nous le demandons. Les gens qui ont les revenus les plus bas, ce sont souvent les aînés.

Le gouvernement se traîne les pieds au sujet de cette question. D'ailleurs, il n'a jamais accepté. Non seulement ça, mais ce qu'on voit présentement avec Cúram, c'est qu'on ajoute des difficultés pour les aînés qui devraient avoir accès à la pension de la Sécurité de la vieillesse.

Je ne sais pas ce que mon collègue en pense, mais c'est une solution quand même assez simple. Je suis déçu qu'il ne l'ait pas abordée.

Travaux des subsides

Abdelhaq Sari: Madame la Présidente, je tiens tout d'abord à dire qu'en ce qui concerne le problème du système d'information, le problème technologique ou la solution, je suis de tout cœur avec les personnes qui peuvent vivre des situations difficiles. Cependant, je n'aime pas vraiment revenir sur cet élément-là pour donner des explications. Je n'aime pas vraiment enseigner. Je ne suis pas dans un élément où je veux enseigner. Je n'aime pas vraiment avoir à aborder cet élément-là parce que je pense que mon collègue est assez intelligent pour savoir que c'est un ensemble beaucoup plus systématique, et on agit sur les éléments qui peuvent être les plus efficaces et sur lesquels on peut avoir un impact beaucoup plus important.

Notre gouvernement agit sur des éléments qui vont avoir un impact ponctuel maintenant, et d'une manière récurrente et permanente.

● (1555)

[Traduction]

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Madame la Présidente, chaque fois que nous évoquons la taxe sur le carbone pour les industries, la taxe liée à la norme sur les combustibles propres ou la taxe sur les emballages, les libéraux répondent que ce sont des taxes imaginaires qui n'existent pas.

Aujourd'hui, au comité de l'agriculture, nous avons interrogé directement les acteurs concernés du secteur de la transformation alimentaire, qui ont déclaré que ces mesures ont un impact considérable sur leur situation financière.

Comment le député d'en face explique-t-il cette contradiction?

[Français]

Abdelhaq Sari: Madame la Présidente, tout simplement, il faut savoir que l'inflation alimentaire est un phénomène mondial. Il faut savoir aussi que nous choisissons des mesures ciblées, comme je l'ai dit tout à l'heure. Nous avons choisi des actions, avec des indicateurs d'action pour un impact beaucoup plus important. Le problème dont on parle aujourd'hui, on le voit. Il est actuel, comme le disent les députés de l'autre côté de la Chambre à chaque période des questions orales. Nous agissons concernant cet élément pour avoir un impact beaucoup plus important.

Par contre, mon collègue a oublié de dire certaines choses. Tout à l'heure, j'ai parlé de mesures. Il a oublié que nous avons vraiment agi aussi concernant la chaîne d'approvisionnement. Nous avons agi auprès des agriculteurs. Nous avons agi sur le plan du développement des serres. Ça, c'est quelque chose qui est vraiment très important afin de réduire le coût de la vie et le coût de l'épicerie.

[Traduction]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, lorsque le gouvernement libéral précédent a réuni les dirigeants des grandes chaînes d'épicerie qui font payer des prix abusifs aux Canadiens depuis le début de la pandémie, ceux-ci se sont présentés sans aucun plan. Les dirigeants des épiceries n'ont rien proposé d'autre que des photos de leurs circulaires hebdomadaires et n'ont pris aucun engagement contraignant. La réunion n'était qu'une mise en scène, et tandis que le gouvernement se félicitait, il est reparti les mains vides, sans la moindre solution pour offrir un répit aux Canadiens.

En ce qui concerne le projet de loi C-19, il est important d'aider les gens, mais sans taxe sur les profits exceptionnels, les familles

paient deux fois: une fois au magasin et une autre fois par les impôts.

Mon collègue ne convient-il pas qu'il est temps d'instaurer une taxe sur les profits exceptionnels afin que ceux qui s'enrichissent aux dépens des autres paient leur juste part?

[Français]

Abdelhaq Sari: Madame la Présidente, j'aimerais tout simplement répéter quelque chose que j'ai dit. J'aimerais bien que ce soit plus clair. Notre gouvernement va collaborer avec les provinces et les territoires afin de normaliser l'étiquetage des produits. Ça, c'est un élément qui est très important. Notamment, le prix à l'unité est très important, parce que cela permettra aux consommateurs de comparer plus facilement les prix et de choisir les produits les plus abordables.

C'est un élément que j'ai mentionné dans mon intervention et que je réitère encore une fois pour que ce soit plus clair.

Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Madame la Présidente, les réponses de mon collègue sont intéressantes, parce que, quand nous lui avons demandé s'il était en faveur d'une augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 à 74 ans, qui font face à une discrimination, il nous a dit que le gouvernement se concentrait sur ce qui allait avoir un impact. Pour lui, aider les aînés, ça n'a pas d'impact. Ce sont ses mots.

Alors, j'aimerais qu'il nous explique pourquoi, selon lui, aider les aînés de 65 à 74 ans qui font face à une discrimination n'a pas suffisamment d'impact.

Abdelhaq Sari: Madame la Présidente, on a contourné pas mal mes propos. J'espère qu'on veut comprendre ce qu'est un indicateur d'impact. Un indicateur d'impact, ça veut dire que, quand on fait une action, on choisit l'action qui va avoir le plus d'impact sur la majorité de la population.

J'ai parlé des 12 millions de personnes qui vont bénéficier de la mesure. C'est là que je voulais parler d'impact. Non, nous n'oublions pas les aînés. Ce gouvernement ne laisse personne derrière. Tout le monde est Canadien et Canadienne, et tout le monde a droit à de l'aide.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement, car je pense que c'est approprié. J'ai porté une accusation contre le député de Foothills, et je tiens à lui présenter mes excuses.

Ce n'est pas lui qui a tenu ces propos déplacés, mais plutôt le député de Miramichi—Grand Lake. Je lui demanderais de saisir cette occasion pour s'excuser d'avoir utilisé un langage non parlementaire.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député n'est pas à sa place, je ne peux donc pas lui demander d'intervenir. Nous vérifierons le compte rendu et reviendrons sur cette question si nécessaire.

Le député de Foothills a la parole.

● (1600)

John Barlow (Foothills, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec l'excellent député de Regina—Lewvan.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je demande l'indulgence de la Chambre pour quelques instants.

Dans les petites villes comme la nôtre, le hockey fait partie intégrante de la vie. Malheureusement, hier, dans ma circonscription, ce sport a encaissé un dur coup. Hier, trois joueurs des Mustangs du Sud de l'Alberta ont été tués alors qu'ils se rendaient à un entraînement de hockey. J.J. Wright et Cameron Casorso, de Kamloops, et Caden Fine, de Birmingham, en Alabama, ont été tués sur la route 2.

Hier, j'ai eu l'occasion de parler à un certain nombre d'habitants de cette collectivité et d'entendre parler de ces joueurs de hockey. Ces joueurs n'étaient pas seulement des athlètes. Ces jeunes hommes exceptionnels incarnaient les valeurs du Sud de l'Alberta, comme l'engagement, le travail acharné et le dévouement envers la collectivité. Les habitants ont dit que ces joueurs de hockey faisaient du bénévolat au centre pour personnes âgées, jouaient des parties de hockey improvisées dans la rue avec de jeunes enfants de la région et n'hésitaient pas à nettoyer l'aréna après une partie de hockey.

Je tiens à ce que les familles de ces joueurs de hockey et certainement le chauffeur, qui n'a rien à se reprocher, sachent que nos pensées et nos prières les accompagnent.

Je tiens également à remercier tous mes collègues à la Chambre qui m'ont fait part de leurs condoléances aujourd'hui.

Je tiens à dire à l'équipe de hockey les Mustangs du Sud de l'Alberta, aux personnes qui hébergent les joueurs, aux familles et aux bénévoles que nous partageons leur douleur.

Je tiens aussi à prendre un moment pour remercier l'ambassadeur des États-Unis, Pete Hoekstra, que j'ai appelé un peu en panique hier soir. L'un de ces joueurs de hockey venait de l'Alabama, et les membres de sa famille étaient désespérés, car ils ne savaient pas comment ils pourraient faire face à cette tragédie ni comment rapatrier leur fils. M. Hoekstra m'a rappelé immédiatement hier soir et il m'a expliqué le processus, dont j'ai fait part à la famille du joueur. Au nom de mes concitoyens, je remercie chaleureusement l'ambassadeur.

Enfin, au nom de tous les habitants de Foothills, nous offrons nos plus sincères condoléances à l'équipe de hockey, aux familles, ainsi qu'aux habitants et aux bénévoles de Stavely et de tout le Sud de l'Alberta. Nous sommes avec eux en cette période de tristesse inimaginable.

Il est maintenant difficile de passer à autre chose, mais je suis très reconnaissant d'avoir pu intervenir à ce sujet.

Nous parlons certainement d'un autre problème important pour les familles de Foothills et de tout le pays, à savoir l'inflation alimentaire et l'incapacité des familles à mettre du pain sur la table.

J'aimerais revenir là où ce débat a commencé, c'est-à-dire avant l'Action de grâces de 2023, lorsque l'actuel ministre des Finances a pris la parole à la Chambre pour dire qu'il stabiliserait le prix des aliments avant cette même Action de grâces. Cela ne s'est pas produit.

Ensuite, le premier ministre Trudeau a annoncé les remboursements de TPS, encore une fois pour stabiliser le prix des aliments, et ce fut la deuxième promesse non tenue.

Travaux des subsides

Puis, les libéraux ont présenté leur code de conduite pour les épiceries, un outil essentiel qui, une fois mis en œuvre, ferait baisser les prix à l'épicerie. Cette mesure a été mise en œuvre, mais tous les experts à qui nous avons parlé ont dit que le code de conduite pour les épiceries n'avait jamais été conçu pour faire baisser le prix des aliments.

Chaque fois que le gouvernement libéral parle de sa promesse aux Canadiens de réduire et de stabiliser le prix des aliments, c'est une autre promesse non tenue. Par conséquent, les députés devront m'excuser, ainsi que mes collègues et certainement de nombreux Canadiens, d'avoir exprimé des doutes lorsque le premier ministre a pris la parole devant une épicerie, qu'il a une fois de plus présenté le même vieux remboursement de TPS de Trudeau, qui n'avait pas fonctionné la première fois, et qu'il a tenté de le vendre aux Canadiens comme solution à leur incapacité à payer l'épicerie.

Comme le chef de l'opposition l'a dit plus tôt dans son discours, juste avant que le premier ministre ne fasse son annonce dans une épicerie, tous les prix ont été retirés des tablettes derrière lui. J'ai trouvé cela très intéressant. C'était probablement la première fois que le premier ministre allait à l'épicerie et qu'il devait regarder le prix des aliments. Pendant la campagne électorale, il a dit qu'il ne faisait pas son épicerie lui-même et qu'il ne connaissait pas le prix des fraises. Des gens font l'épicerie pour lui.

Les vrais Canadiens sont confrontés à un vrai problème, à savoir leur incapacité à payer la nourriture à l'épicerie. À cause des politiques libérales, le Canada a désormais l'inflation alimentaire la plus élevée des pays du G7. Le taux d'inflation alimentaire au Canada est deux fois plus élevé que celui des États-Unis.

Plus tôt aujourd'hui, le whip libéral, usant de prosélytisme, a déclaré qu'il s'agit d'un problème mondial et qu'il n'y a aucune raison pour que les conservateurs et les Canadiens blâment les libéraux pour ce problème. S'il s'agit d'un problème mondial, pourquoi l'inflation alimentaire est-elle deux fois plus élevée au Canada qu'aux États-Unis, notre voisin le plus proche et notre partenaire commercial le plus actif? Les États-Unis ne sont pas confrontés à ces mêmes problèmes.

● (1605)

Voyons un peu ce que nous avons au Canada par rapport à ce qu'ils ont aux États-Unis. Pourquoi l'inflation alimentaire au Canada dépasse-t-elle de loin celle de notre plus proche voisin? Premièrement, il y a la taxe sur le carbone pour les industries. Les États-Unis en ont-ils une? Non, ils n'en ont aucune. Une taxe sur le carbone pour les industries augmente les coûts à tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. Je ne connais aucune économie sur la planète où on augmente les taxes tout en s'attendant à ce que cette hausse n'augmente pas aussi le prix des produits fabriqués dans cette économie. Voilà la première chose.

Deuxièmement, il y a la norme sur les combustibles. Nous disons que c'est une taxe cachée, mais les libéraux affirment qu'elle n'existe même pas, qu'elle est imaginaire. Eh bien, comment se fait-il que les libéraux aient prévu une taxe imaginaire dans leur budget? Peut-être que leur budget est lui aussi imaginaire, et je suis sûr que de nombreux Canadiens aimeraient que ce soit le cas. Dans le budget libéral, on dit que les Canadiens paieront 7 ¢ le litre dans le cas de l'essence et du diesel; cette taxe atteindra 17 ¢ le litre dans 4 ans.

Travaux des subsides

Là encore, il suffit de le demander à n'importe quel économiste: si les taxes sur le carburant augmentent, ne devrait-on pas s'attendre à ce que le coût des produits soit plus élevé à la fin de la chaîne de production? Bien sûr que oui. Je peux garantir que Shell, Esso, Petro-Canada et Costco n'absorbent pas ce coût supplémentaire de 17 ¢ le litre. Il a un effet direct sur les chauffeurs qui transportent les aliments, sur les agriculteurs qui les cultivent, sur les transformateurs et, bien sûr, sur les détaillants qui les vendent.

Ajoutons que les États-Unis n'interdisent pas les emballages en plastique pour les aliments. Ils n'imposent pas non plus de droits de douane sur les engrais qu'ils importent. Les États-Unis n'ont pas non plus de nouvelles règles d'étiquetage pour les engrais en vrac. Le Canada, par contre, met en place de nouvelles règles dans ces domaines. Selon des experts de l'industrie, le coût des produits au Canada augmentera de 15 milliards de dollars en raison de l'interdiction des plastiques visés par l'avis P2, de l'étiquetage des engrais en vrac et des nouvelles règles d'étiquetage des produits en plastique. Il ne s'agit pas d'un montant imaginaire, mais bien de coûts réels qui seront transférés au consommateur. Aucune industrie ne les absorbera.

Prenons l'exemple d'une chaîne d'approvisionnement très simple. Ce produit, et tout ce qui le compose, sera transporté par train, par voiture ou par camion, transformé, emballé, puis acheminé jusqu'au détaillant. À chaque étape, ce produit sera soumis à cette taxe. Les taxes en question seront donc transférées au consommateur, ce qui entraînera une hausse du prix des aliments.

Aujourd'hui, la famille canadienne moyenne dépensera près de 18 000 \$ pour son épicerie, soit le double de ce que cela lui coûtait par semaine sous les conservateurs. Le montant était de 160 \$ par semaine, et il est maintenant de 340 \$ par semaine. Ce sont des faits bien réels, et non imaginaires, et ils sont le résultat des taxes imposées par les libéraux.

Dans ma dernière minute, je tiens à mentionner qu'hier, la ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'à une époque où certains pays s'attaquaient à la recherche, à une époque où la liberté des chercheurs était en danger, nous continuions de croire dans la science et dans la recherche. J'ai trouvé cela très drôle, car les libéraux ont annoncé la fermeture de sept centres de recherche agricole aux quatre coins du pays, et il n'y a aucune région du pays qui ne soit pas touchée: Indian Head, en Saskatchewan; Lacombe, en Alberta; la ville de Québec; Nappan, en Nouvelle-Écosse; et Portage la Prairie, au Manitoba.

Le *National Post* a publié un excellent article qui, à mon avis, résume très bien la situation:

À grande échelle et à long terme, les recherches du secteur public en agriculture se traduisent par des aliments plus abordables et plus sains. Comme la recherche scientifique prend du temps, il faudra probablement des années avant que nous puissions déterminer l'ampleur [des conséquences] de ce recul pour le pays.

Alors que les libéraux parlent de soutenir la recherche et la science, ils ferment sept centres de recherche essentiels au Canada, et ils reviennent à de vieilles politiques libérales éculées comme le remboursement de la TPS, qui n'a pas fait baisser les prix à l'épicerie la dernière fois et ne fera pas non plus baisser le prix d'un seul article à l'épicerie cette fois-ci. Ils doivent appuyer notre motion, qui propose un plan concret pour faire baisser le prix des aliments au Canada.

• (1610)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Avant de passer aux questions et observations, je rappelle aux députés qu'ils ne devraient pas tenir leurs feuilles trop proches du microphone. Le bruit est très inconfortable pour les interprètes.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je me demande si le député peut m'expliquer comment, selon sa logique, il y a eu des années, en 2022 et en 2023, où l'inflation alimentaire au Canada était inférieure à celle des États-Unis et où la taxe sur le carbone était en vigueur à ce moment-là. Je pense aux observations que vous avez faites en laissant entendre que c'est la taxe sur le carbone pour les industries qui a fait en sorte que l'inflation alimentaire au Canada est plus élevée qu'aux États-Unis. Qu'est-il arrivé à ce principe auparavant, quand l'inflation alimentaire au Canada était inférieure à celle des États-Unis?

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Je rappelle au secrétaire parlementaire que je n'ai rien laissé entendre.

Le député de Foothills a la parole.

John Barlow: Madame la Présidente, les consommateurs canadiens auraient peut-être aimé que les libéraux s'arrêtent à la taxe sur le carbone pour les consommateurs, mais lorsqu'on ajoute une taxe sur le carbone pour les industries, une taxe liée à une norme sur les combustibles, une interdiction des plastiques visés par l'avis P2, l'étiquetage des engrais en vrac et, maintenant, de nouvelles règles d'étiquetage qui, comme je l'ai dit, ajoutent 15 milliards de dollars au coût de production des aliments, on voit l'inflation alimentaire passer d'une situation qui aurait pu être gérable jusqu'à 6 %, soit le double du taux des États-Unis, qui n'ont pas les mêmes régimes de réglementation et politiques fiscales non concurrentielles.

[Français]

Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, tout à l'heure, je disais à un député conservateur que je trouvais quand même étonnant le lien qu'on fait entre la taxe sur le carbone et l'inflation alimentaire. Il y a un lien qu'on peut faire, par contre, avec le coût de l'énergie. Quand le coût de l'énergie est élevé, ça peut effectivement créer de l'inflation. Si on analyse comme il faut le coût de l'énergie, on se rend compte que, depuis 2021, les pétrolières ont augmenté de façon radicale leurs marges de raffinage, de sorte qu'elles ont été en mesure, de 2021 à 2024, à faire des profits de 131 milliards de dollars. Quand j'écoute mes collègues conservateurs, ils ont l'air de trouver que ce n'est pas encore assez.

J'aimerais savoir si mon collègue est d'accord avec moi pour dire que, plutôt que de mettre fin à des normes qui sont essentielles à la transition énergétique, on devrait demander aux gloutons du pétrole de fournir leur part d'efforts en réduisant leurs marges afin qu'on puisse réduire l'inflation.

[Traduction]

John Barlow: Madame la Présidente, la question du député me donne l'occasion de commenter un autre point soulevé par un autre collègue, le whip du Parti libéral, qui a dit ne pas aimer entendre parler du spécialiste de l'alimentation. Les libéraux n'aiment que les experts de leur choix, pas les nôtres. Je tiens à préciser que lorsque nous citons le spécialiste de l'alimentation, nous parlons souvent du rapport sur les prix alimentaires. Comme le député l'a mentionné, l'énergie est un enjeu en ce qui concerne le prix des aliments et les besoins énergétiques. Nous devons veiller à avoir plus d'options en matière de sécurité énergétique, ce qui implique aussi la sécurité alimentaire, mais le rapport sur les prix alimentaires a été rédigé et préparé par des dizaines de scientifiques de partout au pays. Nous ne citons pas un seul expert. Ce document est le fruit du travail de dizaines et de dizaines de scientifiques et d'experts de partout au pays.

Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Madame la Présidente, je tiens à dire à mon collègue de Foothills que les pensées et les prières des habitants de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan sont avec lui et ses concitoyens.

Pendant son intervention, mon collègue a parlé de la hausse du coût de l'alimentation, et je viens de recevoir un courriel d'une personne de ma circonscription qui m'informe que sa pension de vieillesse a augmenté de 2,43 \$ par mois, soit 29 \$ par année. Elle m'a demandé comment elle pourrait s'en sortir, vu toutes les augmentations avec lesquelles elle doit composer.

Nous avons parlé de la taxe sur le carbone. La taxe sur le carbone est intégrée aux coûts de chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. J'aimerais donc que mon collègue nous en dise un peu plus à ce sujet. Est-il d'avis comme moi que ces coûts devraient peut-être être révélés aux Canadiens qui font leurs courses à l'épicerie, afin qu'ils comprennent, lorsqu'ils voient les étiquettes, où vont les taxes et ce que...

• (1615)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député de Foothills a la parole.

John Barlow: Madame la Présidente, je pense que c'est un excellent point. C'est la raison pour laquelle les libéraux étaient prêts à renoncer à leurs principes et à se débarrasser de la taxe sur le carbone pour les consommateurs. Ils ont commis l'erreur de l'inscrire sur les reçus et les factures, où les Canadiens pouvaient la voir. C'est pourquoi ils n'ont aucun problème à augmenter la taxe sur le carbone pour les industries et la taxe sur les carburants. Ils ont raison. Ils peuvent dire que la taxe est imaginaire, et les consommateurs ne peuvent pas la voir parce qu'elle ne figure pas sur la facture. S'ils veulent bien faire les choses, qu'ils l'indiquent sur...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député de Regina—Lewvan a la parole.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue de Foothills pour son discours remarquable. Comme je suis originaire de la Saskatchewan, le début de son discours m'a particulièrement touché. Il y a quelques années, il y a eu l'accident d'autobus de Humboldt. Chaque fois qu'une tragédie frappe le milieu du hockey, tout le monde est profondément bouleversé. Il y a quelques années, j'y repensais du point de vue d'un joueur de hockey, ayant moi-même joué au hockey et voyagé en autobus. Maintenant, je pense à mes enfants qui auraient pu se trouver dans ces autobus.

Travaux des subsides

Les gens de Regina—Lewvan et de toute la Saskatchewan sont de tout cœur avec le député de Foothills, les familles, l'équipe de hockey des Mustangs et tous leurs proches. C'est une période très difficile. Nos pensées vont à toutes les personnes touchées. Nous leur souhaitons bonne chance et que Dieu les bénisse.

Je vais maintenant passer, comme l'a fait mon collègue, à la motion de l'opposition que nous avons présentée. Je tiens vraiment à commencer par lire le libellé de cette motion. Je pense que, souvent, certains de nos collègues libéraux se contentent de suivre les instructions de vote données par le bureau du whip, sans avoir lu la motion. J'aimerais savoir ce qui les dérange dans cette motion, qui se lit comme suit:

Que, étant donné que le ministre des Finances a promis en octobre 2023 que le prix des aliments se stabiliserait « bientôt », que le premier ministre a déclaré en mai 2025 qu'il serait jugé en fonction des prix à l'épicerie, et que,

- (i) les Canadiens subissent la plus forte inflation alimentaire de tout le G7,
- (ii) l'inflation alimentaire a doublé depuis l'entrée en fonction du premier ministre,
- (iii) le taux d'inflation alimentaire au Canada est deux fois plus élevé qu'aux États-Unis,
- (iv) les banques alimentaires canadiennes enregistrent 2,2 millions de visites par mois,
- (v) le recours aux banques alimentaires a plus que doublé depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux,

la Chambre demande au gouvernement de présenter immédiatement un plan favorisant l'abordabilité des aliments, lequel:

- a) éliminerait les taxes cachées des libéraux sur les aliments, y compris,
 - (i) la taxe sur le carbone pour les industries, qui s'applique à l'équipement agricole, aux engrais et aux entreprises de transformation d'aliments, qui fait grimper les coûts de production des aliments et qui se répercute sur les consommateurs,
 - (ii) la taxe liée à la norme sur les carburants, imposée aux agriculteurs, aux camionneurs et à ceux qui nous fournissent des aliments, qui s'élève à sept cents par litre [...]

— d'après les données d'Environnement Canada —

[...] et augmentera jusqu'à 17 cents par litre,

- (iii) la taxe sur l'emballage des aliments, qui coûtera 1,3 milliard de dollars aux Canadiens;
- b) stimulerait la concurrence dans le secteur canadien de l'épicerie, qui est trop concentré.

Mes questions et observations porteront essentiellement sur la question suivante: qu'y a-t-il là-dedans qui puisse faire débat?

Les libéraux disent toujours qu'il n'y a pas de taxes cachées sur les aliments. Je vais lire une citation de Sylvain Charlebois, qui a participé à l'émission *Evan Bray Show*, en Saskatchewan, l'une de nos émissions téléphoniques les plus populaires, soit dit en passant. Voici exactement ce que Sylvain Charlebois, le « Food Professor », a dit à l'émission *Evan Bray Show*:

J'ai toujours cru qu'il était immoral de taxer les aliments. Cela ne devrait pas se produire, mais cela se fait et beaucoup de gens pensent que seuls les mauvais aliments sont taxés. Ce n'est pas vrai, car de plus en plus de produits sont touchés par l'inflation. Nous avons des règles financières farfelues au Canada. Par exemple, si vous achetez deux muffins et ils coûtent plus de 4 \$, ils ne sont pas taxables. S'ils coûtent moins de 4 \$, ils sont taxables. Si vous achetez quatre muffins, ils ne sont pas taxables. Si vous achetez cinq barres de céréales, elles sont taxables. Si vous en achetez six, elles ne sont pas taxables. Ce que je veux dire, c'est que les règles vont dans tous les sens et sont très déroutantes. J'ai toujours pensé que beaucoup de gens ne regardent même pas leurs reçus lorsqu'ils sont à la caisse, mais ils seraient surpris de savoir le montant de taxes qu'ils paient.

Travaux des subsides

Ce que le « food professor » a expliqué au sujet des taxes que l'on paie sur les produits d'épicerie contredit une partie des propos tenus par les libéraux. Je prépare les boîtes à lunch de mes enfants, pas autant que ma femme, évidemment, étant donné que je suis ici un peu plus souvent qu'à la maison. Il faut des muffins et des barres de céréales pour nos enfants, ainsi que du pain, des charcuteries et du fromage pour faire leurs sandwiches. Il faut tous ces ingrédients pour faire les repas qu'ils apportent à l'école. Tous ces produits sont taxés, car ce sont des produits transformés. Les libéraux ne racontent jamais vraiment cette partie de l'histoire.

Je sais que la situation est de plus en plus difficile pour les gens. Il y a beaucoup de familles. Comme je l'ai dit au début lorsque nous parlions de hockey, mes trois enfants jouent au hockey, et de très nombreux parents font maintenant l'épicerie lorsqu'ils se rendent dans d'autres villes dans le cadre de voyages de hockey. L'un des parents était stupéfait. Nous étions en voyage pendant deux jours, et nous avons dépensé 187 \$ pour deux sacs d'épicerie qui contenaient des fruits, des légumes, des charcuteries, du fromage et des petits pains. Ainsi, il est de plus en plus difficile de joindre les deux bouts. Je ne sais pas si certains de mes collègues d'en face ont le même genre de conversations avec des parents ou des aînés. Mon collègue de Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan vient de soulever un excellent point sur la faible augmentation de revenu que les aînés reçoivent. Comment peuvent-ils espérer pouvoir composer avec la hausse du coût du panier d'épicerie?

• (1620)

Comme on l'a dit, le coût des aliments augmentera de 1 000 \$ pour une famille de quatre personnes cette année. Je ne connais aucune prestation qui puisse compenser cette augmentation du coût des aliments.

Je m'interroge également sur la taxe liée à la norme sur les combustibles, qui coûte 7 ¢ le litre et qui passera un jour à 17 ¢ le litre. Mes collègues d'en face disent toujours qu'il n'y a pas de taxes cachées sur les aliments. Aujourd'hui, pendant la période des questions, notre chef a informé le premier ministre, qui ne le savait pas, que cette information provenait des documents d'Environnement et Changement climatique Canada.

Notre chef a posé une très bonne question au premier ministre, à laquelle il n'a pas répondu. Sommes-nous censés croire le premier ministre lorsqu'il affirme qu'il n'y a pas de taxe liée aux combustibles propres, ou devons-nous plutôt nous fier aux documents du ministère, qui indiquent que cette taxe ajoutera 17 ¢ le litre au prix de l'essence d'ici 2030? Je pense que je vais me fier à l'avis du ministère, là où sont les experts.

Comme l'a dit mon collègue de Foothills, si quelqu'un pense qu'une augmentation du prix du carburant n'a pas d'incidence sur le prix du panier d'épicerie, soit il se ment à lui-même, soit il ment aux autres, car tous les aliments vendus dans les épiceries sont transportés par camion à travers le pays et l'Amérique du Nord, car nos chaînes d'approvisionnement sont interconnectées.

Je tiens à clarifier un point dès maintenant pour les six ou sept personnes qui nous regardent: les droits de douane n'ont aucune incidence sur le prix des aliments. Les droits de douane sur les aliments importés au Canada sont très minimes. Pourtant, les libéraux essaient d'associer l'inflation alimentaire aux droits de douane et d'en faire un problème mondial, mais c'est totalement faux. Il y a très peu de tarifs qui touchent les prix à l'épicerie. Les libéraux

doivent assumer la responsabilité des décisions qu'ils ont prises au cours des 10 dernières années.

Je me souviens d'avoir posé une question à ce sujet à la période des questions. En 2023, le ministre des Finances avait déclaré que le gouvernement allait stabiliser les prix à l'épicerie au plus tard à l'Action de grâce. C'était il y a près de trois ans. À l'époque, les libéraux avaient présenté la même mesure d'aide que celle annoncée il y a quelques jours, c'est-à-dire un programme de remboursement ponctuel.

Je tiens à ce que tous les Canadiens sachent que ce programme de remboursement leur donnerait 10 \$ par semaine. Comme on sait que la plupart des Canadiens dépensent 300 \$ par semaine à l'épicerie, ils recevraient l'équivalent d'un coupon de 10 \$ pour payer une facture de 300 \$. Bien sûr, c'est de l'argent et les Canadiens accepteraient volontiers cette aide. Toutefois, ce programme ne changera rien au fait que le prix des aliments continue d'augmenter.

Nous voulons nous pencher sur les causes profondes du problème de l'inflation du prix des aliments, et nous devons examiner ce qui se passe dans notre propre pays. Aujourd'hui, la Banque TD a publié un rapport selon lequel les deux tiers des facteurs qui influencent le prix des aliments sont liés à la politique intérieure. Cela signifie que nous devons examiner ce que nous faisons et ce que les libéraux ont fait qui a contribué à la hausse des prix. On parle de la taxe sur le carbone pour les industries, de la norme sur les combustibles et du prix des emballages dont mon collègue a parlé. L'abandon du plastique dans les emballages coûtera 1,3 milliard de dollars.

Le fait de ne pas utiliser d'emballages en plastique va réellement augmenter le gaspillage alimentaire au pays. C'est ce que les transformateurs ont dit au comité de l'agriculture. Je sais que le ministre de l'Agriculture est assis à la table des enfants et qu'il n'a pas l'occasion de prendre une foule de décisions, mais le fait que nous tentions de limiter la capacité des transformateurs d'aliments à transporter des aliments de façon sécuritaire et à veiller à ce que ceux-ci soient conservés et aient une durée de conservation plus longue, c'est un problème que les libéraux ont créé. C'est entièrement de leur faute.

Nous avons lu la motion. Nous avons parlé d'un plan favorisant l'abordabilité des aliments, et nous avons dit clairement ce que nous voulons qu'il contienne. Je demande à mes collègues libéraux de lire la motion attentivement. Ils seront peut-être mal à l'aise. Ce n'est pas une bonne nouvelle d'apprendre que 2,2 millions de personnes ont recours aux banques alimentaires, mais c'est la réalité au pays.

Le Canada est le grenier du monde. On y trouve les meilleurs producteurs et les meilleurs agriculteurs. Nous devrions être en mesure de nourrir notre population. Cette incapacité et la hausse du prix des aliments sont en grande partie attribuables aux politiques mises en place par le gouvernement dans les 10 dernières années.

• (1625)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le député a largement contribué aux discours que les conservateurs tenaient il y a 18 mois, quand ils répétaient chaque jour que l'abolition de la taxe sur le carbone ferait disparaître l'inflation. Ils disaient que tous les problèmes liés à l'inflation seraient réglés. Ils disaient au gouvernement de se débarrasser de la taxe sur le carbone.

Comme tout le monde le sait, le nouveau premier ministre du Canada a pris un engagement en ce sens et nous nous sommes débarrassés de la taxe sur le carbone. Le premier ministre l'a éliminée pour augmenter le revenu disponible des Canadiens. Voilà la raison. L'effet sur l'inflation alimentaire n'a vraiment pas été celui que les conservateurs avaient prédit.

Pourquoi les Canadiens feraient-ils confiance aux idées que les conservateurs présentent aujourd'hui, quand on sait que certaines de leurs idées se sont avérées désastreuses?

Warren Steinley: Madame la Présidente, cette question serait un peu plus crédible si les libéraux cessaient de nous voler nos idées. L'idée de supprimer la TPS pour les acheteurs d'une première maison figurait dans notre programme électoral, et ils se la sont appropriée. C'était notre idée de supprimer la taxe sur le carbone pour les consommateurs, et ils se la sont appropriée. C'était notre idée d'offrir un compte d'épargne pour l'achat d'une première propriété afin que les Canadiens puissent épargner pour accéder à la propriété, et ils se la sont appropriée.

Comme l'a dit le chef conservateur, nous voulons collaborer et obtenir de meilleurs résultats pour les Canadiens. Lorsqu'il affirme que nos idées ne sont pas bonnes, le député serait beaucoup plus crédible si les libéraux cessaient de nous les voler. Cela ne nous dérange pas, mais ils devraient aller jusqu'au bout. Ils devraient supprimer les taxes sur le carbone pour les consommateurs et les industries, et abandonner la taxe sur les emballages alimentaires.

Nous avons énormément d'autres idées. S'ils veulent se les approprier, qu'ils le fassent, mais ils devraient faire un meilleur travail de mise en œuvre.

Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Madame la Présidente, je n'apprends rien à personne, et certainement pas au député, en disant que le premier ministre adore s'identifier comme un Européen. Il semble qu'il soit revenu pour servir les pays européens plutôt que le nôtre.

Je pense que tous les agriculteurs et tous les experts diront que, ces 10 dernières années, en matière d'agriculture, le gouvernement — celui que le premier ministre a conseillé — a adopté des faits fondés sur des politiques plutôt que des politiques fondées sur des faits. J'aimerais que le député parle de certaines des politiques européennes en matière de production céréalière et de transport du bétail, ainsi que de toutes les autres politiques, taxes et interdictions que les libéraux essaient d'appliquer au Canada et qui ne font qu'ajouter aux dépenses des agriculteurs, des producteurs et des consommateurs. On dirait presque que les libéraux ne savent pas d'où vient ce qu'ils mangent.

Que pense le député à ce sujet?

Warren Steinley: C'est une question difficile, mais très pertinente, madame la Présidente. Je remercie ma collègue de défendre sans relâche les intérêts des habitants de Lakeland.

Le problème, c'est qu'il y a de moins en moins de députés du côté des libéraux qui représentent des régions rurales. Ils sont de plus en plus déconnectés des gens qui produisent les aliments, les combustibles et les engrais qui font fonctionner le pays. Ce serait formidable qu'ils sortent plus souvent du centre-ville de Toronto, de Vancouver, d'Halifax ou de Moncton.

Quand j'entends certains de mes collègues, je pense avoir touché une corde sensible. Certains d'entre eux n'arriveraient pas à trouver une région rurale du Canada même avec une boussole pour les

Travaux des subsides

orienter. S'ils prenaient le temps de rencontrer certains producteurs sur le terrain, ceux-ci leur diraient que la taxe sur le carbone pour les industries et la norme sur les combustibles ont une incidence sur le carburant qu'ils utilisent et sur leur situation financière, ce qui fait augmenter tous les prix. Certains de ces effets concrets...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Il faut laisser du temps pour d'autres questions.

Nous poursuivons les questions et observations. La députée de Yorkton—Melville a la parole.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Madame la Présidente, nous savons tous que les libéraux veulent que nous achetions des produits canadiens et que les aliments canadiens sont les meilleurs. Cependant, leur production nécessite de l'engrais. Nous avons entendu parler d'un certain nombre de cas où le gouvernement s'en prend aux agriculteurs d'ici et à tous les types d'aliments qu'ils cultivent. Maintenant, en plus de ce qui a déjà été mentionné, le gouvernement veut qu'ils cultivent davantage de canola et davantage de grains, mais en réduisant leur utilisation d'engrais de 30 % d'ici 2030, c'est-à-dire dans 4 ou 5 ans.

Notre sécurité alimentaire est menacée, et j'aimerais que le député parle un peu de ce problème.

• (1630)

Warren Steinley: Madame la Présidente, c'est une excellente question. Le gouvernement demande toujours aux producteurs canadiens d'en faire plus avec moins, et la réduction de l'utilisation d'engrais en est un bon exemple. Les agriculteurs feraient un meilleur travail.

J'entends le député du Nord de la Saskatchewan bavarder. J'ai travaillé avec lui pendant de nombreuses années, et partout où il va, je dois réparer les pots cassés.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): À l'ordre. Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable députée de Vancouver-Est, Le logement; l'honorable député de Courtenay—Alberni, Les ressources naturelles; l'honorable députée de Saanich—Gulf Islands, Les finances.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole.

D'abord, je dois répondre à l'observation de mon collègue d'en face au sujet de mon ami et collègue du Nord de la Saskatchewan, qui en a fait plus au cours des 10 derniers mois que les 13 députés conservateurs qui représentent la Saskatchewan au cours de la dernière décennie. Franchement, je n'en reviens vraiment pas. C'est peut-être un bon sujet à traiter. Remettons pour ainsi dire les pendules à l'heure pour les députés d'en face.

Travaux des subsides

J'ai eu l'occasion de poser quelques questions aujourd'hui sur ce qui devrait amener les Canadiens à accorder crédit au genre d'idées que les conservateurs présentent aujourd'hui. Nous pouvons réfléchir à certaines des idées que leur chef actuel a eues ces dernières années. Les députés se souviennent-ils, il y a des années, des cryptomonnaies et de la multitude de personnes âgées qui ont perdu de l'argent, peut-être parce que le chef du Parti conservateur avait dit qu'il adorait les cryptomonnaies, en laissant peut-être même entendre qu'il s'agirait d'un excellent substitut au dollar canadien? Des gens ont perdu beaucoup d'argent à cause de ça.

Ensuite, les conservateurs ont eu une autre idée. Ils vont congédier...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Je demande à tout le monde de garder le silence pendant les discours. Merci.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, le chef du Parti conservateur a dit qu'il allait congédier le gouverneur de la Banque du Canada. C'est une idée qui n'a pas fait long feu, car il se trouve que le gouverneur a fait un travail phénoménal pour protéger l'économie canadienne en suivant l'évolution du taux d'inflation général afin d'ajuster le taux d'intérêt en conséquence. Au cours des dernières années, l'économie du Canada s'est exceptionnellement bien portée par rapport à celle des autres pays du G20.

Pour revenir au sujet dont nous avons beaucoup parlé aujourd'hui, la taxe sur le carbone, il y a un an et demi, tous les députés conservateurs qui prenaient la parole à la Chambre répétaient que l'inflation allait pratiquement disparaître si on éliminait la taxe sur le carbone. Puis, un nouveau premier ministre et 70 nouveaux députés sont arrivés du côté libéral, la politique a changé et la taxe sur le carbone a été éliminée. Nous avons pris cette mesure pour rendre le coût de la vie plus abordable. Il était très important pour le premier ministre et pour le caucus de se débarrasser de la taxe sur le carbone.

Que s'est-il passé? Si on se fie aux économistes conservateurs au sein de ce caucus, l'inflation alimentaire aurait dû être nulle. Or, les conservateurs ont ensuite trouvé toutes sortes d'excuses, comme lorsque le député de Foothills a dit que si le Canada connaît actuellement une inflation alimentaire, c'est parce que le pays impose la taxe X et la taxe Y. Le député a comparé le Canada aux États-Unis, car l'inflation alimentaire y est en fait un peu inférieure à ce qu'elle est ici ces jours-ci. Il a dit que l'inflation alimentaire au Canada était attribuable à ces taxes.

J'ai demandé au député de Foothills pourquoi le taux d'inflation alimentaire était plus élevé aux États-Unis qu'au Canada quand ce dernier avait une taxe sur le carbone. Je lui ai demandé comment c'était possible. Pourquoi le Canada affichait-il un taux d'inflation alimentaire inférieur à celui des États-Unis lorsqu'il appliquait la taxe sur le carbone?

Les conservateurs ont tendance à lancer des slogans sensationnalistes pour tenter de tromper les Canadiens, alors qu'ils savent très bien que leurs taxes imaginaires n'auront aucune incidence, contrairement à ce qu'ils affirment aux Canadiens à la Chambre ou dans les médias sociaux.

Je dirais que le principe de la motion dont nous débattons aujourd'hui est un autre exemple du fait que les conservateurs ré-

clament des mesures tout en sachant très bien qu'elles ne fonctionneront pas.

Une voix: Qu'il en donne un exemple.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, il y a la taxe pour les industries. Les députés savent-ils que c'est la province de l'Alberta qui, sous un gouvernement progressiste-conservateur, a été la première à instaurer une taxe pour les industries au Canada?

Une voix: C'était la première administration publique à le faire en Amérique du Nord.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je crois qu'effectivement, elle a été la première administration publique à le faire en Amérique du Nord, et elle était alors dirigée par un gouvernement progressiste-conservateur. Pourquoi les conservateurs ne s'en sont-ils pas débarrassés? En fait...

Des voix: Oh, oh!

● (1635)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Je rappelle aux députés qu'il ne s'agit pas d'une conversation.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, cela n'a aucune importance pour les conservateurs d'extrême droite aujourd'hui, car tout ce qu'ils veulent, c'est brandir haut et fort toutes sortes de renseignements, généralement trompeurs, dans le but de provoquer le mécontentement des Canadiens.

Les membres du caucus libéral sont tous préoccupés par l'inflation alimentaire. Tout le monde l'est. Voilà pourquoi nous avons présenté le projet de loi C-19, qui instaurerait l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels et fournirait une aide réelle et concrète pour les Canadiens. Cette mesure contribuerait réellement à améliorer la situation.

Les conservateurs sont en quelque sorte obligés de se rallier à nous en ce qui concerne cette mesure, car ils ne veulent pas être perçus comme s'y opposant. Ils ne voulaient pas d'un vote par appel nominal, mais ils étaient d'accord pour que la mesure soit adoptée avec dissidence. Maintenant, ils essaient de faire marche arrière et de dire qu'ils appuient la mesure. Bien sûr qu'ils devraient l'appuyer, car elle aiderait plus de 11 millions de Canadiens. C'est une bonne chose.

Que ce soit au moyen de projets de loi ou de politiques financières, le premier ministre et le gouvernement ont trouvé des façons d'aider les Canadiens et de bâtir un Canada fort. Je dis cela parce que je crois que ces mesures sont bien accueillies dans toutes les régions du pays.

Les Canadiens des circonscriptions conservatrices appuient bon nombre des initiatives proposées par le gouvernement, notamment le projet de loi C-19, qui prévoit un soutien pour l'épicerie et les produits essentiels, ainsi que des mesures telles que la réduction d'impôt pour la classe moyenne mise en œuvre par le premier ministre en juin, l'une de ses premières initiatives, qui profite à quelque 22 millions de Canadiens. J'ai déjà parlé de l'élimination de la taxe sur le carbone. En ce qui concerne les jeunes, les acheteurs d'une première maison peuvent faire construire une nouvelle maison sans avoir à payer la TPS. Toutes ces initiatives visent à aider les Canadiens.

Quand on entend le genre d'idées que les conservateurs présentent aujourd'hui, je pense que, même si nous sommes en situation de gouvernement minoritaire, ces idées ne seront pas adoptées. Les conservateurs ont-ils le soutien des députés du Bloc, du NPD ou des Verts? J'espère que non, mais nous devons attendre pour le savoir.

Les conservateurs ont tendance à présenter des projets de loi et des motions qui visent à recueillir des fonds pour le Parti conservateur et à mettre les gens en colère. Je le sais parce que, pour une raison que j'ignore, j'ai reçu à l'une de mes adresses courriel une lettre de collecte de fonds. Je reçois un certain nombre de courriels me demandant de l'argent, mais je n'ai pas donné un sou, et je n'ai pas l'intention de le faire.

L'ancien premier ministre Stephen Harper était à la tribune plus tôt aujourd'hui. Je suis sûr qu'il a été stupéfait de constater l'ampleur du virage à droite pris par les conservateurs actuels. Ils sont vraiment très à droite. Leur slogan est le suivant: « Le gouvernement n'a aucun rôle à jouer dans la société; qu'il se tasse du chemin ».

• (1640)

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, il est toujours divertissant d'écouter les interventions de mon collègue, le député libéral de Winnipeg-Nord. Plus il hausse le ton, plus je me questionne sur la véracité de ses propos.

J'ajouterais simplement ceci: si cette politique était si importante, si le nouvel ancien remboursement pour la nourriture était si important, pourquoi ne figurait-il pas dans le budget déposé il y a quelques mois? Pourquoi les libéraux ne l'ont-ils pas budgété? Le coût de cette mesure s'élève à 3 milliards de dollars. Si elle était si importante pour le nouvel ancien gouvernement, pourquoi ne figure-t-elle pas dans le budget?

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, il y a beaucoup de bonnes choses dans le budget. Parlons du Programme national d'alimentation scolaire, qui nourrit 400 000 enfants au Canada. C'est un programme nécessaire, et le premier ministre en a fait un programme permanent dans ce budget. Où est ce budget aujourd'hui? Les conservateurs font obstruction au projet de loi. Ils en parlent. En réalité, il y a beaucoup de choses dans ce budget.

J'encourage les députés à revoir leur position. S'il y a quelqu'un au sein du Parti conservateur aujourd'hui qui croit que le gouvernement a un rôle à jouer, il pourrait envisager un changement de chef, même s'il est peut-être un peu tard compte tenu des 87 %...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Cette remarque ne porte pas sur les travaux de la Chambre.

[Français]

L'honorable député de Jonquière a la parole.

Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, tout à l'heure, j'ai demandé à un collègue libéral qui cherchait la meilleure façon d'aider les plus vulnérables face à l'inflation alimentaire s'il ne trouvait pas que, d'augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse, c'était une bonne idée. Il nous a dit qu'il trouvait que les effets n'étaient pas assez intéressants. Nous allons le laisser avec ses affirmations, mais je vais réitérer ma question pour le secrétaire parlementaire.

Dans le contexte d'une augmentation de l'inflation alimentaire, le gouvernement ne devrait-il pas se ranger derrière la proposition du Bloc québécois et augmenter la pension de la Sécurité de la

Travaux des subsides

vieillesse, et ainsi, à tout le moins, gommer cette iniquité pour les gens de 65 à 74 ans, et peut-être, du même coup, régler le problème de Cúram, qui crée des délais qui sont inacceptables?

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, la bonne nouvelle, c'est que les gens à qui bénéficierait le plus l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels sont les personnes à revenu fixe, y compris un grand nombre de personnes âgées. Ces personnes en bénéficieraient grandement.

En ce qui concerne la Sécurité de la vieillesse, le gouvernement précéderait à augmenté les prestations de 10 % pour les personnes de 75 ans ou plus. Le raisonnement derrière ce choix était que la situation des personnes âgées n'est pas la même à 65 ans et à 75 ans, que ce soit pour les besoins médicaux, la capacité de travailler, et cetera. Je pense donc que la mesure était justifiée. De plus, pendant la campagne électorale de 2019, le premier ministre de l'époque avait promis cette hausse de 10 % aux prestataires de la Sécurité de la vieillesse âgés de 75 ans ou plus. Somme toute, le gouvernement actuel, et en particulier le premier ministre, soutient les personnes âgées, et l'allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels est un bon exemple de cet appui.

• (1645)

Will Greaves (Victoria, Lib.): Madame la Présidente, je pense que nous devrions tous, dans cette enceinte, faire preuve de compassion, car nos collègues conservateurs passent une mauvaise semaine. Les sondages montrent clairement que les Canadiens soutiennent le leadership du premier ministre. Les sondages montrent clairement que la plupart des Canadiens n'ont pas confiance dans le chef de l'opposition. Pour aggraver encore les choses, le dernier conservateur à avoir occupé le poste de premier ministre était présent à la Chambre aujourd'hui, rappelant à nos collègues d'en face cette sensation éphémère que procure le fait de remporter une élection.

Je compatissais avec eux, mais je trouve intolérable d'entendre nos collègues conservateurs s'efforcer ainsi de diviser les Canadiens. Comme nous l'avons entendu il y a quelques minutes, ils opposent le Canada rural au Canada urbain, comme si bon nombre de nos circonscriptions ne chevauchaient pas les deux, comme si les députés n'avaient pas l'obligation de représenter tous leurs concitoyens et comme si les députés urbains ne connaissaient pas et n'aimaient pas le Canada rural.

Ma question au député de Winnipeg est la suivante: serait-il d'accord pour dire que si les Canadiens appuient actuellement le premier ministre, c'est parce qu'il est profondément déterminé à rassembler les Canadiens, comme il l'a fait l'année dernière lorsqu'il a annoncé que la tarification du carbone pour les consommateurs serait supprimée parce qu'elle était source de division. Elle était source de division parce que les conservateurs l'attaquaient sans relâche depuis des années.

Mon collègue est-il d'accord pour affirmer que le premier ministre souhaite rassembler les Canadiens?

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, au cours des derniers mois, le premier ministre a montré très clairement à tous les Canadiens qu'il veut bâtir une approche de type « Équipe Canada », qui réunit les provinces et les communautés autochtones, et chercher des moyens de bâtir un pays fort et sain tout en aidant les Canadiens à composer avec le coût de la vie. Pensons à l'épicerie et aux besoins essentiels...

Travaux des subsides

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous devons reprendre le débat. La secrétaire parlementaire a la parole.

Leslie Church (secrétaire parlementaire des secrétaires d'État pour le Travail, pour l'Enfance et la Jeunesse, et pour les Aînés, et de la ministre de l'Emploi et des Familles (Personnes en situation de handicap), Lib.): Madame la Présidente, c'est un privilège de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui au sujet de la motion de l'opposition. Celle-ci reflète ce que nous entendons de la part de l'opposition depuis plusieurs mois, en fait. L'abordabilité des aliments et la réduction du coût de la vie sont de bonnes priorités, de manière générale. L'abordabilité des aliments compte d'ailleurs parmi nos principales priorités, de ce côté-ci de la Chambre. J'y reviendrai dans un instant.

Ce qui continue de me déranger dans cette motion, et en fait dans l'approche adoptée par les conservateurs, c'est que dès qu'on regarde un peu sous la surface, on découvre que l'opposition ne défend pas du tout l'abordabilité et qu'elle la bloque chaque fois qu'elle en a l'occasion. Au lieu de propos qui élèveraient le débat et nous permettraient de nous concentrer sur des façons de travailler ensemble pour relever les défis complexes et bien réels auxquels les Canadiens sont confrontés, les conservateurs répètent des affirmations au sujet de taxes cachées et imaginaires et diabolisent une réglementation qui vise à créer un environnement plus sain et des industries concurrentielles.

À une autre époque, les conservateurs partageaient les objectifs d'un environnement plus sain et d'industries concurrentielles. Il est peut-être plus facile d'imputer le prix du panier d'épicerie aux mesures que nous prenons pour réduire les déchets plastiques que d'expliquer l'inflation mondiale, les changements climatiques ou les longs et magnifiques hivers du Canada, mais ce n'est pas exact. Les mesures que nous prenons pour réduire les déchets plastiques et la pollution n'expliquent pas pourquoi l'abordabilité du panier d'épicerie est mise à rude épreuve.

Nous devrions parler du prix des engrais, des transports, des coûts de la main-d'œuvre, des secousses dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, de la guerre en Ukraine et même de la volatilité des prix dans le secteur de l'énergie. Nous devrions parler des droits de douane imposés par notre voisin du Sud, et même des changements climatiques qui augmentent la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, des sécheresses, des vagues de chaleur, des inondations et d'autres phénomènes extrêmes qui endommagent les cultures et réduisent les rendements agricoles. Les changements climatiques propulsent la hausse du prix des aliments, non seulement au Canada, mais aussi dans le monde entier.

La hausse du prix des pommes de terre au Royaume-Uni, du chou en Corée du Sud et du cacao en Afrique de l'Ouest est directement associée à des phénomènes extrêmes. Les conditions météorologiques extrêmes comme la chaleur, la sécheresse et les pluies diluviennes perturbent la transformation, le transport et l'entreposage. Elles peuvent également gâcher des aliments périssables pendant leur manutention et leur transport. Ces problèmes entraînent une hausse des coûts tout au long des chaînes d'approvisionnement. Des pénuries soudaines et des risques liés à la production peuvent entraîner un resserrement des marchés, des interdictions d'exportation et la volatilité des prix, mais les politiques sur le plastique protègent des lieux. Ces politiques réduisent le gaspillage. Elles permettent d'assainir les collectivités.

Quand je parle aux habitants de Toronto—St. Paul's, ils me disent qu'ils veulent réduire les déchets plastiques et la pollution. Ils savent que des plastiques se trouvent dans les Grands Lacs, dans les bassins hydrographiques, dans les sites d'enfouissement et dans notre propre corps et qu'ils nous affectent, nous et nos enfants, d'une manière que nous apprenons encore à connaître. Soyons sérieux et trouvons une voie pour réduire notre pollution par le plastique et protéger l'environnement et la santé humaine. Reconnaissons que nous sommes un pays mature et compétent où nous pouvons travailler à rendre la vie plus abordable et à protéger la nature intacte qui caractérise tant de régions de notre magnifique territoire.

À une autre époque, les conservateurs le savaient. Ils se sont battus contre les pluies acides et contre l'appauvrissement de la couche d'ozone. Ils ont présenté la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. Cependant, c'était il y a 40 ans. De nos jours, l'approche de l'opposition sème la division et jette le blâme sur les autres. Selon elle, protéger l'environnement, c'est mal. C'est une approche à courte vue et cynique. Qu'il s'agisse des plastiques ou des émissions provenant des carburants, il existe un moyen raisonnable de faire des progrès dans ces dossiers tout en rendant la vie un peu plus facile aux Canadiens.

Encore une fois, à une autre époque, les conservateurs auraient appuyé des incitatifs pour encourager l'industrie à adopter des pratiques plus propres, à innover dans ses façons de faire de sorte à augmenter la productivité et à créer un avantage concurrentiel pour le Canada et les entreprises, mais ce n'est pas le cas de nos jours. C'est décevant, car les Canadiens veulent un gouvernement et des dirigeants sérieux qui peuvent diagnostiquer les véritables problèmes et travailler avec les autres pour mettre en œuvre des solutions concrètes. Voilà pourquoi je suis fière de me battre pour les mesures prises par le gouvernement pour aider les Canadiens.

● (1650)

Il sera bientôt temps de faire sa déclaration de revenus. Les Canadiens constateront alors que nous avons réduit les impôts de 22 millions de nos amis et voisins d'un océan à l'autre en abaissant le taux d'imposition de base de 15 % à 14 %. L'Allocation canadienne pour enfants, qui est indexée sur l'inflation, aide 6 millions d'enfants au Canada en versant à leurs parents environ 8 000 \$ par année par enfant. Plus de 6 millions de Canadiens bénéficient aujourd'hui de notre régime de soins dentaires, qui leur permet d'économiser en moyenne près de 800 \$ par année en frais dentaires. Le Programme national d'alimentation scolaire, que nous avons récemment rendu permanent, peut aider une famille comptant deux enfants à économiser plus de 800 \$ par année en repas pour l'école. Notre plan pour les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants permet de réduire les frais partout au Canada, les familles de Toronto—St. Paul's économisant souvent plus de 10 000 \$ par année en frais de garde. Voilà le genre d'économies qui changent des vies et ouvrent de nouvelles possibilités aux familles.

Travaux des subsides

Qu'est-ce que ces programmes ont en commun? L'opposition a voté contre chacun d'entre eux. Les conservateurs disent que le soutien du gouvernement qui est destiné à ces programmes est du gaspillage et même de la foutaise. Je suis heureuse que l'opposition ait décidé de nous aider à faire adopter le projet de loi visant à mettre en œuvre la nouvelle allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Je me réjouis de cette coopération, car c'est ce à quoi devrait ressembler un plan pour favoriser l'abordabilité des aliments. La nouvelle allocation aiderait 12 millions de Canadiens à faire face au prix des aliments et des produits essentiels. Il s'agit d'un coup de pouce de cinq ans que nous accorderions par l'entremise de l'ancien crédit pour la TPS et d'une augmentation ponctuelle pour cette année seulement, qui augmenterait l'allocation de 50 %. Une famille pourrait s'attendre à recevoir 1 900 \$ cette année, et les aînés ou les jeunes adultes célibataires pourraient recevoir 950 \$ grâce à cette nouvelle allocation pour l'épicerie.

Le plan ne se limite pas à ça. Il comprend aussi une stratégie nationale de sécurité alimentaire et il nous aidera à augmenter la production alimentaire au Canada. Nous allons offrir la passation en charges immédiate pour les serres, améliorer les chaînes d'approvisionnement en travaillant avec l'industrie, accroître la concurrence dans le secteur de l'épicerie en travaillant avec le Bureau de la concurrence, mettre en œuvre l'affichage du prix unitaire et appliquer des mesures contre les pratiques anticoncurrentielles, de sorte qu'avec le temps, non seulement nous augmenterons la production alimentaire canadienne, mais nous réduirons les prix à l'épicerie pour les consommateurs.

En résumé, le gouvernement fédéral a un plan sérieux qu'il met en œuvre. Ce n'est pas une solution miracle, mais un élément d'un plan qui vise à faire croître notre économie et à créer de la prospérité. Il s'agit d'un plan pour nous aider à reprendre le contrôle des chaînes d'approvisionnement, à protéger les finances publiques et à positionner l'industrie nationale en fonction de l'évolution de la demande mondiale. Il vise à créer des débouchés économiques et à accroître la collaboration et la compétitivité à l'échelle mondiale.

Une économie plus forte et plus concurrentielle permet de faire beaucoup de choses. Cela permet de réduire les coûts de production et de transport, d'atténuer les risques en cas de crise mondiale, de favoriser la concurrence sur les marchés, de renforcer la résilience climatique et, surtout, de stabiliser les prix au fil du temps. Voilà ce que fait le gouvernement afin de bâtir le Canada pour les Canadiens. Nous bâtissons une économie plus forte et plus concurrentielle, nous travaillons pour les Canadiens, nous soutenons les plus vulnérables et nous améliorons notre filet de sécurité sociale au moment où les gens en ont le plus besoin. Nous aidons les Canadiens à se nourrir parce que le pouvoir économique est l'un des moyens les plus efficaces de faire en sorte que le coût des aliments et le coût de la vie restent abordables. C'est ce que nous faisons et c'est ce que nous continuerons de faire tout en contribuant à créer un environnement plus propre, plus sain et plus sûr pour tous.

C'est la beauté du Canada et du fait de travailler avec et pour les Canadiens. Ceux-ci savent qu'avec un gouvernement sérieux, ils peuvent compter sur lui pour apporter des changements et faire le gros du travail en mettant en place les programmes et les mesures de soutien qui contribueront à renforcer notre économie, à rendre le coût de la vie plus abordable, à protéger notre environnement et à bâtir un Canada prospère pour tous.

• (1655)

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Madame la Présidente, il y a tellement de choses qui clochent dans ce discours et tellement de choses que je trouve profondément offensantes pour un agriculteur et un éleveur comme moi, qui élève du bétail et qui cultive la terre dans les magnifiques coulées qui mènent à la vallée de la Qu'Appelle, en Saskatchewan. Dans mon ranch, l'été, le bruit des insectes, des arbres frémissants, de l'herbe ondoyante et de la magnifique nature dont s'occupent les agriculteurs et les éleveurs est presque assourdissant.

Il n'y a pas plus d'environnementalistes au Canada qu'il y a de producteurs agricoles. Pourtant, quelqu'un qui vit au centre-ville de Toronto, probablement l'endroit le plus touché par l'homme au Canada, nous fait la leçon. Le centre-ville de Toronto, c'est du ciment et de l'asphalte. Il n'a rien à voir avec la nature et quelqu'un qui vit là nous dit comment gérer la politique agricole.

Comment diable peut-elle expliquer aux agriculteurs canadiens qu'ils doivent payer une taxe sur les engrais et le combustible qui produit de la nourriture pour les Canadiens, alors qu'elle vit au beau milieu d'une jungle de béton?

Leslie Church: Madame la Présidente, d'abord et avant tout, je n'ai rien fait de tel. J'ai tout simplement mis l'opposition conservatrice au défi de collaborer avec nous et de débattre de cette question en s'appuyant sur des faits, et non sur des données fictives.

Je tiens à ce que le député d'en face sache que je représente peut-être fièrement une circonscription du centre-ville de Toronto, mais que j'ai grandi au cœur de l'Alberta. Je connais un peu le Canada, d'un océan à l'autre, et j'en suis fière. Je tiens également à ce que le député d'en face sache que le gouvernement est en train de bâtir une économie canadienne unifiée. Il ne s'agit pas de semer la division entre les agriculteurs et les centres urbains ou entre les riches et les pauvres. Il s'agit de permettre à notre pays de traverser les moments difficiles des prochaines années, de survivre et de prospérer. Pour ce faire, il faut bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Madame la Présidente, ce que cette personne ne comprend pas, c'est la beauté de ce pays qui existe déjà et dont le gouvernement n'a absolument pas tenu compte lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir. Dans notre pays, des secteurs de l'économie peuvent s'enorgueillir de grandes réalisations. C'est le cas, par exemple, de l'agriculture, grâce à laquelle le Canada est devenu le pays le novateur et plus respectueux de l'environnement lorsque vient le temps de produire des aliments. Le Canada produit moins de 2 % des gaz à effet de serre dans le monde. Je l'ai dit dans les salles de classe: si on prenait une tarte et qu'on la scindait en 100 morceaux, le Canada représenterait moins de deux petites pointes.

Est-ce que notre pays continue d'innover? Absolument. Toutefois, on nous accuse de ne pas collaborer alors que, je tiens à le souligner, aucune frontière ne sépare l'environnement du Canada de l'environnement des autres pays. Que fait le gouvernement dans ses relations avec l'Inde, les États-Unis et la Chine, en ce qui concerne les gaz à effet de serre? Le Canada est l'un des pays qui en émet le moins, pas le contraire. La députée devrait avoir honte de son comportement.

Travaux des subsides

Leslie Church: Madame la Présidente, la politique et le plan du gouvernement prévoient de l'aide et d'autres mesures que les agriculteurs et le secteur accueilleraient favorablement, qu'il s'agisse de renforcer les chaînes d'approvisionnement, de financer les chemins de fer et les ports ou de favoriser les biocarburants.

Je sais que même les Albertains se soucient beaucoup de l'environnement. Ils se soucient de la nature vierge des parcs nationaux ou des contreforts des Rocheuses; ces endroits sont également importants. Tout ce que je dis, c'est que les Canadiens sont des gens sérieux, adultes et compétents qui savent que nous pouvons à la fois rendre les aliments abordables, faire des progrès dans ce domaine, tout en protégeant les merveilles et la nature qui font la beauté du Canada.

• (1700)

Will Greaves (Victoria, Lib.): Madame la Présidente, il est décevant de constater qu'encore une fois, la stratégie privilégiée par le parti de l'opposition consiste à monter les Canadiens les uns contre les autres, et à essayer de convaincre les Canadiens des régions rurales et des provinces des Prairies que le gouvernement se moque d'eux. L'insistance des députés de l'opposition à dire qu'ils sont les seuls à parler au nom des vrais Canadiens est l'un des principaux facteurs de division dans la politique canadienne. C'est une honte. En fait, ce sont ces députés qui devraient présenter des excuses à la Chambre. Ils devraient s'excuser auprès de ma collègue.

Je demande à ma collègue de St. Paul's si elle souhaite donner des précisions sur le problème du coût des aliments qui accable de nombreux Canadiens, qu'ils vivent à la ville ou à la campagne, et sur la réponse que le gouvernement apporte à ces besoins tout en unifiant le pays.

Leslie Church: Madame la Présidente, le problème du coût de la vie touche tous les Canadiens. Dans ma circonscription, St. Paul's, tant les aînés à revenu fixe que les jeunes et les nouveaux arrivants bénéficieront de la nouvelle allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels que nous proposons. C'est en partie pour cette raison que cette politique a été conçue. L'allocation en est le premier élément, l'autre étant l'établissement d'une stratégie de sécurité alimentaire en guise de solution à long terme.

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour appuyer la motion présentée par le chef de l'opposition, une motion qui relève de la théorie économique, mais qui touche aussi la vie quotidienne, que ce soit à la ferme, dans les régions rurales ou dans les cuisines des foyers canadiens. Je prends la parole non pas comme député, mais comme personne active dans le milieu agricole. Je suis agriculteur. Je suis pleinement conscient des coûts liés à la production, au carburant et au transport, ainsi que des contraintes propres à la production alimentaire au Canada. Lorsque je parle du prix des aliments, je le fais en connaissance de cause. C'est mon expérience dans les champs et à la ferme qui parle.

En octobre 2023, le ministre des Finances a promis que le prix de l'alimentation allait se stabiliser sous peu. En mai 2025, le premier ministre a déclaré qu'il serait jugé en fonction des prix à l'épicerie. À ce compte-là, les Canadiens ont déjà tranché. L'augmentation du prix des aliments demeure parmi les plus élevées du G7: elle est deux fois plus élevée qu'à l'arrivée du premier ministre au pouvoir et environ le double de celle que l'on observe aux États-Unis. Chaque mois, les banques alimentaires locales enregistrent près de 2,2 millions de visites, et la fréquentation a plus que doublé depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement.

En tant qu'agriculteur, je vois les deux côtés de la médaille: les familles qui ont du mal à payer leur épicerie et les agriculteurs qui ont du mal à gérer la hausse des coûts de production des aliments. Je vais donner un exemple tiré de ma circonscription. Il n'y a pas si longtemps, j'ai rencontré une jeune famille ayant une exploitation mixte. Les membres de la famille travaillent de longues heures, ils aident leurs voisins et soutiennent discrètement leur communauté, ils commanditent la patinoire locale, donnent à des collectes de fonds et interviennent lorsque d'autres sont dans le besoin. Ce sont des gens fiers et endurcis qui ne demandent pas la charité. Pourtant, le coût de leurs intrants, comme le diesel, les engrais, la réparation des machines et le transport, a augmenté beaucoup plus rapidement que le prix qu'on leur donne pour leurs céréales et leur bétail. Leurs marges de profit sont mises à mal.

Aujourd'hui, cette famille d'agriculteurs compte sur la banque alimentaire locale pour nourrir ses enfants. C'est quelque chose de profondément difficile à admettre pour elle. Ces gens sont poussés vers les banques alimentaires non pas parce qu'ils ne veulent pas travailler, mais parce que les politiques publiques ont fait grimper le coût de production et que leurs revenus n'ont pas suivi. Les agriculteurs ne sont pas à blâmer dans cette situation; ce sont les politiques publiques qui sont un échec.

Il n'y a pas que les prix à l'épicerie. Il y a aussi l'augmentation des coûts de production. Ces politiques mettent les agriculteurs à rude épreuve, des semences à la récolte, sans oublier le transport, et rongent leurs profits. Si le coût des intrants augmente plus vite que les revenus, les agriculteurs réduisent leurs dépenses, reportent leurs investissements et se retrouvent au bord du gouffre. Quand le gouvernement ajoute la taxe sur le carbone pour les industries, fait grimper le prix du carburant avec le Règlement sur les combustibles propres et impose de nouvelles taxes sur les emballages alimentaires, ça ne fait pas qu'augmenter les prix à l'épicerie, ça nuit directement à la viabilité des fermes familiales. Les aliments n'apparaissent pas comme par magie sur les tablettes des épiceries. Il faut les cultiver, les récolter, les transformer, les transporter, les emballer et les distribuer. Chaque étape de ce processus coûte de l'argent.

Quand les politiques gouvernementales font augmenter les coûts, ce sont les consommateurs qui paient plus cher. La taxe sur le carbone pour les industries s'applique au carburant employé pour l'agriculture, la production d'engrais, le séchage des grains et la transformation des aliments. Dans ma ferme, cela signifie des coûts plus élevés pour faire fonctionner les tracteurs, sécher le grain et acheter de l'engrais. Le Règlement sur les combustibles propres a déjà ajouté environ 7 ¢ le litre au prix du diesel, et ce montant va augmenter à 17 ¢. En Saskatchewan, où les distances sont grandes, cela augmente directement le coût de production et de livraison des aliments. La taxe proposée sur les emballages alimentaires ajoutera 1,3 milliard de dollars de coûts qui finiront par se répercuter en épicerie.

Les députés d'en face disent que ces taxes sont imaginaires. Croyez-moi, ce n'est pas le cas. Elles figurent sur mes factures de carburant, d'engrais, de transport, de pièces d'équipement et, au bout du compte, elles font augmenter le prix des aliments. En fait, en Saskatchewan, il y a un poste sur les factures de gaz naturel intitulé « taxe sur le carbone ». Nous savons déjà ce qui se passe quand ces taxes sont supprimées. Quand la taxe sur le carbone pour les consommateurs a cessé de s'appliquer au mazout, les prix ont immédiatement baissé, apportant un soulagement aux familles. Cela prouve que ces taxes sont bien réelles et qu'elles font partie du coût de la vie. Quand on les supprime, l'effet se fait ressentir immédiatement.

Si le fait de retirer une partie de la taxe sur le carbone aide les familles, alors retirer la taxe sur le carbone pour les industries et le Règlement sur les combustibles propres de la production et du transport des aliments contribuerait grandement à réduire le coût des aliments. Les agriculteurs ne demandent pas un traitement de faveur, ils veulent juste qu'on fasse preuve de gros bon sens en arrêtant de taxer la production et le transport des aliments.

● (1705)

En fait, ce matin, à la réunion du comité de l'agriculture, j'ai demandé directement à des témoins si cela avait un effet. Est-ce que la taxe sur le carbone pour les industries, la taxe sur les emballages alimentaires et la norme sur les combustibles propres les touchent directement? Bon sang, ils avaient beaucoup de choses à dire. C'est un coût direct et il pèse sur leurs activités. La réglementation excessive et la lourdeur du fardeau fiscal les exposent au risque réel de perdre leurs entreprises. Nous ne pouvons pas rendre les aliments plus abordables en les rendant plus chers à produire.

La deuxième partie de la motion, qui vise à stimuler la concurrence dans le secteur canadien de l'épicerie, est également essentielle. Une concurrence accrue profiterait à la fois aux agriculteurs et aux familles. Cette motion favorise le gros bon sens. Elle reconnaît que la politique fédérale établit le cadre qui régit la culture, le transport et la vente des aliments. À l'heure actuelle, ce cadre fait grimper le prix des aliments. Les Canadiens ont besoin de politiques pragmatiques qui concilient les objectifs environnementaux avec l'abordabilité, la compétitivité et la sécurité alimentaire. Nous ne pouvons pas décarboner et désindustrialiser l'agriculture. Nous ne pouvons pas faire baisser le prix des aliments en taxant les outils que les agriculteurs utilisent pour nourrir le pays.

Cette motion montre une voie claire: supprimer les taxes cachées qui font grimper le coût des aliments et qui accroissent la concurrence dans le secteur de l'épicerie. Si le premier ministre veut être jugé en fonction des prix à l'épicerie, il devrait appuyer cette motion et y donner suite.

Il y a tellement de façons dont nous pouvons contribuer à réduire le coût du panier d'épicerie au Canada. Ces taxes écrasent les agriculteurs. Ils ne peuvent pas simplement arrêter d'utiliser du diesel et des engrais.

Je vais donner un exemple tiré de mon exploitation agricole. Les libéraux ont présenté un plan visant à réduire l'utilisation d'engrais de 30 %, mais je veux qu'ils sachent qu'il n'y a jamais eu de corrélation directe. Si nous réduisons l'utilisation d'engrais de 30 % au Canada, cela n'entraînera pas une baisse de la production de seulement 30 %. Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. Les producteurs ont besoin d'une certaine quantité d'engrais. Les cultures ont besoin d'une certaine quantité d'azote et de phosphore. Si nous ré-

Travaux des subsides

duisons les nutriments des cultures, la production ne baissera pas de seulement 30 %. Ce sera bien pire. Les méthodes agricoles s'appuient sur beaucoup de données scientifiques.

Croyez-moi: les agriculteurs ne veulent pas dépenser un sou de plus que nécessaire pour les engrais et les herbicides. Ils ont déjà essayé de limiter le plus possible leurs intrants. Les marges de profit sont déjà très minces au Canada. Ce n'est pas comme si les agriculteurs veulent utiliser le plus de produits possible. Quand le gouvernement libéral impose une réduction des engrais, il pénalise les agriculteurs sur toute la ligne.

Si les députés veulent parler d'environnement, comme l'a dit la dernière intervenante, je peux en parler pendant des jours. J'ai eu le plaisir d'enseigner le pâturage durable et la séquestration du carbone pendant 20 ans dans de nombreux pays. Je peux dire que le Canada est un chef de file dans ce domaine. De nombreuses études au Canada font état de producteurs qui ont modifié leurs méthodes de pâturage, en ne changeant que la façon dont ils utilisent leurs terres. Nous séquestrons maintenant jusqu'à 12,5 tonnes de carbone par hectare. Le Canada est un chef de file en matière d'agriculture régénératrice et durable. Le gouvernement fédéral nous en attribue-t-il le mérite? Non, il ne le fait pas.

Par exemple, une grande partie de la culture sans labour a été mise au point par Pat Beaujot, un très bon ami à moi, qui a créé une entreprise appelée Seed Hawk. L'entreprise utilise des méthodes de culture sans labour qui perturbent le sol le moins possible et qui permettent de garder le carbone dans le sol, là où il doit être, au lieu de le libérer dans l'atmosphère. Il s'agit d'une invention canadienne. Pourtant, les libéraux disent que nous devons utiliser les données de référence de 2005, soit juste après l'introduction de cette technologie en Saskatchewan. Les députés d'en face font preuve de tellement d'hypocrisie. Les libéraux prétendent être les champions de l'environnement, mais, au bout du compte, leur seule solution, c'est d'imposer des taxes. C'est tout ce qu'ils veulent faire.

Dans le cas contraire, les Canadiens, y compris les agriculteurs, les familles et les gens qui ont recours aux banques alimentaires, tireront leurs propres conclusions. Je voterai fièrement en faveur de cette motion et j'encourage tous les députés à faire de même.

● (1710)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je ne suis pas moi-même agriculteur, mais, au fil des ans, j'ai vécu au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. J'ai visité de nombreuses exploitations agricoles. J'ai parlé à des éleveurs de bovins, de porcs et de poulets. Je me suis rendu sur place, j'ai conduit des tracteurs, ce genre de choses. Je comprends, tout comme le premier ministre, le rôle important que les agriculteurs jouent aujourd'hui. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons été en mesure de combler le fossé et de résoudre le problème du canola, et j'espère que cela aura des répercussions très positives dans les Prairies.

Au bout du compte, il s'agit effectivement de taxes imaginaires, parce que si quelqu'un va à l'épicerie et achète une douzaine d'œufs, de la viande hachée et du lait, il n'y a pas de taxe. Les conservateurs essaient de donner l'impression qu'il y a une taxe directe sur ces reçus. Le député n'est-il pas d'accord?

Affaires émanant des députés

Steven Bonk: Madame la Présidente, je ne suis absolument pas d'accord sur ce point. Par exemple, si le député d'en face parlait en voyage et calculait tous les coûts de son voyage, si une partie du coût était du carburant, il saurait qu'il y a une taxe sur ce carburant. Cela n'augmente-t-il pas le prix de son voyage? Le calcul est très simple. Je ne sais pas comment les libéraux peuvent s'imaginer que rendre la production alimentaire plus coûteuse va en fait faire baisser les prix.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, nous venons de constater à quel point les libéraux manquent de jugement dans le débat sur ce dossier. Mon collègue a prononcé un excellent discours en se basant sur son expérience comme producteur. Les libéraux sont demeurés très silencieux, car ils ne connaissent pas grand-chose à l'agriculture. Le député a parfaitement décrit la situation. Le prix du bœuf a augmenté de 33 % au pays, le prix du café a augmenté de 30 % et le prix de la laitue, de 40 %. Voilà l'effet direct de l'augmentation des coûts liés à la culture et à la production de ces aliments. Je ne sais pas pourquoi les libéraux ne s'en rendent pas compte.

Il y a une autre chose. Mon collègue peut-il parler du fait qu'il n'y a pas de droits de douane sur les aliments? Les libéraux essaient de faire peur à tout le monde en disant que c'est un problème d'origine américaine, alors qu'il est d'origine canadienne.

Steven Bonk: Madame la Présidente, c'est le gros bon sens. Plus il y a de taxes et de réglementation, plus l'ensemble des prix augmente. Les producteurs de produits primaires du Canada sont parmi les meilleurs au monde. Nous trouvons profondément choquant que les libéraux, qui n'ont absolument aucun lien avec l'agriculture, nous disent comment nous devrions gérer nos exploitations agricoles. Ils nous disent que nous devrions penser à l'environnement, alors que personne ne se soucie plus de l'environnement que les gens qui en vivent. En fait, dans les Prairies, nous nous appelons les conservateurs verts, et non les conservateurs bleus, parce que nous nous préoccupons énormément de la santé de nos terres, de nos sols et de nos prairies.

• (1715)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Comme il est 17 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

[Français]

Le vote porte sur la motion.

[Traduction]

Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

John Barlow: Madame la Présidente, je demande un vote par appel nominal.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote est reporté au mercredi 4 février, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

L'hon. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 17 h 30, afin que nous puissions passer à l'heure réservée aux affaires émanant des députés.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): D'accord?

Des voix: D'accord.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Traduction]

L'USAGE DE TERRAINS FÉDÉRAUX POUR LES VÉTÉRANS

Alana Hirtle (Cumberland—Colchester, Lib.) propose:

Que:

a) la Chambre reconnaisse,

- (i) que le gouvernement réalise des investissements historiques dans les Forces armées canadiennes (FAC) afin d'atteindre les objectifs de financement de l'OTAN plus tôt que ce que prévoyaient ses engagements,
- (ii) l'hypothèse selon laquelle un nombre croissant de membres des FAC entraînera une augmentation du nombre de vétérans canadiens au cours des prochaines décennies;

b) une instruction soit donnée au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de mener une étude sur d'autres usages possibles des terrains et des bâtiments fédéraux sous-utilisés et excédentaires, de manière à contribuer à la redynamisation des communautés en les transformant en centres offrant des services aux vétérans, pourvu que,

(i) le Comité consacre au moins quatre réunions, mais pas plus de six, à cette étude,

(ii) le Comité fasse rapport de ses conclusions à la Chambre des communes dans les six mois suivant l'adoption de la présente motion.

— Madame la Présidente, à l'heure actuelle, dans ma circonscription, Cumberland—Colchester, un bâtiment raconte simultanément deux histoires. Le manège militaire Colonel James Layton Ralston, à Amherst, en Nouvelle-Écosse, nommé en l'honneur d'un héros de guerre décoré et ancien ministre de la Défense nationale, est aujourd'hui vacant, à l'heure même où les anciens combattants de notre communauté ont du mal à trouver un logement abordable et à accéder aux services de santé physique et mentale qu'ils méritent pour avoir servi leur pays. Le manque de logement est un problème, mais nous avons le pouvoir de le résoudre si les personnes ici présentes sont prêtes à travailler ensemble. La motion M-16 vise à connecter ces deux réalités, en transformant les propriétés fédérales qui ne sont pas exploitées à leur plein potentiel en carrefours communautaires dynamiques qui apporteront un soutien réel aux femmes et aux hommes qui ont porté l'uniforme pour nous servir.

Voici pourquoi j'estime que nous devons tenir cette conversation sans tarder. Nous sommes en train d'effectuer des investissements historiques dans les Forces armées canadiennes. Nous sommes en voie d'honorer les engagements que nous avons pris envers l'OTAN avant la date prévue. Cela signifie qu'au cours de la prochaine décennie, nous devrons nous préparer à accueillir des milliers de nouveaux militaires qui deviendront un jour des anciens combattants. Il ne s'agit pas seulement de régler les problèmes actuels. Il s'agit d'anticiper les besoins futurs grâce à une planification intelligente qui sert les intérêts des anciens combattants, des collectivités et des contribuables.

Voyons les possibilités qui s'offrent à nous. Le manège militaire Ralston est un édifice historique qui a des racines profondes dans le patrimoine militaire de la Nouvelle-Écosse. Les North Nova Scotia Highlanders y avaient élu domicile. C'est le régiment qui a débarqué sur la plage Juno le jour J pour affronter la 12^e division SS Panzer dans les champs de blé de la Normandie. Là-bas, ce régiment a payé un prix dévastateur: 80 morts et 200 blessés ou capturés au cours des premiers jours brutaux de la campagne; 13 des soldats capturés ont été exécutés par la SS. Pour les habitants de nos collectivités, ces gens n'étaient pas des chiffres abstraits. Il s'agissait de fils, de frères et de pères dont le sacrifice avait contribué à libérer l'Europe.

Affaires émanant des députés

Ce bâtiment, qui est le leur, se trouve maintenant dans les limbes administratifs. Il a été désigné comme un bâtiment excédentaire en 2016, puis a fermé de façon inattendue en 2020 en raison de problèmes structurels et a de nouveau fermé ses portes en 2025 à cause de préoccupations environnementales. La communauté s'est battue pour le sauver, mais en l'absence d'engagements à long terme visant à assurer une voie claire pour l'avenir, il restera inutilisé et son potentiel ne sera pas exploité.

Je demande aux députés d'imaginer que le manège militaire puisse devenir un centre de ressources pour les anciens combattants, avec des logements abordables conçus pour les anciens combattants en transition vers la vie civile, des services de santé mentale, des groupes de soutien par les pairs, des bureaux d'orientation professionnelle, des salles de réunion où des groupes d'anciens combattants locaux pourraient se réunir et un nouveau musée honorant l'héritage des Highlanders, afin de rappeler à tous ceux qui franchissent le seuil ce que sont réellement le service et le sacrifice. Ce n'est pas une idée fantaisiste. Cette motion vise à déterminer comment nous pourrions transformer des bâtiments, comme le manège militaire Ralston, en solutions qui honorent le passé tout en étant au service du présent.

La circonscription de Cumberland—Colchester n'est pas la seule à avoir ce potentiel. Mon collègue de Brandon—Souris, en face, représente une circonscription où la Société immobilière du Canada a déjà indiqué que des biens fédéraux pourraient être utilisés pour construire des logements. Que se passerait-il si cela donnait naissance à un autre centre de services pour les anciens combattants qui offrirait un soutien complet au Manitoba? Il y a des biens fédéraux semblables dans Kamloops—Shuswap—Central Rockies qui sont sous-utilisés. Les anciens combattants de la Colombie-Britannique méritent le même niveau de soutien coordonné que celui que nous envisageons de mettre en place en Nouvelle-Écosse.

La liste est encore longue. Je pourrais attirer l'attention des députés sur les biens fédéraux d'un bout à l'autre du pays qui pourraient servir davantage, non pas dans l'avenir, mais dès maintenant.

Cette motion donnerait instruction au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires d'examiner les meilleures façons de concrétiser cette idée. Le comité entendrait des anciens combattants. Il consulterait des experts en immobilier et en logement. Il examinerait des modèles efficaces d'autres administrations. D'ici la fin de la session, nous aurions des recommandations concrètes prêtes à être mises en œuvre.

Certains se demanderont peut-être pourquoi nous devrions nous concentrer là-dessus maintenant. C'est parce que la crise du logement touche l'ensemble du Canada, et que les anciens combattants ne sont certainement pas à l'abri des difficultés. C'est parce qu'il ne devrait pas être nécessaire de sillonner la province et de se rendre dans une dizaine de bureaux différents pour obtenir des services de soutien en santé mentale. Enfin, c'est parce que nous faisons de grandes promesses aux Canadiens quand nous leur demandons de servir leur pays, et que nous devons nous acquitter de ces promesses même après la fin de leur service militaire. Nous sommes tenus de le faire, et nous en avons l'occasion.

Soyons clairs sur un autre point: c'est logique sur le plan financier.

• (1720)

Services publics et Approvisionnement Canada s'efforce déjà de se défaire de locaux fédéraux sous-utilisés d'ici 2034, ce qui devrait

permettre de réaliser des économies sur le plan opérationnel de 2,45 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Nous allons de toute façon nous débarrasser de ces propriétés. La question est de savoir si nous le faisons de manière stratégique et délibérée, de façon à résoudre des problèmes réels pour du vrai monde, ou si nous nous contentons de liquider les actifs sans tenir compte de la situation dans son ensemble.

La motion n° 16 nous invite à agir de manière stratégique et délibérée. Assurons-nous que, lorsque nous retirons les propriétés fédérales concernées de nos livres comptables, nous créons quelque chose qui a une valeur durable.

Voici pourquoi la motion me plaît. Elle profite à tout le monde. Pour les anciens combattants, elle propose l'idée de services coordonnés dans des lieux communautaires, où ils peuvent accéder à un logement, à des soins de santé, à un soutien professionnel et à des réseaux de pairs sans avoir à conduire pendant des heures ou à se frayer un chemin dans les méandres bureaucratiques. Pour les collectivités, cela signifie transformer des bâtiments vides ou sous-utilisés en piliers de la revitalisation locale, en lieux qui créent des emplois, soutiennent les populations vulnérables et renforcent notre infrastructure civique collective. Pour les contribuables, cela signifie utiliser plus efficacement les actifs que nous possédons déjà, générer des économies tout en obtenant de meilleurs résultats. Pour les députés, quel que soit leur parti, cela signifie apporter des solutions que nos concitoyens peuvent réellement voir et ressentir.

Lorsque nous passons devant le manège militaire Ralston, à Amherst, ou devant n'importe quel immeuble fédéral inoccupé ou sous-utilisé dans nos circonscriptions, et que nous constatons que des rénovations sont en cours, lorsque nous voyons d'anciens combattants emménager dans des logements abordables, lorsque nous voyons des familles accéder à des services qui les aident à prospérer, voilà une réussite dont nous pouvons tous être fiers. Il ne s'agit pas de pointer du doigt des décisions passées, mais de construire un avenir meilleur.

Je tiens à être claire quant à la portée de la motion et à ses limites. La motion n'impose aucun résultat précis. Elle ne prime pas sur les décisions locales. Elle ne contraint personne. Elle ouvre plutôt la voie à des solutions adaptées aux réalités locales, en permettant à de bonnes idées d'émerger. Elle confie à un comité le mandat de faire ce que les comités font de mieux lorsqu'ils fonctionnent bien: recueillir des données, consulter des experts, écouter les intervenants et formuler des recommandations ancrées dans la réalité.

Au terme de ce travail, nous aurons une feuille de route que les collectivités pourront adapter à leur situation. Nous avons l'occasion de montrer aux Canadiens ce qu'on peut accomplir en collaborant. Ce sont des problèmes que tous les électeurs peuvent comprendre. Nous pouvons faire des gains évidents dans des circonscriptions partout au pays. Le manège militaire Ralston, à Amherst, pourrait devenir un centre de ressources pour les anciens combattants. Dans le cas des bâtiments fédéraux dans Brandon—Souris, on pourrait se concentrer sur le logement abordable avec services sociaux intégrés. Le site de Kamloops pourrait offrir des programmes axés sur la santé mentale avec accès à des réseaux de soutien par les pairs sur place.

Même si un député ne connaît pas ces endroits, nous savons tous de quel type de propriétés je parle. Il n'est pas nécessaire d'avoir une solution universelle, mais le principe est universel: nous avons des actifs, nous avons des besoins et nous avons une occasion à saisir.

Affaires émanant des députés

Voici ce que je propose à tous les députés. Je les invite tous à prendre une minute dès maintenant, à poser leur téléphone, et peut-être même à fermer les yeux pendant un court instant de réflexion. Demandons-nous s'il existe dans nos circonscriptions des propriétés fédérales qui pourraient mieux servir la collectivité. Je suis prête à parier que la réponse est oui. Demandons-nous s'il y a dans nos régions des anciens combattants qui pourraient bénéficier de services mieux coordonnés et plus accessibles. Je suis prête à parier que la réponse est oui. Demandons-nous si nous avons une dette envers les Canadiens qui s'engagent, revêtent l'uniforme et servent leur pays. Je suis certaine que la réponse est oui pour nous tous.

Avec ces questions à l'esprit, je demande maintenant à mes collègues d'appuyer la motion présentée aujourd'hui. J'invite tous les députés à participer pleinement à ce processus. Je souhaite qu'ils assistent aux réunions du comité, qu'ils nous fassent part de leurs réflexions importantes et qu'ils nous parlent des réalités particulières qui existent dans les circonscriptions de tout le pays. Ce genre de participation nous aidera à formuler les meilleures recommandations possibles.

La vérité, c'est que le nombre de vétérans augmentera dans les années à venir. Les engagements du Canada envers l'OTAN impliquent une augmentation des effectifs des Forces armées canadiennes, ce qui signifie davantage de personnes qui finiront par retourner à la vie civile et qui méritent notre soutien lorsqu'elles le feront. Nous pouvons attendre que le besoin se transforme en crise, ou nous pouvons planifier en conséquence. Nous pouvons laisser les propriétés sous-utilisées continuer à accumuler la poussière, ou nous pouvons les transformer en atouts pour la collectivité. Nous pouvons parler de soutenir les anciens combattants de manière abstraite, ou nous pouvons prendre des mesures concrètes.

• (1725)

Cet enjeu n'a rien d'abstrait pour moi. Depuis que je suis toute jeune, j'ai une compréhension viscérale du prix que de nombreux anciens combattants doivent payer lorsqu'ils sacrifient leur corps au service de leur pays. Mon grand-père, le soldat Ralph Hirtle, a été estafette pendant la Seconde Guerre mondiale; il transportait des renseignements cruciaux entre les lignes de front en France et le commandement central. Il est rentré à la maison avec un éclat d'obus dans la poitrine, et ce prix qu'il avait payé était mis en évidence pour nous, les enfants, avant toutes les célébrations de Noël, de l'Action de grâces et des anniversaires, puisqu'on nous rappelait de ne pas sauter sur les genoux de Grampy: « Il souffre encore à cause de la guerre. » Cette douleur physique l'accompagnait tous les jours.

Plus tard au cours de ma vie, j'ai appris à connaître intimement la douleur mentale que doivent endurer trop d'anciens combattants. Il y a six ans, à l'automne 2019, mon partenaire Joe est décédé. C'était un homme d'une lumière incroyable et d'une noirceur imprévisible. Dans sa jeunesse, il avait traversé la frontière en voiture vers le Sud pour s'enrôler dans l'armée américaine. Il avait signé les documents et était parti se battre au Vietnam. Comme des dizaines de milliers d'hommes avec qui il a servi dans la boue, il a ramené avec lui une partie de ses combats au Vietnam. Un trouble de stress post-traumatique lui a fait revivre des fragments de ces combats pendant des décennies. Longtemps après être revenu en sécurité au Canada, Joe portait encore en lui cet éclat d'obus mental, et il l'a porté jusqu'à la fin de ses jours.

Je n'ai pas pu aider Joe. Je n'ai pas pu lui offrir beaucoup plus qu'un remède superficiel pour sa santé mentale. Or, cette motion est

une étape que nous pouvons franchir ensemble pour nous aider à aller au-delà des remèdes superficiels en matière de santé mentale. C'est une démarche qui pourrait nous permettre de faire émerger des solutions innovantes pour mieux servir les anciens combattants partout au Canada.

En juin, cela fera 82 ans que les North Nova Scotia Highlanders ont débarqué sur la plage Juno. Ils ont parcouru le Nord-Ouest de l'Europe en menant de nombreuses batailles. Ils ont libéré plusieurs villages. Ils ont dû payer un prix insoutenable avant de rentrer chez eux pour fonder des familles et des collectivités dans toute la Nouvelle-Écosse.

Le bâtiment qui porte le nom du colonel Ralston et où, autrefois, les Highlanders se réunissaient, s'entraînaient et entretenaient leur héritage, mérite mieux que de tomber dans les limbes de la bureaucratie. Je crois que nous pouvons faire mieux, et cette motion est un bon point de départ. Saisissons cette occasion. Étudions cette question en profondeur. Inspirons-nous des pratiques exemplaires. Élaborons des recommandations que des villes d'un bout à l'autre du pays pourront mettre en œuvre. Donnons la preuve que, quand nous nous engageons envers les femmes et les hommes qui servent notre pays, nous tenons nos promesses, non seulement par la parole, mais aussi par les actes.

Je demande à tous les députés présents aujourd'hui de saisir cette occasion. La motion M-16 affirme que nous avons des actifs, que nous avons des besoins et que nous avons la possibilité d'agir. Elle nous amène à nous demander de quelle façon nous pourrions intervenir de façon plus stratégique et plus ciblée.

Je demande maintenant à la Chambre d'appuyer la motion M-16. Montrons aux Canadiens que, lorsque nous travaillons ensemble, nous pouvons accomplir de bonnes choses.

• (1730)

Blake Richards (Airdrie—Cochrane, PCC): Monsieur le Président, ce que je constate souvent, quand j'entends un politicien parler de faire une étude, c'est que c'est souvent une façon de ne pas agir.

En ce qui concerne ces propriétés sous-utilisées, et il y en a une dans ma circonscription, je suis à l'écoute de ma collectivité. Je sais ce dont elle a besoin. Je n'ai pas besoin d'une étude du Parlement pour décider ce qu'il faut faire de ces propriétés. À mon avis, tout député qui a une de ces propriétés dans sa circonscription devrait savoir ce dont sa collectivité a besoin. Nous n'avons pas besoin d'une étude du Parlement pour décider de ce qui doit être fait.

C'est la même chose quand on parle d'être au service des anciens combattants. Si la députée ministérielle veut voir plus de services pour les anciens combattants, elle devrait s'adresser à la ministre des Anciens Combattants pour lui demander d'offrir plus de services aux anciens combattants, au lieu d'essayer d'engorger le Parlement avec une étude, alors que nous pourrions simplement passer à l'action. Elle fait partie du gouvernement. Pourquoi ne prend-elle pas simplement des mesures?

Alana Hirtle: Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député d'en face de sa question, mais je ne suis pas sûre de le vouloir.

Affaires émanant des députés

Je prends note de ses observations. Il est certain qu'il y a eu des études. Les besoins en matière de logement pour les anciens combattants sont évidents, et le gouvernement l'a compris. Cette année, il a lancé le programme Maisons Canada, qui aidera à fournir des logements aux gens, y compris aux anciens combattants. En cernant les immeubles fédéraux excédentaires dans chacune de nos circonscriptions, nous serons mieux en mesure de servir ces gens et de faire avancer les choses plus rapidement.

Will Greaves (Victoria, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Cumberland—Colchester des observations personnelles et touchantes dont elle a fait part à tous les députés aujourd'hui.

Je représente également une circonscription qui compte un nombre important d'immeubles des Forces armées canadiennes et du ministère de la Défense nationale. Je comprends le point de vue du député d'en face, et je suis sûr qu'il a raison de dire que bon nombre de députés ont une idée de ce que nous pourrions faire de certains de ces immeubles dans nos circonscriptions, mais je dirais que ce qu'il y a de pertinent dans la motion de mon collègue, c'est la proposition de procéder à un examen systématique de tous ces immeubles au Canada afin qu'au lieu d'un processus ponctuel où des députés présentent les projets qu'ils préfèrent, nous puissions procéder plutôt à une évaluation plus vaste et plus systématique des immeubles que le gouvernement fédéral pourrait utiliser afin d'améliorer le sort des Canadiens, en l'occurrence celui des anciens combattants. Ma collègue a-t-elle quelque chose à dire à ce sujet?

Alana Hirtle: Monsieur le Président, mon collègue a frappé en plein dans le mille. En renvoyant la motion au comité pour étude, on pourrait mettre en place un processus pour répertorier, de façon uniforme dans tout le pays, les bâtiments dans chaque circonscription. On pourrait créer un processus permettant leur réaffectation dans l'intérêt de la collectivité, puis donner à la collectivité les moyens de faire ce qui est le mieux pour elle.

• (1735)

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC): Monsieur le Président, je suis certain que la députée sait que le ministère de la Défense nationale prend rapidement de l'expansion en ce moment et que les propriétés inutilisées sont généralement des vestiges de la Seconde Guerre mondiale.

Qu'est-ce que la députée aurait à dire au sujet de l'expansion attendue et du conflit possible entre cette expansion et son projet de loi?

Alana Hirtle: Monsieur le Président, je ne pense pas qu'il y aurait un conflit. Je crois que nous avons l'occasion de donner une nouvelle vie à des bâtiments anciens qui ont servi nos collectivités au cours des dernières décennies et de les réaménager. Grâce à des choses comme des thermopompes, des panneaux solaires et une meilleure efficacité énergétique, nous pouvons transformer ces bâtiments en logements qui pourront être occupés pendant des décennies.

[Français]

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, ma question est simple. Pourquoi débattre de la motion M-16 ici, et non pas, avec ma collègue, au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires?

[Traduction]

Alana Hirtle: Monsieur le Président, je dirais que, étant donné que le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires est présidé par l'opposition, il est tout à fait logique que tout le monde travaille de façon non partisane pour étudier les possibilités et voir ce que nous pouvons faire pour en tirer parti.

Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole au sujet de la motion M-16, présentée par la députée de Cumberland—Colchester.

Bien que cette motion semble être liée à l'utilisation actuelle et future de bureaux fédéraux, elle demande à la Chambre de reconnaître, entre autres choses, « que le gouvernement réalise des investissements historiques dans les Forces armées canadiennes (FAC) afin d'atteindre les objectifs de financement de l'OTAN plus tôt que ce que prévoyaient ses engagements. » De toute évidence, il ne s'agit que d'un argument libéral qui n'ajoute aucune valeur et qui ne peut être corroboré d'aucune façon. On ne sait pas trop s'il y a eu une augmentation du nombre de membres des Forces armées canadiennes au cours des dernières années, et encore moins au cours des six derniers mois, depuis que le gouvernement a annoncé ses nouvelles politiques de dépenses. J'aimerais aussi savoir ce que la députée entend par « investissements historiques ».

Les libéraux sont au pouvoir depuis plus de 10 ans. Quels résultats ont-ils obtenus dans ce dossier? Le simple fait de s'engager de nouveau à réaliser des progrès après 10 ans d'inaction est une façon commode d'éviter de rendre des comptes. Par exemple, un rapport déposé par la vérificatrice générale l'automne dernier a révélé des lacunes importantes dans les conditions de vie des militaires. Elle a indiqué que seulement 5 % des réparations majeures ont été effectuées sur les quelque 227 réparations hautement prioritaires nécessaires dans trois bases. Il ne s'agit pas de problèmes négligeables: manque d'eau potable, mauvais fonctionnement des réseaux d'évacuation des eaux usées et détérioration des murs extérieurs. Cependant, les libéraux n'ont présenté aucune excuse pour ces conditions déplorables et ils ne les ont même pas reconnues, mais ils ont continué à dépenser de façon inconsidérée et à éviter de respecter leur engagement à l'égard des dépenses de défense pendant une décennie.

Si le gouvernement a vraiment l'intention de faire des investissements générationnels, l'une des premières choses qu'il pourrait faire serait de commencer à investir dans des logements pour les militaires qui répondent aux normes de base. Il ne mérite pas d'être félicité pour avoir dit qu'il allait faire des investissements historiques dans les Forces armées canadiennes. Les conservateurs demanderont des comptes au gouvernement pour son incapacité à soutenir adéquatement nos courageux militaires. Nous ne laisserons pas le gouvernement se contenter de prétendre qu'il fait ces investissements historiques alors qu'il n'a pas encore agi.

Affaires émanant des députés

De plus, alors qu'aucun plan n'a été établi pour étudier les répercussions que pourrait avoir le respect de nos engagements envers l'OTAN sur les services offerts aux anciens combattants, la motion demande à la Chambre de reconnaître l'hypothèse selon laquelle un nombre croissant de membres des Forces armées canadiennes entraînera une augmentation du nombre d'anciens combattants canadiens au cours des prochaines décennies. Sérieusement, cela suppose que, après 10 ans, les libéraux ont résolu leur problème de gestion du recrutement dans les forces armées, qui a été un désastre, et que nous aurons besoin de plus de centres de services pour les anciens combattants, à tel point que Services publics et Approvisionnement Canada devrait renoncer à sa promesse de réduire le nombre de terres fédérales et de vendre des bureaux sous-utilisés pour les transformer en logements abordables.

Parlons des mesures récentes prises par le gouvernement libéral en matière de services aux anciens combattants, puisque la motion de la députée suppose qu'il faudra les élargir, affirmation qui a été faite quelques mois seulement après que les libéraux eurent décidé de réduire de 4,3 milliards de dollars le financement d'Anciens Combattants Canada sur quatre ans. Je ne comprends pas très bien comment les libéraux peuvent affirmer qu'ils devront accroître les services à l'avenir, alors qu'ils les réduisent.

En ce qui concerne l'échec de Services publics et Approvisionnement Canada, SPAC, un rapport publié en 2017 indiquait que 50 % des bureaux du gouvernement n'étaient pas utilisés au maximum. Deux ans plus tard, en 2019, SPAC a commencé à déterminer quels immeubles seraient propres à être transformés en logements et à mettre en œuvre un plan en vue de vendre ces propriétés à des promoteurs immobiliers.

En 2021, le Secrétariat du Conseil du Trésor a créé un programme de surveillance pour faciliter la coopération entre les ministères et la mise en œuvre de l'Initiative des terrains fédéraux, mais celui-ci a été dissous en 2024 en raison d'un manque de financement. À l'époque, le budget de 2024 prévoyait un financement de 1,1 milliard de dollars sur 10 ans, à compter de 2024-2025, pour permettre à SPAC de réduire son portefeuille de bureaux de 50 %, pour atteindre les 2,95 millions de mètres carrés louables.

• (1740)

Toutefois, en juin 2025, le rapport de la vérificatrice générale intitulé « L'utilisation actuelle et future des bureaux fédéraux » a critiqué Services publics et Approvisionnement Canada pour la lenteur de la mise en œuvre du plan de réduction des locaux à bureaux et pour son incapacité à fournir des logements abordables aux plus vulnérables, malgré l'allocation de plus de 1 milliard de dollars que SPAC a reçue pour cette seule tâche. Plus précisément, alors que le plan initial du ministère prévoyait une réduction de 50 % de l'empreinte écologique, depuis 2019, il n'avait réussi à réduire que de 6 millions à 5,9 millions de mètres carrés louables l'empreinte écologique de ses bureaux en 2024. Ce plan s'accompagnait d'une promesse d'économiser 3,9 milliards de dollars sur 10 ans et de faire économiser aux contribuables près de 1 milliard de dollars par an en coûts d'exploitation.

En outre, la vérificatrice générale a prédit que la vente des immeubles fédéraux permettrait de réaliser d'importantes économies. L'entretien annuel des immeubles fédéraux inutilisés a coûté 2,14 milliards de dollars aux contribuables au cours de l'exercice 2023-2024. La vente de ces immeubles permettra de réaliser des économies d'environ 1 milliard de dollars par an. Comme beau-

coup de promesses d'économies formulées par les libéraux, après cinq ans, les choses n'ont pas fonctionné comme prévu.

De plus, il existe déjà un processus permettant aux ministères de communiquer leurs besoins en matière de bureaux à Services publics et Approvisionnement Canada. Si le ministère des Anciens Combattants a besoin de nouveaux espaces de bureau pour les services aux anciens combattants, il dispose déjà d'un mécanisme interne et n'a pas à présenter de motions parlementaires ou d'études de comité. C'est pourquoi la troisième partie de cette motion est scandaleuse, car elle vise à donner instruction au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires d'entreprendre une étude sur d'autres façons d'utiliser les terrains et les immeubles fédéraux sous-utilisés et excédentaires alors qu'il en existe déjà une.

Je suis sceptique quant à la motivation qui sous-tend cette motion, en ce sens que je crois qu'on souhaite contrôler l'ordre du jour du comité des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires en ordonnant à un comité dirigé par l'opposition d'entreprendre cette étude, compte tenu de ce qui suit. Le Secrétariat du Conseil du Trésor établit les politiques et le financement approuvé qui guident la façon dont les ministères peuvent acquérir et utiliser des espaces de bureau du gouvernement. Les ministères ont la responsabilité de comprendre et de formuler leurs besoins particuliers en fait de services et d'espaces de bureau nécessaires pour soutenir leurs programmes et leurs mandats. En tant que gardien, SPAC gère le portefeuille d'espaces de bureau du gouvernement et travaille avec les ministères pour répondre à leurs besoins en la matière. Par conséquent, si le ministère des Anciens Combattants a besoin de plus de bureaux, il lui suffirait de s'adresser à SPAC et de faire connaître ce besoin.

En terminant, je tiens à souligner que la vérificatrice générale a constaté que, s'il est vrai que Services publics et Approvisionnement Canada a tardé à s'acquitter de son mandat, le ministère ne disposait pas de renseignements à jour, normalisés et fiables de la part des locataires fédéraux sur l'utilisation quotidienne des locaux à bureaux. Elle a été claire: le gouvernement fédéral n'utilise pas ses espaces de manière efficace et adéquate. Notre position est claire: il faut vendre ces bâtiments excédentaires et les utiliser pour des logements abordables.

Nous nous opposons aux tentatives de réorientation du travail des comités pour détourner l'attention de l'incapacité du gouvernement à réduire les stocks et à vendre les immeubles à bureaux fédéraux sous-utilisés afin qu'on puisse les convertir en logements abordables. Des motions triomphalistes comme celle-ci permettent au gouvernement libéral d'éviter de rendre des comptes pour ses années d'inaction et son incapacité à réduire le nombre de locaux à bureaux fédéraux. Elles permettent aussi aux libéraux de promettre en toute liberté des investissements pour les hommes et les femmes des Forces armées canadiennes ou pour les anciens combattants sans donner suite à ces promesses.

Les conservateurs continueront de faire le travail pour lequel ils ont été élus en tant qu'opposition officielle et de demander des comptes au gouvernement pour ses promesses non tenues.

• (1745)

[Français]

Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, ce soir, la question fondamentale est: pourquoi débattre de cette motion à la Chambre? Cette question semble bien simple, mais elle est capitale pour moi. Depuis que je siége à la Chambre des communes, j'ai rarement vu des ordres de renvoi de la Chambre vers les comités autres que pour des questions de privilège. Des questions de privilège, j'en ai vu. J'ai siégé pendant trois ans au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

J'ai été surprise de constater l'initiative des libéraux de présenter cette motion. Nous allons la décortiquer ensemble. D'entrée de jeu, la motion demande ceci:

Que:

a) la Chambre reconnaisse,

(i) que le gouvernement réalise des investissements historiques dans les Forces armées canadiennes (FAC) afin d'atteindre les objectifs de financement de l'OTAN plus tôt que ce que prévoyaient ses engagements,

D'abord, c'est faux. Ça fait plus de 10 ans que les libéraux de Justin Trudeau ont pris l'engagement d'atteindre 2 %. C'est un peu ridicule de prétendre que c'est plus tôt que prévu.

Au deuxième point, on peut lire ce qui suit:

(ii) l'hypothèse selon laquelle un nombre croissant de membres des FAC entraînera une augmentation du nombre de vétérans canadiens au cours des prochaines décennies;

Ça, c'est une insulte aux militaires actifs qui me contactent en tant que porte-parole du Bloc québécois pour les anciens combattants. Les logements des militaires actifs sont actuellement désuets. Il y a un manque cruel d'investissement. Je le dis, c'est effrayant. C'est comme une passoire thermique. Nous recevons de plus en plus de nouvelles à ce sujet chaque jour.

Au troisième point, on peut lire ceci:

b) une instruction soit donnée au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de mener une étude sur d'autres usages possibles des terrains et des bâtiments fédéraux sous-utilisés et excédentaires, de manière à contribuer à la redynamisation des communautés en les transformant en centres offrant des services aux vétérans [...]

Je serai toujours une alliée des anciens combattants. Je serai toujours là pour la défense de leurs besoins fondamentaux. Je le répète sans cesse. Il faut s'occuper de leurs besoins de base. Quels sont ces besoins? C'est se nourrir, se loger, se sentir en sécurité. Je suis la première à réclamer la dignité pour les anciens combattants. Je suis la première à demander qu'on écoute leurs besoins, qu'on les consulte — c'est un petit mot, mais il est capital —, qu'on ne soit pas paternaliste avec eux.

Je suis toutefois très consciente qu'en ce moment, ils font l'objet d'une instrumentalisation. Entendons-nous bien: je ne suis absolument pas contre le fond, mais je suis contre la forme. Si le gouvernement libéral voulait lancer l'étude sur le sujet, il pouvait le faire en comité. Les libéraux ont quatre députés au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires. Ces quatre députés, qui sont compétents, connaissent le fonctionnement du parlementarisme et savent très bien qu'ils peuvent déposer une motion d'étude à ce sujet. Or le gouvernement décide de le faire ici à la Chambre. Je reviens à ma question: pourquoi?

À la page 795 de *La procédure et les usages de la Chambre des communes*, quatrième édition, on peut lire ceci:

Affaires émanant des députés

Le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires dispose d'un très vaste mandat qui comprend entre autres l'étude de l'efficacité, de l'administration et du fonctionnement des ministères et organismes centraux, ainsi que l'étude de l'efficacité, de l'administration et du fonctionnement des nouvelles technologies du gouvernement en matière d'information et de communication.

Ça en fait beaucoup.

Le comité est aussi chargé d'étudier le processus d'examen des prévisions et des crédits budgétaires, ainsi que le format et le contenu des documents budgétaires. Le Règlement lui confère également le pouvoir de modifier certains crédits qui ont été renvoyés à d'autres comités permanents dans le cadre du budget des dépenses, en coordination avec ces derniers.

• (1750)

Je repose ma question. Pourquoi la motion M-16 ordonne-t-elle au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de se pencher sur ce dossier? S'il s'agit d'offrir des logements aux anciens combattants, je suis persuadée que mes collègues du Comité permanent des anciens combattants vont être honorés d'étudier la question du logement, de l'itinérance et des terrains excédentaires disponibles. Cependant, c'est un travail de comité.

Je crois fondamentalement que les comités sont souverains et que leurs travaux ne doivent pas être dictés par la Chambre. Ce précédent, mot qu'on a tellement entendu, donnerait aux membres de partis non reconnus comme le NPD et le Parti vert l'occasion de dicter les travaux des comités en raison d'un ordre de la Chambre.

Cette jurisprudence m'inquiète, car elle n'est pas faite avec bienveillance. Elle est faite dans le seul but de, peut-être, contourner le Bloc québécois, qui détient la balance du pouvoir aux comités permanents. On va le dire et le redire, puisque c'est exceptionnel, ce que nous vivons. Le gouvernement sait qu'avec seulement trois votes à la Chambre, il est capable de contourner la voix des Québécois, qui ont voulu que 22 députés indépendantistes, 22 amoureux du Québec, 22 défenseurs des spécificités québécoises, 22 patriotes québécois défendent leur voix, ici même, au Parlement du Canada. Cette étape, de fait, peut en irriter plusieurs. Je les entends rire, mais ils ne pourront pas nous passer par-dessus. Les règles démocratiques sont là pour éviter les décisions unilatérales. Le Parlement ne doit pas devenir une chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif. Il doit être une chambre de débat, de réflexion, de contrôle gouvernemental.

En tant que députée du Bloc québécois, je vais toujours me lever pour défendre ces principes fondamentaux et intrinsèques du mouvement souverainiste québécois.

[Traduction]

Mike Kelloway (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports et du Commerce intérieur, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole à la Chambre aujourd'hui pour demander aux parlementaires de tous les partis d'appuyer une motion sur laquelle nous pouvons tous nous entendre, je crois, et qui profiterait aux courageux vétérans de notre pays. La motion demande à la Chambre des communes de donner instruction au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires de mener une étude sur l'usage des terrains et des bâtiments fédéraux sous-utilisés et excédentaires afin d'offrir des services à nos vétérans. Je tiens à remercier la députée de Cumberland—Colchester d'avoir présenté la motion, qui témoigne clairement de notre engagement à améliorer l'accès aux services dont les vétérans ont besoin.

Affaires émanant des députés

La plupart d'entre nous sont conscients du travail important qu'accomplissent les fonctionnaires d'Anciens Combattants Canada pour soutenir les militaires qui ont quitté les Forces armées canadiennes et qui sont devenus des vétérans. Les programmes offerts par le ministère ne font pas que faciliter la vie de ceux qui en bénéficient, car ils offrent des services absolument essentiels aux vétérans qui sont aux prises avec de graves problèmes de santé mentale et physique. Chose tout aussi importante, ces programmes aident aussi les familles, puisque celles-ci jouent un rôle essentiel pour prodiguer des soins à nos vétérans et assurer leur bien-être.

Il n'y a pas de service plus important pour notre pays que le service militaire. Les vétérans méritent donc d'avoir accès au soutien dont ils ont besoin, peu importe où ils habitent au Canada. Je crois, en fait, que nous avons l'obligation d'examiner les propositions et les initiatives qui pourraient aider les vétérans. Nous leur devons de le faire, et c'est l'objet de la motion à l'étude.

Comme de nombreux députés le savent, le gouvernement fédéral est le gardien d'un grand nombre de terrains et d'immeubles sous-utilisés, qui ont été jugés excédentaires et dont il envisage de se départir. La motion vise donc, pour être plus précis, à ce qu'on examine comment certaines de ces propriétés pourraient être réaménagées pour servir de logis à des vétérans qui ont courageusement servi notre pays, ou soutenir des programmes qui leur sont destinés. Par exemple, les propriétés excédentaires pourraient répondre à des besoins d'infrastructures pour l'éducation et la formation, les soins de santé et les services de santé mentale pour les vétérans.

Elles pourraient également être utilisées pour créer des logements abordables, comme d'autres l'ont déjà mentionné aujourd'hui. Nous savons que trop d'anciens combattants ont du mal à trouver un logement abordable, et que certains d'entre eux deviennent même sans-abri. Selon les données les plus récentes, on estime qu'environ 2 000 anciens combattants au Canada sont en situation d'itinérance chaque année. Le gouvernement s'est engagé auprès des Canadiens à résoudre la crise du logement. Nous avons déjà pris des mesures à cet égard, comme il en a été question aujourd'hui.

En septembre, nous avons lancé Maisons Canada, une nouvelle agence fédérale qui se consacre à la construction de logements abordables à grande échelle. Pour ce faire, l'agence tire parti des terrains publics, elle offre des incitatifs financiers aux constructeurs, elle attire des capitaux privés, et elle soutient des infrastructures et aide des fabricants modernes pour construire les logements dont les Canadiens et les anciens combattants ont besoin aujourd'hui.

Maisons Canada contribuera également à lutter contre l'itinérance en construisant des logements de transition et des logements supervisés, tout en travaillant en partenariat avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés autochtones. Nous continuons aussi à financer le Programme de lutte contre l'itinérance chez les vétérans, lancé en 2023.

En novembre 2025, la ministre des Anciens Combattants a annoncé un financement additionnel de 22,5 millions de dollars pour appuyer les initiatives visant à prévenir et à réduire l'itinérance chez les anciens combattants dans les collectivités d'un bout à l'autre du pays. Grâce à ce financement, le gouvernement s'associe à 10 organismes dans l'ensemble du Canada, permettant ainsi à des organismes communautaires de fournir des services sur mesure, comme de l'aide au logement, du soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie, et des services d'emplois.

Ce sont des mesures importantes, mais nous savons que nous devons en faire plus pour les anciens combattants. La vérité, c'est qu'ils ont des besoins particuliers et que les services doivent être adaptés à leur situation. Si nous avons des bâtiments excédentaires, ou même des terrains, qui pourraient être utilisés pour fournir ces services, nous devrions tenter de concrétiser ce projet.

Beaucoup de facteurs poussent les anciens combattants à rechercher les services de soutien dont ils ont besoin au moment où ils passent de la vie militaire à la vie civile. Cette transition, comme certains l'ont mentionné plus tôt, peut être difficile. Lorsque les militaires quittent un environnement structuré et s'adaptent à une vie moins prévisible et moins ordonnée, ils peuvent avoir besoin de temps et même de soutien pour trouver leur place dans ce nouvel environnement. Les militaires peuvent également ressentir un sentiment de perte d'appartenance lorsqu'ils quittent l'armée. Après des années passées à travailler et à vivre avec des groupes tissés serrés, se retrouver soudainement isolé peut exiger une adaptation considérable.

Comme on l'a dit ici aujourd'hui, après avoir quitté les forces armées, de nombreux anciens combattants vivent des difficultés physiques et mentales.

• (1755)

La plupart d'entre nous connaissent le trouble de stress post-traumatique, mais il existe de nombreux autres troubles physiologiques et psychologiques qui peuvent toucher les anciens combattants. En offrant des services de counseling et une gamme de services de soutien par l'intermédiaire d'Anciens Combattants Canada, nous empêcherons que certains de ces problèmes ne s'aggravent. Donc, s'il est possible de transformer certains de nos terrains et bâtiments excédentaires en espaces où davantage de services seront offerts aux anciens combattants, nous nous devons d'examiner ces possibilités.

Puisque nous envisageons d'accroître l'effectif de nos forces armées, il faut s'attendre à ce qu'un plus grand nombre d'anciens combattants aient besoin de services et de programmes pour faciliter leur réintégration à la vie civile dans les années à venir. La députée de Cumberland—Colchester a tout à fait raison de dire que le gouvernement réalise des investissements historiques dans les Forces armées canadiennes pour que le Canada atteigne ses objectifs ambitieux et essentiels en matière de financement de l'OTAN. L'augmentation du nombre de militaires entraînera naturellement une augmentation du nombre d'anciens combattants dans les prochaines décennies. Nous devons donc reconnaître que soutenir les militaires ne se limite pas à leur donner les outils et l'équipement dont ils ont besoin pour accomplir leur mission. Il s'agit de veiller à ce que les personnes qui accomplissent des tâches dangereuses et qui assurent la sécurité de la population, à savoir les membres des forces armées et les anciens combattants, soient au cœur de la motion.

En conclusion, j'encourage tous les députés à appuyer cette motion visant à lancer une étude sur l'utilisation des terrains et des bâtiments fédéraux sous-utilisés et excédentaires afin de venir en aide aux anciens combattants. Nous le devons aux anciens combattants qui éprouvent des difficultés aujourd'hui, tout comme aux anciens combattants de demain, qui servent actuellement dans l'armée. C'est la bonne chose à faire, la chose canadienne à faire, alors faisons ce que nous savons tous être juste et appuyons cette motion.

• (1800)

Blake Richards (Airdrie—Cochrane, PCC): Monsieur le Président, nous voyons aujourd'hui les libéraux se livrer encore une fois à des jeux politiques avec les anciens combattants. Au lieu de traiter les anciens combattants comme des héros qui ont servi le pays, cette motion n'est que la dernière d'une série de propositions de ce gouvernement libéral qui traite les anciens combattants comme des pions dont il peut se servir pour réaliser ses ambitions politiques.

Moins d'un an après les élections, les libéraux ont pris plusieurs décisions inexplicables qui ont pour effet non seulement de négliger leurs devoirs envers les anciens combattants, mais aussi d'insulter les anciens combattants. Tout a commencé lorsque la ministre a été incapable de dire combien d'anciens combattants avaient reçu de l'aide dans le cadre des programmes phares en matière d'itinérance et d'emploi. Malgré les millions de dollars dépensés et les années passées à se féliciter, ils ne savaient pas du tout si leur programme donnait des résultats.

Les libéraux ont ensuite décidé de ne pas fournir de couronnes à déposer aux cénotaphes du pays lors du jour du Souvenir. Face à l'opposition des conservateurs, les libéraux ont dû revenir sur cette décision, mais, juste avant le jour du Souvenir, les libéraux ont annoncé des compressions de plus de 4 milliards de dollars dans les prestations aux anciens combattants. Ils ont refusé de répondre aux questions sur les prestations qui allaient être touchées, mais nous savons déjà que leur budget propose de réduire les pensions des anciens combattants.

Les libéraux ont envoyé plus de 100 lettres à des anciens combattants pour exiger des remboursements substantiels en raison de la négligence du ministère et de ses erreurs comptables, tout en présentant un projet de loi visant à modifier rétroactivement des décisions législatives afin d'éviter d'avoir à rembourser les anciens combattants handicapés à qui ils imposaient des frais excessifs depuis des années. Les libéraux se servent encore une fois des anciens combattants pour faire des gains politiques.

Pas plus tard que la semaine dernière, la moitié des membres du Conseil des vétérans ont démissionné pour protester contre le fait que le gouvernement libéral les utilise pour des séances de photos et des étalages de vertu, tout en les ignorant le reste du temps et en ne leur permettant pas de travailler pour les anciens combattants ou même d'avoir un entretien avec la ministre.

Les Canadiens en ont assez, et il est temps d'agir. Avec la loi d'exécution du budget, les libéraux ont inséré en douce des changements à l'indexation des pensions des anciens combattants, ce qui signifie qu'ils recevraient moins d'argent chaque année pour suivre l'inflation galopante que les déficits libéraux engendrent. L'inflation alimentaire, le coût de la vie et le coût du logement sont tous en hausse, et voilà maintenant que les pensions des anciens combattants sont en baisse.

Nous devons nous demander ce que les libéraux disent aux anciens combattants. D'une part, ils prétendent dans cette motion que les anciens combattants ont besoin de plus de locaux de service, mais de l'autre, ils effectuent les compressions les plus importantes que nous ayons jamais vues dans les services aux anciens combattants. D'un côté, ils reconnaissent enfin la crise du coût de la vie après l'avoir niée pendant des années, mais de l'autre, ils réduisent l'indexation des pensions des anciens combattants pour leur en donner moins chaque année. Pour couronner le tout, les libéraux uti-

Affaires émanant des députés

lisent également la loi d'exécution du budget pour modifier rétroactivement la loi afin d'éviter une poursuite au nom des anciens combattants qui ont été surfacturés par Anciens Combattants Canada pour des soins de longue durée.

Les gestes sont beaucoup plus éloquentes que les paroles, et les Canadiens voient clair dans le jeu des libéraux. Au lieu de faire d'autres promesses creuses et de présenter d'autres motions dénuées de sens, pourquoi les libéraux ne commencent-ils pas enfin à faire ce qui s'impose pour les anciens combattants et ne reviennent-ils pas sur leur décision de réduire les pensions et les services aux anciens combattants?

Ce qui est peut-être le plus pertinent dans le cadre de ce débat, c'est le fait que les anciens combattants d'Amherst, en Nouvelle-Écosse, ont clairement exprimé leur désir d'avoir un bâtiment à cet endroit, et ce, depuis des années. La députée libérale de cette même collectivité présente maintenant une motion à débattre qui ne demande pas qu'on prenne des mesures pour accorder aux anciens combattants d'Amherst ce qu'ils demandent. La motion suggère plutôt de mener une étude pour déterminer ce qui devrait être fait.

Nous savons déjà ce qu'il faudrait faire. Nous savons déjà à quoi cette propriété doit servir. Les jeux auxquels se livrent les libéraux sont inexcusables. Ils ont tout à fait le pouvoir et la capacité, en tant que gouvernement du Canada, de faciliter le transfert de cette propriété. Si la motion d'aujourd'hui avait demandé la prise de mesures, elle aurait obtenu l'appui des députés de ce côté-ci de la Chambre.

Je sais que les anciens combattants de la Nouvelle-Écosse et de tout le Canada seront extrêmement déçus d'apprendre que le gouvernement pense qu'une motion visant à mener une étude dans six mois est une réponse acceptable à un appel à l'action qu'ils lancent depuis des années. Il s'agit purement d'une question de volonté politique et de priorités, et le gouvernement a donné des signaux clairs que cette question ne l'intéresse pas. Il ne se soucie pas du sort réservé au manège militaire d'Amherst ni aux anciens combattants sans abri.

Depuis des années, au Comité permanent des anciens combattants, je demande aux ministres qui se succèdent s'ils savent combien d'anciens combattants sont sans abri et combien d'anciens combattants sans abri ont été aidés par leur prétendu Programme de lutte contre l'itinérance chez les vétérans. Aucun n'a été en mesure de répondre. Ils ne savent même pas combien il y en a, et encore moins combien ils ont aidés.

• (1805)

Cette tendance est aussi inquiétante qu'évidente: les libéraux aiment bien parler, mais ils ne passent jamais à l'action. Les paroles, les promesses et les platitudes ne se traduisent jamais en actes ni en mesures concrètes. Il leur est facile d'oublier le coût de leur inaction lorsqu'ils sont ici à Ottawa à dilapider l'avenir des Canadiens, mais pour le Canadien moyen qui vit dans une fière ville historique comme Amherst, les effets de leur inaction pèsent lourd.

Construit en 1915, le manège militaire Colonel James Layton Ralston, que les gens du coin appellent le manège militaire d'Amherst, a accueilli certains des meilleurs soldats de la Nouvelle-Écosse. Des hommes de la région se sont enrôlés au manège militaire pour servir pendant la Première Guerre mondiale et combattre l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

Affaires émanant des députés

Au total, 497 hommes d'Amherst et des environs ne sont jamais rentrés chez eux. Leurs noms sont inscrits sur un cénotaphe dans la région d'Amherst. Avec près de 500 personnes qui ont payé le prix ultime, le manège militaire d'Amherst revêt une grande importance. Ce qui, pour les libéraux, ne sert qu'à alimenter les discours à Ottawa est en réalité un élément vivant du patrimoine d'Amherst, de la Nouvelle-Écosse et de ses habitants, qui méritent des mesures concrètes et non des promesses vaines. Renouvelons donc aujourd'hui notre appel au gouvernement libéral pour qu'il abandonne ses jeux politiques et s'engage à transférer un tel bien historique à ceux qui y sont profondément attachés.

La motion indique également que les politiques du gouvernement libéral entraîneront une hausse du recrutement et, par le fait même, de la demande pour les services aux vétérans. Pour appuyer cette mesure, les libéraux s'amuse à brandir un rapport récent qui indique que le nombre de demandes d'admission dans les Forces armées canadiennes a augmenté de 13 % l'année dernière.

Une fois de plus, nous sommes confrontés à une interprétation des libéraux qui prouve leur mauvaise foi. Tout d'abord, le rapport de la vérificatrice générale publié en novembre dernier indique clairement que, année après année, les Forces armées canadiennes échouent à atteindre leurs propres objectifs de recrutement. Parmi les raisons invoquées: un système de recrutement compliqué, lourd et désuet. Le rapport souligne, à juste titre, que la plupart des candidats abandonnent le processus en cours de route parce qu'ils doivent parfois attendre jusqu'à un an avant que les Forces armées canadiennes complètent le processus d'enrôlement.

Selon ce raisonnement, comment le gouvernement libéral peut-il se réjouir d'une augmentation de 13 % des demandes, alors qu'il y a quelques mois à peine, la vérificatrice générale attirait l'attention sur la perte de candidats en raison d'un système de recrutement défaillant qui n'a toujours pas été amélioré?

En outre, les Forces armées canadiennes ont précisé que ce chiffre de 13 % n'a rien à voir avec les politiques du gouvernement actuel. Il s'agit d'une projection qu'elles établissent et surveillent depuis plus de quatre ans déjà. D'entrée de jeu, la prémisse même qui sous-tend cette motion est fautive.

En conclusion, il faut dire très clairement que les libéraux ont un bilan épouvantable en ce qui concerne les anciens combattants. Qu'il s'agisse de changer de ministre des Anciens Combattants tous les six mois, de sabrer des milliards de dollars dans les prestations aux anciens combattants, d'ignorer les anciens combattants qui travaillent sans relâche pour aider leurs semblables ou même d'offrir l'aide médicale à mourir aux anciens combattants qui cherchent de l'aide pour vivre leur vie, le gouvernement libéral a montré très clairement que les anciens combattants ne sont pas sa priorité.

Je tiens à ce que les choses soient aussi claires que possible pour tous les Canadiens qui nous écoutent aujourd'hui. J'ai déjà fait partie d'un gouvernement, et le gouvernement fédéral dispose des mécanismes et du pouvoir nécessaires pour transférer une propriété fédérale comme celle d'Amherst, en Nouvelle-Écosse. Il n'a qu'à agir. Quiconque dit aux gens d'Amherst ou d'ailleurs au Canada qu'il s'agit d'une question qui doit être étudiée en comité parlementaire ou débattue pendant des mois et des mois à la Chambre ne prend pas les besoins de ses concitoyens ou des anciens combattants au sérieux.

Le temps des jeux politiques avec les anciens combattants est révolu. Il est maintenant temps d'agir.

• (1810)

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je suis heureux que cette motion ait été présentée pour susciter le débat sur les anciens combattants du Canada.

Tout d'abord, je souligne que, à l'évidence, tous les députés et tous les Canadiens conviennent qu'aucun ancien combattant ne devrait vivre dans la rue au Canada. Tous les hommes et toutes les femmes qui ont servi notre pays devraient se voir accorder la priorité en matière de logement. Ils ne devraient pas se retrouver à la rue.

Cependant, nous avons des réserves au sujet de cette motion. Nous savons que le problème est bien réel. Les anciens combattants sont surreprésentés parmi les sans-abri de notre grand pays, mais on peut en dire autant des Autochtones. Les néo-démocrates en parlent depuis un moment. Je l'ai moi-même souvent fait à la Chambre: tout édifice et tout terrain appartenant à l'État qui doit servir à aménager des logements — une mesure que nous avons déjà appuyée et que nous préconisons toujours — devrait être consacré en priorité aux anciens combattants des Forces armées canadiennes et de la GRC et, bien sûr, aux peuples autochtones, les premiers peuples de notre pays, qui, je le répète, sont surreprésentés parmi les sans-abri au pays.

À de nombreuses reprises, des groupes et des organismes d'anciens combattants ou des légions ont tenté sans succès d'obtenir des fonds afin de faire construire des logements pour les anciens combattants. Le même scénario se répète constamment — on sait que c'est notamment arrivé en Ontario —: lorsqu'un groupe veut mettre un projet en chantier, même si une municipalité propose de fournir le terrain, le gouvernement provincial répond que les anciens combattants relèvent de la compétence du gouvernement fédéral du Canada et, trop souvent, le gouvernement fédéral ne fournit pas le financement nécessaire. Les anciens combattants se retrouvent donc entre deux chaises.

Même lorsque des administrations ou des organisations locales veulent piloter un projet pour éviter que le moindre ancien combattant sur leur territoire ou ailleurs au Canada ne soit à la rue, il arrive souvent que les besoins des uns entrent en conflit avec ceux des autres. Le gouvernement fédéral a actuellement l'occasion de jouer un rôle structurant.

Cette motion n'est cependant pas contraignante. Ce que nous a dit mon collègue conservateur, et j'appuie entièrement son propos, c'est qu'il est question de mener une étude dans six mois sur une motion non contraignante. Cette mesure pourrait figurer dans l'énoncé économique de l'automne. Le premier ministre pourrait même dès cette semaine annoncer une politique pour confirmer une fois pour toutes le fait que les terrains et les immeubles gouvernementaux destinés au logement doivent aller en priorité aux Canadiens et aux Canadiennes qui ont été dans l'armée ou dans la GRC et, puisque ces terrains et ces immeubles se trouvent sur leurs territoires, aux peuples autochtones.

Les libéraux ne le feront toutefois pas. C'est ainsi que nous nous retrouvons plutôt avec une motion qui fera traîner les choses en longueur. En toute franchise, malgré notre frustration à l'égard de cette motion, nous allons l'appuyer à l'étape de la deuxième lecture pour que la conversation se poursuive. Il ne devrait pas être nécessaire de procéder ainsi, car cet enjeu devrait être une priorité urgente pour le gouvernement. Il devrait chercher des moyens de soutenir les groupes et organisations en question et d'accélérer la mise en œuvre de projets prêts à démarrer. Des villes, des provinces et des territoires souhaiteraient soutenir les vétérans des forces armées et de la GRC ainsi que les peuples autochtones sur les terres fédérales, mais il faut que le gouvernement fédéral se présente à la table et prenne les choses en main pour faire avancer ce dossier.

Encore une fois, nous reconnaissons qu'il existe un réel problème et que nous avons besoin d'une approche pancanadienne à cet égard. Cela dit, nous n'avons pas besoin d'attendre une étude quand nous savons déjà que certains terrains et immeubles gouvernementaux pourraient être utilisés immédiatement. Des organismes sans but lucratif ont des projets prêts à démarrer. Nous avons besoin de données, comme l'a dit notre collègue tout à l'heure. En ce moment, il n'y a pas de données crédibles pour déterminer combien de vétérans des Forces armées canadiennes et de la GRC sont sans abri. Nous devons veiller à ce qu'il y ait de solides mesures de soutien à la transition pour ceux qui traversent une crise profonde. Il faut que tout cela soit coordonné à l'échelle du gouvernement. Tous les ordres de gouvernement devraient collaborer pour régler ce problème. Nous avons besoin de mesures de soutien qui donnent la priorité au logement.

Il est essentiel que nous passions en mode prévention. Lorsqu'un ancien combattant ou un vétéran de la GRC est sans abri, il ne faut pas attendre qu'il soit en situation de crise. Ce dossier devrait être une priorité pour le gouvernement. Si une personne en service, jusqu'à sa libération, est en difficulté, si elle n'a pas de logement prévu ou qu'elle n'a aucun soutien sûr qui l'attend au moment de sa libération, il faut voir à ce qu'elle ait à tout le moins un endroit où vivre.

• (1815)

Le gouvernement a eu 10 ans pour régler ce problème, et les libéraux présentent une motion pour en discuter et mener une étude dans 6 mois, alors que ce n'est pas nécessaire. L'approche en question peut être appliquée dès maintenant. On s'attendrait à beaucoup plus d'initiative de la part du gouvernement. Tous les parlementaires s'attendent à plus.

J'espère que la motionnaire ira dire au premier ministre et au Cabinet que le moins que nous puissions faire pour les anciens combattants canadiens, c'est de faire le ce qu'il faut pour qu'aucun d'entre eux ne finisse à la rue. Il est possible et même nécessaire de le faire rapidement, car nous ne pouvons pas perdre des anciens combattants. Quand un ancien combattant est sans abri et qu'il ne reçoit pas le soutien dont il a besoin, nous savons ce qui peut arriver.

C'est un manque de respect envers les anciens combattants canadiens, ces personnes qui ont risqué leur vie pour notre sécurité et qui ont servi notre pays. Je dirai à la motionnaire que j'espère que cette proposition sera incluse dans l'énoncé économique de l'automne ou, mieux encore, que le gouvernement accélérera le processus pour éviter que le moindre ancien combattant ne se retrouve à la rue au pays.

Motion d'ajournement

Le vice-président adjoint (John Nater): L'heure réservée à l'étude des affaires émanant des députés est maintenant écoulée. L'affaire retombe au bas de l'ordre de priorité du Feuilleton.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LE LOGEMENT

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPĐ): Monsieur le Président, depuis plus de 30 ans, les gouvernements libéraux et conservateurs qui se succèdent comptent sur le secteur privé pour répondre aux besoins des Canadiens en matière de logement. Les résultats sont indéniables. Le parc de logements sociaux au Canada a diminué et ne représente plus que 4,5 % du parc total, ce qui est bien inférieur à la moyenne dans les pays du G7. Précisons que selon la SCHL, le Canada aura besoin de 3,5 millions de logements abordables supplémentaires d'ici 2030. Le rapport du directeur parlementaire du budget sur le plan de Maisons Canada a révélé que le gouvernement ne construira que 26 000 logements au cours des 5 prochaines années, ce qui représente 5 200 logements par an. À ce rythme, il faudrait 673 ans pour atteindre l'objectif fixé par la SCHL. Si l'on se base sur l'espérance de vie à la naissance d'un Canadien né en 2023, cela représente huit vies et demie.

Le prix du logement grimpe en flèche, le nombre de sans-abri augmente et les logements véritablement abordables disparaissent plus vite qu'on en construit. Malgré l'ampleur de cette crise, le gouvernement fédéral prévoit de réduire ses dépenses en matière de logement de 56 % d'ici 2028-2029. Parallèlement, le financement des programmes destinés à rendre les logements plus abordables arrivera à échéance dans les prochaines années, sans aucune solution de remplacement clairement définie. Le plan proposé actuellement n'est pas sérieux.

Durant la campagne électorale, l'initiative Maisons Canada a été présentée comme un investissement fédéral dans le logement comparable à celui de l'après-guerre. Or, le directeur parlementaire du budget a confirmé que le gouvernement ne dispose ni des cibles, ni du financement, ni des mécanismes de protection nécessaires pour faire baisser le coût de la vie à grande échelle. Maisons Canada ne fixe aucune exigence minimale en matière de prix raisonnable pour l'ensemble de ses projets. À ce jour, seulement six des sites annoncés devraient respecter les objectifs d'abordabilité. Faute d'objectifs clairs inscrits dans le programme, rien ne garantit que les prochains projets offriront des logements que les Canadiens à revenu faible ou moyen pourront vraiment se permettre.

Selon le budget de 2025, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'organisme fédéral qui s'occupait auparavant de la mise en œuvre des programmes de logement, subira des réductions annuelles de 860 millions de dollars. Les Canadiens ignorent quels programmes seront éliminés et lesquels seront maintenus dans le cadre de Maisons Canada. Il n'y a ni transparence ni mécanismes de reddition de comptes. Voici à quoi cela ressemble concrètement.

Motion d'ajournement

À la coopérative d'habitation China Creek, à Vancouver, les résidents risquent de perdre les subventions au logement qui leur permettent de se loger à un prix raisonnable. Plus tôt cette année, le gouvernement a annoncé la prolongation de l'Initiative fédérale de logement communautaire, donnant ainsi l'impression que les prix des logements continueront d'être maintenus à un niveau raisonnable. Or, le dernier budget fédéral ne prévoit pas le maintien de ces subventions pour l'année à venir. Quand la coopérative a communiqué avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour obtenir des éclaircissements, celle-ci a répondu qu'elle n'avait pas d'autres renseignements que ceux présentés dans le budget: pas d'échéancier, pas de plan de transition et pas d'assurance que les bénéficiaires actuels de la subvention continueront de recevoir du soutien. La Société canadienne d'hypothèques et de logement a conseillé aux résidents de communiquer avec leur député parce qu'elle n'avait pas de réponse à leur donner. Parmi les résidents touchés, on compte des aînés à faible revenu qui ont de graves problèmes de santé, des parents seuls avec des enfants et des familles autochtones et métisses.

Sans subventions au logement, beaucoup ne pourront plus se permettre d'habiter à China Creek, ni ailleurs sur le marché locatif de Vancouver, ni même ailleurs au pays, car les loyers dépassent souvent le revenu mensuel des personnes les plus touchées. La crainte de se retrouver bientôt sans logement est bien réelle, et elle pèse lourdement sur le moral des personnes qui n'ont nulle part où aller.

• (1820)

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse d'annoncer que le gouvernement du Canada prend des mesures pour réduire le coût du logement dans l'ensemble du pays. Le budget de 2025 comprenait des investissements de portée historique dans le logement et les infrastructures, car nous savons que le coût du logement a une incidence considérable sur le coût de la vie. Ces investissements stratégiques permettront de bâtir de grandes infrastructures et de nombreux logements, de favoriser la prospérité à long terme et de donner à des Canadiens les moyens d'améliorer leur sort.

En septembre 2025, le premier ministre et le ministre du Logement et de l'Infrastructure ont inauguré Maisons Canada, avec un investissement initial de 13 milliards de dollars. Maisons Canada est le nouvel organisme fédéral qui a pour mandat d'augmenter l'offre de logements abordables partout au pays. En tirant parti des terres publiques, en offrant des outils financiers souples et en agissant comme catalyseur des méthodes de construction modernes, Maisons Canada favorise un secteur de la construction résidentielle plus productif et innovant.

Le nouvel organisme s'associera à des promoteurs du secteur privé pour réaliser des projets d'habitation mixtes combinant des logements à prix abordable et des logements du marché privé. Cette approche permettra de débloquent de nouvelles sources de fonds privés, de créer une meilleure offre de logements abordables, et de faire en sorte que le logement reste financièrement viable et abordable à long terme.

Grâce à la construction de logements de transition et de logements supervisés, Maisons Canada contribuera également à la lutte contre l'itinérance. De plus, l'organisme collaborera avec les provinces, les territoires, les municipalités et les communautés autochtones afin de faire correspondre les investissements fédéraux aux services complémentaires nécessaires.

En outre, le Fonds canadien de protection des loyers, doté de 1,5 milliard de dollars, sera également lancé dans le cadre du programme Maisons Canada afin de protéger les logements abordables existants. Le gouvernement aidera ainsi le secteur du logement communautaire à acquérir des immeubles d'appartements locatifs à risque afin qu'ils demeurent abordables à long terme. Le Fonds canadien de protection des loyers s'intègre dans le mandat plus large du programme Maisons Canada, qui consiste à accroître l'offre de logements abordables qui ne sont pas soumis aux lois du marché. Tous les projets financés par le programme Maisons Canada comprendront un volet abordable, où des logements seront construits et où ceux que des Canadiens habitent déjà seront préservés.

Le programme Maisons Canada et le Fonds canadien de protection des loyers nous permettront d'ajouter de nouvelles réussites à celles des programmes comme le Fonds pour le logement abordable. En septembre 2025, plus de 54 000 nouveaux logements ont été promis dans le cadre de ce Fonds. Le gouvernement du Canada a fourni 1,5 milliard de dollars supplémentaires en prêts dans le cadre du nouveau volet de construction du Fonds, ce qui porte le financement fédéral total du Fonds à environ 16 milliards de dollars.

Pour veiller à ce que le marché locatif demeure équitable et accessible, le gouvernement du Canada a également préparé un projet de charte des droits des locataires, qui énonce les principes d'un système locatif équitable et transparent. Nous demandons aux provinces et aux territoires de prendre des mesures pour soutenir les principes de ce plan, pour améliorer le système de location de logement et pour veiller à ce que le processus de location soit équitable et transparent partout au Canada.

Le gouvernement consacre des sommes historiques au logement abordable et cherche à réduire le coût du logement pour les Canadiens afin que chaque famille puisse trouver un logement qui répond à ses besoins et à son budget. Nous sommes déterminés à y parvenir. Nous le ferons en utilisant des matériaux canadiens, des travailleurs canadiens et de l'ingéniosité canadienne, et en collaborant avec tous les députés de la Chambre.

• (1825)

Jenny Kwan: Monsieur le Président, à l'heure actuelle, les accords d'exploitation d'environ 300 000 logements sociaux et coopératifs existants devraient venir à échéance. Si les libéraux ne renouvellent pas ces accords d'exploitation, leurs subventions pour les frais de logement prendront fin. Cela signifie qu'il pourrait y avoir une perte de 300 000 logements abordables déjà construits, ce qui aggraverait encore plus la grave crise du logement. Cela veut dire que le premier ministre échoue non seulement à construire un nombre suffisant de logements vraiment abordables, mais aussi à protéger ceux qui existent déjà et dont l'abordabilité doit être un objectif primordial atteint grâce à la coordination de diverses mesures, de manière à fournir des logements vraiment abordables à grande échelle.

Ma question est la suivante: le premier ministre corrigera-t-il cette lacune fondamentale et s'engagera-t-il à faire en sorte que le programme « Maisons Canada » remplisse sa mission de fournir un financement de base assurant l'abordabilité? De plus, les libéraux s'engageront-ils à contribuer au financement des subventions pour les frais de logement, y compris pour les habitants de China Creek, afin que personne ne se retrouve sans abri à cause de l'inaction du gouvernement fédéral?

Caroline Desrochers: Monsieur le Président, le gouvernement est déterminé à résoudre la crise du logement en se concentrant sur le logement abordable dans tout le continuum de l'abordabilité. Pour ce faire, le budget de 2025 prévoit un financement de portée historique du logement et des infrastructures.

Maisons Canada travaillera avec des partenaires de l'ensemble de l'écosystème du logement pour stimuler l'offre de diverses formes de logement abordable adaptées à un éventail de niveaux de revenus. Maisons Canada augmentera l'offre de logements abordables et communautaires et travaillera avec les fournisseurs de logements sans but lucratif pour offrir des outils financiers souples, y compris des prêts à faible taux d'intérêt et des contributions. Ces partenariats sont au cœur de la stratégie de Maisons Canada pour développer le logement communautaire et garantir l'abordabilité à long terme.

Comme je l'ai déjà mentionné, le gouvernement fédéral prend un large éventail de mesures pour rétablir l'abordabilité, diversifier les options en matière de logement et veiller à ce que chaque Canadien ait un toit.

LES RESSOURCES NATURELLES

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole ce soir au sujet de la fermeture de l'usine de Crofton, sur l'île de Vancouver, et de ce qu'elle révèle sur l'état du secteur forestier canadien et sur l'inaction du gouvernement libéral au moment où les travailleurs forestiers ont le plus besoin d'aide.

Aujourd'hui, le 3 février, on a procédé à la première série de mises à pied à l'usine de Crofton. Des travailleurs doivent vider leur casier, et des familles perdent des chèques de paie. Pendant que le gouvernement délibère, les gens ne peuvent pas arrêter de payer l'hypothèque, le loyer et l'épicerie. Les collectivités se font dire d'attendre. Je soulève cette question ce soir parce que Geoff Dawe, président de Public and Private Workers of Canada, a communiqué directement avec moi. Il avait un problème simple et alarmant à soulever. Les travailleurs qui perdent leur emploi syndiqué bien rémunéré n'ont pas accès aux mesures de soutien fédérales qui leur ont été promises et qu'ils méritent. Crofton ne se trouve pas dans ma circonscription, mais lorsque des centaines de travailleurs de l'île de Vancouver perdent leur emploi du jour au lendemain, les limites des circonscriptions ne veulent rien dire. Il faut une solution nationale.

J'ai immédiatement communiqué avec trois ministères fédéraux en vue d'éliminer des obstacles qui empêchent les travailleurs d'obtenir de l'aide et qui n'auraient tout simplement jamais dû exister. Je remercie les ministres et les fonctionnaires qui ont répondu, mais soyons clairs: les travailleurs ne devraient pas avoir à attendre qu'un député intervienne simplement pour obtenir de l'aide lorsque leur usine ferme ses portes.

Je tiens également à saluer le ministre des Forêts de la Colombie-Britannique, Ravi Parmar, qui travaille sans relâche, ainsi que le maire de North Cowichan, Rob Douglas, et la mairesse de Duncan, Michelle Staples, qui font tout leur possible sur le terrain, malgré l'absence d'une réponse fédérale sérieuse et coordonnée. Lorsque les gouvernements n'interviennent pas dans une crise sectorielle, les conséquences sont prévisibles: choc économique, crise de santé mentale, perte de population et collectivités entières ébranlées dans leurs fondements. La situation actuelle est un test de résistance en temps réel pour l'assurance-emploi, le financement du développement du marché du travail, l'aide au secteur du bois d'œuvre

Motion d'ajournement

et la coordination fédérale-provinciale. À l'heure actuelle, le système échoue à ce test.

Je m'explique. Le gouvernement a annoncé un investissement de 1,2 milliard de dollars dans le secteur forestier. Les travailleurs ont rapidement découvert que seulement 50 millions de dollars leur étaient réellement destinés. Cela représente moins de 5 %, et ce n'est pas pour remplacer leur revenu, ni pour leur offrir une formation de recyclage, ni pour aider les collectivités qui tentent de survivre aux fermetures. Ces 50 millions de dollars pour des dizaines de milliers de travailleurs ne représentent pas un soutien, mais de la négligence. Rien qu'en Colombie-Britannique, près de 50 000 emplois directs dans le secteur forestier sont menacés. Il s'agit d'ouvriers d'usine, de bûcherons, de chauffeurs de camion, d'opérateurs d'équipement, de travailleurs autochtones et de travailleurs dans des villes mono-industrielles.

La foresterie a fait vivre des générations de familles dans ma province. La Colombie-Britannique produit environ 45 % des exportations de bois d'œuvre du Canada, mais elle ne reçoit qu'environ 70 millions de dollars sur les 450 millions de dollars alloués à l'adaptation au marché du travail, tandis que l'Ontario reçoit environ 230 millions de dollars. C'est indéfendable et ce n'est pas proportionnel. On laisse tomber les communautés forestières de la Colombie-Britannique.

Quand le secteur automobile est en crise, Ottawa intervient. Quand l'industrie sidérurgique est victime de pratiques commerciales déloyales, Ottawa intervient, et à juste titre. Les travailleurs forestiers se demandent toutefois pourquoi ils sont traités comme des pions dont on peut se passer. Ce qui manque, c'est une nouvelle série de mesures d'aide spécifiques au secteur forestier, y compris un soutien pour le bois d'œuvre, qui tient compte de l'ampleur de la crise et traite la Colombie-Britannique de manière équitable. De nombreux travailleurs touchés ont entre 55 et 64 ans et sont trop âgés pour se recycler et trop jeunes pour prendre leur retraite. L'assurance-emploi ne remplace que 60 % de leur revenu, et les clauses de récupération des indemnités de départ les empêchent d'accéder à toute aide.

Les travailleurs ne demandent pas la charité, ils demandent simplement que des mesures soient prises. Ils demandent que le taux de remplacement de l'assurance-emploi soit porté à au moins 80 % et que la durée de l'assurance-emploi soit prolongée à 104 semaines. Ils demandent qu'il n'y ait pas de période d'attente ni de récupération des indemnités de départ. Ils demandent des aides de transition vers la retraite pour les travailleurs âgés de 55 à 64 ans. Ils demandent la garantie de l'achèvement de l'apprentissage et des services de soutien à long terme en matière de santé mentale. Ils demandent une aide à la mobilité lorsqu'il n'y a pas d'emplois locaux.

Crofton, c'est le test. Il y a des mises à pied aujourd'hui, et les excuses ne permettront pas de payer le loyer. Les retards ne sont pas sans incidence; ils causent du tort. Le gouvernement doit agir, et dès maintenant.

Motion d'ajournement

• (1830)

Claude Guay (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, les fermetures de scieries constituent un problème partout au pays, et pas seulement en Colombie-Britannique. Nous compatissons avec tous les travailleurs qui sont touchés par cette situation, ainsi qu'avec leur famille, mais la réalité, c'est que nous sommes confrontés à une guerre tarifaire injustifiée initiée par notre voisin du Sud, qui touche cette industrie depuis de nombreuses années. Nous avons lutté contre de nombreux droits de douane au fil des ans, mais le gouvernement entreprend une série d'activités pour aider l'industrie, et celles-ci nécessitent des mesures en profondeur.

Parmi ces mesures, il y a le montant de 1,2 milliard de dollars mentionné par le député, qui vise vraiment à aider, du point de vue des liquidités, les entreprises visées par ces droits de douane. Les grandes entreprises tirent parti du Fonds stratégique pour l'innovation pour survivre ou lutter contre ces droits de douane, mais nous avons aussi annoncé un programme de 500 millions de dollars, qui est lié au réoutillage...

Une voix: C'est 20 millions de dollars pour les travailleurs.

Claude Guay: Monsieur le Président, c'est 50 millions de dollars pour les travailleurs. Les 500 millions de dollars visent à aider les entreprises à se diversifier en fabriquant de nouveaux produits et en apportant des changements, ce qui est nécessaire. La réalité, c'est qu'il faudra un certain temps pour régler ces problèmes qui sont propres à une industrie qui est touchée depuis si longtemps. Enfin, nous avons collaboré avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, car c'est également de son ressort.

Récemment, nous avons aussi créé un groupe de travail composé de représentants de partout au pays qui disposera de 90 jours pour formuler des suggestions au gouvernement sur ce qu'il faut faire. Nous recevrons ces suggestions très bientôt. Comme le député l'a mentionné, nous avons également un programme d'aide pour les salaires et le recyclage des employés.

La situation est difficile partout au pays. Il y a eu de nombreuses fermetures d'usines, non seulement en Colombie-Britannique, mais en particulier dans cette province, au Québec et en Ontario. Nous prenons cette question très au sérieux et nous sommes là non seulement pour aider les employés, mais aussi les entreprises, car elles pourraient réembaucher ces employés.

• (1835)

Gord Johns: Monsieur le Président, les sentiments ne suffisent pas. Les mises à pied se font aujourd'hui. J'exhorte le gouvernement à ne pas abandonner les familles et les travailleurs de Crofton. Les travailleurs forestiers n'ont pas besoin d'être rassurés davantage, ils ont besoin de gestes concrets. Si le gouvernement veut vraiment prévenir d'autres pertes d'emplois et soutenir les travailleurs qui ont déjà perdu leur emploi, il doit offrir dès maintenant une aide réelle et adaptée au secteur, y compris des fonds d'aide aux travailleurs du bois d'œuvre qui sont proportionnels au rôle que joue la Colombie-Britannique dans cette industrie et comparables à ce que l'industrie automobile et l'industrie sidérurgique ont reçu.

Il faut donc stabiliser les scieries existantes, assurer l'approvisionnement en fibres, résoudre le différend sur le bois d'œuvre avec les États-Unis et diversifier les marchés grâce à une approche « Équipe Canada » avec les provinces, les syndicats et l'industrie. Des travailleurs perdent leur emploi aujourd'hui, et les mesures de soutien doivent être rapides et équitables. Beaucoup ont cotisé à

l'assurance-emploi pendant des décennies. À 60 %, l'assurance-emploi ne suffit pas. Les périodes d'attente retardent le versement des revenus au moment même où les familles perdent des chèques de paie, et la récupération des indemnités de départ punit les travailleurs pour des prestations qu'ils ont gagnées.

Le gouvernement va-t-il agir maintenant? Aidera-t-il les travailleurs et les familles de Crofton, en Colombie-Britannique, dès maintenant?

Claude Guay: Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir expliqué très clairement ce qui se passe dans tout le pays, et pas seulement dans sa circonscription ou en Colombie-Britannique. En réalité, la résolution du problème commercial représente un défi, et il en va de même dans les secteurs de l'acier, de l'automobile, de l'aluminium et de la foresterie. Le secteur forestier connaît des difficultés depuis de nombreuses années, et nous avons besoin de solutions structurelles fondamentales pour pouvoir renforcer notre industrie partout au pays, en prendre soin et offrir de bons emplois. Nous avons d'ailleurs parlé du programme Maisons Canada et du programme d'achat au Canada, car si nous consommons plus de bois, nous serons en mesure d'embaucher plus d'employés dans nos scieries partout au pays.

LES FINANCES

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je prends la parole au débat d'ajournement ce soir pour revenir sur une question que j'ai posée au ministre des Finances le 4 décembre 2025 concernant les engagements énoncés dans le budget.

À la page 399 du budget, il est dit clairement que l'aspect du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone appelé « récupération assistée du pétrole » ne serait pas admissible aux crédits d'impôt à l'investissement.

Pour ceux qui nous regardent et qui ne savent pas ce qu'est la « récupération assistée du pétrole », il s'agit essentiellement d'utiliser le prétexte qu'on extrait en quelque sorte le carbone de l'atmosphère, qu'on le stocke et qu'on évite ainsi son effet de réchauffement climatique, ce qui est en quelque sorte bon pour le climat, alors qu'en réalité, on utilise la pression et l'impact de l'injection de dioxyde de carbone sous la surface pour atteindre les zones où l'industrie n'a pas encore pu accéder au pétrole qui s'y trouve encore. Par conséquent, la récupération assistée du pétrole n'a rien à voir avec le captage et le stockage du carbone; elle vise à augmenter la production de pétrole.

Lorsqu'on a rédigé le budget, avant qu'il ne soit déposé le 4 novembre, on a explicitement demandé au gouvernement de ne pas ajouter de nouvelle subvention pour les combustibles fossiles et de le préciser très clairement. Cette précision est toujours là. Le gouvernement n'a pas utilisé d'encre invisible. Il est toujours écrit, à la page 399 de la version française du budget, que la récupération assistée du pétrole n'est pas admissible aux crédits d'impôt à l'investissement.

Si j'ai posé la question au ministre des Finances le 4 décembre dernier, soit exactement un mois après le dépôt du budget, ce qui est ironique, c'était en raison du protocole d'entente qui avait été signé avec le gouvernement de l'Alberta le 27 novembre précédent et qui, étonnamment, disait exactement le contraire de l'engagement énoncé dans le budget. Dans ma question, j'avais fait valoir qu'on pourrait qualifier cela de pirouette, mais qu'une pirouette c'est amusant, alors que l'entente signée avec Danielle Smith, la première ministre de l'Alberta, est plutôt une trahison du gouvernement du Canada, ce qui n'a rien d'amusant. Il s'y engage en effet à fournir précisément la subvention qu'il s'était pourtant engagé à ne pas verser à la page 399 du budget.

Ma question était d'ordre financier. Le budget indiquait un chiffre assez stupéfiant dans son calcul final: un déficit de 78 milliards de dollars. Cependant, quand le gouvernement injecte plus d'argent dans les subventions, il augmente par le fait même notre déficit parce qu'il dépense plus que ce qu'il reçoit.

En matière de déficits et d'équilibre budgétaire, le bilan du Parti vert est très bon. De tous les partis qui ont participé aux dernières élections fédérales, c'est nous qui avons soumis le plus grand nombre de propositions au directeur parlementaire du budget pour examen. Nous avons expliqué en détail comment le gouvernement pourrait augmenter ses recettes et réduire le déficit plus rapidement sans recourir à l'austérité, sans procéder à des coupes budgétaires et sans priver notre filet de sécurité sociale des ressources dont il a besoin pour s'élargir et répondre aux besoins des Canadiens.

Ces études sont toujours disponibles sur le site Web du directeur parlementaire du budget, si quelqu'un souhaite vérifier combien d'argent nous aurions pu recueillir grâce à une taxe sur les transactions financières, combien nous pourrions recueillir grâce à un impôt sur la fortune, ou combien nous pourrions obtenir si nous donnions la priorité au Canada et empêchions l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada d'utiliser l'argent du régime de pensions du Canada pour investir dans d'autres pays.

Je n'ai pas obtenu de réponse ce jour-là. La ministre de l'Environnement a pris la parole, mais elle ne m'a pas donné de réponse.

Je demande donc quel est le montant du déficit maintenant que les libéraux ont trahi leur promesse concernant la récupération assistée du pétrole.

• (1840)

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue d'avoir soulevé cette question.

Le monde évolue rapidement. Les États-Unis, la plus grande économie du monde et le principal partenaire économique du Canada, sont en train de modifier fondamentalement toutes leurs relations commerciales. Dire que cela perturbe le Canada est un euphémisme. Ce n'est pas une transition économique. C'est un changement générationnel, une rupture.

Revenir en arrière et penser au bon vieux temps n'est pas une stratégie. Nous devons transformer notre économie, qui dépend d'un seul partenaire commercial, en une économie plus forte, plus indépendante et plus résistante aux chocs mondiaux. C'est pourquoi nous avons éliminé les obstacles fédéraux au commerce intérieur afin que nous puissions être notre meilleur client. C'est pourquoi nous avons adopté un projet de loi visant à accélérer l'approbation de projets d'intérêt national, ce qui est essentiel pour diversifier

Motion d'ajournement

notre économie et réaliser notre potentiel en tant que superpuissance énergétique.

Nous sommes un pays riche en ressources, avec des minéraux critiques, des sources d'énergie propre et classique et une industrie agroalimentaire de classe mondiale. Soyons clairs: le Canada a ce dont le monde a besoin, et nous devons assurer notre place dans la nouvelle économie mondiale.

En novembre, le gouvernement a conclu un nouveau partenariat avec la province de l'Alberta afin de réduire les émissions, d'exploiter les ressources naturelles canadiennes et de bâtir une économie plus forte et plus durable. Ce partenariat permettra de mettre en place un processus d'approbation clair et efficace pour un nouveau pipeline, financé et construit par le secteur privé, avec une copropriété et des avantages pour les peuples autochtones. Le pipeline acheminera le pétrole canadien vers de nouveaux marchés asiatiques. Il nous aidera à diversifier nos exportations, à réduire la dépendance sur les ventes actuelles aux marchés américains et à accroître l'indépendance et la prospérité du Canada.

Le protocole d'accord que nous avons signé avec l'Alberta fait également avancer la construction du projet Pathways Plus. Il s'agira du plus grand projet de captage, d'utilisation et de stockage du carbone au monde. C'est important, car l'énergie ne doit pas seulement être peu coûteuse, elle doit également être à faibles émissions de carbone. Aux termes du protocole d'accord, l'Alberta renforcera son propre programme d'innovation technologique et de réduction des émissions afin d'établir un prix pour le carbone de 130 \$ la tonne. C'est une réussite. Cette initiative contribuera à envoyer un signal clair à l'industrie, à savoir que les émissions de carbone sont coûteuses, et rendra ainsi le captage, l'utilisation et le stockage du carbone plus attractifs.

Pour notre part, nous prolongerons le crédit d'impôt à l'investissement fédéral afin de favoriser les investissements à grande échelle dans le captage du carbone, ce qui comprend le projet de l'Alliance nouvelles voies et la récupération assistée du pétrole. Grâce à l'Alliance nouvelles voies, les barils de pétrole de l'Alberta seront parmi ceux dont l'intensité carbonique est la plus faible au monde. En ce qui concerne la récupération assistée du pétrole, c'est un plus pour le captage et le stockage du carbone. Elle génère une demande et des revenus pour le CO₂ capté et, par conséquent, elle contribue à attirer des projets de captage du carbone et à élargir la portée des projets existants, tout en stockant le CO₂ capté afin qu'il ne soit pas libéré dans l'atmosphère.

Le Canada peut être et sera une superpuissance de la production d'énergie propre et traditionnelle.

• (1845)

Elizabeth May: Monsieur le Président, quatre minutes plus tard, je n'ai toujours pas eu de réponse. J'ai demandé quel était le déficit actuel parce que le gouvernement a choisi de donner encore plus d'argent aux grandes pétrolières. Je n'ai pas eu de réponse.

Motion d'ajournement

On m'a dit un certain nombre de choses qui ne sont pas vraies, notamment que le protocole d'entente avec l'Alberta a quelque chose à voir, d'une manière ou d'une autre, avec la diversification du commerce au Canada. Étant donné que le West Texas Intermediate se vend moins de 60 \$ le baril et qu'il doit se vendre au moins 80 \$ le baril pour qu'il soit possible de faire de l'argent avec le bitume du Nord de l'Alberta, il n'y a pas de marché pour le bitume. Le projet de l'Alliance nouvelles voies ne permettra certainement pas de capter le carbone, puisqu'il a été prouvé que la seule chose que le captage et le stockage du carbone réussissent à capter, c'est l'argent des gouvernements du monde entier.

Nous devons réfléchir sérieusement au pays que nous souhaitons être si nous voulons avoir une économie prise au sérieux et envisager un nouvel ordre mondial. La première étape, c'est de faire passer les intérêts du Canada en premier. Nous devons cesser de dépenser l'argent du Régime de pensions du Canada dans d'autres pays, commencer à faire passer le Canada en premier et mettre en place des réserves stratégiques de nos ressources naturelles.

Caroline Desrochers: Monsieur le Président, c'est exactement ce que nous faisons. Nous faisons passer le Canada en premier et nous bâtissons un Canada fort.

La première ministre de l'Alberta appuie ce protocole d'entente dans sa totalité. Le premier ministre de la Saskatchewan et le premier ministre de l'Ontario l'appuient eux aussi pour une raison très simple: c'est un plan visant à réduire les émissions, à libérer nos ressources naturelles et à bâtir une économie plus forte, plus durable et plus concurrentielle. L'Institut d'action climatique de la RBC a indiqué qu'il pourrait positionner le Canada et l'Alberta en tant que superpuissance énergétique continentale grâce à une feuille de route claire, à un échéancier serré et à une réduction des émissions de carbone.

J'exhorte tous les députés à se joindre à nous pour appuyer notre plan afin que nous puissions bâtir un Canada fort.

Le vice-président adjoint (John Nater): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 48.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 3 février 2026

La Chambre des communes

Le Président 5307

AFFAIRES COURANTES

Certificats de nomination

Anandasangaree 5307

Les télécommunications

Fancy 5307

La santé mentale

Johns 5307

Les organismes de bienfaisance

Bailey 5307

La liberté religieuse

Bailey 5308

Questions au Feuilleton

Lamoureux 5308

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — L'abordabilité des aliments

Berthold 5308

Motion 5308

Lamoureux 5309

Beaulieu 5310

Anstey 5310

Johns 5310

Kirkland 5310

Lamoureux 5312

Beaulieu 5312

Johns 5312

Leitão 5312

Anstey 5315

Perron 5315

Gerretsen 5315

May 5315

Cobena 5316

Beaulieu 5316

Perron 5316

Deschênes-Thériault 5318

Goodridge 5318

Lamoureux 5319

Les comités de la Chambre

Commerce international

Lamoureux 5319

Motion 5319

Adoption de la motion 5319

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — L'abordabilité des aliments

Motion 5319

Bonin 5319

Leitão 5320

Bexte 5321

Barsalou-Duval 5321

McCauley 5321

Lamoureux 5323

Beaulieu 5323

Gill (Windsor West) 5323

Blois 5325

Ste-Marie 5325

Gallant 5325

MacDonald (Cardigan) 5326

Blois 5326

Anstey 5328

Barsalou-Duval 5328

Fancy 5328

Deschênes-Thériault 5329

Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake) 5330

Ste-Marie 5331

Fancy 5331

Bélanger (Sudbury-Est—Manitoulin—Nickel Belt) 5331

Lamoureux 5332

Beaulieu 5333

Block 5333

Poilievre 5333

Leitão 5334

Beaulieu 5334

Hallan 5335

Fragiskatos 5335

Rood 5336

Ste-Marie 5337

MacDonald (Cardigan) 5337

Belanger (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill) 5337

Gladu 5338

Barsalou-Duval 5339

Deschênes-Thériault 5339

Jansen 5339

Lamoureux 5341

Ste-Marie 5341

Bailey 5341

Bragdon 5342

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Le pont « Every Child Matters »

Johns 5342

Le hockey féminin

Kelloway 5343

Les fermetures d'usines

Kronis 5343

Les mesures d'abordabilité

Sidhu (Brampton-Sud) 5343

L'Institut de la fourrure du Canada

Calkins 5343

Un salon de l'habitation à Québec	
Lavoie	5343
Le 22^e premier ministre du Canada	
Kusie	5344
La Semaine du développement international	
Fortier	5344
Les Mustangs du Sud de l'Alberta	
Caputo	5344
Thomas Fafard	
Bonin	5344
L'Iran	
Wilkinson	5345
Le coût des aliments	
Schmale	5345
Barbara Charles, dite Mary	
Grant	5345
Le Parti conservateur du Canada	
Doherty	5345
Le Mois de l'histoire des Noirs	
Auguste	5345
Le 22^e premier ministre du Canada	
Poilievre	5346
L'Aga Khan	
Noormohamed	5346

QUESTIONS ORALES

La fiscalité	
Poilievre	5346
Carney	5346
Poilievre	5346
Carney	5346
Poilievre	5346
Carney	5347
Poilievre	5347
Carney	5347
Poilievre	5347
Carney	5347
Poilievre	5347
Carney	5347
Le transport ferroviaire	
Blanchet	5347
Carney	5347
Blanchet	5348
Carney	5348
Blanchet	5348
Carney	5348
L'économie	
Poilievre	5348
MacKinnon	5348
Poilievre	5348
MacKinnon	5348
Poilievre	5348
Hajdu	5348

Steinley	5349
van Koeverden	5349
Steinley	5349
Fragiskatos	5349
Kramp-Neuman	5349
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)	5349
Kramp-Neuman	5349
Valdez	5350
Les pensions	
Larouche	5350
Hajdu	5350
Larouche	5350
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke)	5350
L'économie	
Goodridge	5350
Valdez	5350
Goodridge	5350
Hajdu	5350
Gladu	5351
McKnight	5351
Rowe	5351
Thompson	5351
Anderson	5351
Fragiskatos	5351
Les affaires étrangères	
St-Pierre	5351
Anand	5351
L'industrie automobile	
Chambers	5352
Joly	5352
Chambers	5352
Joly	5352
Kirkland	5352
Joly	5352
Kirkland	5352
LeBlanc	5352
Khanna	5352
Zerucelli	5353
Khanna	5353
Zerucelli	5353
Borrelli	5353
Solomon	5353
L'industrie forestière	
Deltell	5353
Joly	5353
Deltell	5353
Joly	5354
La diversité et l'inclusion	
Coteau	5354
Valdez	5354
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Rempel Garner	5354
Diab	5354
Rempel Garner	5354
Diab	5354
Rempel Garner	5354
Diab	5355

Le développement international	
O'Rourke	5355
Sarai	5355
La défense nationale	
Bezan	5355
McGuinty	5355
Le développement international	
Boulerice	5355
Sarai	5355
Le logement	
Kwan	5355
Robertson	5356
Présence à la tribune	
Le Président	5356
La tragédie en Alberta	
Le Président	5356

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — L'abordabilité des aliments

Motion	5356
Bragdon	5356
Lamoureux	5357
Simard	5357
Stubbs	5358
Gerretsen	5358
Barlow	5359
Simard	5359
Greaves	5360
Sari	5360
Simard	5361
Bonk	5362
Johns	5362
Garon	5362
Barlow	5362
Lamoureux	5364
Simard	5364
Tolmie	5365
Steinley	5365
Lamoureux	5366

Stubbs	5367
Wagantall	5367
Lamoureux	5367
Steinley	5369
Simard	5369
Greaves	5369
Church	5370
Bonk	5371
Wagantall	5371
Greaves	5372
Bonk	5372
Lamoureux	5373
Steinley	5374
Report du vote sur la motion	5374

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

L'usage de terrains fédéraux pour les vétérans

Hirtle	5374
Motion	5374
Richards	5376
Greaves	5377
Anderson	5377
Gaudreau	5377
Block	5377
Gaudreau	5379
Kelloway	5379
Richards	5381
Johns	5382

MOTION D'AJOURNEMENT

Le logement

Kwan	5383
Desrochers	5384

Les ressources naturelles

Johns	5385
Guay	5386

Les finances

May	5386
Desrochers	5387

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>